

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURGE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13419 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 22 MARS 1988

L'Irlande, en Europe...

On ne les voit pas. Cependant, on sait que les deux hommes vont subir un sort horrible. La foule qui se jette sur leur voiture paraît tellement déchaînée... Ces images parvenues de Belfast sont insoutenables. Mais il y a plus.

Peut-être pourrait-on ou voudrait-on croire que pareille violence s'exprime beaucoup plus loin, ailleurs qu'en Europe ? Non, la caméra nous montre un décor qui n'a rien de très exotique : l'univers assez familier d'une banlieue industrielle. Il faut bien admettre que cela ne se passe pas au Liban ou dans l'un de ces autres lieux de conflit qui nous font frémir à distance, que l'Irlande du Nord et du Sud fait partie de la Communauté, que l'Ulster dépend du Royaume-Uni, et donc de l'une des sociétés les plus policées qui soient.

Dans la plupart des quartiers de Belfast, même en période de tension, les signes extérieurs d'une situation grave sont relativement rares. On peut ignorer le drame qui se produit à quelques centaines de mètres de soi. Ces dernières années, une certaine normalisation s'est produite dans la vie quotidienne. Toutefois, la violence est latente et, entretenue, ne demande qu'à exploser de temps à autre.

Si on ne livre pas souvent bataille dans les cinémas comme le semaine dernière, l'intimidation la plus rude est permanente. Dans les deux camps, presque chaque jour, des familles démenagent, chassées par l'intolérance la plus explicite, après plusieurs incendies volontaires et sous les menaces de mort répétées. On ne parle pas. On ne témoigne pas. Les « traîtres » sont abattus plus souvent qu'à leur tour, de préférence devant leurs proches. Le barème du tueur est connu de chacun. Il y a beaucoup de boîtes à Belfast : pour une peccadille on devient invalide à vie, l'articulation d'un genou, ou des deux, éclatée par une balle tirée à bout portant.

Le reste de l'Europe a plutôt tendance à oublier l'Ulster. Même les médias britanniques ont d'ordinaire du mal à en parler. Il faut pourtant se rendre à l'évidence. L'Irlande du Nord est en proie depuis fort longtemps au sectarisme le plus sinistre : comme au Liban, la religion sert d'identité, sert à tuer : il y a quelque chose de médiéval dans ce conflit hérité du colonialisme ; mais la province n'en est pas moins au coin de notre Europe.

Si la Communauté apporte déjà un appui économique et financier très important aux deux Irlandes, les dirigeants européens, étant données les circonstances, pourraient peut-être faire davantage, ne pas se contenter de dire qu'il s'agit d'un problème ne concernant que la République et le Royaume-Uni. Même s'il a paru récemment quelque peu remis en cause, l'accord anglo-irlandais de 1985 a toujours le mérite d'exister, pour tenter de trouver un début de solution politique à laquelle les parties directement intéressées, catholique et protestante, sont jusqu'à présent incapables de parvenir.

Ce n'est certes qu'un schéma, et le conflit, au fond, est vraisemblablement insoluble à court et à moyen terme. Mais l'intérêt et le soutien que la Communauté peut apporter aux tentatives des gouvernements de Londres et de Dublin ne sont assurément pas superflus.

(Lire nos informations page 2.)

M 0147 - 0322 0 - 4,50 F



3790147004500 03220

En dépit des accrochages à la frontière du Nicaragua

Managua et la Contra sont prêts à renouer le dialogue

Tandis que les troupes américaines ont engagé au Honduras les « manœuvres Faisan doré », les accrochages se poursuivent à la frontière du Nicaragua entre les sandinistes et la Contra. Le gouvernement sandiniste et les responsables de la Contra n'en sont pas moins prêts à renouer le dialogue, et ont maintenu la rencontre qui devait s'ouvrir lundi, à Sapoa, dans le sud du Nicaragua.

Drôle de dimanche au Honduras...

DANLI (Honduras)
de notre envoyé spécial

C'est un drôle de dimanche. Comme chaque semaine le championnat de football a commencé tôt, dimanche 20 mars, et sur le terrain qui borde la route principale, à quatre-vingt kilomètres à l'est de la capitale, près de la ville de Danli, l'équipe des « Lions du Congo » affronte celle des « Ranchos ». La partie est serrée et suivie avec la même attention par les supporters des deux camps, qui s'enflamment à chaque but. Les villageois des alentours ont monté, comme à l'accoutumée, des

buvettes, et vendent leurs galettes.

Mais c'est tout de même un drôle de dimanche. A quelques centaines de mètres, de curieux oiseaux soulèvent de monstrueux nuages de poussière, depuis le début de la matinée, dans un vacarme assourdissant. Ils sont cinq, des gros Hercule C-130 américains. En quelques heures, ils déversent 650 tonnes pour des manœuvres conjointes, avec 300 militaires honduriens amenés par hélicoptères.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.
(Lire la suite et nos informations page 3.)

« Robert-Debré » : un nouvel établissement à Paris

Hôpital de plein jour

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a inauguré, lundi 21 mars, le nouvel hôpital pédiatrique Robert-Debré, boulevard Serurier, près du Pré-Saint-Gervais. Doté de cinq cents lits, dont soixante pour la maternité, celui-ci entrera en fonction le 2 mai. Il a été baptisé Robert-Debré, en hommage au célèbre pédiatre disparu en 1978.

L'établissement, dont le programme a été constamment

remis à jour pour qu'il corresponde, dès son ouverture, aux normes techniques les plus récentes, a l'ambition d'être à la pointe de la recherche en matière de maladies des enfants, psychiatrie comprise. Mais, d'ores et déjà, il ouvre une ère nouvelle dans la politique d'équipement de l'Assistance publique, qui a confié cette remarquable et lumineuse réalisation à l'architecte Pierre Riboulet.

Lire page 17 l'article de FRÉDÉRIC EDELMANN

Le meurtre d'un soldat israélien à Bethléem

Cisjordanie : de la révolte à la guérilla ?

Un soldat israélien a été tué par balles, dimanche 20 mars, à Bethléem, pour la première fois depuis le début, en décembre, des affrontements dans les territoires occupés. D'autre part, un Palestinien du camp de réfugiés de Rafah, dans la bande de Gaza, a été tué par balles lundi matin, au cours d'un affrontement entre manifestants palestiniens et militaires israéliens.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

C'est l'artère la plus paisible de Bethléem. La rue Manger, bordée de commerces connus aux enseignants attrape-touristes (« Happy Home », « Oriental Sweets »), grimpe en douceur vers la place de l'église de la Nativité. En son milieu, au coin d'une ruelle menant à un bureau du ministère de l'intérieur, une flaque de sang mêlé de pluie.

C'est là qu'est mort, dimanche 20 mars, le premier Israélien victime d'un attentat depuis le début des événements dans les territoires occupés. Le sergent Moshe Katz montait la garde quand il a été atteint à la tête par deux balles de pistolet tirées à bout portant par un ou des individus ayant réussi à s'enfuir.

Comme chaque fois que des armes à feu ont été utilisées au cours de ces derniers mois (sans doute à trois ou quatre reprises, mais jusqu'à présent sans jamais faire de victime), les autorités se refusent à y voir encore un changement de stratégie de la part des Palestiniens.

Le général Dan Shomron, le chef d'état-major de l'armée, qui s'est immédiatement rendu sur place, observait ainsi : « C'est un événement extrêmement grave, mais je ne crois pas qu'on puisse parler d'une évolution générale vers la lutte armée. Si le propos se voulait rassurant, le général le nuancerait dans la foulée : « Il est

cependant possible, expliquait-il, qu'on assiste à une recrudescence de ce type d'action au fur et à mesure que nous parvenons à maîtriser le mouvement dans les territoires. » A demi-mot, c'est là une façon de reconnaître que, de manifestations en émeutes, le « soulèvement » pourrait bien glisser vers une forme de guérilla plus ponctuelle, mais plus dure. L'attentat s'est produit au moment où le gouvernement multiplie les pressions économiques et militaires sur la population de Cisjordanie et de Gaza.

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite et nos informations page 4.)

Le Monde

ÉCONOMIE

- Les résultats de l'emploi : à faible productivité, forte embauche.
- L'état de la France : une grande bifurcation.
- Les États-Unis déficitaires... et hégémoniques.

La chronique de Paul Fabra : main invisible ou providence ?

Pages 37 à 40

RÉGIONS

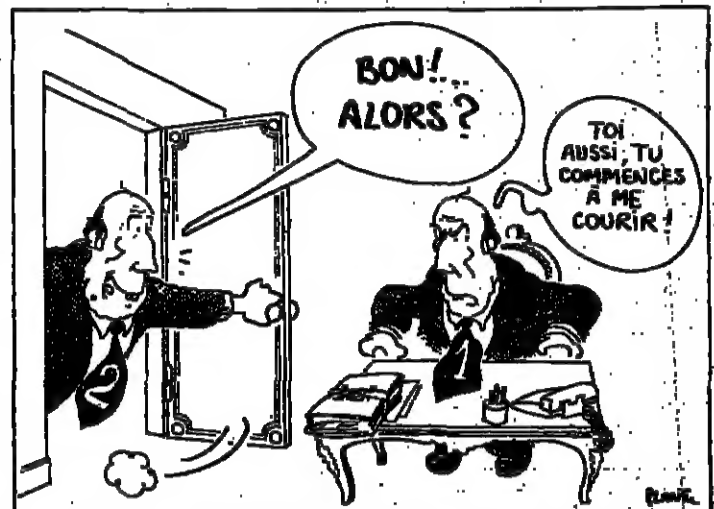
Un tour de France avec nos correspondants

Page 15

La préparation de l'élection présidentielle

M. Chirac qualifie de « farce » l'attitude de M. Mitterrand

M. Chirac a qualifié de « farce », le dimanche 20 mars, l'attitude de M. Mitterrand. Le candidat du RPR a posé à son concurrent socialiste dix questions destinées à marquer politiquement M. Mitterrand. Le chef de l'Etat devait faire connaître sa décision cette semaine. De leur côté, les barristes estiment que le « code de bonne conduite » majoritaire ne tient plus qu'à un fil.



Exceptionnel concours de circonstances

par Jean-Marie Colombani

J'ai choisi d'affronter l'obstacle le plus dur : à contenance de dire François Mitterrand pour expliquer le choix de M. Chirac comme premier ministre ; mais, glisse aussitôt le chef de l'Etat : « C'était pour qu'il soit moins un obstacle » ce jugement était formulé dès les premiers jours de la cohabitation. Il est évidemment de nature à renforcer la thèse de ceux - au rang desquels figure M. Chirac - qui ont toujours considéré que M. Mitterrand voudrait effacer, en 1988, la défaite de 1986 et que ladite cohabitation n'était jamais que l'institutionnalisation, au sommet de l'Etat, de la lutte pour le pouvoir.

En fait, cette quatrième candidature élyséenne que M. Mitterrand s'appareille à annoncer n'aurait pas de soi. Le précédent gâcheur de M. Giscard d'Estaing, auquel il avait déclaré le 21 mai 1981 que sa seule « erreur » avait été de se représenter, ses propres propositions sur la durée du mandat, qu'il voulait limiter à une fois sept ans, ou deux fois cinq ans, puis ses états d'âme ; enfin, et surtout, l'annonce faite au pays que seules des « circonstances exceptionnelles » - « tremblement de terre » ou « conflit mondial » - avaient justifié Michel Rocard - le conduiraient à solliciter un nouveau bail.

(Lire la suite page 8.)

Les troubles dans le Caucase

Moscou durcit son attitude face aux revendications arméniennes.

PAGE 2

L'épreuve de force au Panama

Le général Noriega cherche à gagner du temps.

PAGE 3

Rapt et assassinat

Le jeune homme disparu dimanche près d'Anne-masse a été retrouvé mort à Bourgoin.

PAGE 13

La télévision et la publicité

Spectaculaire progression des publicitaires.

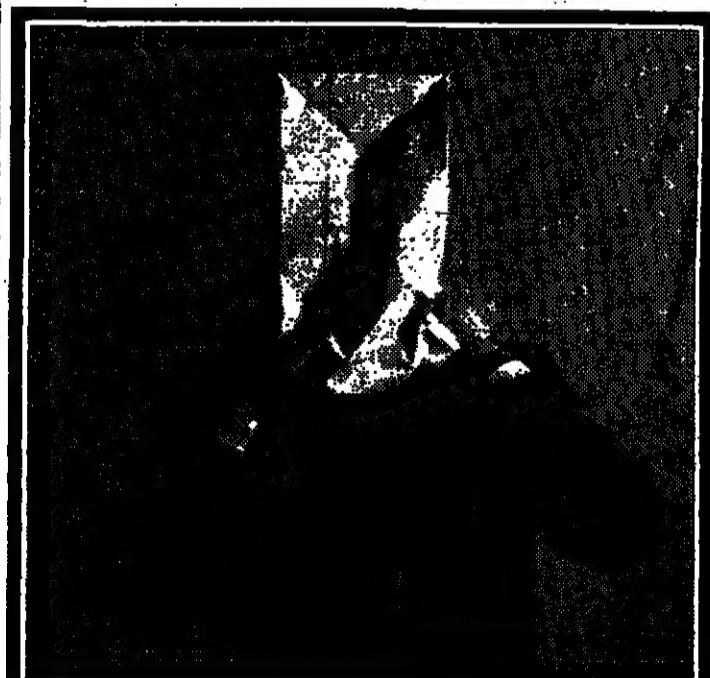
PAGE 17

La francophonie en Espagne

« Langues et société en l'an 2000 », une rencontre à laquelle s'associent « El País » et « Le Monde ».

PAGE 20

Le sommaire complet se trouve en page 48



LA FRANCE ET LE DÉCLIN

Par Michel Charzat

Le défaitisme serait-il la passion la mieux partagée des Français ? Pour Michel Charzat, l'avenir de la France ne doit pas appartenir aux désabusés, ni aux cyniques. Au contraire, il est temps de faire émerger une nouvelle culture nationale.

Collection « Questions » dirigée par Blandine Borret-Kriegel. 176 pages - 98 F.



LES LIVRES DES PUT QUESTIONNENT LE MONDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,80 \$; USA/Nez Comed, 1,75 \$.

Etranger

URSS : un article de la « Pravda » sur les troubles du Caucase

Les autorités durcissent leur attitude face aux revendications arméniennes

MOSCOU
de notre correspondant

Long (près d'une page de la Pravda de lundi 21 mars), tantôt allusif et tantôt brutalement direct, le message est parfaitement clair. Après un mois de troubles et de tensions dans le Caucase, le bureau politique s'est, en effet, résolu à exposer, sous la signature de trois journalistes de l'organe du comité central, son analyse de la crise et les solutions qu'il entend y apporter.

Cela se résume en quatre points fondamentaux : pas question d'envisager le rattachement du Nagorno-Karabakh à l'Arménie ; il faut, en revanche, résoudre les problèmes « brûlants » qui s'y posent ; les directions du parti, en Arménie comme en Azerbaïdjan, ont commis de nombreuses et graves fautes ; les chefs de file du mouvement arménien sont des agitateurs connus de longue date et seulement soucieux de leurs propres « ambitions » ; et il faut, enfin, revenir aux principes léninistes de la politique des nationalités en respectant les identités de chaque peuple et en assurant que les droits de chacun puissent être respectés dans la pratique et non pas seulement dans les textes.

Autrement dit, il y aura des réformes, mais uniquement celles que les autorités centrales jugeront nécessaires, et l'heure de la fermeté a sonné — contre tout le monde, manifestants aussi bien que dirigeants locaux du parti et des institutions d'Etat.

A moins d'une semaine du rassemblement auquel les militants arméniens ont appelé, pour samedi prochain, sur la grande place d'Erevan, il s'agit tout à la fois d'intimider les manifestants potentiels, dont tout laisse penser qu'ils sont nombreux, et de les inciter à la modération en leur montrant qu'on sait, au Kremlin, que leur colère n'est pas illégitime. Dans le même esprit, depuis dix jours déjà, des personnalités arméniennes modérées essaient de faire valoir qu'un plénum du parti de la République doit se tenir la semaine prochaine et qu'il conviendrait donc de repousser le rassemblement dans l'attente de ses résultats — un important remanement au minimum si l'on en juge par l'article de la Pravda.

Jusqu'à présent, ces personnalités (membres elles-mêmes du « comité d'organisation » qui préside au mouvement) avaient toutefois largement échoué dans leurs tentatives d'appel à ce que la Pravda nomme la « raison », et il n'est pas du tout sûr qu'en s'en prenant aux chefs de file arméniens cet article contribue à apaiser les « émotions » — l'autre mot clé de l'organe du comité central.

Une partie serrée s'est maintenant ouverte, annoncée dès dimanche par la publication, dans la Pravda toujours, de lettres de lecteurs déplorant les effets néfastes des événements d'Arménie et d'Azerbaïdjan sur la production industrielle de plusieurs régions. Or, quand c'est l'économie nationale tout entière qui est menacée, les autorités — à bon entendre salut — se doivent naturellement de prendre des mesures.

La carotte et le bâton

Bref, c'est la carotte et le bâton. Et l'organe du comité central commence par faire valoir que ce problème du Nagorno-Karabakh « n'est pas si simple », qu'il a déjà provoqué dans le passé des conflits tragiques, aggravés par les discordes religieuses, et qu'il a souvent resurgi après même que la région eût été rattachée, en 1923, à l'Azerbaïdjan.

La Pravda ne donne pas la date, mais note en revanche (cela s'applique-t-il aussi à la crise actuelle ?) que, lorsque ce problème resurgissait, c'était « généralement à des moments où certains dirigeants d'Arménie avaient à déjouer l'attention » de leurs propres erreurs.

C'est ainsi que l'Arménie et l'Azerbaïdjan se livrent depuis longtemps à des batailles d'experts, qui se lancent à la tête des manuels d'histoire, multipliant les mémoires et nourrissent la querelle. Or, estime la Pravda, la vérité est que la décision de 1923 est fondamentalement justifiée, car l'Azerbaïdjan offre plus de possibilités de développement au Nagorno-Karabakh, mais qu'on a, après avoir obtenu le statut de « république autonome », omis « de revenir sur des déformations de la politique des nationalités. Conclusion donc : les « milliers et milliers » de manifestants d'Erevan se rendaient-ils compte qu'en brisant les liens établis entre le Nagorno-Karabakh et l'Azerbaïdjan « ils détruiraient les mécanismes bien réglés » non seulement de l'économie locale, mais aussi, par conséquence nationale ? Et la Pravda de s'exclamer : « Et si d'autres régions allaient, en suivant cet exemple, vouloir satisfaire leurs intérêts particuliers au détriment d'autres peuples, que deviendrait notre Union ? »

Mais cela ne veut pas dire, enchaîne aussitôt le quotidien du comité central, que le parti néglige les « problèmes brûlants » qui se posent. En les mettant à nu, la démocratisation actuelle a, au contraire, permis de s'y attaquer pour les résoudre très prochainement.

Suit une longue description de la manifestation d'Erevan, dont il ressort qu'elle était remarquablement « disciplinée », « soigneusement préparée », et que l'approvisionnement de la foule massive devant l'Opéra était simplement remarquable. Ces compliments n'ont toutefois qu'un but : démontrer que le phénomène n'aurait rien de spontané et serait l'œuvre de militants sortis soudain de l'ombre et avec l'aide peut-être (la Pravda est très ambiguë sur ce point) de personnes aux leviers de commande. En un mot : « L'idée noble de rattachement a une odeur antisocialiste ».

Mais fondamentalement, semble dire le quotidien du comité central, le problème est que le vent de la démocratisation n'a pas soufflé jusqu'au Caucase, puisque « le comité central a souvent attiré l'attention des dirigeants des partis d'Arménie et d'Azerbaïdjan sur des défauts importants (...), mais il n'y a pas eu jusqu'à présent de changements significatifs ». Les dirigeants arméniens auraient donc « perdu la confiance des masses » (ce qui signifie qu'ils doivent partir). Quant à ceux de l'Azerbaïdjan, « ils méritent de vives critiques » pour avoir « lésé » les droits nationaux des Arméniens de leur République, au Nagorno-Karabakh bien sûr, mais même à Bakou, dans la capitale.

Avant de terminer sur une colonne à la gloire de l'unité internationale entre Azeri et Arméniens qui survit malgré tout à ces événements, la Pravda note que des problèmes ne se posent pas uniquement au Nagorno-Karabakh, mais dans d'autres régions autonomes aussi. C'est, explique le quotidien, que les lois garantissant leurs droits sont « quelquefois » ignorées par les Républiques auxquelles elles appartiennent, et c'est là un des nombreux problèmes sur lesquels devra se pencher le plénum sur les nationalités.

BERNARD GUETTA.

■ URSS : interdiction d'un rassemblement arménien à Moscou. — Les forces de l'ordre, appuyées par des chasse-neige, ont empêché dimanche 20 mars un rassemblement au cimetière arménien de Moscou, où un millier d'Arméniens s'étaient réunis la semaine précédente pour demander le rattachement de la région de Nagorno-Karabakh à l'Arménie. Par ailleurs, selon un journal local arménien, 1 761 Arméniens, dont 435 familles, ont quitté la ville de Soumgaït, en Azerbaïdjan, après les massacres du 28 février. Selon le dissident Sergueï Grigoriants, ces massacres auraient fait sept cent dix-neuf morts et non trente-deux comme l'affirment les autorités. (AFP)

Les nouvelles « révélations » de Kim Philby

Colonel du KGB à Moscou ? « Pendant un moment, ça a été merveilleux. J'ai eu un travail très intéressant à faire, écrit-il, mais ça ne m'a pas plu. J'ai eu l'impression que je n'étais qu'un pion dans un jeu de trois ans. Tout cela est quelque part dans les archives du KGB. Ce fut vraiment une bonne période. Je n'avais rien de plus à dire, j'ai commencé à douter. Est-ce que j'avais bien fait ? »

Ainsi parle aujourd'hui Kim Philby, l'agent double britannique qui, en 1951, se réfugia à Moscou après avoir été démasqué par le MI 5, le service de contre-espionnage de la couronne. Dans une interview dont le Sunday Times a publié la publication dimanche 20 mars, Kim Philby, soixante-seize ans, raconte les circonstances de sa fuite, sans pour autant vouloir dévoiler comment il a gagné Moscou depuis Beyrouth, où il se trouvait alors, « car c'est une opération du KGB dont je ne peux pas parler ». Mais, poursuit-il, « après 1957 tout changea ».

Mon salaire arrivait régulièrement, mais j'avais le sentiment de ne pas avoir assez de travail. Il me semblait que le KGB n'avait aucune idée du monde véritable. Je me sentais frustré et tombai dans une profonde dépression. J'ai commencé à boire beaucoup et, le pire de tout, j'ai commencé à douter. Est-ce que j'avais bien fait ? »

Vingt-cinq ans après sa défection, Kim Philby ne se contente pas d'évoquer ses états d'âme. Il affirme avoir recommencé à travailler pour les services secrets britanniques en 1956, bien qu'il en fût officiellement radié en 1951 à cause des soupçons croissants qui pesaient sur lui.

Philby, membre du « réseau de Cambridge » avec Guy Burgess, Donald McLean et Anthony Blunt, déclare aussi avoir fui pour Moscou avec la complicité des autorités britanniques, qui préféraient éviter ainsi l'embarras et le retentissement d'un procès en Grande-Bretagne.

Les précis Dalloz sont les outils de synthèse essentiels à la réussite universitaire ou professionnelle. Constamment réactualisés ou tirés des rééditions par des professeurs spécialistes du thème traité, ils ne cessent de grandir. Précis de droit commercial Sociétés commerciales Philippe Merle



Sa grandeur est à l'intérieur.

80 PRÉCIS DALLOZ • LE DROIT DE COMPRENDRE

IRLANDE DU NORD : l'assassinat par l'IRA de deux soldats britanniques à Belfast

M^{me} Thatcher dénonce une « sauvagerie révoltante »

L'émotion est très forte en Grande-Bretagne après le lynchage et l'assassinat — revendiqué par l'IRA — de deux soldats britanniques, samedi après-midi 19 mars, à Belfast.

Le ministre chargé de l'Irlande du Nord, M. Tom King, qui s'est rendu dimanche à Belfast, devait faire une déclaration à ce sujet, lundi,

devant la Chambre des communes. Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a appelé, samedi soir, catholiques et protestants de l'Ulster à mettre un terme aux actes de vengeance. La situation, a-t-il dit, s'est tellement détériorée qu'il faut « prendre de toute urgence des initiatives politiques ».

LONDRES
de notre correspondant

« On s'est fait deux Brics » : les jeunes gens qui remontent triomphalement Falls Road, l'artère principale du quartier catholique de Belfast-Ouest, viennent d'assister à une double mise à mort. Même à l'échelle de l'Irlande du Nord, la violence à laquelle vient d'être donné libre cours est inouïe. Deux soldats britanniques en civil ont été lynchés par la foule, puis exécutés d'une douzaine de balles par deux hommes en cagoule.

Il est 13 heures samedi. Une nouvelle fois, la quatrième en quatre jours, plusieurs milliers d'habitants du quartier républicain se rendent en procession au cimetière de Milltown, derrière un cercueil enveloppé d'un drapeau irlandais et surmonté d'une paire de gants et d'un bréviaire, signe que le mort appartenait à l'IRA. Kevin Brady a été tué, le mercredi précédent, dans ce même cimetière de Milltown, quand un tireur isolé protestant a lancé plusieurs grenades et déchargé son revolver sur la foule en défilant, faisant trois morts et une soixantaine de blessés dans ses rangs.

Samedi, la suspicion est à son comble. Les hommes du service d'ordre du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, arrêtent le moindre suspect pour une fouille en règle. Soudain un cri. Pour une raison inconnue, une Volkswagen gris métallisé arrive à vive allure face au cortège puis s'arrête net et tente de se dégarer en marche arrière pour être aussitôt bloquée par un taxi noir républicain. Alors se déclenche ce que M^{me} Thatcher appellera une « sauvagerie révoltante ».

Une grappe humaine prend d'assaut le véhicule. Un poing nu brise une vitre latérale pendant qu'un homme bondit sur le toit et défonce le pare-brise à coups de manivelle. L'un des occupants de la voiture sort un revolver, menace les agresseurs et tire une fois. En l'air, dit-on plus tard ses supérieurs et tous son courage.

Les assaillants, dont plusieurs membres du Sinn Féin reconnaissables à leurs brassards, refusent, mais pour revenir aussitôt à l'assaut. Les deux passagers, arrachés de leurs sièges, sont battus à coups de poing et de barres de fer à l'abri des regards des équipes de télévision et des photographes de presse, dont les films sont promptement saisis.

Les deux hommes assaillis sont jetés du haut d'un mur de 5 mètres et emmenés dans un taxi. Quelques centaines de mètres plus loin, ils sont déshabillés à l'exception de leurs sous-vêtements. Une douzaine de coups de feu crépitent. Les cadavres seront

retrouvés par les forces de sécurité, abandonnés en bordure de chaussée.

Un prêtre catholique, le Père Alex Reid, a assisté à l'agonie de l'un des deux victimes. « A cause de ce qui s'était passé le mercredi précédent, ils étaient tous sur les nerfs. Comme s'ils attendaient que quelque chose se passe. J'espère avoir réussi à donner un peu de dignité à la situation en réclant des prières, penché sur les corps ».

« Nous les avons exécutés »

« Nous revendiquons l'exécution des deux SAS (Unité antiterroriste de l'armée) qui ont lancé une attaque contre le cortège funéraire d'un de nos camarades », a déclaré peu après la « brigade de l'IRA pour Belfast ». Et d'expliquer : « L'unité SAS a d'abord été appréhendée par la foule, qui croyait à une attaque armée de loyalistes [protestants]. Nos volontaires les ont arrachés à la foule et, après les avoir clairement identifiés grâce à leur équipement et leurs papiers d'identité, nous les avons exécutés ».

Malgré la sauvagerie des SAS, leurs collègues et leurs familles pourront enterrer leurs morts dans la paix et la dignité », conclut le communiqué. Interrogé à la BBC dimanche, Gerry Adams, seul député du Sinn Féin au Parlement de Westminster, convenait :

« Ce qui est arrivé est terrible, mais doit être replacé dans le contexte du conflit engagé par la présence britannique en Irlande du Nord... Bien sûr, nous déplorons les morts. Mais les morts ». Mais il n'est pas question de condamner l'attitude de la foule. Après l'attentat au cimetière de Milltown, il avait accusé la police de « collusion » avec le tir de protestants.

Le ministre chargé de l'Irlande du Nord, M. Tom King, qui a dénoncé le « double meurtre commis de sang froid », a annoncé qu'il ferait lundi après-midi une déclaration à la Chambre des communes. Assuré d'une condamnation unanime du lynchage de samedi, il n'en devra pas moins répondre aux questions qui se sont immédiatement posées sur la nouvelle politique de non-intervention des forces de sécurité à l'occasion de funérailles républicaines à Belfast. Destinée à éviter les affrontements, cette politique a été critiquée comme laxiste par les députés unionistes [protestants] mais répond aux souhaits du président du Sinn Féin, qui déclarait la semaine dernière encore à propos des soldats et policiers : « Nous n'en voulons pas aux funérailles de nos soldats. Nous n'en voulons d'ailleurs pas plus dans notre pays ».

M. Tom King a indiqué qu'il communiquerait aux députés les premiers

éléments de l'enquête. Trois suspects arrêtés samedi étaient toujours gardés à vue lundi, et la police provinciale a entrepris de visionner le film des événements tourné depuis un hélicoptère de l'armée. Dès dimanche, des voix se sont élevées pour rappeler les risques d'escalade inhérents à une opération policière d'enquête dans le quartier catholique de Belfast-Ouest.

Enfin, le ministre sera en butte à de nombreuses interrogations concernant la présence des deux soldats samedi à Belfast-Ouest. La police provinciale avait dans un premier temps indiqué qu'ils étaient « en mission de surveillance », mais l'armée a contredit cette version. « Les deux capotons » (Derek Wood, vingt-quatre ans, et Robert Horan, vingt-trois ans) n'auraient jamais dû se trouver à cet endroit. Nous aimerions connaître les raisons de leur présence, mais j'ai peur que nous ne sachions jamais la réponse », a déclaré un porte-parole du quartier général des troupes britanniques en Irlande du Nord, peu après l'annonce de l'ouverture d'une enquête.

Les SAS ennemis jurés

Selon le ministre de la défense, les deux hommes étaient en route pour le sud de la province, afin d'y rejoindre leur régiment des transmissions, le Royal Corps of Signals, basé à Limerick. Derek Wood, un Ulster depuis quatre ans, avait exécuté montra la réalité nord-irlandaise à son compagnon fraîchement débarqué.

L'armée est en tout cas catégorique sur un point. Les deux capotons ne faisaient pas partie du corps des SAS, ennemis jurés de l'IRA depuis qu'ils ont tenu l'an dernier une embuscade dans laquelle huit membres du mouvement républicain ont été tués au moment de l'attaque d'un poste de police. Mais surtout, ce sont les SAS qui ont été désignés comme les auteurs de l'opération en cours de laquelle ont été abattus à Gibraltar, le 6 mars, un commando de deux hommes et une femme de l'IRA, qui préparait un attentat à la voiture piégée.

Le curé de la paroisse de Sainte-Agnès avait dénoncé en son temps « le meurtre » des trois membres de l'IRA à Gibraltar. Il a condamné « l'assassinat aveugle » commis par un commando républicain lors de leurs obèques à Belfast-Ouest. Dimanche, il avertissait ses paroissiens, témoins pour bon nombre du lynchage la veille des deux soldats britanniques : « Ce sera maintenant aux catholiques de devenir la cible d'attaques terroristes protestantes ».

(Interim.)

Afrique

TUNISIE

M. Ben Ali affirme son attachement à l'émancipation de la femme

TUNIS
de notre correspondant

« Il n'y aura ni remise en cause ni abandon de ce que la Tunisie a pu réaliser au profit de la femme et de la famille. Le code du statut personnel est un acquis auquel nous sommes attachés et par lequel nous nous sentons engagés. Nous en sommes fiers et nous en tirons un réel orgueil ».

Par cette mise au point faite sur un ton de grande fermeté lors de l'allocution radiotélévisée qu'il a prononcée le 19 mars, à la veille de la fête nationale — qui marque cette année le trente-deuxième anniversaire de l'indépendance — le président Ben Ali a très probablement voulu apaiser nombre d'incompréhensions qui se manifestaient depuis quelque temps dans une partie de l'opinion.

Après le 7 novembre, le nouveau pouvoir a en effet multiplié les réformes de nature à « réconcilier le pays avec son identité islamique » : appels réguliers à la prière à la radio et à la télévision, création d'un conseil islamique, réhabilitation de l'université de théologie de la Zitouna, références fréquentes et insistantes à la religion dans les cérémonies et discours officiels...

Tout récemment encore, lors d'une visite de M. Ben Ali en Arabie saoudite, on avait pu remarquer que les médias insistent sur la portée religieuse du voyage, au point de

présenter trois jours de suite à la télévision le même reportage sur le pèlerinage du chef de l'Etat aux lieux saints.

Une telle démarche a suscité incontestablement une réaction favorable dans les couches populaires. Mais elle provoque aussi diverses interrogations et même des inquiétudes dans les milieux modernes. Ainsi, dans une déclaration rendue publique le 18 mars, quarante professeurs de l'enseignement supérieur, toutes tendances politiques confondues, ont cru bon de proclamer leur attachement à la « modernité » de la Tunisie et à la « nécessaire séparation de l'islam et de la politique ».

Pas d'amnistie pour les islamistes

Après les graves soubresauts qu'a connus le pays l'an passé du fait de l'agitation intégriste et de la répression qui a suivi, il est certes politiquement important de « tirer le tapis sous les pieds du mouvement de la tendance islamiste », pour employer une expression souvent entendue dans les cercles proches du pouvoir. Mais dans quelle mesure n'apporte-t-on pas de l'eau au moulin des islamistes à force de vouloir récupérer leur discours ?

Dans cette situation floue, des voix ont pu récemment s'élever à la chambre des députés pour demander une limitation de l'emploi des

femmes, et le journal *As Salah*, le plus fort tirage de la presse quotidienne et souvent le mieux informé, a annoncé, sans être contredit, la préparation d'une nouvelle loi visant à interdire l'adoption. Une telle mesure ouvrirait une brèche dans le code du statut personnel, bête noire des islamistes, qui consacrent les droits de la femme et dont le respect représente l'un des caractères dominants de la Tunisie moderne.

La question des rapports entre la politique et l'islamisme demeure posée. A l'université, les étudiants qui se réclament de la tendance islamique (MTI) et qui n'y a pas si longtemps, en ont constitué le fer de lance s'activent à nouveau. Ils ont conquis la majorité des sièges au nouveau conseil de faculté. Même si ses principaux dirigeants demeurent incarcérés ou en fuite, le MTI n'a apparemment pas renoncé à faire entendre sa voix, revendiquant même une part indirecte dans le changement du 7 novembre.

Selon le journal *Al Ahdaf*, les deux mille quarante-quatre personnes ayant bénéficié la semaine dernière de mesures de grâce de la part du président de la République (le Monde daté 20-21 mars) étaient toutes des condamnés de droit commun. De même qu'ils s'étaient refusés à apporter des précisions sur le très laconique communiqué diffusé vendredi, les meilleurs officiels n'ont voulu ni confirmer ni démentir l'information d'*Al Ahdaf*.

MICHEL DEURE.

Europe

RFA : les élections régionales du 20 mars

Les chrétiens-démocrates conservent la majorité absolue au Parlement du Bade-Wurtemberg

BONN
de notre correspondant

M. Lothar Späth, ministre-président du Bade-Wurtemberg, a annoncé son objectif : malgré un tassement des suffrages recueillis par son parti, l'Union chrétienne-démocrate, lors des élections régionales du dimanche 20 mars, il peut continuer à gouverner seul à Stuttgart sans passer par les fourches caudines d'une coalition avec les libéraux.

Avec 49,1 % des voix, la CDU perd 2,8 % par rapport aux élections de 1984, mais conserve la majorité absolue des 126 mandats du Parlement régional, en raison du système électoral propre à la région qui aboutit à donner une prime aux grosses formations dans la répartition des voix « perdues » par celles qui n'ont pu franchir la barre des 5 % nécessaires pour avoir accès au Parlement.

Tout le monde s'accorde pour estimer que ce résultat est avant tout un succès personnel pour M. Lothar Späth, qui les électeurs ont donné qu'une bonne gestion de leur Land, le plus riche de la République fédérale. M. Späth avait habilement su se démarquer du gouvernement de Bonn sur des points délicats, comme la réforme fiscale et celle de la sécurité sociale.

La déception était manifeste dans les états-majors des sociaux-démocrates et des libéraux.

M. Dieter Spöri, nouvelle tête de liste du SPD dans le Land, n'est pas parvenu à faire passer chez les électeurs son message d'une social-démocratie moderne, soucieuse d'une qualité de la croissance et ouverte aux nouvelles couches sociales issues de la troisième révolution industrielle. Le SPD pèse

avec 32 % des voix, 0,4 % de moins qu'en 1984. Ce résultat est peu encourageant pour l'avenir du SPD à l'échelle fédérale : sans une remontée dans le sud, il lui sera difficile de reprendre le pouvoir à Bonn.

Les voix protestataires

Avec 5,9 % (-1,3 %), les libéraux du FDP réalisent leur plus mauvais score de l'histoire d'un Land qui fut jadis leur principale place forte. En outre, ils ont subi une perte de terrain la politique menée par la coalition de Bonn. Cela ne leur a pas réussi, pas plus que le choix de leur tête de liste, M. Walter Dilling, un enseignant de trente-trois ans qui n'a accordé à trouver un peu léger pour affronter M. Späth.

En maintenant, avec 7,9 % des voix, à un cheveu près leur score de 1984, les Verts réussissent en revanche un résultat remarquable dans un contexte où, sur le plan national, l'audience des écologistes est plutôt en recul.

La seule vraie surprise du scrutin, c'est la progression notable des petites formations de droite et d'extrême droite qui totalisent 5,1 % des suffrages contre 0,5 % en 1984. En tête de ces « petits » on trouve le NPD (2,2 %), la plus à droite de ces formations, qui rassemble les nostalgiques du nazisme. Le Parti écologiste démocrate (1,5 %) est une version droitiste des Verts : les républicains (1 %) mènent une campagne nationaliste, xénophobe et sécuritaire dans le style du Front national en France. Ces formations ont recueilli les voix protestataires, notamment dans les campagnes.

LUC ROSENZWEIG.

Elke Falk, ou la saga des secrétaires-espionnes

BONN
de notre correspondant

Il manquait quelque chose à la capitale de la République fédérale d'Allemagne, si, à intervalle régulier, on ne découvrait, dans l'antichambre d'un ministre, ce personnage aussi légendaire que la secrétaire devenue espionne par amour. Elke Falk, quarante-quatre ans, arrivée samedi 19 mars dans l'appartement de Bonn où elle vit seule depuis 1974, résume à elle seule cette légende : celle de la secrétaire collaboreuse, ni trop laide, ni trop belle, mais désespérément seule, qui, éduquée par un « Roméo » est-allemand, fait fonctionner la photocopieuse pour fournir à son amant les documents confidentiels du gouvernement de Bonn.

En 1965 et 1966, deux cas semblables avaient défrayé la chronique ouest-allemande : celui de Margret Hölke, secrétaire à la présidence de la République, condamnée en 1967 à huit ans de prison, et celui de Sonia Lönnberg, ancienne secrétaire de M. Martin Barmann, ministre de l'économie et président du

Parti libéral, qui s'est enfuie en RDA à la veille d'être démasquée.

Elke Falk fit la connaissance de son « Roméo », qui se faisait appeler Gerhard Thiem, en 1975, alors qu'elle travaillait à la chancellerie dans le bureau de M. Hans-Jürgen Wischnewski, proche collaborateur de l'ex-chancelier Helmut Schmidt. Les documents confidentiels qui passaient par ses mains concernaient les réunions du conseil des ministres et les rapports de services secrets ouest-allemands relatifs à la situation politique dans les pays du tiers-monde.

Mutée à partir de 1977 au ministère des transports, puis à celui de la coopération, Elke Falk continua à alimenter en documents confidentiels son amant retourné à Berlin-Est, qu'elle rencontrait les week-ends. Les informations auxquelles elle avait accès dans ces dernières fonctions — le département Europe du ministère de la coopération — étaient cependant loin de présenter un intérêt aussi grand pour ses mandataires que les comptes rendus de la chancellerie.

L.R.

TURQUIE

Mobilisation des intégristes islamiques en faveur des Palestiniens

ISTANBUL
de notre correspondant

Plus de vingt-cinq mille personnes venues des différentes parties de la Turquie ont manifesté dimanche 20 mars à Istanbul à l'appel du Comité de soutien au peuple de Palestine, inspiré par les intégristes du Parti de la prospérité de M. Necmettin Erbakan. La répression dans les territoires occupés a permis à celui-ci de rassembler, bien au-delà de son impact limité sur les questions de politique intérieure, la plus importante manifestation de rue depuis le coup d'Etat de 1980.

Les manifestants — hommes d'un côté, femmes de l'autre, la tête couverte — ont brûlé un drapeau israélien et applaudi aux appels à la rupture des relations diplomatiques lancés par un représentant de l'OLP en Turquie et le conseil d'Iran à Istanbul. Des banderoles proclamant la « fraternité des musulmans » dénonçaient les Etats-Unis et l'URSS tandis que M. Erbakan protestait contre la candidature de la Turquie à la CEE.

Les manifestants s'en sont également pris aux franc-maçons, rendus responsables par les intégristes de l'introduction de la laïcité en Turquie par Atatürk, ainsi qu'au Rotary Club. Deux pancartes avaient été retirées par le comité d'organisation. L'une disait : « A bas les Arméniens ! », l'autre avertissait les « juifs » que « c'est l'armée de Mahomet, pas l'OLP, qui arrive ».

M. F.

● GRÈCE : quatorze blessés, dont quatre soldats américains, dans un attentat. — Quatorze personnes, dont quatre soldats américains, ont été blessées par l'explosion d'une bombe artisanale, samedi soir 19 mars, dans une cafétéria de Glyfada, une banlieue résidentielle du sud d'Athènes. Cet attentat intervient alors qu'Athènes et Washington ont engagé depuis novembre dernier des négociations sur le renouvellement de l'accord bilatéral de coopération économique et de défense qui expire à la fin de l'année. — (AFP.)

Amériques

PANAMA

Le général Noriega cherche à gagner du temps...

Après avoir rejeté, vendredi 18 mars, les conditions mises par Washington pour lui permettre de partir en exil, le général Noriega, l'« homme fort » du Panama, entend résister jusqu'au bout. De la conciliation, le gouvernement américain est passé à la menace voilée. Dans une interview diffusée ce week-end à la télévision américaine, le secrétaire d'Etat George Shultz n'a pas hésité à déclarer : « Le général Noriega doit partir. Le plus tôt sera le mieux ». M. George Shultz a ajouté : « Il devrait se dépêcher de partir avant que la chance qui s'offre à lui d'aller en Espagne ne disparaisse... »

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

« Le général reste », titrait triomphalement, dimanche 20 mars, le journal pro-gouvernement *la Republica* (tous les médias d'opposition sont suspendus depuis trois semaines), en annonçant la décision du général Manuel Antonio Noriega de rejeter les exigences des Etats-Unis, qui cherchent à obtenir sa démission et son départ vers l'Espagne. Selon un communiqué de l'armée, les propositions de Washington sont jugées « impraticables, inacceptables et anti-panaméennes ».

Deux hauts fonctionnaires du département d'Etat, MM. William Walker (sous-secrétaire d'Etat adjoint pour l'Amérique centrale) et Michael Kosak (conseiller juridique) avaient rencontré dans le plus grand secret, jeudi soir et vendredi, le général Noriega et plusieurs de ses collaborateurs, proposant à l'« homme fort » du Panama de s'exiler dans les plus brefs délais en Espagne. Les Etats-Unis se sont engagés en échange à ne pas demander son extradition pour le faire comparaître devant les deux tribunaux de Floride, qui l'ont inculpé de trafic de drogue en février.

Malgré l'affaiblissement de sa position à la suite du coup d'Etat manqué de mercredi dernier, le général Noriega ne donne pas l'impression de vouloir s'en aller. Il aurait fait des contre-propositions inacceptables pour les émissaires de Washington, demandant notamment qu'on lui laisse le temps de réorganiser l'état-major et de nommer son successeur. Parmi ses autres exigences, on signale son souhait de rester au Panama, et d'obtenir des garanties pour ses collaborateurs. Ou, encore, de voir maintenir en place le gouvernement qu'il a nommé après avoir destitué le 26 février le président de la République, M. Eric Delvalle.

Tout indique que le commandant en chef des Forces de défense cherche à gagner du temps et à obtenir la levée des sanctions économiques qui sont en train d'asphyxier le pays. Selon les déclarations d'un pilote panaméen, le major Augusto Vallalaz, qui a trouvé refuge aux Etats-Unis après l'échec du putsch de la semaine dernière, le général Noriega se préparerait à résister à une « intervention militaire américaine ». L'officier affirme avoir lui-même fait trois fois le voyage de Cuba, au cours des dernières semaines, pour aller chercher de grosses quantités d'armes qui ont été stockées dans des bases militaires situées à l'extérieur de la capitale. « Sete voyages de ce genre étaient prévus », a-t-il déclaré à la télévision américaine.

La crainte d'affrontements

L'état d'urgence est toujours en vigueur depuis vendredi afin « de préserver l'ordre public et de repousser les attaques de l'intérieur contre de l'extérieur contre l'économie nationale ». Les autorités ont pris cette décision après avoir constaté qu'il y avait « une véritable guerre non déclarée, contre le Panama, de la part des Etats-Unis », en collaboration avec « certains secteurs politiques nationaux qui ven-

lent s'emparer du pouvoir par la force pour remettre en question les traités « Torrijos-Carter » (remise du canal au gouvernement panaméen et évacuation des dix mille soldats américains en l'an 2000).

Le gouvernement dénonce la stratégie de ses adversaires qui ont réussi à provoquer la fermeture de tous les magasins depuis le 4 mars, et à retirer de la circulation une grande partie des dollars disponibles (la devise américaine fait office de monnaie nationale).

Les autorités semblent décidées à empêcher la grève générale illimitée, décrétée par l'opposition à partir de ce lundi pour, selon les adversaires du régime, « donner l'estocade finale au général Noriega ». L'armée a annoncé, pour sa part, qu'elle prendra toutes les dispositions nécessaires pour « garantir le libre accès des magasins et la circulation dans les rues de la capitale ». Ce qui laisse craindre des affrontements. Depuis vendredi, en effet, plusieurs milliers de soldats en tenue de combat et fortement armés patrouillent dans les rues de la capitale et gardent les points stratégiques.

Après avoir « militarisé » les services publics pour éviter une répétition des sabotages organisés la semaine dernière par les syndicats — le pays tout entier a été privé d'électricité pendant vingt-quatre heures — les autorités ont laissé entendre qu'elles pourraient appliquer la même mesure aux grandes chaînes d'alimentation, si elles n'ouvraient pas leurs magasins au public.

Dans un communiqué, publié dimanche par les journaux, un « Front pour la défense des pauvres » menace carrément de s'emparer des entreprises et des commerces qui participent à la grève. Comme le martèle la propagande officielle depuis le début de la crise, le général Noriega semble disposé à se défendre « jusqu'aux ultimes conséquences contre la plus grande offensive jamais lancée par les Etats-Unis contre le Panama ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Drôle de dimanche au Honduras...

(Suite de la première page.)

A peine largués sur la piste de terre battue aménagée deux ans plus tôt, les troupes harachées et camouflées s'enfoncent dans les montagnes environnantes. Pour elles aussi il s'agit d'un « jeu ».

Casqué, le visage peint en noir et vert, le major Ned Ennis, porte-parole du détachement américain, précise qu'il s'agit d'« exercices ». Ses unités vont s'installer ici pen-

apprécié « l'appel à l'aide » lancé par les autorités civiles aux Etats-Unis. Cela d'autant plus que la demande de soutien logistique faite par les Hondurasiens, qui concernait essentiellement le transport de leurs troupes sur les zones de combat par hélicoptères américains, leur a été refusée.

Dans la région de Bocay, le long de la frontière avec le Nicaragua, les combats semblent continuer avec l'armée sandiniste. Même si cette

« Faisant doré » ne doit pas excéder dix jours — plusieurs changements au programme ont tout de même déjà eu lieu.

A l'origine, les forces américaines ne devaient pas se trouver dans les zones frontalières. Une limite, à 150 kilomètres environ des zones de combats avait même été fixée. Or, dans la région de Danli, les Américains ne sont qu'à une vingtaine de kilomètres du Nicaragua... et vont y rester quelques jours.

que Reagan puisse aider la Contra tout en faisant pour aux sandinistes ». A proximité des camps américains des gamins, lorgnant sur les fusils d'assaut M-16, poignent aux délices des rations de combat. Le plus jeune, s'adressant à un sergent, lui demande, gourmand : « Tu en manges beaucoup, du chocolat ? » Curieux dimanche...

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.



dont quelques jours et participer à des manœuvres avec des pièces d'artillerie et des munitions à blanc. Les 3 150 hommes de la force américaine amenés ces derniers jours au Honduras, ont en effet, pour la plupart, quitté ce week-end leur base de Palmerola, proche de la capitale.

Sur les principales routes du pays, les convois militaires se succèdent, commandés en tête, les engins du génie forment la voie, derrière les camions porte-chars. Dans l'air l'agitation est la même : avions et hélicoptères trouillent bruyamment le ciel. Avec les forces américaines déjà présentes — près de 2 800 hommes — et l'armée hondurienne, ce sont plus de 30 000 hommes qui sillonnent maintenant le pays. Près de Danli, les forces honduriennes restent pourtant invisibles. Le major américain confie lui-même « ne pas savoir exactement où elles sont ». Un sergent de l'armée hondurienne posté devant l'entrée de la piste d'atterrissage est bien seul et prend ses ordres « des commandants américains ».

L'armée régulière du pays, selon les commentaires de militaires honduriens, n'aurait pas vraiment

dernière s'est officiellement éloignée de la frontière, après une première série de nouveaux bombardements qui auraient été effectués samedi par l'aviation hondurienne. Pourtant, si les affrontements sont réels, ils ne semblent pas affecter outre mesure les autorités militaires de Tegucigalpa. Bien sûr, le président Jose Azcona multiplie les ultimatums auprès des sandinistes pour qu'ils s'abstiennent de toute pénétration. Mais l'un des plus hauts responsables de l'aviation, chargé des opérations, le colonel Navarro, a quitté le pays à la fin de la semaine dernière pour une mission d'études aux Etats-Unis. Un voyage programmé de longue date et qu'il n'a pas jugé utile de remettre.

Pour l'armée américaine, les manœuvres ont officiellement débuté dans le hall du principal hôtel de Tegucigalpa : une affiche informait les journalistes de la possibilité de suivre les manœuvres. Depuis quelques jours déjà les taxis proposaient, eux, des « excursions à Palmerola ». Si cet exercice dure officiellement quelques jours — la totalité des manœuvres nommées

Raymond BARRE

Questions de confiance

Entretiens avec Jean-Marie COLOMBANI

Flammarion

مقدونيا

Proche-Orient

La réunion de la Conférence islamique d'Amman

L'Iran est isolé au sein d'une assemblée dominée par les pays arabes

AMMAN
de notre envoyée spéciale

Le soulèvement dans les territoires occupés, la guerre Iran-Irak et le conflit arabo-israélien dominent les travaux de la dix-septième session ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), que devait ouvrir, lundi 21 mars, le roi Hussein de Jordanie. Quarante-cinq délégations sur les quarante-cinq membres - l'Afghanistan est suspendu de l'OCI depuis 1980, mais les Moudjahidines assistent aux travaux en tant qu'observateurs - sont présentes à Amman, dont trente-cinq sont dirigées par des ministres des affaires étrangères.

Cette session ordinaire, qui se déroule à quelques dizaines de kilomètres des territoires occupés, sera, à la demande de l'OLP, baptisée « Session de solidarité islamique avec le soulèvement du peuple palestinien ». L'appui au soulèvement palestinien sera sans doute une des rares questions à faire l'actualité, tant les sujets de discorde ne manquent pas dans une assemblée qui réunit à la fois les Asiatiques, les Africains et les Arabes.

L'appui au peuple palestinien est d'ailleurs une question distincte du conflit arabo-israélien, à propos duquel l'OCI devrait réaffirmer son soutien à la tenue d'une conférence internationale, parce que le meilleur moyen d'avancer vers la paix. La Jordanie ne souhaite pas en tout état de cause que soient examinées dans ce forum très disparates les

dernières propositions américaines contenues dans le plan Shultz. L'affrontement le plus sérieux devrait, bien entendu, opposer une fois de plus l'Irak et l'Iran. Déjà, lors de la réunion préparatoire, le ton a été donné par Bagdad, qui a demandé que soit examinée l'« émigration des juifs iraniens vers la Palestine », accusant Téhéran de faciliter celle-ci en échange d'« armes et de pièces détachées ».

Deuxième sujet délicat pour l'Iran, l'inscription à l'ordre du jour d'une question sur « la protection des lieux saints de La Mecque et de Médine ». Nombre de pays souhaitent que l'OCI renouvelle officiellement son soutien à l'Arabie saoudite « gardienne des lieux saints », et que soit fixé, en baisse pour le prochain pèlerinage, un quota de participants par pays. Une réduction très nette serait prévue dans le cas de l'Iran, qui en 1987 avait envoyé 150 000 pèlerins à La Mecque. Le 31 juillet, une de leurs manifestations avait dégénéré en un affrontement avec les forces de sécurité saoudiennes, qui avait fait officiellement 402 morts, dont 275 Iraniens.

M. Mohamed Teckhiri, directeur des relations internationales au ministère de l'Information, qui dirige la délégation iranienne, après avoir affirmé samedi que l'évocation de cette affaire risquerait de mettre en cause l'unité de l'OCI, avait l'intention d'y répondre en renouvelant la demande iranienne du droit de manifester lors du pèlerinage. Ce vœu à toutes les chances d'être repoussé.

A propos de la guerre qui fait rage sur le terrain, l'OCI renouvellera sans doute l'appel à l'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, tant l'Iran, qui avait boycotté le sommet de l'OCI à Koweït en 1987, semble isolé au sein d'une assemblée dominée de fait par les pays arabes. La conférence islamique n'a toutefois pas l'intention de relancer sa médiation dans ce conflit.

Le problème afghan

L'Afghanistan sera un sujet d'autant plus important que la Jordanie, pays hôte de la session ministérielle, s'active beaucoup sur ce problème, qui a été abordé lors du voyage éclair du premier ministre, M. Zeid Rifai, à Moscou samedi. Alors que la Jordanie n'entretient pas de relations diplomatiques avec Kaboul, le ministre afghan des affaires étrangères a été reçu à Amman le soir même, et le roi Hussein se rendra mardi au Pakistan pour une visite officielle de quarante-huit heures.

De source diplomatique à Amman, on explique cet engagement jordanien dans l'affaire afghane de la manière suivante. Les Soviétiques auraient laissé entendre, notamment lors du voyage à Moscou du roi Hussein en décembre, qu'ils pourraient se montrer d'autant plus compréhensifs concernant la guerre du Golfe, c'est-à-dire favorable à l'application de la résolution 598, et

sur le conflit arabo-israélien, que les Arabes, notamment l'Arabie saoudite, qui apporte un large soutien à la résistance, se montreraient plus souples sur l'avenir de l'Afghanistan. Au lendemain de l'annonce réitérée par Moscou de son retrait d'Afghanistan, le porte-parole jordanien a qualifié de « sage et courageuse » cette décision, ajoutant que « la première tâche du peuple afghan était maintenant de reconstruire son unité nationale, à travers une réconciliation générale ».

Le roi Hussein prodiguera sans doute au général Zia Ul Aq quel-ques conseils de modération. Amman fera tout son possible pour que l'URSS ne se trouve pas dans le camp des accusés lors de cette dix-septième session de l'OCI, mais pour que, au contraire, sa décision soit saluée.

Les Soviétiques ont dépêché un envoyé spécial à Amman, M. Mikhail Sytenko, qui s'est entretenu tout à tour samedi avec le secrétaire général de l'OCI, le Pakistanais Sharifuddin Pirzada, et avec le roi Hussein pour les tenir au courant dans le détail, dit-on, des derniers développements des conversations de Genève. La réunion ministérielle, qui durera en principe jusqu'au vendredi 25 mars, examinera en outre, au sein des commissions culturelles, économiques et administratives, les multiples sujets qui préoccupent les pays islamiques.

FRANÇOISE CHIPAUX

مقدار من الامم

En trois semaines

L'Iran et l'Irak affirment avoir tiré 225 missiles

Vingt et un jours après le tir du premier missile iranien le soir du 28 février, l'Iran et l'Irak ont annoncé avoir tiré au total 225 missiles - soit 10 par jour en moyenne - selon un décompte arrêté samedi 19 mars. Dans cette nouvelle « guerre des villes », marquée d'une brève trêve de quarante-huit heures à la fin de la semaine dernière, l'Iran affirme avoir tiré 125 missiles - 34 sur Bagdad et 91 sur d'autres agglomérations, la plupart dans le sud du pays. Sur les 100 missiles dont l'Irak a annoncé le tir, 90 ont visé Téhéran, 8 la ville sainte chiite de Qom et 2 Isfahan. Les Irakiens ont d'autre part confirmé que 26 missiles avaient touché Bagdad.

Sur le front du nord, l'Iran a affirmé samedi que ses troupes poursuivaient leur avance dans la province de Suleimaniyeh, contrôlant au total plus de 1 000 kilomètres carrés du Kurdistan irakien et accusant Bagdad d'avoir bombardé à l'arme chimique, ces trois derniers jours, plusieurs localités kurdes prises par les forces iraniennes dans la région de Halabja, de Khormal, de Towila et de Dujaila. La radio de Téhéran indique que les forces iraniennes sont occupées à « nettoyer » la région des effets chimiques. Elles ont évacué une partie de la population atteinte vers l'arrière

du front. Selon un communiqué militaire iranien, plus de 10 000 soldats irakiens ont été mis hors de combat depuis le début de l'opération, baptisée « Val Fajr 10 ».

Téhéran n'a pas, jusqu'à présent, mentionné la participation aux opérations de ses alliés kurdes irakiens, alors que M. Jafar Talebani avait affirmé dans l'interview qu'il nous avait accordée (le Monde du 19 mars) que l'attaque contre la région de Halabja avait été menée conjointement avec l'Union patriotique du Kurdistan, qu'il dirige et qui est fortement implantée dans la province de Suleimaniyeh. M. Talebani a précisé qu'il existait entre les Kurdes de la révolution irakienne et les pechmergas kurdes une étroite coopération au stade de la préparation des offensives, mais que celles-ci étaient menées sur le terrain d'une manière indépendante par les différentes forces alliées, qui utilisaient chacune ses propres méthodes et styles de lutte.

La perte de Halabja et de sa région a été durement ressentie à Bagdad, où le ministre irakien de la défense, le général Adnan Khairallah, a menacé de recourir à « tous les moyens » pour défendre le territoire irakien.

LIBAN : la préparation de l'élection présidentielle

M. Joumbblatt joue la détente

BEYROUTH
de notre correspondant

En présentant, le dimanche 20 mars, un candidat à la présidence de la République, le leader druze, M. Walid Joumbblatt, a incontestablement donné un gage de bonne volonté et indiqué clairement qu'il acceptait de voir l'élection se dérou-

ler à son échéance constitutionnelle, l'été prochain. Le candidat de M. Joumbblatt est en effet un maronite, M. Antoine Achkar, membre, certes, du parti du chef druze, le PSP, mais maronite quand même. Ce qui signifie que, jusqu'à nouvel ordre, M. Joumbblatt joue le jeu et ne conteste pas que la présidence demeure, au terme d'un accord tacite, réservé aux maronites ; ce qu'il avait maintes fois réitéré précédemment.

À l'approche de l'échéance présidentielle, la contestation du privilège maronite par les plus virulents des opposants musulmans paraît donc s'estomper graduellement, l'initiative de M. Joumbblatt étant un indice parmi d'autres d'une ambiance conciliante et d'une confirmation de la détente. La Syrie y participe en négociant discrètement avec Washington un compromis pour la présidentielle libanaise.

Trois candidats déclarés briguent à ce jour la présidence : MM. Antoine Achkar, qui vient de présenter M. Joumbblatt, Farouk Abihamra, ancien ambassadeur à Paris, et Dany Chamoun, chef du FNLI (Parti national libéral) ; sans compter les innombrables « présidents » non déclarés.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

M. Zhao Ziyang souhaite « davantage d'ouverture »

Le plénum du comité central du PC chinois s'est achevé, samedi 19 mars, après cinq jours de débats. Au cours de ce plénum, M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC, a prononcé un important discours en faveur de « davantage d'ouverture », de « consultation et de dialogue », de discussion « à tous les niveaux » et de l'accélération des réformes.

M. Zhao a aussi lancé un appel pour un gouvernement « honnête et progressif ». La longueur inattendue du plénum et le ton des discours de M. Zhao semblent confirmer les informations selon lesquelles il s'oppose au premier ministre, M. Li Peng, sur le rythme et l'ampleur des réformes. En effet, M. Zhao, citant à sa rescousse M. Deng Xiaoping, a réaffirmé l'importance de son projet de développement accéléré et d'ouverture vers l'étranger des zones côtières, pourtant placé en cinquième et dernière priorité par M. Li le mois dernier lors de son discours à l'occasion du Nouvel An chinois.

Ethiopie

Deux officiers soviétiques capturés par les rebelles érythréens

Nairobi. - Les séparatistes du Front populaire de libération de l'Ery-

thiopie (FPL) ont annoncé, samedi 19 mars, la capture de deux officiers soviétiques au cours d'une offensive contre les forces gouvernementales dans le nord de l'Ethiopie.

Le radio-généraliste du FPL, Levoit des grandes masses d'Ethiopie, a affirmé qu'un colonel et un lieutenant étaient les premiers officiers soviétiques faits prisonniers depuis que Moscou s'est engagé militairement dans un soutien au gouvernement marxiste éthiopien, en 1977. Dans un communiqué diffusé samedi, le FPL affirme que ses combattants ont opéré jeudi une sortie à partir de leur bastion de Balta, dans le nord de l'Erythrie, et ont capturé vendredi la garnison gouvernementale d'Asbet, à 40 kilomètres au sud d'Asmara, et des hélicoptères de combat ont tenté de stopper l'offensive, ajoute le FPL.

Des employés d'associations humanitaires tentent contre la famine ont commencé, samedi, depuis Addis Ababa, que les combats s'étaient intensifiés dans le nord de l'Erythrie. (Reuters.)

LA DÉCLARATION PASSIONNÉE DE NAPOLEON

Enfance du retour du peuple juif sur sa terre, Erets Israël.

Revue « Kountres »

A.S.M.J. 20 F francs

24, rue du Fig-Poissonnière 75010 Paris

Le meurtre d'un soldat israélien à Bethléem

Cisjordanie : de la révolte à la guérilla ?

(Suite de la première page.)

Il entend ainsi briser une révolte qui s'est déjà traduite par la mort de plus de quatre-vingt-dix Palestiniens (quatre-vingt-neuf selon un décompte du Jérusalem Post) et ne donne pas de signe de répit.

Moshe Katz, un réserviste de vingt-huit ans originaire de Haïfa, patrouillait le long de la rue Manger, avec deux autres soldats dans la matinée de dimanche. Les coups de feu ont été tirés au moment où ses deux camarades l'avaient laissé en faction devant le ministère de l'Intérieur.

Plusieurs dizaines de soldats, de toutes les unités, casque lourd sur la tête, bouclèrent alors la rue Manger, arrêtaient deux à trois cents personnes suspects ou témoins. Tous les hommes trouvés alentour furent visés, enfants et vieillards compris, toutes les maisons du quartier perquisitionnées, les taxis arabes arrêtés et leurs

passagers appréhendés, tandis que les habitants d'un camp de réfugiés voisins étaient, eux aussi, conduits sur les lieux.

Tout à tour, ils furent forcés de s'accroupir, mais sur la tête, face à une galerie commerciale, avant d'être escortés pour interrogatoire vers le local du ministère. La ronde des interpellations se poursuivit pendant plusieurs heures, à peine interrompue par une brève et silencieuse visite du ministre de la Défense, M. Rabin.

Il est trop tôt pour savoir si l'opération de dimanche fut la

réponse d'un groupe militant à l'accroissement des pressions exercées depuis une dizaine de jours sur la population palestinienne : couvre-feu à Gaza, communications téléphoniques avec l'étranger supprimées, restriction à la liberté de mouvement des habitants des territoires, etc. (voir le Monde du 17 mars).

Les autorités ont appliqué, ce week-end, un tour de vis supplémentaire. Elles ont interdit le mouvement de jeunesse Shabbat (une association proche du Fatah de M. Arafat), coupé le téléphone

celle qui utilise l'image, et les forces de sécurité israéliennes - du moins sur le terrain.

Au début de la semaine, alors que l'armée patrouillait dans certaines rues de Bethléem, après un incident, des soldats sont arrivés au domicile de M. Jamil Hamad, correspondant de Time Magazine pour les territoires occupés, professionnel respecté et de longue expérience. Le traitement fut celui qui est réservé en plus fréquemment réservé aux Palestiniens lors de ce genre de perquisitions : actes de vandalisme de la part des soldats, meubles brisés et insultes grossières à l'intention de Mme Hamad. Mais, dit-on à Time, « le comportement des soldats n'a fait qu'empirer lorsqu'ils ont appris la profession de M. Hamad ».

Al. Fr.

Multiplication des incidents entre l'armée et la presse

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Plusieurs reporters photographes ont été malmenés, sinon brutalisés, dimanche 20 mars, alors qu'ils tentaient de « couvrir » l'attentat de Bethléem. Un soldat a frappé d'un coup de crosse au visage un journaliste espagnol qui s'apprêtait à photographier une file de suspects et de témoins arrêtés. Peu avant, la police avait confisqué les photos du corps du sergent assassiné que venait de prendre deux journalistes américains, l'un travaillant pour Newsweek, l'autre pour Time Magazine. Ce dernier a été brièvement arrêté et grassement menacé par un policier.

Ces incidents - ils ne sont pas rares - illustrent les relations de plus en plus tendues entre la presse, particulièrement

CHALLENGE DISCOVERY AND EDUCATIONAL ADVENTURE HOLIDAYS



Organisation basée en Angleterre, animée par une équipe franco-américano-britannique, assure auprès des jeunes qui lui sont confiés une présence constante sur le terrain, et un service unique vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Séjours en Angleterre pour jeunes de 9 à 17 ans

Juin-juillet-août, de deux à quatre semaines, les jeunes sont accueillis soit dans le cadre de familles hôtes « CHALLENGE » qui participent activement pour garantir une parfaite intégration et une totale participation de tous les jeunes, soit dans le cadre des « SUMMER CAMPS » où les jeunes améliorent leur anglais en le pratiquant en permanence avec des amis anglais et sous la responsabilité d'un adulte pour cinq participants (sports, musique, éducation, tennis, golf, BMX, informatique, judo, danse complètent très heureusement ces séjours).

Il est important de noter que le transport aller-retour France-Angleterre est assuré par avion.

Séjours aux USA pour jeunes de 14 ans à 19 ans

Juillet et août, séjours de quatre semaines. Les jeunes ont pour objectif de s'intégrer au sein d'une famille américaine. Un responsable français présente pendant tout le séjour participe à toutes les activités dont les principales sont : conférences, expositions, visites, excursions, activités sportives. Séjours organisés à BOSTON, WASHINGTON, D.C., FLORIDE, SAN FRANCISCO, LOS ANGELES.

Brochure sur demande : CHALLENGE 34/36 South Street - LANCING West Sussex - ANGLETERRE

NUMERO VERT APPEL GRATUIT : 19-05-90-83-78.

Diplomatie

L'aide aux résistants afghans sera poursuivie « tant qu'ils seront menacés »

déclare M. Reagan

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, est arrivé, dimanche 20 mars, à Washington pour de nouveaux entretiens avec son homologue américain, M. George Shultz, destinés à préparer le prochain sommet soviéto-américain de Moscou. La date de ce sommet — probablement fin mai — devrait d'ailleurs être fixée à l'issue des conversations à Washington.

Les entretiens officiels du ministre soviétique ne devraient commencer que mardi 22 mars et porter principalement sur les questions du désarmement, notamment la préparation d'un traité sur la limitation des armements stratégiques (START), et l'Afghanistan, afin d'éliminer les derniers obstacles au retrait soviétique.

En ce qui concerne les START, M. Shultz a déclaré, dimanche, sur le réseau de télévision NBC, qu'il était « possible » que le traité soit prêt pour le sommet, mais qu'il fallait encore accomplir « une très grosse besogne » et que l'on ne pouvait « en aucune façon dire que c'est dans la poche ».

A ce propos, le président Reagan a déclaré, dans un entretien à l'*International Herald Tribune* publié lundi, qu'il aimerait avoir cette année une seconde rencontre au sommet avec le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, si un accord START n'est pas mis au point avant leur rencontre de mai.

A la question de savoir s'il désire rencontrer le nouveau M. Gorbatchev après le sommet de mai prochain, M. Reagan a dit : « Si c'est pour signer un traité, oui, certainement ».

Toujours dans le domaine du désarmement, la RDA a annoncé, samedi 19 mars, la fin du retrait anticipé des missiles nucléaires soviétiques du type

SS-12 déployés sur son territoire. Ce retrait avait commencé le 25 février.

A propos de l'Afghanistan, M. Reagan précise, dans son entretien à l'*International Herald Tribune*, que les États-Unis ne laisseront pas les rebelles afghans à la suite du retrait des troupes soviétiques. « Nous ne ferons sûrement rien qui puisse mettre en danger les moudjahidines », a-t-il dit, ajoutant que, en dépit des

demandes soviétiques de suspension de l'aide militaire aux rebelles, celle-ci sera poursuivie « tant qu'ils seront menacés ».

Il sera également question entre MM. Shultz et Chevardnadze de l'Amérique centrale. Le ministre soviétique a fait à son arrivée à Washington une courte déclaration faisant allusion à l'envoi de trois mille deux cents soldats américains au Honduras, ajoutant que la situation est « assez grave et constitue un sujet d'inquiétude sérieuse pour nous ». — (AFP.)

Le dernier voyage à l'étranger du septennat

Visite à un jeune européen

DONANA (Andalousie)
de notre envoyée spéciale

Qui pourrait mieux que le chef du gouvernement espagnol incarner la jeunesse et l'avenir de l'Europe ? C'est cette compagnie-là qu'a choisie M. Mitterrand pour clore sept années de diplomatie élyséenne, et cette image : l'arrivée dans une Land Rover, conduite par Felipe Gonzalez, sportif et détendu, en blouson de cuir noir, au palais de Donana, pavillon de chasse des rois d'Espagne, au cœur d'une des plus grandes réserves naturelles d'Europe.

De cette journée de M. Mitterrand dans le sud de l'Espagne, de ses six heures de promenade et de conversations avec le chef du gouvernement espagnol, il ne fallait attendre aucune annonce particulière. L'ébauche à grands traits d'un avenir commun n'en fut pas moins jetée lors de la conférence de presse finale, donnée en plein air, sous un ardent soleil andalou, même si le président de la République prit soin de souligner que « les intérêts de la France et de l'Europe » dureraient, en toute hypothèse, « plus longtemps que lui ».

M. Gonzalez avait fait remarquer que l'Espagne et la France se parta-

geront en 1989 la présidence de la Communauté européenne. Cela conduisit M. Mitterrand à s'exprimer sur cet avenir et à souligner que l'urgence est, de son point de vue, du côté des questions monétaires. « Il faudra, dit-il à propos de l'union monétaire européenne et de la création d'une banque centrale européenne, faire entrer ces projets dans la vie vécue et pas seulement rêvée ».

Les choses étant ce qu'elles sont, M. Mitterrand n'étant en mesure d'exprimer directement aucun projet concret, on ne pouvait s'attendre à d'amples déclarations sur un sujet qui intéresse particulièrement le président du gouvernement espagnol, à savoir la défense de l'Europe. M. Gonzalez qui, l'été dernier, à Latche, avait exprimé son désir d'être associé à la réflexion commune sur la sécurité européenne, est d'ailleurs resté lui-même, cette fois, d'une très grande prudence. Dans une Espagne passionnément européenne mais où l'anti-américanisme n'est pas mort, une contribution accrue à la défense occidentale serait d'autant mieux acceptée qu'elle s'inscrirait dans le cadre européen. Mais il semble que le sujet ne soit pas encore mûr, et que l'on n'ait pas encore trouvé, à Madrid, le moyen de s'accrocher de façon crédible au « moteur » franco-allemand dans ce domaine.

Une question fut posée par un journaliste espagnol sur l'avenir de la coopération entre les deux pays en matière de lutte antiterroriste dans l'hypothèse d'un changement de gouvernement en France. Cette coopération a été particulièrement efficace depuis deux ans, et les Espagnols ne se cachent pas d'avoir trouvé en MM. Pasqua et Pandraud de meilleurs interlocuteurs qu'en M. Joxe.

Le président de la République a déclaré à cet égard que c'est en 1984 que « des mesures ont été prises pour permettre à la justice espagnole de gérer les problèmes de sa compétence », c'est-à-dire que l'on a renoncé à la procédure de l'extradition et admis le principe des expulsions des Basques soupçonnés de terrorisme. Cette politique, a-t-il dit, a été poursuivie après 1986. « Quel que soit le gouvernement, a-t-il ajouté, il n'y a aucune raison pour que cette ligne change ».

CLAIRE TRÉAN.

La Libye n'a pas adhéré au traité d'amitié entre Alger, Tunis et Nouakchott

ALGER
de notre correspondant

C'est avec discrétion que la presse officielle algérienne a célébré le cinquième anniversaire du traité de fraternité et de concorde signé le 19 mars 1983 avec la Tunisie et l'Égypte plus tard à la Mauritanie. Alger avait un moment caressé l'espoir que Tripoli adhérerait à son tour au traité à l'occasion de cet anniversaire, mais le Congrès du peuple libyen a posé trois conditions inacceptables : la non-reconnaissance des frontières héritées du colonialisme ; la modification du traité pour permettre l'union totale entre les signataires ; l'élargissement du traité à l'ensemble des pays arabes.

Autant de points contrevenant aux dispositions des sept articles composant le texte de 1983, fondés justement sur l'intégrité territoriale, l'intangibilité des frontières nationales, la souveraineté et l'indépendance politique de chacune des parties.

Le colonel Kadhafi a trouvé l'habile manière de dire à la fois oui et non à ses amis algériens. Après avoir travaillé à la rupture du « traité arabo-africain » qui lia la Libye au Maroc d'août 1984 à août 1986, ceux-ci voulaient faire adhé-

rer le colonel à leur propre traité avec Tunis, afin que ce traité devienne la colonne vertébrale de ce Grand Maghreb arabe que chacun appelle de ses vœux dans les discours officiels. Mais, malgré la « communauté de destin » maintes fois évoquée, les pays de la région cheminent encore sur des voies divergentes. La Mauritanie, pays charnière entre deux Afrique, la blanche et la noire, a besoin de l'Occident ; de la France, pour maintenir la stabilité de son régime ; des Américains, pour surveiller son littoral et ses richesses halieutiques ; du FMI, qui a approuvé son plan de redressement économique et financier. Elle doit compter aussi avec le Maroc, son partenaire économique naturel.

Sur le strict plan politique, l'Algérie a plus besoin de la Mauritanie que l'inverse. Certes, le président Chadli a rendu visite à son homologue mauritanien en avril 1987 pour l'assurer du soutien de l'Algérie face aux « vues expansionnistes marocaines », mais Nouakchott, qui s'inquiète légitimement du déplacement vers sa frontière nord de la zone des combats au Sahara occidental après l'achèvement du dernier mur de défense marocain, n'en demandait pas tant.

M. Chadli avait également fait le voyage de Tunis à plusieurs reprises

pour assurer le président Bourguiba du soutien indéfectible de l'Algérie après que la Libye ait expulsé quelque trente-deux mille travailleurs tunisiens pendant l'été 1985. Cette fois, il s'agissait de montrer au colonel Kadhafi qu'il était pris en tenaille entre l'Algérie et l'Égypte, juste avant de céder à ses prières et de le reconstruire, au début de l'année 1986.

La Tunisie de Bourguiba, échouée à plusieurs reprises, ne s'est pas empressée de renouer avec Tripoli des relations diplomatiques rompues en 1985. Il a fallu l'événement « combattant suprême », l'avènement de M. Ben Ali et l'obstination algérienne pour qu'une normalisation intervienne le 28 décembre 1987. En dépit des apparences, Tunis n'est pas avide de relations plus étroites avec Tripoli.

A chacun sa conception du Grand Maghreb arabe. Le président mauritanien, le colonel Ould Taya, qui devait arriver à Tunis le 15 mars, a reporté son voyage. Pour des raisons de politique intérieure, a expliqué son ministre des affaires étrangères, dépêché à sa place auprès de M. Ben Ali. En fait, il ne souhaitait pas se trouver en même temps que M. Messaadia à Tunis, ce qui aurait pu donner l'impression aux Marocains qu'une sorte de sommet se

tenait en Tunisie à l'occasion du 19 mars.

Le numéro deux de l'État libyen, le commandant Jalloud, est venu s'entretenir à Alger avec le président Chadli le 19 mars, avant de se rendre à Tunis pour — officiellement — assister aux festivités du trente-deuxième anniversaire de l'indépendance.

Finalement, Tunis, Nouakchott et Tripoli sont satisfaits de la tournure des événements. Aucune des trois capitales ne veut ni ne peut assumer actuellement un Grand Maghreb à quatre sens où l'entend Alger. Aucune des trois ne veut entendre parler d'un bloc dont le Maroc serait exclu, ce qui demeure malgré tout l'un des objectifs de la diplomatie algérienne. Alger se trouve depuis deux ans au centre d'un réseau de relations bilatérales très fortes avec Tunis, Tripoli et Nouakchott, mais Rabat peut se prévaloir du même privilège.

Les dirigeants d'Alger en ont donc conclu qu'il leur fallait maintenant se placer au centre d'un ensemble cohérent pour isoler le Maroc et l'amener à reconsidérer sa position dans le conflit du Sahara occidental, à la lumière des derniers rapprochements sur la scène régionale.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

GALERIES Lafayette

Galleries l'Homme du jour, c'est au Galfa Club, le Festival de la Mode Été.
Du 18 mars au 9 avril, découvrez toutes les tendances, toutes les modes, présentes au Galfa Club.
Nouveau. Ouverture d'un espace Agnès B. au rez-de-chaussée du Galfa Club
et d'une Boutique Créateurs au 2^e étage avec Claude Montana, Thierry Mugler, Nikos, Ambrozzio...

Festival de la Mode Été.

Chaussures

BOWEN

SCAPA

KENZO

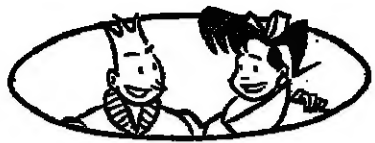
YVES SAINT LAURENT
pour homme

Monsieur de France

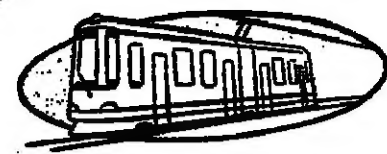
A Haussmann et Montparnasse. La mode est là !

مكتبة الامم المتحدة

مقداد من الإصملى



LA LIGNE DE VIE



JULIETTE HABITE SAINT-DENIS MAIS ELLE TRAVAILLE À PARIS...

18h30 ?! Roméo m'emmène au concert à la Courneuve et je dois encore passer me changer.

ROMÉO A UNE AUTO. IL VIT À BOBIGNY...

Active, Vavavoum ! Juliette m'attend.

Bougies... Carbu... Gicleur... Vis plastifiées...

NEUF KILOMÈTRES LES SÉPARENT ET POURTANT...

Mais, qu'est-ce qu'il fiche le 170 ?! Je vais louper ma correspondance.

Encore coincé quelque part...

...C'EST UNE ROMANCE COMPLIQUÉE!

Un bouchon à huit heures moins le quart ?!

La fièvre du vendredi soir, mon pote!

ALORS JULIETTE PREND DES BUS.

Raté ! Adieu la première partie.

ET ROMÉO PREND DES RISQUES.

Tant pis, je le grille !!

ET TOUT ÇA PARCE QUE DANS UN BUREAU LOIN DE LA BANLIÈRE...

Votre projet de tramway est très intéressant...

...malheureusement, l'argent manque...

Mais ces crédits sont votés depuis 84...

DÉCIDEURS HYPOCRITES

ÉLUS LOCAUX DÉPÎTÉS

POURTANT LE TRAMWAY INTERBANLIÈRES, C'EST...

C'est le confort et la rapidité, c'est moins de pollution et plus de sécurité...

...UNE VÉRITABLE LIGNE DE VIE.

C'est des emplois pour Aisthom, un environnement amélioré, un paysage urbain modernisé...

Banlieues Bleues

POUR TOUS LES ROMÉO ET LES JULIETTE DE LA SEINE SAINT-DENIS, C'EST UN GRAND PROJET QUI NE DOIT PAS ÊTRE ABANDONNÉ !!

28 minutes 45 de chez moi à chez toi!

Record battu !!

ding ding ding

de l'argent, il y en a ! Par exemple pour offrir un R.E.R. à Eurodisneyland... Ce qui manque, c'est la volonté du gouvernement et de la Région de prendre en compte les besoins des gens

C'est commencé !

Texte : Jean-Luc Fromental
Dessin : Jean-Louis Flach

L'Etat et la région doivent respecter leurs engagements.

Georges Valbon.
Président du Conseil Général

Seine Saint-Denis le département
Conseil Général

Pour l'homme
très très long
CAPEL est une
révélation

JAL



La campagne pour l'élection présidentielle

Cinémascopie à Vincennes, ciné-club au Bourget

Cent dix mille personnes, selon les organisateurs, ont participé à la « grande réunion nationale » qui a rassemblé, à l'hippodrome de Vincennes, le dimanche 20 mars, les sympathisants du RPR venus soutenir M. Jacques Chirac. Les animateurs de la campagne du premier ministre affirment qu'ils ne s'étaient pas attendus à une telle affluence, qui les a, selon eux, obligés à demander l'ouverture des tribunes de l'hippodrome pour accueillir la foule, alors que le chapiteau de 20 000 mètres carrés, dressé sur la pelouse, était plein.

Il s'agissait, pour eux, de donner l'impression de cet « élan irrésistible qui emporte tout sur son passage », dont a parlé M. Charles Pasqua. Le moindre des atouts dont disposait le RPR n'était pas la venue de Johnny Hallyday, qui a attiré de nombreux jeunes. Le chanteur, ami de M. Chirac, selon ce dernier, depuis quinze ans, lui a permis de mettre à profit les ressources de son spectacle. C'est au son de l'introduction du show Hallyday, légèrement remaniée, que M. Chirac a fait, au début de l'après-midi, son entrée sous le grand chapiteau, qu'il a remué sur toute sa longueur en serrant des mains. « Je l'attends, je l'attends, depuis si longtemps »,

chantaient les guitaristes, rejoints, pour les derniers mètres du parcours de M. Chirac, par Johnny lui-même.

Cette arrivée, dont l'émotion organisée ne correspond pas tout à fait — par encore ? — au personnage de M. Chirac, était le clou d'une réunion qui a pris les allures d'une convention américaine. Ainsi, après son discours, M. Chirac, rejoint sur la scène par son épouse, a-t-il été entouré par de jeunes sympathisants portant un canotier à son nom, tandis que les haut-parleurs diffusaient une version (regrettable) du célèbre chœur de Nabucco, de Verdi, chantée par Nana Mouskouri, hymne de la manifestation du 24 juin 1984 pour l'enseignement privé.

Le candidat du RPR à la présidence de la République a fait un discours de second tour, insistant sur la finalité sociale du progrès économique et sur sa volonté de rassemblement, tout en critiquant verbalement le comportement de M. François Mitterrand. « Nous, nous avons un candidat », avait observé M. Pasqua, en faisant allusion aux militants socialistes qui, au même moment au Bourget, devaient se contenter d'un enregistrement en vidéo, de style « art et essai »,

du président de la République qui annoncera sa candidature cette semaine.

La réunion nationale des élus socialistes et sympathisants a rassemblé quelque vingt mille personnes, dans une ambiance un peu refroidie par l'absence de candidat déclaré. C'était le ciné-club face au cinémascopie du RPR. « Les Français n'accepteront pas que le clan de M. Chirac tienne une OPA sur la France », a affirmé M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS.

Un sondage réalisé par la SOFRES du 15 au 17 mars auprès de mille personnes, et dont les résultats sont publiés le lundi 21 mars par la Tribune de l'Expansion, indique un recul des intentions de vote en faveur de M. Mitterrand au premier tour (36 %, au lieu de 38 % dans une enquête faite par la SOFRES du 1^{er} au 3 mars), tandis que M. Chirac creuse l'écart avec M. Barre (23 % pour l'un, 18 % pour l'autre), que M. André Lajoinie, candidat du PCF, passe de 5,5 % à 7 % et que M. Jean-Marie Le Pen recueille 11 % des intentions de vote.

En voyage aux Antilles, M. Barre a appelé les Martiniquais à l'effort et à l'union. « Vous ne devez pas attendre que l'argent vous tombe du

ciel », leur a-t-il déclaré, en invitant ses « compatriotes » d'outre-mer à se montrer « entrepreneurs ».

M. Georges Marchais, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », a sévèrement critiqué M. Mitterrand, qui, selon le secrétaire général du PCF, « ne veut pas parler de son bilan » et dissimule un « programme inavouable », de nature à « aggraver » la politique menée pendant sept ans. M. Laurent Fabius, au « Club de la presse » d'Europe 1, a insisté, lui, sur « les divisions qui s'installent au sein de la droite ». Selon l'ancien premier ministre, l'attitude de M. Chirac à l'égard de M. Barre peut se résumer ainsi : « Je pile les idées, je grappille les soutiens, je torpille sa candidature ».

M. Michel Rocard, ex-candidat jusqu'au bout à l'élection présidentielle, a confirmé, à « Questions à domicile », sur TF 1, que, comme en 1981, la candidature de M. Mitterrand, probable, l'amènera à renoncer à la sienne. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine, « jugé probable la réélection du président sortant ».

PATRICK JARREAU.

M. Chirac dénonce la « farce » de M. Mitterrand

Ouvrant les débats, le dimanche matin 20 mars à Vincennes, M. Alain Juppé, ministre du budget et porte-parole de M. Chirac, parle du « culot monstrueux » des socialistes, lorsqu'ils critiquent la politique du gouvernement, « ceux qui ont sauvé la zizanie, la dépression économique et la stagnation sociale », alors que « Jacques Chirac, en vingt-quatre mois, a remis la France sur les bons rails ». Il conclut à propos du PS : « Voilà un parti qui prétend constituer l'une des principales forces politiques de notre pays et qui, à cinq semaines du premier tour, est incapable de proposer autre chose que des sarcasmes et des injures. C'est un spectacle décevant. Ni bilan : on a tout oublié, ou du moins le fait-on ; ni projets : pour ne pas effrayer l'électeur ; ni candidat : pour lui épargner l'épreuve redoutable d'être élu. Répondre aux questions des Français, c'est le plus scandaleux coup de bluff que la vie politique de notre pays a connu. Sans doute M. Mitterrand tient-il à jouer paisiblement et le plus longtemps possible du confort douillet de l'Elysée ; sans doute se dit-il que la confusion lui profite et qu'en laissant croire à la pérennité des choses, il cache la cruelle réalité : celle d'un président corrompu, dont seul le mystère préserve le prestige. Mais le moment approche où quelque un, dans la foule, va enfin crier : « Le roi est nu ! » Alors, les Français se rendront compte de ce qui les guette s'ils gardaient François Mitterrand là où il est : l'incertitude et l'instabilité. Ce dont la France a besoin, c'est d'un président clair, jeune, fort, qui l'entraîne vers un but précis ».

M. Yvon Briand, secrétaire général du CNJ, apporte à M. Chirac le soutien de son parti et déclare : « François Mitterrand est un cheval

de retour, qui refuse de courir sous ses propres couleurs, casaque rose, toque rose, et qui ne pèse dans la bascule que le poids de son passif ».

M. Jacques Larché, sénateur de Seine-et-Marne, membre du PR, président de la commission des lois à la Haute Assemblée, affirme : « Nous sommes nombreux, quelle que soit notre famille politique, à être reconnaissants à Jacques Chirac d'avoir accepté de gouverner en 1986 ».

M. Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé, ironise au sujet de M. Mitterrand, qui « a compris que le président ne s'use que si l'on s'en sert » et qui, depuis 1986, « ne s'est pas du tout ».

M. Pasqua : la « hercène »

« Oui, nous allons gagner l'élection », dit le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur donne trois raisons de partager sa confiance : « Jamais, dit-il, la gauche n'a été aussi minoritaire dans le pays ; jamais elle n'aura laissé un bilan aussi lamentable ; la majorité est une et rien ne nous divise : malgré les tentatives du président de la République et de ses acolytes ». Contre, toute idée de coexistence, il souligne que, si le terrorisme a été jugulé et la courbe de la délinquance inversée, « la gauche

n'y est pour rien. Cela s'est fait sans elle et contre elle ».

Que les Français se laissent « endormir par la berceuse que va leur chanter Mitterrand », et la France affirme M. Pasqua, « devient un pays de second ordre dans une Europe dynamique où la compétition sera implacable ».

Après le déjeuner et après le spectacle de Johnny Hallyday, M. Edouard Balladur évoque le souvenir du « mauvais choix » fait par les Français en 1981, mauvais choix qui, dit-il, a « failli nous mener au bord de l'abîme ». Alors que la France, selon M. Balladur, était il y a deux ans « divisée par une idéologie dominatrice », que les libertés étaient « menacées » et la sécurité « dégradée », aujourd'hui, « la paix civile est rétablie, la sécurité des citoyens est assurée, le terrorisme est combattu sans faiblesse ».

Le ministre d'Etat affirme que « derrière le masque du silence et de l'ambiguïté l'on tente de cacher l'enjeu de l'élection présidentielle ». Il s'agit aujourd'hui, selon lui, de « rendre à notre pays sa puissance, son prestige et son âme », ce qui nécessite « un homme jeune ».

M. Chirac : un grand coup de jeune

« Nous avons encore beaucoup de chemin à faire ensemble », assure à

son tour M. Chirac avant de décrire les évolutions que l'action de son gouvernement, selon lui, a depuis deux ans préparées. Ainsi l'économie va-t-elle, dans les sept ans qui viennent, « prendre un grand coup de jeune », grâce à l'« adaptation » et à la « modernisation » de l'industrie, au « dynamisme » des petites et moyennes entreprises et à la « nouvelle mutation » de l'agriculture.

Notre société, dit M. Chirac, « va bouger et s'ouvrir davantage sur l'Europe ». Elle doit former, estime le premier ministre, « une nation plus fraternelle », c'est-à-dire « sans exclus d'aucune sorte » : climat de longue durée, personnes âgées, handicapées en faveur desquels doit jouer la « solidarité » et non l'« assistance ».

Le candidat du RPR à la présidence de la République expose ensuite son projet en matière d'éducation — conduire « au moins les trois quarts des jeunes Français au niveau de la fin des études secondaires » — pour lequel il se propose de « mobiliser toutes les forces de la nation en abaissant les murs souvent idéologiques que l'on dresse entre les uns et les autres ».

« Plus fraternelle », la France doit l'être, souligne le premier ministre, à l'égard de l'extérieur, qu'il s'agisse de l'aide au tiers-monde ou de la défense des droits de l'homme.

Ce combat-ci doit être mené, dit M. Chirac, « chez nous » — contre « l'intolérance », le « sectarisme » et les « idéologies », ainsi que « face à toutes les tentations de la biologie ou de la génétique modernes » — comme « partout dans le monde ».

M. Chirac observe que, pour faire leur choix, les Français « ne disposent pas encore de tous les éléments de décision ». « La farce qu'on leur joue depuis des semaines, dit-il, a cessé, me semble-t-il, de les amuser. La curiosité a fait place à la lassitude, et probablement aussi à l'indignation ». M. Chirac s'élève contre « la désinformation avec laquelle les socialistes traitent le peuple français ». Mais, ajoute-t-il, connaître ou ne pas connaître le nom du candidat socialiste, après tout, qu'importe ! « L'important, ajoute-t-il, ce n'est pas son visage, mais son projet ».

« D'homme à homme »

Estimant que celui-ci « reste un peu flou », le premier ministre rappelle qu'il souhaite « pouvoir en discuter d'homme à homme » avec le candidat socialiste. Mais, celui-ci étant « encore masqué », M. Chirac formule à son intention dix questions.

Le candidat socialiste, demande-t-il, a-t-il l'intention : 1. de rétablir le scrutin proportionnel pour les élections législatives ; 2. de créer un grand service public unifié et laïque de l'éducation ; 3. d'abroger les lois sur la sécurité et sur l'immigration adoptées depuis 1986 ; 4. de poursuivre la politique de réduction du déficit budgétaire ; 5. de mener à terme la réforme fiscale en faveur des entreprises et de commencer à préparer l'échéance de 1992 ; 6. de faire rétablir le contrôle des prix, celui des changes et celui du crédit ; 7. de poursuivre le programme de privatisation ou, au contraire, de renationaliser tout ou partie des entreprises

privatisées ; 8. d'amnistier et de libérer « les terroristes que nous avons eu tant de mal à mettre hors d'état de nuire » ; 9. de « respecter la volonté exprimée par nos concitoyens de Nouvelle-Calédonie lors du référendum d'autodétermination » ; 10. d'accepter que siègent, dans le gouvernement qu'il nommera, des ministres communistes.

M. Chirac insiste ensuite sur l'union de la majorité, en affirmant : « Ensemble, et ensemble seulement, nous gagnerons les élections présidentielles ». Il souligne que le rassemblement doit se faire « au profit de tous ». Il observe enfin que « savoir pour quoi l'on vote, pour quel projet et pour quelle majorité, c'est l'apport irremplaçable des institutions de la République ». Alors que, sous les républiques précédentes, « les électeurs ne savaient jamais exactement pour quel gouvernement ni pour quelle politique ils se prononçaient ».

« Ce n'est pas parce qu'on lui propose des projets clairs et qu'on lui demande de choisir que le peuple de France se trouve par là même menacé de division », assure M. Chirac. Il conclut en invitant les Français à le rejoindre dans son « combat contre le socialisme, combat pour l'homme, combat pour la France ».

M. Edouard Balladur à TF 1. — Invité le lundi 21 mars au petit déjeuner de TF 1 chez Drouant, M. Balladur a déclaré à propos d'une confédération de la majorité : « La rassemblement, s'il a lieu, doit concerner l'UDF tout entière pour exprimer la volonté de l'ensemble de la majorité. Il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit. Après l'élection présidentielle, quel que soit l' élu, on verra les formes très progressives et respectueuses de l'autorité légitime de chacun que prendra ce plan de regroupement, qui répond à ce qu'attendent les Français ».

L'après-8 mai

POUR une belle fête, ce fut une belle fête. Mieux réussie encore que ne l'espèrent les organisateurs. Un de ces vastes concours de foule, dont les gaulisseries ont toujours aimé ponctuer leur histoire politique et les célébrations, leur aventure électorale. De Gaulle, déjà à Vincennes, au temps du RPR, il y a quarante ans, avait rassemblé le peuple contre la gauche, l'autorité communiste et « séparatiste » de l'époque. Chirac à Paris, en 1975, où les RPR tout nouveaux étaient cent mille pour « sauver » la majorité de la gauche aux législatives.

Pour ce printemps 1988, ils étaient sans doute à peu près autant sur l'hippodrome de Vincennes. Tous ces « fans » de tous âges, de toutes origines et de toutes régions, étaient venus entendre ce qu'ils attendaient et s'agitaient à scander « Chirac, président ! » non comme un vœu mais comme une certitude. Les orateurs ne les ont pas déçus. Ils se sont d'ores et déjà placés, non seulement en position de deuxième tour mais même en situation d'après-8 mai.

Pour le deuxième tour, M. Chirac s'en est pris, sur un ton de faux détachement mais de réelle ironie, avec des mots parfois cinglants, au

comportement de M. Mitterrand, lui reprochant de jouer une « farce », ce qui est « inconvenant » et « désinvolte ». Les autres orateurs ont utilisé le même registre et, si aucun n'a attaqué l'âge du chef de l'Etat, tous ont souligné la dynamique et la jeunesse de l'actuel premier ministre. Le contraste suffisait.

En revanche, nul n'a adressé de critiques à M. Barre, ni le moindre reproche direct aux formations qui le soutiennent. M. Pasqua a même rappelé que ni l'actuel ni l'ancien premier ministre ne pourraient gagner sans le soutien de l'autre. Mais les orateurs non RPR ont, eux, insisté sur la courtoisie qu'il y avait eu à accepter la cohabitation en 1986. L'allusion suffisait. De même, personne n'a évoqué l'éventuelle confédération des partis de la majorité. Le jour n'était pas à vivre les susceptibilités. Au contraire.

Pour l'après-8 mai, M. Chirac a esquissé un véritable programme de septennat, illustrant le slogan de la dernière phase de sa campagne, qui va fleurir sur ses nouvelles affiches. « Nous irons plus loin ensemble ». Et aussi : « Nous avons encore beaucoup de choses à faire ensemble ». Quatre chapitres y sont consacrés : une économie « rajeunie et forte » ; une Europe où la France

sera « ambitieuse » ; la solidarité pour que personne ne soit « en dehors du coup » ; la formation et l'éducation à l'étranger. Cet essor nouveau serait naturellement impossible, selon lui, si M. Mitterrand était réélu. Et, comme s'il récapitulait des psaumes, M. Chirac a posé dix questions au candidat socialiste concernant dix sujets pour lesquels la solution apportée depuis 1986 est contraire à celle qui était prévue auparavant. Par ce procédé, M. Chirac tente de contraindre M. Mitterrand soit à renier son socialisme antérieur et à contredire ses amis, soit à y retourner et à ne plus pouvoir se prévaloir d'être un rassembleur. C'est-à-dire à le vider du seul héritier du candidat socialiste. Tel est le dilemme que quelque peu machinisme que la foule de Vincennes a compris sans peine.

Candidat ocuménique, s'adressant « au peuple de France tout entier », M. Chirac, comme d'ailleurs tous les orateurs, a réduit au minimum les évocations de de Gaulle et a totalement gommé toute référence au RPR. La campagne de M. Chirac, qui va encore s'intensifier, entre dans sa phase nouvelle avec le vif espoir d'encourager ce qui constitue ce meeting réussi, mais sans doute pas encore suffisant.

ANDRÉ PASSERON.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 9
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 9
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

PROTECTION CAMBRIOLAGE

1 BLINDAGE
1 SERRURE 3000 F
2 500 F

1 BLINDAGE
1 SERRURE 3000 F
3 500 F

POSE COMPRENDRE
DEVIS SUR
SIMPLE APPEL

S.P.S.
43.48.90.20

JAL prend l'air 7 jours sur 7 de Paris à Tokyo.

7 jours sur 7, un 747 de la JAL part de Paris, destination Tokyo. Partir chaque jour avec JAL, c'est possible.



JAPAN AIR LINES
Téléphone Réservations 42.25.85.05

هنا من الاصل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Au Bourget, les élus socialistes plébiscitent le chef de l'Etat

Le président s'amuse. C'est sûr. C'est certain. Il surgit au beau milieu des meetings, comme sur un tapis volant et disparaît brusquement, aussi volatilis qu'une image. Le temps d'épocher ses fidèles, de ravir ses amis, la tête dans les nuages. C'est une nouvelle pratique admirable que cette technique de la vidéo qui permet d'être là sans être présent.

Le président se voit enfin doué du don d'ubiquité. Il avait déjà éprouvé cette sensation forte il y a peu, lors du grand « rancart » de SOS-Racisme. S'adressant à la foule des jeunes « potes », il pouvait, au même moment, méditer sa « décision », dans le calme des appartements du palais de l'Élysée.

Cette fois, le dimanche 20 mars, à peine rentré d'une escapade en Andalousie, il a pu tout à la fois se reposer, réfléchir et se jeter au milieu d'un puissant rassemblement national des élus socialistes et républicains.

La Parc des expositions du Bourget tambourinait son nom, trois syllabes belles comme une promesse, une divine espérance pour le peuple des élus de gauche. Et soudain, annoncé par Lionel Jospin, il apparut sur écran géant, indéfiniment retransmis sous la vaste halle de béton tendue de tricolore. Il était là, enfin, presque à portée de main, comme au diapason de femmes et d'hommes qu'il connaît par cœur. « A l'heure qu'il est, votre rassemblement est lourd de sens et de promesses pour les Français », devait-il commencer, pour apaiser le chagrin de militants qui curent longtemps à la réalité de sa visite.

Et François Mitterrand, debout derrière un pupitre bleu, blanc, rouge, frôlé par les plis du drapeau national, parla de la démocratie, de la décentralisation et de l'Europe aux milliers d'élus venus l'entendre, dans

l'espoir qu'il leur parlerait de ses intentions. Le message était beau : « Le peuple, la République, la démocratie, dit-il, voilà des mots qu'il est bon de prononcer et qu'il est bon d'entendre. Vous savez, vous, que ce ne sont pas des mots usés, des mots sortis d'une « Histoire » oubliée. Le peuple, nous en sommes, la République, c'est notre bien. »

Le message était beau mais tournait court : pas de scoop. Le président, une fois encore, a réfréné son envie de se déclarer. Il lui restait à crever l'écran, à déchirer cette toile de vinyle, ce qui fut rien moins qu'évident. Le son était trop bas et le mégaphone, sourd aux applaudissements, n'avait pas été programmé pour des arrêts-image, laissant le temps aux manifestations d'approbation et d'affection de s'échouer.

Domage ! Car il y eut un sacré clin d'œil complice très mitterrandien : « Je dis « nous », car je suis resté l'un des vôtres ». L'ovation « mangea » la suite, un complet plus académique sur « la commune, le canton, le département, la région » et les Assemblées parlementaires. Et il y eut surtout ce faux dialogue, petit bijou de rhétorique et de savoir-faire : « Chers amis, j'ai la chance de pouvoir vous parler même à distance, au travers d'un écran. Mais je vous écoute aussi, croyez-moi. Et il me semble percevoir ce que vous voulez me dire aujourd'hui (applaudissements nourris), aujourd'hui pour demain. »

Tout était dit. Tout n'est-il pas transparent depuis plusieurs semaines ? Il restait à François Mitterrand, avant de s'effacer des écrans, à fixer le calendrier vague de l'annonce de sa candidature : « Quelle sera ma place dans ce nouveau combat pour la France ? Je ferai connaître au pays ma décision cette semaine. »

Le message du président de la République

« Le peuple, la République, la démocratie »

A la fin du rassemblement national des élus socialistes, au Bourget, le dimanche 20 mars, le message suivant de M. François Mitterrand a été diffusé sur un écran vidéo :

« Je suis heureux, chers amis, de vous savoir réunis en ce jour, sous l'impulsion de Pierre Mauroy. A l'heure qu'il est, votre rassemblement est lourd de sens et de promesses pour les Français. »

Elus municipaux, départementaux, régionaux, nationaux, vous êtes les garants de la République. Vous êtes les artisans de la démocratie.

Le peuple, la République, la démocratie, voilà des mots qu'il est bon de prononcer et qu'il est bon d'entendre. Vous savez, vous, que ce ne sont pas des mots usés, des mots sortis d'une histoire oubliée. Le peuple, nous en sommes. La République, c'est notre bien.

La démocratie, nous la vivons, vous comme moi, là où nous sommes. C'est l'affaire des femmes et des hommes aux prises avec les peines et les espoirs de chaque jour. L'école pour les enfants, le budget mensuel à boucler, l'avenir de la famille, le sport pour tous, les grands ensembles, le bruit, les transports en commun, que sais-je, c'est cela notre démocratie vécue. Nous avons choisi de la servir, elle est notre peine, elle est notre joie et elle est notre honneur.

Je dis « nous », car je suis resté l'un des vôtres. La commune, le canton, le département, la région, les assemblées parlementaires m'ont appris ce qu'est la France dans sa vérité historique et humaine, porteuse d'héritages contraires et cependant capable de rassembler ses forces quand il le faut, pour les causes qui sont les siennes et pour les causes universelles.

Plus précisément la démocratie a pour objet de donner à tous et à chacun la capacité de décider de tout. C'est pour se rapprocher de cet idéal que beaucoup d'entre vous ont voté

les lois de décentralisation que j'ai moi-même promulguées et auxquelles Gaston Defferre a consacré tant de travail.

« Élargissons notre horizon »

Vous voilà désormais dotés de pouvoirs et de moyens qui font de vous de véritables responsables. L'élan est donné. Mais la décentralisation, l'un des acquis fondamentaux de ce septennat qui s'achève, n'en est qu'à ses débuts. Je vous le demande : qu'elle ne reste pas enfermée dans des textes, mais qu'elle inspire, qu'elle modèle, qu'elle transforme le pays dans ses profondeurs.

N'agissons pas repliés sur nous-mêmes. Élargissons notre horizon à l'Europe tout entière. En jumelant vos villes, en échangeant vos idées, vos projets, vos travaux avec nos voisins de la Communauté, vous bâtissez l'Europe du concert, l'Europe au quotidien, sans oublier jamais les vastes perspectives ni les rêves qui font bouger le monde.

Chers amis, j'ai la chance de pouvoir vous parler, même à distance, au travers d'un écran. Mais je vous écoute aussi, croyez-moi. Et il me semble percevoir ce que vous voulez me dire aujourd'hui, aujourd'hui pour demain. J'ai assumé ma charge, aussi éloigné que possible des querelles et des compétitions où d'autres se complaisent. Mais les échéances fixées par la Constitution approchent.

Fidèle à mes idées, à nos idées, je veux aussi, parce que c'est mon devoir et parce que c'est ma conviction, que les Français s'unissent pour gagner les enjeux que l'histoire leur propose avant la fin du siècle.

Quelle sera ma place dans ce nouveau combat pour la France ? Je ferai connaître au pays ma décision cette semaine. Sachez, quoi qu'il advienne, que j'aurai reçu de vous le plus beau des messages : amitié et confiance. »

La nouvelle valait bien une *Marcelline*. Aussitôt groupés sur le podium, les hommes du président rendaient hommage à leur public et à leur souverain, tandis que les calicots « Tonton a tenu bon, le 8 mai nous revenons » ou « Gardons l'ouïe » — nageaient fébrilement à l'air libre au-dessus des têtes.

Pierre Mauroy, grand ordonnateur de cette fête, s'épongeait le front une dernière fois, maudissant intérieurement la violence des projecteurs. Comme les regrets devaient l'assailir en considérant à ses pieds le long tapis vert, il semblait à celui du grand meeting de Lille, le 7 février 1986, que Mitterrand avait alors remonté, coupant majestueusement la lice, avant de subjuguer un parterre où trônait, en bonne place un Coluche illuminé et ravi !

Tant pis. Une nouvelle campagne commence. Un nouveau round, en tout cas, après un long faux plat languissant. « C'est vrai », s'est exclamé Pierre Mauroy, des millions de Français subissent avec une exaspération croissante cette insipide et souvent intolérable primauté, que la concurrence à droite a voulu nous infliger depuis six semaines. Ils se lamentent de ne pas connaître notre candidat. Mais est-ce de notre faute s'ils ont fini par laisser plutôt que de convaincre ?

Plus dur, Lionel Jospin, vigoureusement applaudi lorsqu'il dénonça « l'OPA du RPR sur la haute administration, les médias, la publicité, les nouveaux durs des privatisées, la justice », assure, plein de confiance : « Les Français n'accepteront pas que le clan de M. Chirac tente une OPA

sur la France ». En attendant, les quinze mille élus socialistes et républicains présents ont voté sans surprise François Mitterrand, au cours d'un simulacre de vote qui connaît un grand succès.

Mais le ton de cette journée fut plus aux retrouvailles de la grande famille des élus socialistes qu'aux exhortations à la gauche. C'est pour les ministres du gouvernement Mauroy et Fabius de refaire un tour de piste devant leurs supporters. Le petit peuple des militants, cantonné debout derrière des barrières Vuban, les maires et conseillers généraux assis en bataillons serrés, ont vu avec plaisir défilier sous leurs nez la cour des grands notables et des ministres mitterrandiens.

Avec malice, Ivan Levat, directeur du *Provençal*, promit animateur du rassemblement, s'amusa à faire vibrer l'applaudissement pour Pierre, Lionel, Michel, Edith, Jack, Jean-Pierre, Louis, Georgina et les autres. Mais les plus applaudis furent peut-être Jean Auroux — « qui laissera un nom dans l'histoire grâce à ses lois » — François Gaspard — « qui a tant fait pour rassembler et qu'il n'y ait pas de racisme » et Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, bien évidemment absent lors de ces festivités en raison du devoir de réserve, mais follement ovationné lorsqu'il revêtit son grand écran déclarant à l'Assemblée nationale, d'une voix tonnée, l'abolition de la peine de mort.

LAURENT GRELSAMER.

Exceptionnel concours de circonstances

(Suite de la première page.)

Tout incitait à penser que le chef de l'Etat chercherait plutôt à « partir en beauté », c'est-à-dire au sommet de sa popularité.

A défaut de « circonstances exceptionnelles » inouïables, mieux vaut donc examiner l'exceptionnel concours de circonstances qui a conduit M. Mitterrand à prendre sa décision. Au premier rang de celles-ci, une situation politique... exceptionnelle, qu'il a contribué à bâtir. Pourquoi en laisserait-il le bénéfice à un autre que lui-même ? L'affaiblissement durable du PCF, les divisions de la droite, la puissance de l'extrême droite, composent en effet un paysage qui explique le haut niveau des intentions de vote de second tour en sa faveur (54 %, selon la SOFRES).

Tout indique (malgré une meilleure tenue locale et une légère remontée de M. Lajoinie dans les sondages) que le résultat du vote communautaire du 24 avril prochain marquera une nouvelle étape du déclin électoral du PCF : 20 % en 1978, 15 % en 1981, 10 % en 1986, 7 %, selon la SOFRES, aujourd'hui. Tout indique également qu'un mot d'ordre antisocialiste entre les deux tours du scrutin présidentiel serait de peu d'effets : M. Mitterrand représente en effet, à lui seul, 80 % du total des voix de gauche, contre 55 % en 1981 (1).

A droite, le ton monte à mesure que s'accroît l'exaspération des barrières face aux menées chiraquiennes. En outre, le candidat qui peut le mieux faire pièce à M. Mitterrand, sur ses thèmes favoris — le rassemblement et l'ouverture — est mal parti pour figurer au second tour. Une partie de l'électorat de M. Barre, sensible, par exemple, à la dénonciation de l'Etat-RPR, pourrait donc faire défaut à M. Chirac.

Ces mauvais reports possibles valent également pour la partie « protestataire » et, souvent populaire, de l'électorat de M. Le Pen, lequel bénéficie, depuis son entrée en force sur la scène électorale (au scrutin européen de 1984) d'une exceptionnelle stabilité : ses 11 % d'intentions de vote (selon la SOFRES) privent, pour le moment, la droite d'une dynamique qu'elle recherche (MM. Barre et Chirac plafonnent à 41 %) et maintiennent une pression qui oblige le candidat du RPR à droitiser son message — comme il l'a fait à Marseille, en déclarant « comprendre », sans toutefois « l'admettre », le racisme — et peut inciter quelques centristes à y regarder à deux fois.

Les conclusions que M. Mitterrand tire de la consultation vont également dans le sens d'une nouvelle candidature. Car il est le seul, à gauche — selon un cas de figure qui lui est familier depuis bientôt vingt ans... — à pouvoir gagner. « Je me présenterai si je peux gagner », disait-il déjà en 1980. Aujourd'hui encore, aucun des siens n'a pu prendre le dessus et imposer l'idée de sa candidature. Michel Rocard ? « Il est mal placé dans les sondages », dit M. Mitterrand, un rien perfide. Laurent Fabius ? Trop jeune. Lionel Jospin ? Prisonnier de l'image d'un seul parti. Pierre Mauroy ? Trop impopulaire. Bref, il n'en restait qu'un, enlevé par l'emprise du RPR

sur l'appareil d'Etat et fort... de son âge !

Ne pas laisser l'Etat à certains de ceux qui entourent M. Chirac : tel paraît être l'un des soucis de M. Mitterrand, qu'il partage avec M. Barre. Dans son esprit, MM. Chirac et Barre se séparent ainsi : le premier peut être un « danger pour la démocratie », le second ne le sera jamais.

L'âge de M. Mitterrand est naturellement, si l'on ose dire, son point faible et peut toucher l'opinion : M. Chirac et ses amis ne se privent pas de cette arme, même s'ils le font par contraste, en vantant la « jeunesse » de leur candidat. Pourtant, cette longévité préserve M. Mitterrand d'une accusation, jusqu'alors fort répandue à droite, selon laquelle il agirait exclusivement par ambition personnelle, au mépris des principes dont il se réclame. Ayant été à la fois candidat malheureux et détenteur, ayant conduit l'opposition puis l'Etat, il est le mieux placé pour tenter d'écarter l'idée qu'il se sacrifie sur l'autel de la patrie. Après tout, Georges Clemenceau n'aurait jamais eu la place qu'il a dans l'histoire s'il s'était retiré à soixante-quinze ans !

Cette trace, on le sait, obéit au chef de l'Etat. Il y a donc fort à parier que la crainte de ne laisser qu'une œuvre inachevée, voire démantelée, constitue, en fait, sa motivation principale. « Rééquilibrer » pourrait alors être le mot d'ordre d'un nouveau septennat. Rééquilibrer la société : fort de deux alternances, M. Mitterrand peut se présenter comme l'homme qui voudra corriger les excès de 1981 comme ceux de 1986, au nom de la réconciliation nationale et de la nécessaire solidarité, toutes capables de permettre au pays d'affronter les mutations qui l'attendent pour 1992. Rééquilibrer les institutions : nul doute que M. Mitterrand poursuit là son combat contre de Gaulle, et qu'il veut être, après le fondateur de la V^e République, celui qui aura suffisamment infléchi la pratique de ce régime dans un sens plus traditionnel, plus parlementaire. Rééquilibrer le paysage politique, et faire que l'alternance soit non plus une « parenthèse », mais une donnée de la vie nationale. De ce point de vue, le projet de M. Balladur de créer un grand parti conservateur peut libérer une frange centriste, élargir encore le PS, et achever la mutation de ce parti, que M. Mitterrand voudrait à l'image du PSOE de Felipe Gonzalez, parti de gouvernement s'il en est.

Reste évidemment, avant de tirer des plans sur la comète, une forte incertitude : l'effet que produirait l'annonce de sa candidature et son entrée en campagne. Il est impossible d'en préjuger. Le « président-partisan », comme dirait M. Chirac, peut décrocher, vers le bas, dans les sondages. Le « président pour tous », comme disent ses partisans, peut, au contraire, élargir encore son audience.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Calcul établi par M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques à la SOFRES, dans le *Nouvel Observateur* du 11 mars.

هذا من الامل

Invité de « Questions à domicile » sur TF 1

M. Rocard : « Une réélection de François Mitterrand est un événement considérable »

Invité, le dimanche 20 mars, lors de l'émission « Questions à domicile » de TF 1, à se situer comme « maire de Conflans », militant du PS (...), porte-parole du PS ou (...) porte-parole privilégié de François Mitterrand », M. Michel Rocard s'est défini comme étant « tout à la fois ». M. Rocard a précisé qu'il entend « continuer (...) comme il le fait depuis deux ans à parler des projets qui doivent être ceux de la France, car elle a besoin d'un réveil (...) besoin d'espoir et d'enthousiasme ».

L'ancien ministre de l'Agriculture a critiqué M. Jacques Chirac pour ses propos tenus, le même jour, lors du rassemblement RPR à l'Hippodrome de Vincennes, sur la « force » de l'autorité de la présidence, du président de la République. M. Rocard craint que le premier ministre, « comme on le dit au trot, ne se soit mis à la fausse, car nos concitoyens n'aiment pas ce qui est excessif, et ces mots disconviennent à la démocratie ».

M. Rocard a affirmé qu'il se sent « digne » et « tout à fait » en phase avec le PS. « Il n'y a pas, a-t-il continué, de destin personnel quand on est sérieux en politique (...). J'ai été longtemps minoritaire (...), ce n'est plus vrai. C'est donc une joie considérable et, comme il y a, maintenant, encore des idées nouvelles à apporter, je me sens fort comme je ne l'ai jamais été (...). Le combat commence à porter ses résultats. »

A propos du refus exprimé, dans la majorité, de cohabiter avec des députés de la droite, M. Rocard a lancé : « C'est gentil à la droite de nous obliger à dissoudre. Je n'exclus pas, pour une fois, que ce soit tout à fait notre intérêt (...). Ne préjugeons pas des circonstances, mais il me semble que ce sera plus clair. En tout cas, il va de soi qu'une réélection de François Mitterrand est un événement considérable et que le corps électoral qui lui aura fait confiance ne lui marchandera sans doute pas les moyens de cette confiance. »

M. Rocard a estimé que, si elle gagne l'élection, la gauche devra l'attaquer à trois « grands problèmes pour la France » : « la solidarité, le traitement des exclus chez nous et, plus généralement, le rôle de l'argent dans la société (...) qui doit servir la production et non pas opprimer des hommes ou détruire l'appareil productif ». « Sur ces trois points, a continué le député des Yvelines, où (...) les socialistes ont à dire parce qu'ils sont la gauche, au nom de leurs valeurs permanentes (...), nous avons à proposer des références dans lesquelles peuvent se reconnaître quantité de gens qui, aujourd'hui, ne se situent pas à gauche et qui ne sont pourtant pas des hommes de privilège ou des hommes d'argent et qui pourraient très bien se retrouver autour de ces valeurs (...). J'ai la conviction — mais je ne peux [pas] vous dire qu'elle réglera le problème en trois, quatre mois — que la reconstruction des forces politiques, des majorités parlementaires dans ce pays (...) se

fera autour de ces valeurs et de ces références-là et (...) changera par rapport à ce que nous connaissions aujourd'hui. »

Interrogé par M. Pierre Méhaignerie, ministre CDS de l'Équipement, sur la présence éventuelle de ministres communistes en cas de victoire de la gauche, M. Rocard a affirmé : « La perspective de retour vers le gouvernement de ministres communistes est complètement exclue et (...) j'ai, sur ce sujet, la même tranquillité que vous par rapport à M. Le Pen. »

En matière de propositions économiques, M. Rocard pense que les employeurs ont besoin, pour embaucher, de « croire à la stabilité des règles du jeu », d'avoir une législation fiscale adaptée, et « d'être à l'abri d'une mise en cause trop brutale des structures de production », c'est-à-dire des « raids ».

Enfin, M. Rocard pense qu'il faut « rouvrir les négociations européennes », car il est « faux » de dire que « l'on peut baisser à la fois les impôts sur les personnes, les impôts sur les sociétés et la TVA ». « C'est le seul point sur lequel les accords — conséquence de l'Acte unique européen — sont de mauvais accords », a-t-il dit. Il ne faut donc « pas chercher à baisser le taux de la TVA, ce n'est pas faisable. »

Le retour des idées

DANS les conversations privées, M. Michel Rocard aime à expliquer que, s'il veut être président de la République, c'est moins par goût du pouvoir que par passion pour des idées qu'il serait, ainsi, sûr de voir appliquer. L'ancien ministre de l'Agriculture ne fait pas mystère de la certitude qu'il a — à tort ou à raison — d'être le seul garant véritablement efficace de la pérennité de la mutation socialiste. Non-candidate déclaré, il a ainsi repris sans trop d'ardente le rôle de laboratoire d'idées, d'« éclaireur du futur » — maintenant que le présent est joué — qu'il a toujours voulu assumer.

C'est sans doute pourquoi M. Rocard a tellement insisté, pendant l'été dernier, pour disposer de temps afin de parler des fameux « vrais problèmes ». Mariage sans doute de démontrer qu'après toutes ces années de militantisme, de revers, d'illuminations et de plongées dans l'ombre, il a gardé intacte sa capacité de balancer une idée à la minute à ses interlocuteurs.

Manière aussi de montrer qu'il est déjà en train de rebondir par-dessus l'échec, manœuvre pour lui, de 1988 : en émettant des propositions, notamment sur l'Europe, qui visent à le situer au cœur du dispositif du pouvoir socialiste en cas de victoire ; en se situant systématiquement dans le moyen terme, ce moyen terme qui mène tout droit... à 1996.

J.-L.A.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Marchais : le septennat le plus antisocial depuis Vichy

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 20 mars, M. Georges Marchais a affirmé que M. François Mitterrand « retarde l'annonce de sa candidature », car « il ne veut pas parler de son bilan », qui est « catastrophique (...) à tous égards ».

« Son programme est inavouable », a ajouté le secrétaire général du PCF, qui a réaffirmé que « ce septennat sera à marquer dans notre histoire comme le septennat où les libertés démocratiques et les droits des travailleurs ont été le plus mis en cause ». Notant que « quarante mille délégués du personnel ont été licenciés en cinq ans », le dirigeant communiste a lancé : « Je dis que nous n'avons pas connu cela depuis Vichy (...). Jamais le patronat n'a fait preuve de tant d'arrogance. » Mitterrand pourra mettre sur sa carte de visite, et naturellement avec lui Mauroy, Fabius et Chirac :

« Nous avons, durant ce septennat, donné les mains entièrement libres au patronat pour fouler aux pieds les libertés, la démocratie dans les entreprises, pour mépriser les travailleurs », a poursuivi M. Marchais, pour qui « un septennat ne se divise pas ».

Estimant que « le militantisme n'est pas en perte de vitesse » et que « la mobilisation du parti est très bonne », le secrétaire général a souligné, à propos des sondages sur l'élection présidentielle, que le PCF « progresse lentement mais sûrement ». M. Marchais a affirmé que le vote du PCF était de « bastre la droite et l'extrême-droite » et de « reprendre le chemin de l'unité et de la suite » pour ouvrir « une perspective de changement ».

Après avoir remarqué que « le problème d'une participation des communistes à un gouvernement aujourd'hui ne se pose pas », il a indiqué qu'entre le PCF et le PS « il n'y aura pas de négociations pour nous mettre le premier et le deuxième tour ». Cependant, le PCF est « prêt à tout moment à participer avec le PS à la gestion des affaires du pays », dit M. Marchais, mais pour faire « une certaine politique, pas une politique de droite ».

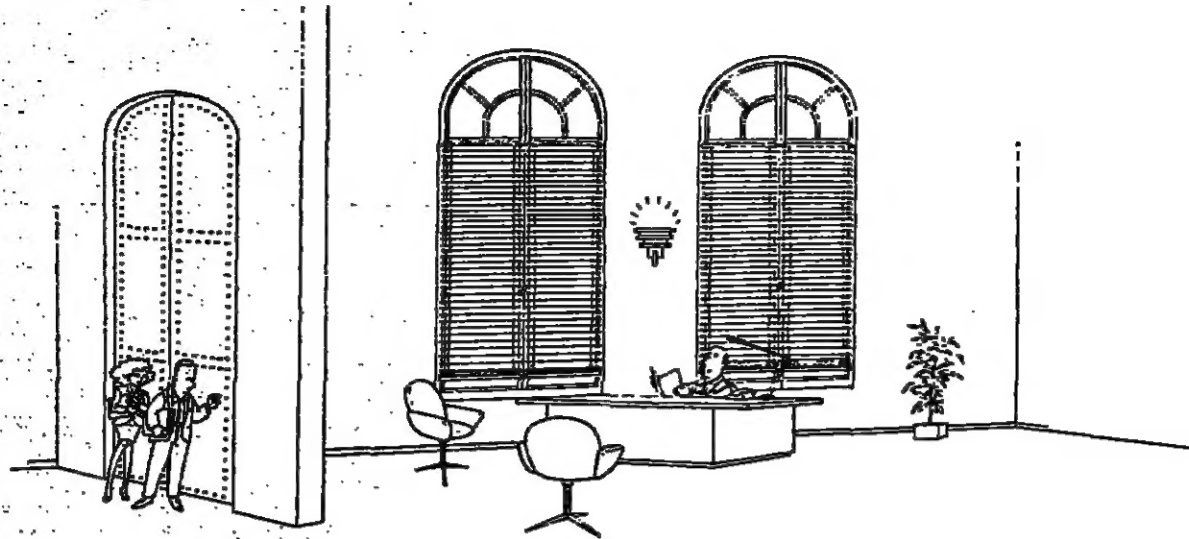
Le secrétaire général a rappelé que le PCF démissionnera sa position pour le second tour, le 27 avril, après consultation des comités fédéraux, mais Claude Cabanis, rédacteur en chef de l'*Humanité*, achève son éditorial du 21 mars par un proverbe : « En avril, ne te découvre pas d'un fil, en mai, fais ce qu'il te plaît. »

Tout sur Barre

Minitel: 36.14 BARRE (tarif réduit)

Messieurs les Présidents

ont d'excellentes raisons de lire en priorité
La Lettre de L'Expansion



Voici pourquoi ils sont injoignables pendant 10 minutes le lundi matin...

« L'intérêt d'une publication telle que La Lettre de L'Expansion s'apprécie, me semble-t-il, en fonction de trois critères: la nature des indications qu'elle donne; leur degré de précision; leur fiabilité. A ces trois égards, je lis avec beaucoup d'intérêt La Lettre de L'Expansion. »

Jean-Michel BLOCH-LAINÉ
Président / Banque Worms

« Brèves, concrètes, précises, les informations de La Lettre de L'Expansion, grâce à l'éclairage qu'elles apportent sur les événements et sur les hommes qui font l'actualité, me donnent toujours matière à réfléchir et à agir. »

Jérôme MONOD
Président / Lyonnaise des Eaux

« La Lettre de L'Expansion a le souci de communiquer très rapidement les événements, les tendances, les rumeurs, concernant les problèmes économiques, industriels, financiers et sociaux. Pour moi, chef d'entreprise, être informé de ces tendances est important. »

Francis BOUYGUES
Président / Groupe Bouygues

« C'est pour être, le cas échéant, au courant avant les autres des éventuelles opérations financières qui pourraient voir le jour que je lis La Lettre de L'Expansion; c'est aussi pour être mieux à même de me faire une opinion sur la stratégie politique de nos dirigeants en matière d'économie et de finance. »

Jean-Marc VERNES
Président / Béghin-Say

« Oui, je suis un fidèle lecteur de La Lettre de L'Expansion: parce que, dans chaque numéro, elle m'apporte avant tout le monde deux ou trois choses, que j'ai absolument besoin de connaître, sur le moment, des affaires et des hommes. »

« La nouvelle, la vraie, est celle qu'on vous sert toute chaude et que vous dégustez avec le sentiment d'être dans le secret des dieux. »

Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET
Président / Groupe Publicis

« Chaque lundi, j'éprouve un grand intérêt à lire La Lettre de L'Expansion. Sa mise en page est tout à fait claire et me permet d'aller aisément à la rubrique qui, selon l'actualité, recèle l'information que je recherche. Je suis rapidement au courant de l'essentiel et souvent avec un temps d'avance sur les autres. Il m'arrive fréquemment à la lecture des quotidiens et des hebdomadaires d'y trouver, quelques jours ou semaines plus tard, la confirmation de ce que j'avais déjà appris grâce à La Lettre de L'Expansion. »

André ROUSSELET
Président / Canal +

« De plus en plus la pression des affaires et des horaires surmenés m'obligent à rechercher les éléments de décision de tous types sous leur forme la plus concentrée et la plus expressive. La Lettre de L'Expansion l'a compris très tôt et a su le plus souvent sélectionner les événements qui comptent aussi bien au plan général que, et c'est plus difficile, dans l'environnement de ses lecteurs. »

Thierry TUFFIER
Président / Tuffier Ravier
Py et Associés

« Être bien informé, c'est être informé à temps sur l'essentiel. Être informé à temps, c'est être avant les autres et mieux qu'eux. Être informé sur l'essentiel, c'est être en mesure de saisir la signification d'un événement et ses éventuelles conséquences. La Lettre de L'Expansion m'informe bien et quand il arrive que ses informations ne correspondent pas aux miennes, elle m'apporte en plus le plaisir d'utiles comparaisons. »

René THOMAS
Président / Banque Nationale de Paris

« C'est un formidable concentré d'informations et d'analyses. Paraphrasons: «Jamais autant d'informations n'a tenu en si peu de place.» C'est un style, une forme, un ton, personnels, vivants, mêlant savamment les grandes synthèses et les petits potins, le regard profond et le clin d'œil direct. En un mot, une lettre qui a de l'esprit. »

Claude DOUCE
Président / Groupe Bélier

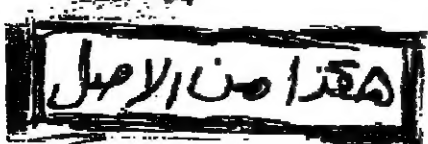
« Je lis chaque lundi matin, dès son arrivée, La Lettre de L'Expansion: c'est un bon cocktail - correspondant à mes interrogations sur le contexte économique et financier, la vie des affaires et l'évolution des projets politiques - de fruits frais, mûrs ou tout près de l'être. J'apprécie surtout l'excellente connaissance du «système des pouvoirs», qui établit la relation généralement exacte entre les acteurs et leurs initiatives souvent dès le moment des intentions. »

Jean SAINT-GEOURS
Président / Compagnie Financière de Crédit
Industriel et Commercial

LA LETTRE DE L'EXPANSION

Prenez de l'avance sur l'actualité

Pour savoir comment vous abonner, adressez votre carte de visite à l'attention de Claire Giudicenti,
Editrice de La Lettre de L'Expansion, 67, avenue de Wagram 75842 Paris Cedex 17 ou téléphonez-lui au (1) 47 63 12 11





Politique

Le feuilleton du septennat

1987-1988, la gloire de « Tonton »

Après avoir souhaité « bonne chance » à la nouvelle majorité de 1986, François Mitterrand s'est fait le siesteur en 1987. Il effectuait un réajustement spectaculaire dans l'opinion, jusqu'à l'interpréter, à l'approche de l'élection présidentielle, « la gloire de Tonton ». Son septennat se termine en beauté après les années noires, aux yeux de l'opinion, de la rigueur (1982-1983), de la guerre scolaire (1984) et de Greenpeace (1985). Puisqu'il n'est guère possible d'imaginer, pour 1989, une nouvelle révolution française, ce feuilleton s'achève modestement au jour d'aujourd'hui.

Pourquoi Marcel Pagnol a-t-il éprouvé le besoin de mourir ? Il est sûr, sans cette extravagance, bien placé pour raconter « la gloire de Tonton » aux enfants des écoles. A la manière du petit bossu de Nîmes, étonné et tendresse : « Chez les paysans, il n'y a pas d'armoire à glace, on se voit que dans les yeux de sa mère, et naturellement, on s'y voit aussi ».

Et John Steinbeck ? Quel dommage qu'il ait écrit trop tôt, en 1956, le *Régne éphémère de Pépin IV*, l'histoire de Pépin Arnould Hérial, astronome et propriétaire de vignoble, descendant ignoré de Charlemagne qui fut, selon l'auteur, couronné roi de France à la fin de la IV^e République, car les indigènes en avaient soupé d'une classe politique ainsi divisée : Les radicaux conservateurs, les conservateurs radicaux, les royalistes, les centre droit, les centre gauche, les athéistes chrétiens, les chrétiens chrétiens, les communistes chrétiens, les protestants, les néo-communistes, les socialistes et les communistes, les communistes se trouvant eux-mêmes partagés entre staliniens, troïkistes, khrouchtchévistes et boulgaristes.

Un observateur étranger, en principe impartial, empli d'une bienveillante ironie est utile à la chronique de ces années 1987-1988 fort étranges. Adulté, dès son arrivée au Panthéon des présidents, délaissé un an plus tard, détesté à l'automne 1985, François Mitterrand achève, bien aimé, son septennat. On lui promet un sacre au mois de mai.

Malgré elle — c'est bien dommage — il faudra faire avec Guesch Patti, l'âme de Pagnol ou Steinbeck. Le tube qui relie 1987 à 1988, c'est l'air du temps de la politique, torride :

« Etienne, Etienne, Etienne
Oh, tiens-le bien !
Bonne nuit, bonne nuit
Tombes le long du lit
De l'indigne, je t'aime à la folie
Au ralenti, je soulève les interdits... »

Le « Tonton, tiens bon » de l'après-mars 1986 n'a plus cours. Le président a tenu, et c'est la suite qui importe à ses « fans » : « Tonton, laisse pas béton » : dans le *Matin de Paris* moribond, Renaud se dépêche, avant qu'il ne soit trop tard, de confirmer ses enthousiasmes.

« Il ressemble un peu à mon père »

On sentait bien qu'il se passerait quelque chose d'étonnant. A Lille, lors du dernier meeting présidentiel organisé pendant la campagne législative de 1986, Coluche en surplis écoutait debout la *Marseillaise*. Juste avant le scrutin du 16 mars, Renaud était allé à l'Elysée recueillir, pour *Globe*, une interview du chef de l'Etat. Il en avait rapporté le récit suivant : « Mitterrand, il est cool. D'abord, physiquement il ressemble un peu à mon père que j'aime beaucoup, et déjà ça aide. Et puis il est intelligent, mais ça, personne n'en doute ou alors les cons, et c'est vrai qu'il y en a. Mais surtout il est plein d'humour, de répartie, et c'est un puits de culture. Et ça, moi, ça m'inspire. Enfin bref, pendant plus d'une heure, je n'ai rien dit (...). Je l'écouterai bien parler encore un septennat. En parlant, super à la bourre, j'ai regretté de n'avoir pas osé lui raconter que le matin même je demandais à ma fille qui a cinq ans : « Aurais-tu une question à poser au roi de France ? » et qu'elle m'a répondu : « Demande-lui si c'est lui qui a mis le feu à l'appartement, c'est ça ? ». Bien sûr que non, que c'est pas lui, Lolita, c'est les autres... »

Marguerite Duras, une amie de Résistance, en disait aussi beaucoup, mais on ne comprenait pas tout. Pauline Lafont, avec l'audace des timides, fut un peu plus claire : « Mitterrand est vraiment séduisant. Une image de père et moi je suis une jeune femme. Je cherche

quelqu'un qui m'apprendra, qui sera un homme... »

Ainsi, telle Guesch Patti, une partie de la France levait-elle les inter-dits. Les grandes histoires d'amour entre les peuples et leurs dirigeants souvent tournent mal. Elles se retournent aussi, du maréchal Pétain au général de Gaulle par exemple, également acclamés de la défaite à la victoire. On se méfie donc des engouements et des passions en politique mais quand elles existent, comment les nier ? Pour François Mitterrand, homme de la IV^e République honni sous la V^e, anti-gaulliste méprisé, ignoré dans ses traverses du désert, rassemblé redouté des gauches, c'était de l'insolite. Il avait séduit des artistes et le reste commençait à suivre. Y compris une poignée d'adversaires politiques et qui le resteront, tel Michel Noir qui, après avoir publié dans *le Monde* un article à grand fracas selon lequel il avait mieux perdu les élections que perdre son âme en s'alliant avec le Front national, fut classé par le même journal, en tête des « générations 88 ». Harlem Désir et Michel Noir, écrivait-on, se ressemblent.

C'était aller un peu vite en besogne que de vouloir allier le feu et l'eau à tout prix. La « génération Mitterrand » fait encore grand bruit. Singulièrement à gauche où l'on déteste rouler sous les vœux d'un.

Marie et Martine

Pour rassurer Jacques Chirac qui, au début de 1987, ne se portait pas très bien dans l'opinion, François Mitterrand confiait : « Tous les grands hommes d'Etat sont impopulaires. Richelieu en fut un grand dans les sondages. Mazarin



aussi avec son accent italien. Quant à Bonaparte, on ne comprend rien à ce qu'il disait, ni en Italie ni en France... » De son point de vue, François Mitterrand représentait l'exception. Pourquoi donc ?

Jacques Toubon, au printemps de 1987, a livré une première explication. Malgré son caractère un rien polémique, elle exprime une grosse part de vérité : « Pour tout ce qui va mieux, François Mitterrand dit : « Ça vient de moi... Pour ce qui ne va pas, il dit : « Je n'y suis pour rien... Et quand quelque chose va bien, il invoque la conjonction, même si la politique a changé du tout au tout depuis le 16 mars... » Le président de la République tiendrait sa gloire d'une cohabitation admise et subie.

La cohabitation a donné aux courbes de ses sondages un coup de fouet. François Mitterrand se maintient au zénith lorsque le gouvernement de Jacques Chirac affronte les premiers cols de son parcours. Aux élections taillées de décembre 1986, il assure, à bon droit, que sa présence a compté, pour limiter l'affrontement. En janvier 1987, il reçoit à l'Elysée une délégation de cheminots en grève. Cent cinquante grévistes du Var lui offrent une gerbe de fleurs sur laquelle il est écrit : « Nos vœux pour 1987. Cheminots en grève demandent faire intervenir négociations rapidement... » Au mois de mai, en conseil des ministres, il défend les sauterieuses en blouse blanche, carabins et médailles généralistes, qui se sentent menacés par le gouvernement.

Le porte-parole du premier ministre, Denis Baudouin, évoquera l'injustice du traitement entre le chef du gouvernement qui va au charbon, entre « Marie qui parle de Dieu » et « Martine qui nettoie par terre ». Martine et Marie s'entendent, pourtant, lorsque le drame menace. Pas un mot plus haut que l'autre sur l'affaire des otages au Liban. Pas de divergence publiquement exprimée sur la lutte contre le

terrorisme. Un front commun lors de la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, en juillet 1987, et de l'appareillage du porte-avions *Clemenceau* vers la mer d'Oman, six mois après un regain de la « guerre des villes » entre Bagdad et Téhéran, qui fait trois mille morts supplémentaires dans cette guerre sans fin.

Le 14 juillet 1987 fut un jour d'ivresse. On n'entendait pas un sifflet sur les Champs-Élysées, mais l'on perçut parfaitement la réflexion bourrue d'un CRS venu que cet homme-là passe devant lui les yeux fixés sur l'Arc de triomphe : « Alors, François, nom de Dieu, regarde-nous ! » François Mitterrand a pour lui le verbe et il en use jusqu'à l'envoûtement. Il écoute et parle. Aux étudiants, aux cheminots, à Jean-Marie Tjebou venu le voir à l'Elysée, au comte de Paris qui le soutient et célèbre en sa compagnie, le 3 avril 1987, l'année capécienne, aux ouvriers victimes de la crise, aux petits épargnants effrayés par le krach boursier, au Père Wresinski, aux pauvres pour leur proposer un revenu minimal, au Prix Nobel. A tout le monde et à Jacques Chirac, chaque mercredi matin, au moins, avant le conseil des ministres. Il parle de la République et de ses principes — liberté, égalité, fraternité — aux contenus si divers qu'ils distinguent la République sociale de la République bourgeoise.

Le libéralisme triomphant de mars 1986 fait la tête, aux Etats-Unis comme en France. « Le dollar est trop haut », hurlent en 1985 des financiers désespérés auxquels un bouffon à queue-de-pie propose quelques rafraîchissements sur un dessin de Plantu. « Le dollar est trop bas », crient les mêmes, en 1987 : le bouffon est en va, son plateau sous le bras et dit, torse bombé : « Faudrait porter ! ». Au mois d'octobre, après le « lundi noir » du 19 à la Bourse,

mande, à Lyon pendant l'occupation, comparut aux assises. La France assista au défilé des ombres, singulièrement des enfants juifs d'Izieu, rafés, jamais revenus d'Auschwitz. Seule Léa Feldblum est rentrée, Monique, elle avait, à l'époque, vingt-quatre ans. Du témoignage de cette femme à bout de nerfs, Jean-Marie Théoloyre retint quelques mots épars : « Je les aimais beaucoup : les plus petits pleuraient, les autres ont chanté. Là-bas, on les a tous brulés... » Réclusion criminelle à perpétuité.

La jeunesse et l'Europe, l'Europe et la défense, la défense et la paix.

La jeunesse hérite d'Enrêka, Europe de la science, et d'Erasme, Europe du savoir, tandis que la fusée Ariane renonce enfin à ses galipettes explosives au-dessus de l'Atlantique. Elle attend 1992 et l'ouverture du grand marché unique puissamment relayée par Jacques Chirac. Il n'y a plus en France, dit-on drôlement à l'Elysée, un conseiller général qui inaugurerait 300 mètres d'un chemin vicinal, n'affirme en coupant le ruban tricolore : « Cette route sera pour nous un atout majeur en 1992... »

Elle hérite aussi d'une brigade et d'un conseil franco-allemands de défense. Drôle d'histoire quand on ne veut que la paix. La paix par le haut : c'est le discours du Bundestag, en 1983, qui encourage l'implantation des fusées américaines Pershing-2 en Europe afin d'équilibrer le terror des SS-20 soviétiques. La paix par le bas : c'est l'approbation du traité américano-soviétique signé le 8 décembre à Washington sur l'élimination des missiles intermédiaires ; c'est aussi le discours, controversé, sur la nuisance politique, voire l'insécurité des armements nucléaires français à courte portée ; c'est, enfin, la réflexion souterraine sur l'économie du désarmement et les bénéfices que l'écologie ou la recherche pourraient tirer d'un moindre coût de la défense.

Que veut dire ce discours d'espoir ? Il est tenu par un vieil homme ? La question a été posée, l'argument souvent utilisé. Il se serait encore : A René Monory le perfide, qui remarquait qu'au terme d'un second septennat le président sortant aurait soixante-dix-neuf ans, François Mitterrand répond que l'imprudent n'a aucun sens de la communication politique : « Il aurait dû dire : « M. Mitterrand aura cent six ans en 2016... »

A un mois du premier tour, rien n'y fait. Ni l'âge ni les « affaires », irlandais de Vincennes, Greenpeace, Carrefour du développement, ventes d'armes à l'Iran par la société Luchaire, « plombiers » dits du Conseil supérieur de la magistrature. Toutes ont été exploitées, dirigées contre le président de la République. Il s'y attendait : « La droite, c'est la chasse à l'homme. Politiquement, ils n'ont pas de prise sur moi. Alors, que leur reste-t-il ? L'argent et les mensures. L'argent, je n'en ai pas. Je m'en suis toujours méfié, chacun le sait. Quant à mes mensures, elles sont ordinaires. Ils cherchent autre chose. Il leur faut des diamants... »

Le chef de l'Etat défend publiquement ses amis, Charles Hernu, Christian Nucci, Christian Proust, à la radio ou à la télévision. Au plus fort de l'affaire Carrefour du développement, avant que les accusations lancées contre Christian Nucci ne soient ramenées par la police judiciaire à de modestes proportions, l'un de ses interlocuteurs lui dit, au cours d'une conversation privée : « Mais Nucci risque la prison ! ». « Eh bien, répond-il, quand bien même, j'aurais un ami en prison... »

Dès lors, ses adversaires, attentifs au moral de l'ennemi, tenteront de retourner l'argument de la popularité à leur profit. François Mitterrand, dissident-ils, devrait se retirer en pleine gloire. Il a déjà leur espoir au fil des jours.

« Merci pour l'expérience, dit-il en fin de discours, le 9 février à Saint-Benoît-de-la-Réunion. Je vous quitterai avec un peu plus de force en moi-même, pour avoir retrouvé l'élan que je ressens, l'élan qui vous habite. Parce que, pour réussir, il faut y croire. Et le vouloir. Vous le voulez ? ». « Oui », répondit la foule. « Alors, conclut le président, j'attends la suite du cœur en paix... »

Il venait tout juste de murmurer, joue contre joue avec une jeune chanteuse, l'hymne des Iles. « P'tit fleur fanée, p'tit fleur fanée, d'a moi toujours, c'est l'amour ? »

« Etienne, Etienne, Etienne... »

Evidemment.

JEAN-YVES LHOMEAU.

FIN

Trois élections cantonales

La majorité gagne deux sièges et en perd un

Deux à un pour la majorité : tel est le score des trois seconds tours d'élections cantonales organisés dimanche 20 mars. Pourtant, le pronostic qui pouvait être établi au soir du premier tour laissait prévoir une autre marque : trois à zéro pour la gauche.

Majoritaire le 13 mars en Lot-et-Garonne et dans le département voisin de Tarn-et-Garonne, la gauche perd deux sièges qui étaient ses fiefs depuis de nombreuses années, pour cause de mauvais reports de voix. Cette indisciplinée républicaine vint au Parti communiste de ne pas récupérer le canton de Mas-d'Agenais, que les socialistes lui avaient ravi en 1982, et au Parti socialiste de perdre celui de Bourg-de-Visa.

Ces deux succès enregistrés par la majorité sont atténués par un échec dans l'Aisne, où le RPR n'a pu conserver le siège qu'il détenait à Laon-Nord. Une bonne mobilisation de l'électorat doublée de bons reports à gauche a permis à la candidate du PS de l'emporter.

AISSNE : canton de Laon-Nord (2^e tour).

Inscr., 9.906 ; vot., 6.671 ; suff. expr., 6.427. M^{me} Madeleine Cazin, PS, adj. au m., 3.626 voix, ELUE ; M. Philippe Douchain, RPR, const. mun., 2.801.

[Ajouté à l'ensemble et à la jeunesse à Laon, M^{me} Cazin comptait le canton de Laon-Nord avec 56,41 % des suffrages exprimés et une avance de 325 voix sur le candidat RPR. En 1985, le scrutin était cuné de manière plus serrée : Georges Lemoine (RPR), décédé le 19 janvier dernier, avait emporté avec 110 voix d'avance et 50,35 % sur M. Daniel Poulet (PS), alors conseiller général sortant. Arrivé en tête au premier tour, la candidate socialiste a bénéficié d'un bon report des voix qui s'élevait à 1.250 voix sur le candidat RPR. L'abstention, qui était de 38,47 % le 13 mars, est tombée à 32,65 % au second tour.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 9.906 ; vot., 6.682 ; suff. expr., 5.954. M^{me} Cazin, 1.831 voix ; M. Douchain, 1.444 ; M^{me} Mathieu, UDF, 1.001 ; M^{me} Lachaud, PCF, 567 ; M. Douchin, FN, 391 ; M^{me} Aron, Verts, 328.

En 1985, Georges Lemoine avait emporté au second tour avec 3273 voix, contre 3163 à M. Poulet (PS) sur 6.436 suffrages exprimés, 6.726 votants et 9.857 inscrits.]

LOT-ET-GARONNE : canton de Mas-d'Agenais (2^e tour).

Inscr., 4.189 ; vot., 3.405 ; suff. expr., 3.312. M^{me} Jean-Louis Confiant, div. droite, 1.675 voix, ELUE ; Roland Destien, PCF, 1.646.

[Le Parti communiste n'a pas réussi à reprendre ce canton, qu'il avait obtenu de la Libération à 1963, contrairement à ce que les résultats du premier tour pourraient lui laisser espérer. Il passa, à bon droit, en vouloir au Parti socialiste. Car, si le candidat de la droite a pu bénéficier d'une meilleure participation au vote (109 suffrages exprimés supplémentaires), le candidat communiste n'a pas retrouvé la totalité des suffrages qui, dimanche dernier, s'élevaient à 220 voix sur son chiffre de 220 inscrits.]

Le PS n'a probablement pas apprécié d'avoir été devancé au premier tour dans un canton qu'il avait pris aux communistes en 1985, et qu'il a dû abandonner à la suite de décès de Daniel Castaing. Ainsi la gauche, majoritaire la semaine dernière, est battue ce dimanche.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 4.189 ; vot., 3.303 ; suff. expr., 3.212. M^{me} Confiant,

1.286 voix ; Destien, 1.845 ; Jean Dail'Agnel, PS, 881.

En second tour de 1982, Daniel Castaing avait emporté avec 2.167 voix contre 1.804 à M. Maréchal (UDF) sur 3.171 suffrages exprimés, 3.354 votants et 4.017 inscrits.

TARN-ET-GARONNE : canton de Bourg-de-Visa (2^e tour).

Inscr., 1.840 ; vot., 1.481 ; suff. expr., 1.398. M^{me} Etienne Millet, CNI, 740 voix, ELUE ; Jean-Claude Lacoste, sout. PS, 658.

[Bien que majoritaire au premier tour avec un total 56,69 % des voix, la gauche perd ce siège. Son représentant au second tour ne recueille que 47,06 % des suffrages exprimés. Alors que le candidat soutenu par le PS enregistrera un manque à gagner de 125 voix par rapport au total de la gauche du 13 mars dernier, M. Millet obtient 142 suffrages de plus que le total de la droite au premier tour.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 1.841 ; vot., 1.416 ; suff. expr., 1.381. M^{me} Lacoste, 368 voix ; Millet, 310 ; Lachaud, MMR, 308 ; Lacoste, UDF-CDS, 172 ; Girou, RPR, 116 ; Jacques, PCF, 107.

En 1982, André Richard, PS, décédé le 31 janvier dernier, avait été réélu au second tour, avec 588 voix, contre 447 à M. Lacoste (div. g.) et 443 à M. Girou (RPR), sur 1.476 suffrages exprimés, 1.502 votants et 1.872 inscrits.]

Une élection municipale

SEINE-MARITIME : Boibec (1^{er} tour).

Inscr., 8.388 ; vot., 6.286 ; suff. expr., 6.157. Liste d'union de la majorité conduite par M. Montier, 2.252 voix ; liste du PCF conduite par M. Havard, 1.810 ; liste du PS conduite par M. Roussel, 1.526 ; liste des renouvelateurs, conduite par M. Vuc, 569. Il y a ballottage.

[Arrivée en tête, la liste de droite améliore son score de 1982 : 36,57 % au lieu de 33,89 %. La liste communiste qui domine les deux autres listes de gauche, enregistre une perte de quatre points : 29,39 % au lieu de 33,39 %. Celle du PS marque également un recul : 24,78 % au lieu de 27,90 %. Ces régionales profitent à une liste animée par des amis de M. Pierre Juppé.

Ce scrutin avait été provoqué par les socialistes qui n'avaient obtenu de leur mandat après le décès du maire communiste, Paul Bellacque.]

Allo
Raymond Barre
Tél: (16) 1 45 49 45 49

Service Accueil Comité Barre 88
195 Bd. Saint Germain 75007 Paris

**DES VOLS REGULIERS
A PRIX CHARTER**

**BANGKOK
3.990F***

La Compagnie des Voyages

28 RUE PIERRE LÉSCOT 75001 PARIS - 45.08.44.88

* A partir de, AR ou départ de Paris.
Conditions particulières d'inscription.

L.C. 1481

Allons-nous subir un 3^e type d'impôt?

Refusons tout projet d'impôt général sur nos biens personnels et nos économies.

Nous payons déjà l'impôt sur ce que nous gagnons (impôt sur le revenu).
Nous payons déjà l'impôt sur ce que nous dépensons (TVA).

Pourquoi, ces projets d'un impôt nouveau? Un impôt nouveau sur ce qui nous reste, sur nos biens personnels, notre logement, notre épargne, notre outil de travail? Un impôt qui toucherait très vite la majorité des Français? Pourquoi ce 3^e type d'impôt?

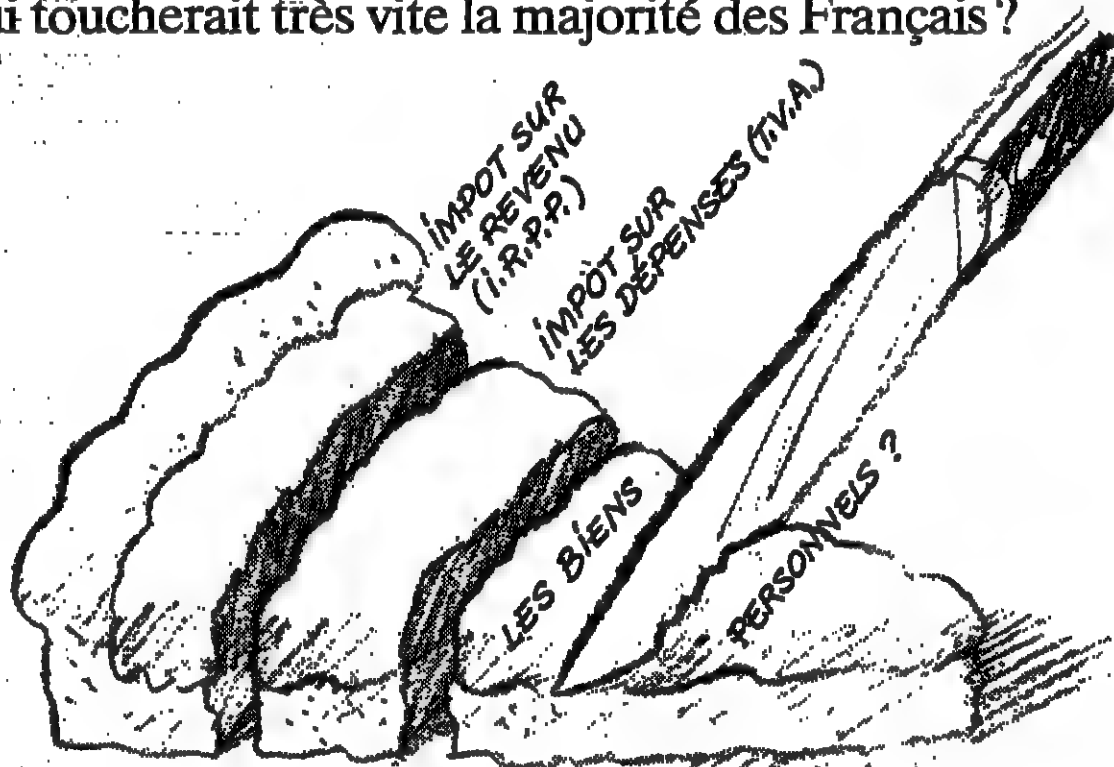
Trop, c'est trop. Il faut, disent certains, compenser la baisse de la TVA prévue dans le calendrier européen. Mais les Français sont déjà très lourdement taxés.

En plus, pour acquitter ce nouvel impôt, il faudrait faire l'inventaire de tout ce que nous avons: meubles, économies, bijoux, etc.

Ce serait une véritable inquisition fiscale, une atteinte insupportable aux libertés individuelles. Face à ces projets, il faut réagir. C'est ce que fait la Fondation de la Liberté.

La Fondation de la Liberté vient d'éditer un cahier spécial expliquant tous les dangers de ces projets d'impôt nouveau. Nous sommes tous concernés.

Participez vous aussi à cette lutte. Achetez ce cahier. Diffusez-le. Avant que cet engrenage fiscal ne soit mis en route.



La Fondation de la Liberté est une association apolitique. Son objectif est de promouvoir les libertés civiles face à l'emprise de l'Etat et de la bureaucratie. Elle édite de nombreux cahiers d'information (droit des nouveaux actionnaires, dérégulation aérienne, marché des soins hospitaliers, etc.). Pour être informé des différentes actions de la Fondation de la Liberté contre les projets d'impôt sur les biens personnels et les économies, renvoyez ce coupon-réponse ou votre carte de visite à la Fondation de la Liberté, 212 rue de Rivoli - 75001 Paris. (Minut: 36.15 code Agir * Liberté).

Nom _____ M
Prénom _____
Adresse _____

FONDATION DE LA LIBERTÉ

ASSOCIATION D'ETUDES ET DE REFLEXION ECONOMIQUE

مقتدا من الامم

Société

Cent un « champions » réunis en séminaire

Un cocktail d'espoirs

« Vous êtes les futurs prix Nobel », leur a dit le professeur Louis Leprince-Ringuet. Une façon de parler : le cocktail d'espoirs organisé par la fondation Fredrik Bull, les samedis 19 et dimanche 20 mars, à Joly-en-Josas (Yvelines), ne réunissait pas seulement des majors de l'ENA, de Polytechnique, de Normale supérieure et de plusieurs autres grandes écoles, mais aussi des sportifs, des créateurs d'entreprise, des comédiens, un menuisier, un maçon, un harpiste, un architecte-paysagiste, une maquilleuse artistique... Cent un champions au total, âgés de dix-huit à vingt-sept ans, et choisis parmi les meilleurs de chaque discipline.

Objectif de ce séminaire pas commode : confronter les points de vue de ces jeunes Français, les sonder sur leurs rapports avec la technique, et plus généralement, sur la manière dont ils envisagent leur avenir et la vie en société. Savoir, en somme, s'ils ont envie de changer le monde ou d'en profiter, s'ils se considèrent comme des privilégiés ou se sentent déjà accablés de responsabilités.

Ce n'est pas parce qu'on est prix Nobel de physique, de chimie ou même de littérature qu'on a forcément des choses originales à dire sur l'existence humaine. Cela s'était vérifié en janvier dernier quand une brochette de primés avait été réunie à l'Élysée. Les cent un « espoirs » rassemblés autour du professeur Leprince-Ringuet ont eu suffisamment d'humour pour ne pas prétendre refaire le monde en quarante-huit heures. Ils se sont gardés de rédiger un quelconque texte et n'ont accepté qu'à contre-cœur de résumer leurs discussions de groupes.

L'addition de brillants sujets peut réserver des surprises. Aux États-Unis, paraît-il, on a sélectionné des... rats très doués, ceux qui se repèrent immédiatement dans les labyrinthes, et on les a enfermés ensemble. Au bout de quelques jours, ils se heurtaient misérablement aux parois et leur poil s'amollissait. On a réuni ensuite les rats les plus socards. Miracle : leur poil s'est redressé, ils sont devenus très bons en labyrinthes...

« Nous sommes simplement bons »
L'histoire a fait beaucoup rire nos cent un espoirs. Ils avaient d'ailleurs pris les devants en multipliant les remarques du genre : « Nous ne sommes pas les meilleurs, nous ne sommes pas les plus intelligents, nous sommes simplement bons... Dire qu'on a réussi serait absurde : le succès ne se limite pas à la vie professionnelle et n'est pas une chose terminée : nous sommes en mouvement... »

Quel point commun y a-t-il entre un saint-cyrien et une styliste, entre un meilleur compagnon de France et une agrégée de philosophie ? « Le fait d'avoir une passion, en tout cas de s'être dévoué pour arriver à quelque chose », remarque un jeune pensionnaire de la Comédie-Française. Certains ont avoué pourtant n'avoir pas vraiment choisi leur voie : une première S, un bac C, une prépa, une grande école... Ils ont été portés par le succès plutôt que par une vocation.

« C'est un bon café du commerce », commentait, samedi matin, Frédéric Charron, peintre de vingt-cinq ans, major de

l'école des beaux-arts. A la fin des débats, le major de Polytechnique retournait la remarque comme un gant : « Un consensus sur une éthique de bazar ? Peut-être. Mais il est remarquable que nous soyons parvenus ensemble à nos bénéfices. Nous parlons le même langage, nous sommes à peu près d'accord sur quelques idées simples mais essentielles. »

Les nouvelles technologies ont été, espèrent-ils, une matinée. « C'était le calvaire des charges », dit Joël Armay, ancien de Centrale, ingénieur du groupe L'Oréal. Beaucoup ne s'y intéressent pas. Pour eux, c'est un sujet dépassé. Ils baignent dans les techniques depuis l'enfance, les considèrent en consommateurs sans avoir vraiment envie d'en créer de nouvelles. « Vivre avec elles, en limitant les dégâts. »

C'est avec passion, en revanche, que les « espoirs » ont débattu de l'éducation ou de la famille. La plupart sont apparemment satisfaits de la formation qu'ils ont reçue — et on les comprend un peu ! — mais sont très critiques à l'égard d'un système qui produit tant d'échecs et d'écarts. Le modèle familial dans lequel ils ont grandi ne semble pas leur déplaire. Ils voudraient, selon les termes d'un jeune polytechnicien, « le reproduire en l'améliorant ».

Une journée et demie, c'est vite passé, surtout en si bonne compagnie. Les « espoirs » ont tout juste eu le temps de faire connaissance. Désireux de poursuivre cet échange, certains ont décidé d'organiser une nouvelle rencontre. « J'ai trouvé ici mes frères », affirmait en partant un de ces champions. On leur souhaite beaucoup de petits Nobels...
ROBERT SOLÉ.

Les propositions du candidat Pierre Juquin

« Éduquer ou armer, il faut choisir »

M. Pierre Juquin a présenté son programme éducatif, dimanche 20 mars, lors d'un colloque organisé à Paris par son comité national de soutien. Il a souligné que l'éducation soit « un enjeu prioritaire, objet d'un débat national approfondi » et a préconisé des États généraux pour une réforme de l'école, en mai 1989, associant enseignants, éducateurs parents et jeunes. Il a demandé que les dépenses d'éducation passent de 7 % à 10 % du produit national brut, de sorte que le budget de l'éducation représente un quart des dépenses de l'État. « Pour cela, a-t-il insisté, il faut opérer des transferts drastiques et l'armée doit être la première à en faire les frais. Éduquer ou armer, il faut choisir. »

Ces moyens supplémentaires doivent être utilisés en priorité contre

l'échec scolaire et la délinquance. M. Juquin préconise une loi-programme de cinq ans contre l'échec, de la maternelle (pour tous à partir de deux ans) jusqu'à la terminale (pour tous également).

Pierre Juquin souhaite un triplement du nombre des étudiants et l'attribution d'une allocation d'études à tous. Il préconise un « aménagement progressif » des grandes écoles et des universités.

M. Juquin se prononce pour une unification par le haut du recrutement, de la formation, des salaires et des conditions de travail des enseignants. Il suggère que la formation soit portée à cinq ans après le baccalauréat pour tous, le statut de référence étant celui des agrégés.

L'amicale des déçus

Juquindolâtres s'abstenir. Le « comité Juquin » du lycée Darins-Milhaud du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) n'a rien du fan-club. Les six professeurs qui ont choisi de s'associer ensemble vendredi 18 mars, à l'heure où leur collège partageait l'ordinaire de la cantine, ne célébraient pas le culte du candidat rénovateur. « Juquin n'est pas crédible, car il n'a pas de programme », ose même une enseignante d'économie. Et sa consœur germaniste assure : « Sa personnalité [ne] reste en travers de la gorge. » Alors, pourquoi cette curieuse communion qui réunit un communiste en rupture de cellule, deux militants trotskistes, une ex « Mao spontanée », deux sympathisants de la CFDT ? Pourquoi ces électeurs, dispersés en 1981 entre Mitterrand, Marchais, Laguiller et Bouchard, s'abstiennent-ils un septennat plus tard la candidature de Pierre Juquin ?

Il faut dire que Darius-Milhaud n'est pas un lycéen comme les autres. Implanté en pleine circonscription de Georges Marchais, il a été créé, voici douze ans, sous l'impulsion des élus communistes et a toujours été considéré comme un établissement très politique. Sa cellule du PCF a compté jusqu'à une vingtaine de professeurs, sur une centaine au total. Après l'affaire du « bulldozer de Vigny », et lorsque les jeunes communistes ont accusé certains enseignants de tolérer la drogue, « on s'est empoilés dans la salle des profs », se rappellent aujourd'hui les juquindolâtres. Mais chacun s'est progressivement fatigué de ce climat de guerre civile et la lutte politique qui s'aggrave et nous ne savons plus que proposer », constate la prof de maths, qui était « en face dans les années 60 au moment où Juquin purgait l'UEC » et n'a « aucune illusion sur le personnage ». « J'ai la nostalgie du temps où nous discutions de choses importantes au lycée », avoue sa voisine, venue en « curieuse » à la réunion. « Après la trahison de la cohabitation, l'heure est au doute. Nous avons besoin de discuter et de remettre les choses à plat », confirme l'ancien pilier du PCF, exclu en janvier dernier de cette organisation pour juquindisme ; il dialogue aujourd'hui avec son adversaire de toujours, le communiste du PCF qui, après vingt ans de parti, n'a pas repris sa carte.

Pour l'heure, ce comité Juquin tient surtout de l'association espagnole, de l'amicale d'exclus et de déçus, en quête d'un programme et d'idées neuves. L'homme-embème, ils l'ont avec Pierre Juquin, qui revendique comme eux les trente-cinq heures et le droit de vote aux immigrés. Ils se rassurent en constatant que « son entourage n'est pas uniquement composé de vieux briscards de l'extrême gauche » et que « les jeunes parlent beaucoup de lui ». Déjà, le phénomène Juquin a provoqué un effet inattendu : rapprocher les trotskistes et les communistes rénovateurs, qui, bien que militants dans deux tendances ennemies de la FEJ, ont travaillé ensemble contre le communisme socialiste lors du récent congrès de la Fédération.

Mais la montagne-Juquin est loin de renvoyer un image claire. Entre le trotskiste syndiqué à FO, qui défend « l'école qui instruit », et le militant du SGEN-CFDT, partisan de l'innovation pédagogique, entre celui qui veut construire un « pays de classe » et celui qui vient « reprendre espoir », le débat sur le fond s'annonce électrique. Il faudrait encore beaucoup agir ces ingrédients-là pour que la mayonnaise prenne.
PHILIPPE BERNARD.

REPÈRES

Universités

Pour le retour du doctorat d'État

Alors que le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur met la dernière main à un ensemble de quatre décrets qui apportent de sérieuses retouches au régime des études doctorales (le Monde du 17 mars), les universitaires proches de la majorité font monter un peu plus les enchères.

La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche vient en effet de réaffirmer sa volonté de voir rétablir la thèse de doctorat d'État, « au moins dans un certain nombre de grandes disciplines ».

Crainant sans doute que la période électorale n'incite le gouvernement à la prudence, ce rappel de ses positions traditionnelles par le syndicat autonome prend la forme d'un avertissement : « Les universitaires ne comprendront pas que ce rétablissement du doctorat d'État soit une fois de plus retardé. Le soulèvement de la qualité de notre enseignement supérieur doit primer toute autre considération. »

Manifestation d'élèves instituteurs à Paris. Un millier d'élèves instituteurs ont manifesté le samedi 19 mars à Paris, pour protester contre l'examen final institué depuis cette année à l'issue de leur formation de deux ans à l'école normale. Ce défilé, organisé par une « coordination nationale » soutenue par le SN-PEGC (FEN) et le SGEN-CFDT, avait aussi pour but de réclamer une refonte totale du contenu et des finalités de la formation des instituteurs, jugés « infantilisants ». Les manifestants ont estimé qu'il est incohérent d'exiger pour la limite d'âge à quarante ans pour devenir instituteur et de continuer de faire subir la même formation que lorsqu'on recrutait les normaux à l'issue du lycée. Ils ont également réclamé « une véritable formation professionnelle pour adultes, sanctionnée par un diplôme de second cycle équivalent à la maîtrise ».

Pollution

Des tracteurs contre les déchets nucléaires

Plusieurs centaines de manifestants, pour le plupart agriculteurs, ont défilé le samedi 19 mars dans les rues de Segré (Maine-et-Loire) pour commémorer à leur manière le premier anniversaire de l'installation dans cette ville d'une antenne de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

Équipés d'une vingtaine de tracteurs, ils ont défilé et brûlé des déchets en plein centre-ville. Un accident de garde mobile venu de Rennes avait établi un cordon de protection autour de l'agence.

D'autre part, plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux enfants, ont manifesté le même jour à Moissac (Haute-Vienne) pour protester contre l'implantation éventuelle d'un dépôt de déchets nucléaires.

Une campagne mondiale pour favoriser les vaccinations d'enfants

GENÈVE
de notre correspondant

L'UNICEF et l'OMS ont-elles les moyens de leur politique ? C'est en fait la question qui était posée lors du colloque organisé récemment à Talloires (Haute-Savoie) auquel participaient, outre les représentants de ces deux organisations et d'autres institutions humanitaires, de nombreux ministres de la santé de pays du tiers-monde, ainsi que des représentants de la Task Force. Cette organisation a été créée en 1984 à

Atlanta (Géorgie), à l'initiative de Robert McNamara, père de la Banque mondiale, Jonas Salk, l'inventeur du vaccin contre la poliomyélite, et Charles Mérieux, fondateur de l'institut de la fondation qui portait son nom — qui n'ont guère eu de mal à convaincre la Banque mondiale et des groupements privés, comme la Fondation Rockefeller et les Rotary clubs, de s'intéresser à une campagne de vaccinations des enfants à l'échelle mondiale.

L'OMS a adopté le slogan « La santé pour tous en l'an 2000 » et

L'UNICEF s'est fixé pour objectif de vacciner d'ici à 1990 plus de 70 % des enfants des pays pauvres. Il reste que quatorze millions d'enfants qu'on aurait pu sauver à peu de frais meurent chaque année (le Monde du 11 décembre 1987) : c'est la prise de conscience du fait que si les grandes institutions internationales et les nombreuses associations bénévoles ne parviennent aux résultats escomptés qui a entraîné la création de l'organisation privée américaine Task Force. Des débats de Talloires, il est ressorti que les institutions devraient assouplir leur bureaucra-

tie, mieux s'adapter à la diversité des pays du tiers-monde, et que la formation des soignants locaux et les soins donnés aux mères sont des conditions essentielles pour la réussite de cette campagne mondiale de vaccinations.

Mais, étant donnée sa composition, la Task Force a pu être perçue comme un groupe de pression. Elle est américaine dans sa majorité, et l'on ne saurait sous-estimer le rôle prépondérant des États-Unis dans toute organisation internationale.
L.V.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 050 572 F
Télécopieur : (1) 48-23-08-81

Imprimé
de « Le Monde »
à Paris

Reproduction interdite de tous les articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0193-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,

Société anonyme
des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 89

75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

Tous pays étrangers

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 308 F

IL - SUISSE TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 806 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les noms propres en capitales d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 286 136 F

ABONNEMENTS

PAR MINUTE

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

PROFESSION: MANAGER

MANAGEZ VOTRE TEMPS. MANAGEZ VOTRE ROUTE. VOICI LA NOUVELLE ÉDITION LIMITÉE RENAULT 25 «MANAGER» • AUTORADIO STÉRÉO K7 4 HAUTS PARLEURS AVEC CODAGE ANTIVOL ET SATELLITE DE COMMANDES SOUS LE VOLANT • PEINTURE MÉTALLISÉE (ARGENT, BRUN ARABICA, GRIS TUNGSTEN) • VITRES TEINTÉES • COMMANDE À INFRAROUGE D'OUVERTURE DES PORTES ET DU COFFRE • ESSUIE-GLACE ARRIÈRE • 4 VERSIONS À PARTIR DE 10800 F. GTS : 1995 CM³, 9 CV. TX : 1995 CM³ INJECTION ÉLECTRONIQUE, 9 CV. GTD : 2068 CM³ DIESEL, 7 CV. TURBO D : 2068 CM³ TURBO DIESEL, 6 CV.

MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT 25 GTS MANAGER. PRIX CLÉS EN MAIN 10800 F. TARIF MARS 88. MILLÉSIMÉ BB. GARANTIE ANTI-CORROSION RENAULT SANS DIAC. VOTRE FINANCEMENT.

ÉDITION LIMITÉE

RENAULT présente ELF

هَذَا مِنْ الْأَمَلِ

Sports

RUGBY : Tournoi des cinq nations

La dernière charge du capitaine Dubroca

En battant le Pays de Galles par 10 points à 9, l'équipe de France de rugby à XV a remporté le Tournoi des cinq nations, ex aequo avec les Gallois. Troisième titre consécutif pour les joueurs tricolores dans l'épreuve et troisième victoire d'affilée à l'Arms Park. A Londres, l'Angleterre a triomphé de l'Irlande (35-3) et se classe troisième, devant l'Ecosse et l'Irlande (ex aequo).

CARDIFF
de notre envoyé spécial

Qui dira à quoi tiennent les petites choses qui font la grandeur d'un match de rugby ? Le volume des forces en présence et la fluidité du jeu qu'elles engendrent ne suffisent pas à comprendre. Il y a, bien aussi, l'intensité du sacrifice, de la communion qui réunit le terrain et les tribunes. Il y a surtout cette émotion profonde, cet inexplicable frisson qui, depuis les hymnes jusqu'à la sortie du terrain, cours sur les peaux avant de gagner les cœurs.

Au regard de tout cela, qu'a-t-on vécu, samedi, tout au long de ce trop humide après-midi gallois ? Comment dire cette étrange partie dont la solennité, tout bien pesé, ne s'est nourrie que de l'enjeu symbolique qui la sous-tendait ? Sombre partie pour une donne sans doute trop claire. D'un côté, les Gallois cherchaient la suprématie européenne absolue, mille fois 1988. C'était, de l'autre, pour les Français un rachat possible après une défaite contre l'Ecosse et quelques maigres prestations. La chance unique aussi, après la seconde place en Coupe du monde, d'aligner trois victoires consécutives dans un Arms Park qui commence à faire sourire, du moins à ne plus vraiment faire peur.

« Merci, monsieur... »

On avait, sponsors aidant, fait venir les anciens de 68, et Daniel Dubroca, capitaine-talonneur dont il faudrait se souvenir, jouait sa dernière partie du tournoi devant son père. Il y eut en des temps plus anciens de plus grands matches pour moins que cela. Et ce ne fut, le 19 mars 1988, qu'une partie ordinaire à contribution historique. Une partie dense, mais comme privée de toute joie, de tout plaisir.

C'est là, dira-t-on, un bien sévère diagnostic pour un rugby joué sous la pluie. Et c'est vrai qu'il y eut d'elle tout prit un bien sale visage. Curieuse pluie d'ailleurs quand on y songe, qui ne fit rage sur Cardiff qu'entre la sonnerie des hymnes et la sortie du stade. La balle était glissante, on commençait avec un gentil caparot de passes perdues et de gestes incertains. La main était maladroite, le pied ne valait guère mieux. Jusqu'à Paul Thornburn, canonier du prince, qui y perdit pour toujours son latin.

La chose aurait pu ne pas être désagréable si elle n'avait duré trop longtemps, mais le jeu allait comme se noyant lui-même. On était vaillant, mais sans éclair, courageux sans génie. Faute d'attaque à la main, on cherchait bientôt le salut dans des chandelles sans espoir, plus tard dans des attaques classiques trop vite avortées. C'est ainsi qu'après une heure de jeu on était toujours à 3-3.

Il y avait eu un coup de pied de Jean-Baptiste Lafond, l'un des rares ce jour-là à faire entendre d'autres horizons, et un autre de Thornburn après une grossière feinte de Robert Jones, d'ailleurs bien malheureux demi de mêlée gallois. Et c'est sur

cette égalité que l'on s'était retrouvé à l'heure du dernier et trop célèbre quart d'heure. La tradition voulait alors que les Gallois se déchaînent, mais la raison donnait les Français gagnants. Ni la tentative galloise d'écrasement qui avait suivi la reprise, ni ensuite le très joli slalom personnel de Jonathan Davies, ce Beattie perdu en Cornouailles, n'avaient suffi à convaincre. La France allait en finir. Restait à savoir comment.

Ce fut, après une seconde pénalité de Lafond, un hold-up comme on n'en fait plus, associant Berbizier, Blanco intercalé puis Lescarboura avec un Lagisquet dans le rôle du lampiste des bords de touche. Un bien beau travail, du coussin mais à l'ancienne qu'on n'avait plus vu depuis précédemment que les trois-quarts français n'ont plus pour consigne de distiller du rêve. Il faudra quand même, à l'heure des bilans, songer à ne pas oublier la décoration de Lescarboura, lui qui avait déjà, au même endroit et au pied, fait gagner la France et qui récidivait aujourd'hui avec un piongeon aux frontières du vol.

Avec 10-3 et vingt minutes de jeu, tout habituellement est possible. Surtout à l'Arms Park. Mais tout ce jour-là était joué. Il y eut, certes, ce mouvement des rouges, Davies, Bowen, Ring et Evans prenant pour une fois fort logiquement l'ascendant sur Sella et Lagisquet, plus terre qu'on ne l'espérait. Même Blanco, revenu en catastrophe, ne put rien contre cet essai. Serge Blanco qu'on avait cru il y a quelques temps perdu pour le service et qu'on

retrouvait jouant à la perfection, avec un brin de nonchalance désabusée, le rôle qu'on entend lui faire jouer. Serge Blanco qui apparaît aujourd'hui comme le rare - l'unique - personnage d'un sport qui, il y a peu encore, en comptait tant. 10 à 9 donc, et quelques minutes que l'on pensait malgré tout pouvoir être d'éternité. Galles n'avait plus rien à perdre, mais rien non plus pour gagner. Et c'est ainsi que l'on vit Thornburn brûler le seul espoir gallois - une pénalité de plus de 50 mètres - en une ridicule chandelle.

C'est était fini pour ce tournoi. Dubroca, qui avait depuis longtemps annoncé sa sortie, se sauva en courant. Pour ne pas pleurer sans doute. Et peut-être aussi pour imiter Jean-Pierre Rives, qui, en son temps, avait fait la même chose au même endroit. C'est Dubroca qui souffrait. Il y a quelques jours au quotidien l'équipe l'admirait qu'il voue à son prédécesseur et l'angoisse qui est la sienne de voir - un jour prochain - les équipes de rugby appartenir à des compagnies internationales comme le base-ball aux Etats-Unis ou le rugby en Australie. Une autre manière sans doute de dire que l'épopée du rugby et les rêves qu'il engendre et nourrit sont tellement incompatibles avec les intérêts de plus en plus puissants qu'il suscite.

« Merci, monsieur... », dit le speaker anonyme de l'Arms Park à l'adresse du capitaine français. La pluie allait bientôt cesser d'inonder le Pays de Galles. Dubroca, en larmes dit-on, avait déjà disparu. JEAN-YVES NAU.

FOOTBALL : championnat de France

Bordeaux se requinque

Grâce à leur victoire sur Monaco (3-1) le samedi 19 mars, lors de la 28^e journée du championnat de France de football, les Girondins de Bordeaux se sont replacés dans la course au titre. D'autant plus que leurs concurrents directs ont perdu : Matra Racing sur son terrain face à Montpellier (0-2) et Marseille à Nice (1-3). En bas du tableau, la situation est alarmante pour Paris-Saint-Germain, désormais avant-dernier après sa défaite à Lille (0-1).

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

En trois jours, Bordeaux a changé d'humeur. Les troupes apathiques qui se satisfaisaient mercredi d'une élimination honorable en Coupe d'Europe ont déclenché samedi un fauve combat. La première salve a fait mouche. Le match n'était pas engagé depuis une minute que José Touré marquait à bout portant, après une manœuvre de diversion de Zlatko Vujovic sur l'aile gauche.

Un coup d'envoi en forme de coup de grâce. Monaco ne pouvait y survivre, à l'instar de Jean-Luc Ettori, son capitaine et gardien de but, dont la présence fut automatique par la suite. Au bout d'une demi-heure, il n'avait toujours pas touché le ballon et, pourtant, la marque affichait 2-0. Sur un coup franc donné de la gauche par Dominique Bijotat, Zlatko Vujovic, de la tête, avait été plus prompt que lui.

Bien plus tard, à la 75^e minute, le gardien monégasque allait encore mettre en joie le cruel public du parc Lescure. Sur un coup franc tiré de 25 mètres par Bijotat, il ne pouvait maîtriser la balle, qui roulait

mollement au-delà de la ligne de but. L'arbitre accordait le but avec la même générosité qui lui avait fait octroyer un penalty à Monaco pour une main de René Girard dans la surface de réparation. Mark Hateley n'avait pas raté l'aulaïne (59^e). Qu'on ne s'y trompe pas, l'affaire ne s'est pas terminée à un échange de cadeaux. De bout en bout la rencontre fut intense et passionnée. Un vrai match de coupe livré à retardement par les Girondins. L'AS Monaco ne s'y attendait pas. En élève appliqué de la méthode girondine, le leader s'est défilé avec l'odeur des pouvoirs, de maintenir ses distances avec une équipe en perte de confiance. Défense de fer, jeu à l'économie, les joueurs de la Principauté étaient en effet invincibles depuis le 21 octobre dernier et collectionnaient les matches nuls. Bref, ce sommet du championnat de France s'annonçait comme une passion de pouvoirs, un armistice imposé par le nouveau champion de la régularité, du résilience et de la maîtrise tactique. Et voilà que Bordeaux a violé le cessez-le-feu.

Conflit de générations

Pourquoi ce sursaut à un moment où dans l'entourage du club on commençait à étudier la possibilité d'une non-qualification européenne pour la saison prochaine. Pourquoi ce haut et ce bas ? « Si seulement je le savais », disait Aimé Jacquet, l'entraîneur des Girondins, en évoquant l'incohérence de son équipe depuis quatre mois. Il a quelques jours, le coach s'était plaint de ne pas être écouté de ses joueurs. Avant cette rencontre, il leur a fait « une synthèse simple et logique pour éveiller ceux qui ne saisissent pas [son] message ». A-t-il été entendu cette fois ? D'autres voix, il est vrai,

s'élevaient pour fustiger l'intolérance de certains joueurs, avant et après le match d'Endhoven. On a entendu tout à tour Jean Tigana et René Girard se plaindre du manque de compétitivité des plus jeunes. Un conflit de générations en somme, opposant des anciens combattants à une jeunesse dorée. Ce sont les mêmes reproches qu'avait adressés Manuel Amoros à ses nouveaux partenaires de l'équipe de France, ou Jean-Claude Scaudreau, l'entraîneur nantais, à ses joueurs.

Le « coup de cœur » des anciens n'explique pas à lui seul la métamorphose bordelaise. L'heure est aux transferts, et les dirigeants des Girondins ont saisi cette occasion pour rappeler à l'ordre ceux qui avaient tenté par l'ambiguïté et le mensonge de se faire oublier. Le recruteur, Didier Couécou, agit presque à découvert. On sait qu'il va à Londres, Cologne, Lens, Auxerre. Des noms sont lancés, jamais démentis. L'annonce de l'arrivée d'un ou plusieurs étrangers est-elle, par exemple, à l'origine du brusque et spectaculaire regain de forme des jeunes Vujovic. Quant à ceux qui sont libres de quitter Bordeaux en fin de saison, comme Touré, Ferrer, ils ont intérêt à se montrer sous leur meilleur jour. Cette convergence d'intérêts individuels est-elle à l'origine de la subite fureur collective des Bordelais ? Echauffé par d'autres embellies sans lendemain, Aimé Jacquet ne tire aucun plan précis : « Le titre n'est toujours pas notre objectif immédiat, dit-il. Nous allons avancer pas à pas pendant deux mois. » Euphorie contre le leader, l'équipe peut d'Europe de l'ouest de la Coupe la semaine prochaine. « Nous n'arrivons pas à nous concentrer lors des matches plus favorables », regrette Jacquet. C'est une marque de faiblesse. C'était, il n'y a pas si longtemps, la marque de Monaco.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

JUDO : les championnats de France

Serrer la ceinture

Quatre titres de champions de France n'ont pas changé de main ce week-end à Coubertin : Roger Vachon (moins de 95 kilos), Martine Dupont (moins de 48 kilos), Cathy Arnaud (moins de 56 kilos) et Isabelle Bague (plus de 72 kilos) conservent leurs biens. Peu de surprises dans les autres catégories, si ce n'est la troisième place de Brigitte Deyrier et de Marc Alexandre, qui, pour la deuxième année consécutive, ne s'imposent pas

Le judo, voie de la souplesse, ainsi que l'a défini son créateur Jigoro Kano, ressemble de plus en plus à un chemin de croix. Pour devenir champion de France, pour gagner une grande compétition internationale, il faut satisfaire à ce que l'on pourrait appeler le paradoxe du citrou pressé : à savoir garder tout son jus après avoir été délesté d'une bonne partie de son eau, cela afin de rentrer dans la catégorie de poids au moment de la pesée. Une contradiction qui n'est qu'apparente lorsque le régime a été suivi progressivement et lorsque l'on n'a que deux ou trois kilos à perdre.

Mais, parfois, il arrive que le corps, périodiquement soumis à ce traitement de prise et de perte de poids, se rebiffe, comme a pu s'en rendre compte Patrick Roux, samedi matin, lorsqu'il s'est présenté sur la balance avec un kilo et demi de trop. « Mon poids naturel est de 65 kilos », explique le champion d'Europe de moins de 60 kilos, qui voit se reformer devant lui les portes de Séoul.

« Normalement, je descends sans problème en buvant et en mangeant raisonnablement. Mais là, depuis trois jours, l'aiguille s'est bloquée à 61 kilos. Rien à faire donc que d'essayer de perdre sa flotte, ce qui est assez horrible, car la déshydratation est insupportable. De plus, on

au national. Ces titres reviennent à Serge Caytan (moins de 71 kilos) et à Claire Lecat (moins de 79 kilos). Les autres champions de France sont Martine Rottier (moins de 61 kilos) et Laetitia Meynyan (moins de 72 kilos), Dominique Bruu (moins de 52 kilos), Philippe Pradayrol (moins de 60 kilos), Arnaud Ferrier (moins de 86 kilos), Jean-Pierre Bessé (plus de 95 kilos) et Pascal Tayot (moins de 78 kilos).

quatre chocolats légers... Une leçon de diététique qui ferait boudir un Ivan Lendl dans ses mastications de céréales. Même chez les poids de céréales, le régime est de mise. Georges Mathonnet, 160 kilos, a perdu 15 kilos pour ces championnats de France. Résultat : le plus sérieux espoir français des super-lourds se trouve deuxième, battu par Jean-Pierre Bessé, qui, après son grave accident au genou de l'année dernière, a, lui aussi, consenti à d'immenses sacrifices pour retrouver son meilleur niveau. « A l'INSEP, on nous appelle Astérix et Obélix, explique son ami Pradayrol. Georges est venu chez moi en Avignon et a suivi le même régime que moi pour ces championnats de France. S'il arrive à 155 kilos, il sera beaucoup plus mobile et pourra s'améliorer techniquement. Je crois qu'il est compliqué par son poids. Sur un tapis, il n'est pas apprécié parce qu'il est le gros, le méchant. Comme il est très sensible, ça lui fait mal, et il peut avoir des réactions d'agressivité comme lorsqu'il avait fait des bras d'honneur au public. Mais je l'ai aussi vu pleurer dans les vestiaires. »

JEAN-PHILIPPE SCHALLER.

CYCLISME : Milan-San-Remo

Primavera pour Fignon



La condition physique satisfaisante, qu'il avait dévoilée dans Paris-Nice ne suffisait pas à le désigner comme le favori de Milan-San-Remo. Laurent Fignon a néanmoins remporté la classique italienne, le samedi 19 mars, et de fort belle manière. Cette victoire de la clairvoyance et de l'esprit de décision n'est pas sans rappeler celle de Sean Kelly sur le même parcours en 1987. A l'image du champion irlandais, le leader de la formation de Cyrille Guimard a construit son succès en deux temps. L'ascension de ce travail bien fait n'a pas comporté le moindre fausse note. Il s'est d'abord détaché grâce à une vigoureuse attaque peu avant le sommet du Poggio, à quelques kilomètres de l'arrivée. Puis il a battu au sprint le jeune Italien Maurizio Fondrest (vingt-trois ans), qui l'avait rejoint à la faveur des derniers lancers. Son adversaire, bien rodé par la Tirreno-Adriatico, n'est pas un inconnu, puisqu'il s'était classé troisième du Grand Prix d'automne (Créteil-Chaville) l'an passé.

L'ancien vainqueur du Tour de France, qui émerge d'une longue éclipse consécutive à une délicate opération au genou, est apparu très en vogue tout au long de la course avant de distancer Kelly, Meschler, Cornillet et autres Van der Poel sur les pentes du Poggio. Il convient cependant d'interpréter l'exploit avec prudence, en rappelant que Fignon avait enlevé la Flèche wallonne il y a deux ans sans confirmer sa brillante campagne ardennaise.

Le résultat qui vient d'obtenir sur les routes italiennes est spectaculaire et il présente un caractère exceptionnel. Cinq Français seulement avaient gagné la Primavera depuis la guerre : Louis Bobet, Privat, Poulidor, Joseph Groussard et Marc Gomez en 1982.

J. A.

TENNIS : réforme du Grand Prix

Contrats individuels pour les joueurs

KEY-BISCAYNE
correspondance

Marshall Happer, administrateur du Conseil professionnel du tennis, a annoncé, dimanche 21 mars à Key-Biscayne, de nouvelles mesures concernant le Grand Prix. Les joueurs seront invités, à partir de 1990, à signer des contrats individuels d'adhésion au circuit du Grand Prix. « Ils toucheront une somme à fixe selon un barème où le rang mondial et le valeur marchande du joueur entrèrent en ligne de compte. Un numéro d'un million pourrait toucher 1 million de dollars par an », a dit Marshall Happer.

Le Conseil ainsi veut acheter la fidélité des joueurs, actuellement pour empêcher par la prolifération d'exhibitions lucratives mises sur pied par les agents. En décidant d'accorder des primes prévues individuellement, le Conseil adopte les mêmes pratiques que celles qu'il reprochait aux organisateurs de tournois-exhibitions. Le calendrier, en outre, sera rationalisé pour laisser des créneaux où pourront se loger des épreuves officielles.

Il sera également interdit à un joueur actif de gérer les intérêts d'autres joueurs en activité. Voilà une réplique rapide à la décision d'Ivan Lendl de fonder sa propre compagnie de promotion. Lendl, à vingt-huit ans, avait de larges visées, et certains joueurs seraient susceptibles de le suivre.

MARC BLAUDE.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(vingt-huitième journée)

RCF Paris b. Saint-Etienne... 93-86
Mulhouse b. Reims... 103-91
Amboise b. Nantes... 89-84
Caen b. Vichy... 77-72
Lorient b. Tours... 92-84
Ortès b. Villeurbanne... 89-87
Limoges b. Avignon... 103-79
Monaco b. Cholet... 80-74

Classement : 1. Limoges, 76 pts ; 2. Monaco, 71 ; 3. Cholet, 70 ; 4. RCF Paris, 66 ; 5. Ortès, 65 ; 6. Villeurbanne, 63.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(vingt-huitième journée)

Bordeaux b. Monaco... 3-1
Montpellier b. Matra-Racing... 2-0
Nice b. Marseille... 3-0
Metz b. Auxerre... 1-0
Saint-Etienne b. Le Havre... 2-1
Laval b. Cannes... 2-1
Toulon et Nîmes... 1-1
Brest b. Toulouse... 1-0
Nantes b. Lens... 2-0
Lille b. Paris-SG... 2-0

Classement : 1. Monaco, 39 ; 2. Bordeaux, 36 ; 3. Matra-Racing, 35 ;

GROUPE A

4. Saint-Etienne, 32 ; 5. Marseille, 31 ; 6. Auxerre, Metz, 30 ; 8. Montpellier, Cannes, 29 ; 10. Toulon, Laval, 28 ; 12. Nantes, 27 ; 13. Lille, Toulouse, 26 ; 15. Nîmes, Lens, 25 ; 17. Nice, 24 ; 18. Paris-SG, Brest, 22 ; 20. Le Havre, 16.

Deuxième division

(vingt-huitième journée)

GROUPE A

Nîmes b. Alès... 1-0
Montceau b. Châteauneuf... 2-1
Gueugnon et Dijon... 0-0
Lyon b. Châtelleraux... 3-0
Orléans b. Istres... 3-0
Ajaccio b. Grenoble... 4-2
Sochaux b. Bastia... 4-0
Martigues et Tours... 1-1
Le Puy b. Sète... 4-2

Classement : 1. Sochaux, 47 pts ; 2. Montceau, 35 ; 3. Lyon, 34 ; 4. Nîmes, 31 ; 5. Alès, 29.

GROUPE B

Mulhouse b. Reims... 3-1
Strasbourg b. Caen... 1-0
Valenciennes et Rennes... 0-0
Caen b. Dunkerque... 2-2
Entente MF 77 et Angers... 1-1
Rouen b. Quimper... 3-2
Lorient b. Beauvais... 1-0
Nancy b. St-Dizier... 1-0
La Roche b. Albi... 3-1

Classement

1. Strasbourg, 41 pts ; 2. Caen, 36 ; 3. Rouen et Mulhouse, 32 ; 5. Nancy, 29.

Ski alpin

COUPE DU MONDE

Deuxième journée de la descente disputée à Aare (Suisse), dimanche 20 mars, dernière épreuve de vitesse de la Coupe du monde, le Suisse Pirmin Zurbriggen triomphe pendant dans cette spécialité. Il devance l'Italien Michael Mair, quatrième de la course remportée dimanche par Karl Alpgier, son aîné Suisse.

Zurbriggen est aussi en tête du classement provisoire de la Coupe du

monde, qu'il s'achève cette semaine en Autriche. Mais l'Italien Alberto Tomba, qui a gagné samedi 19 mars le slalom d'Aare, menace cette suprématie.

Tennis

TOURNOI DE KEY-BISCAYNE

(2 100 000 dollars)

SIMPLE MESSIEURS

(troisième tour)

Forget (Fr.) b. Parcell (E-U), 6-3, 6-4, 6-3.

« Huitième de finale. - Wimmer (Sud.) b. Woodford (Aus.), 7-6, 6-2, 6-1 ; Krickstein (E-U) b. Krishnan (Inde), 6-2, 2-6, 6-3, 3-6, 7-5 ; Noah (Fr.) b. Rive (E-U), 6-2, 6-3, 6-2 ; Tchesnokov (URSS) b. Mayotte (E-U), 6-0, 6-7, 6-2, 4-6, 6-3.

SIMPLE DAMES

(troisième tour)

P. Paradis (Fr.) b. N. Provis (Aus.), 6-4, 6-3.

« Huitième de finale. - S. Graf (RFA) b. J. Durie (G-B), 6-1, 6-2 ; C. Kieckhefer (RFA) b. N. Tazari (Fr.), 6-1, 6-4 ; E. Reinisch (A-F-S) b. L. Ferrado (It.), 6-0, 6-2 ; M.-J. Fernandez (E-U) b. G. Sabatini (Arg.), 6-4, 6-7, 6-3.

Bordeaux

FRANCHE-COMTE

Une nouve

Le Monde REGIONS

L'AMÉNAGEMENT DU QUARTIER DE LA BASTIDE

Bordeaux change

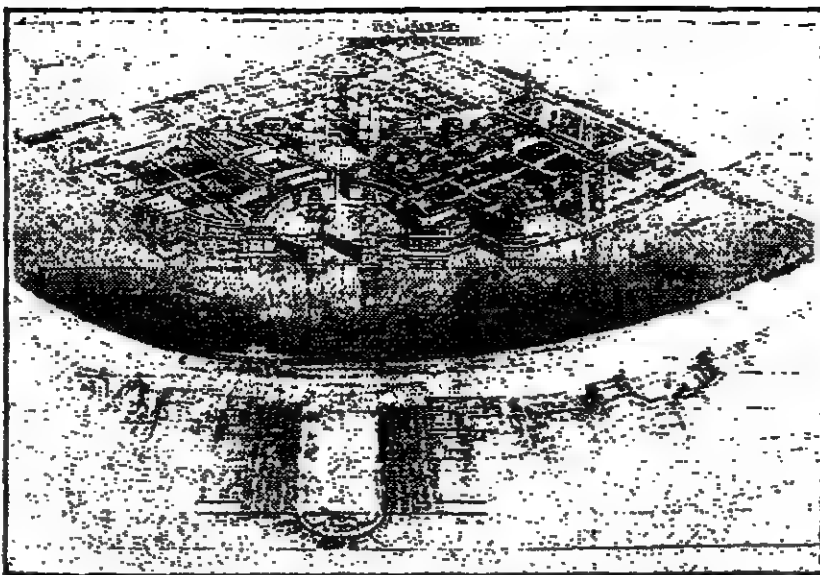
POUR la première fois de son histoire, Bordeaux se tourne vers la rive droite de la Garonne et projette d'étendre son centre au bord de la rivière, dans le quartier de la Bastide. L'urbaniste catalan Ricardo Bofill a été choisi pour imaginer le pendant contemporain aux prestigieuses façades édifiées au dix-huitième siècle sur la rive gauche par Tourny et Gabriel. Il a proposé une première vision du quartier s'étendant sur les 100 hectares qui font face à la courbe du port de la Lune, déserté depuis un an par les cargos de ligne.

« Nous nous sommes efforcés, explique Ricardo Bofill, de bâtir un quartier qui reprenne les conceptions européennes de la ville, les places, les jardins, le mélange des fonctions ; un quartier qui soit à la fois en continuité avec son histoire et à la pointe de la modernité. Bref, une ville intelligente. »

L'architecte rapproche les immeubles du fleuve et renvoie la circulation à l'arrière-plan du quartier. Comme dans un jeu de miroirs, il propose une conception symétrique à la rive gauche, notamment en créant des places nouvelles qui font face à celle de la Bourse et à l'esplanade des Quinconces. Deux équipements publics importants, un Musée

des beaux-arts et une salle de concerts, devraient contribuer à drainer vers la Bastide les Bordelais peu enclins à changer de rive. C'était autrefois un faubourg industriel animé. Elle se réduit aujourd'hui, du moins dans le secteur concerné par le projet de restructuration, à un entrelacs d'entrepôts et d'usines défectueuses d'où émergent quelques bâtisses décrépies. Et on ne recense plus que 180 familles sur les 40 hectares de la zone, dont l'aménagement devrait, estime-t-on, s'étaler sur une quinzaine d'années. Le développement du projet a été confié à la société ARDEUR, une SARL constituée pour la circonstance par la Caisse des dépôts et consignations.

La société finance les études puis, le moment venu, disposera de la maîtrise des sols, choisira les investisseurs et mènera à bien la promotion du projet sous contrôle d'un comité municipal de pilotage. La première tranche d'aménagement (12,5 ha) comportera 15 000 mètres carrés de logements sociaux réservés en priorité aux habitants du quartier, 40 000 mètres carrés de logements de standing en accession à la propriété, 80 000 mètres carrés de



Le quartier nouveau de la Bastide tel que l'imagine Ricardo Bofill. L'ensemble sera complètement assaini, il n'y aura plus de placards d'insalubrité.

commerces et de bureaux et un parc de près de 3 hectares. ARDEUR estime à 1,5 milliard de francs le coût d'aménagement de cette première tranche.

Ricardo Bofill devrait construire « quelques éléments significatifs d'archi-

tecture mineure et majeure », mais d'autres architectes interviendront également sur le quartier. Volontiers présentée comme le plus grand projet d'urbanisme bordelais de la fin du siècle, la Bastide suscite de nombreux débats. Le

de rive

choix du départ, dans la plus grande discrétion, d'une vedette de l'urbanisme n'a pas laissé indifférents les architectes locaux.

Par ailleurs, l'opposition municipale, tout en se ralliant au projet, met en garde contre la dispersion des projets d'aménagement dans la cité, estimant que la multitude d'opérations que l'on engage actuellement à Bordeaux risque de compromettre la viabilité économique de la Bastide.

Enfin, air connu à Bordeaux, les polémiques sur une nécessaire amélioration du franchissement de la Garonne ont resurgi. Au bout du compte, l'idée d'un pont à travée levante en aval du port de la Lune semble faire l'unanimité. Il devrait être édifié pendant le chantier de la première tranche et aurait pour principal avantage de préserver l'accès des navires aux quais de la rive gauche.

Le 26 février 1988, le conseil municipal de Bordeaux (moins les communistes) a donné le feu vert au lancement de la première tranche de cette vaste opération qui devrait élargir l'image de la ville.

GINETTE DE MATHA.

FRANCHE-COMTÉ

La région de la minutie

La Franche-Comté lance l'Année des microtechniques, une manière de rappeler que sa tradition horlogère en a fait la région spécialisée dans la minutie et ses innombrables applications : mécanique de précision, robotique, optique, laser, découpage, traitement des surfaces, des métaux, génie mécanique, télécommunications, informatique, électronique, acoustique.

Le symposium Fréquences-Temps, organisé le 18 mars à Neufchâteau, ville qui, située en Suisse, n'est donc pas très loin de la Franche-Comté, le Congrès international du découpage ont, le 6 juin, rassembler à Besançon

trois cents spécialistes venus de dix-sept pays différents, le Salon Microcra, qui se tiendra en septembre, la réalisation de la 20^e tranche de l'Institut de microtechnique, la discussion des contrats de plan avec l'Etat et la spécificité microtechnique de la région sera affirmée et peut-être une décision concernant la technologie de recherche de l'université et du Centre technique de l'horlogerie et des microtechniques, marqueront, dit-on à Besançon, cette « année ».

En fait, au-delà des manifestations ou des réalisations, c'est surtout la volonté de faire connaître le savoir-faire particulier de la région qui veut affirmer les industriels (et parmi eux, les horlogers qui sont conus de se rassembler

pour commercialiser une ou deux marques collectives), les universitaires et les élus. Car il est vrai que ce savoir-faire occulté souvent par l'anonymat de la sous-traitance n'a pas su encore reconquérir sur le marché national et international la notoriété que l'horlogerie confiait naguère à la Franche-Comté.

Et pourtant, deux prix viennent de sanctionner la mise au point d'un système à quartz qui, intégré dans des balles de détente, permet de localiser à 200 mètres près, n'importe quel vaisseau en perdition. Tandis que le matériel d'origine franc-comtoise vogue dans l'espace avec la sonde Voyager.

On trouverait aisément d'autres exemples : l'Année des microtechniques servira à les mettre en lumière.

LIMOUSIN

Des vœux en or massif

Soixante trois mille francs. C'est le record absolu qu'a atteint Balez, jeune taillon (16 mois) à la dernière vente publique de la station nationale de qualification des reproducteurs bovins limousins de Lanud dans la banlieue de Limoges.

Cette station, créée par le Herd-book, le livre généalogique de l'aristocratie bovine limousine, a pour fonction de contrôler les performances génétiques de lignées parfaitement identifiées depuis plusieurs générations. Elle prend les jeunes bovins en pension pour six mois, le temps de tester leur capacité de croissance et leurs diverses aptitudes. Coût du séjour : 400 000 francs.

A la fin du stage, les prix de vente se situent aux environs de 15 000 à 20 000 francs.

Quelques autres records dignes d'intérêt lors de la dernière vente : un éleveur sud-africain a acheté un taillon pour 54 000 francs ; deux autres ont été acquis pour 42 000 francs, par un éleveur italien et par un danois. Au total, 146 jeunes bovins mâles ont été vendus pour un prix moyen de 23 000 francs. Une bonne injection de devises dans l'économie limousine !

PAYS DE LA LOIRE

La région à l'école

Recto-verso, plastifiée, la carte de géographie humaine et économique, que vient de faire réaliser la région des Pays de la Loire est destinée au public scolaire.

Il s'agit d'un document pédagogique dont les auteurs sont Alain Chauvet, maître de conférences à

l'Institut de géographie de l'université de Nantes et André Martin, professeur agrégé de géographie, adjoint au directeur du centre régional de documentation pédagogique.

En 1978, un manuel de géographie sur les Pays de la Loire a été édité par la région, initiative complétée ultérieurement par la publication de dépliants et plus récemment par une bande dessinée.

Depuis l'année dernière, le conseil régional développe une action de communication à l'intention des jeunes scolaires, en trois étapes : la première étant l'édition de cette carte murale sur les Pays de la Loire ; la deuxième l'organisation du concours « Connaitre sa région » lancé en novembre 1987 auprès des classes de 4^e des collèges et dont la remise des prix aura lieu en mai 1988 ; la troisième étant l'édition d'un nouveau manuel de géographie en 1989.

LES PROJETS D'AIRÉ URBAINE 2000

Une nouvelle capitale franc-comtoise

LES responsables des agglomérations de Belfort, Montbéliard et Héricourt — 300 000 habitants environ dans le nord de la Franche-Comté — ont décidé depuis quatre ans, sur l'initiative de Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort, de se rassembler au sein de l'association Aire urbaine 2000 (1). Leur intention est de conjuguer leurs efforts pour promouvoir cette région, très bien située géographiquement au sud de la vallée rhénane, au confluent de trois frontières, mais durablement affectée par la crise et la nouvelle révolution industrielle qui ont conduit les trois grandes groupes industriels qui faisaient sa richesse — Peugeot, Alsthom et Bull — à réduire leurs effectifs. Un seul exemple : Peugeot a, il y a une dizaine d'années, employé à Sochaux jusqu'à 41 000 personnes ; il n'en emploie plus aujourd'hui que 24 300. Résultat le plus tangible : un taux de chômage de 14,5 %.

C'est essentiellement ce défi économique que veulent relever les responsables d'Aire urbaine 2000. Leur prétention, que rappelle Jean-Pierre Chevènement, « Ensemble nous pouvons plus que séparément » peut paraître modeste. Elle ne l'est qu'apparemment quand on connaît les dissonances qui peuvent exister entre les élus de la majorité socialiste qui dirigent les trois villes principales de cette agglomération du futur. La réunion du haut conseil d'Aire urbaine 2000, au début du

mois de Belfort, a montré qu'elle n'était plus irréaliste.

Les responsables économiques de la région étaient présents ainsi que les préfets du Territoire de Belfort et de Franche-Comté. L'assistance était nombreuse, représentative et attentive. Restait à ne pas la heurter et la décevoir. Résultat apparemment obtenu.

Les différents porte-parole de l'association ont présenté plusieurs projets concrets susceptibles de mobiliser l'ensemble des élus et des habitants. Le plus important et le plus avancé concerne l'université de technologie — filiale de celle de Compiègne — installée à Sévenans, au centre de l'agglomération. 100 millions de francs sont prévus pour, de 1990 à 1993, continuer la construction et le développement des équipements de recherche pour atteindre l'objectif de 1 100 étudiants prévu par le contrat de plan-Etat-région signé en 1988. De même, pour améliorer le tissu industriel local, il est souhaitable d'encourager les pépinières d'entreprises déjà installées à Belfort, Montbéliard et Héricourt.

Claude Silberzahn, préfet de la région Franche-Comté, a, en

conclusion de cette réunion du haut conseil, élargi et précisé les ambitions que poursuit, à son avis, le projet d'Aire urbaine. « Depuis la haute Alsace jusqu'à Besançon », déclare-t-il, les projets qui forment les différentes collectivités ne doivent pas être concurrents mais complémentaires, surtout en ce qui concerne la formation. Il devrait y avoir là, le long du Rhin et de la frontière suisse, un axe de développement homogène. Plus concrètement encore, ce qui manque aux trois villes et aux cent cinquante-six communes rassemblées dans l'aire urbaine, c'est justement une cohérence urbaine, un certain nombre d'équipements communs qui leur permettraient de se présenter comme une véritable et une unique agglomération.

Pourquoi ne pas utiliser pour cela la formule des PACT urbains qui, dans le cadre des contrats de plan Etat-région, permettent de financer des opérations de rénovation ou de promotion ? Rien ne pouvait être plus utile et plus encourageant que, après la présence des socioprofessionnels, cet aval de l'administration aux projets (qui ne sont plus des utopies) des responsables politiques.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

(1) Le Monde du 5 novembre 1987 a consacré un de ses derniers suppléments « Villes au futur » à l'Aire urbaine 2000.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Ginette de Matha, Claude Fabert, Georges Chatain. Coordination : Jacques-François Simon.

UNE RENCONTRE A NIMES

Les villes et le désert français

UN aréopage d'éminents docteurs se sont penchés le 10 mars à Nîmes au chevet d'un grand malade qui, depuis plusieurs années, cause bien des soucis à tous les responsables de l'aménagement du territoire. Il s'agit du monde rural, donc de l'avenir de plus des trois quarts de l'espace national. On s'aggrave dans les villes et les métropoles, mais, dans le même temps, nos campagnes perdent leurs habitants, leurs consommateurs et leurs contribuables.

La « consultation » avait été organisée conjointement par le Conseil national des économies régionales, que préside Maurice Ligtot, député et maire (UDF) de Cholet, et par l'ANER (Association nationale des élus régionaux), à la tête de laquelle a été porté Jacques Blanc, président (UDF) du conseil régional du Languedoc-Roussillon.

Sans doute les communes et les cantons ruraux (autres que ceux qui sont placés dans l'orbite immédiate des villes et de leurs banlieues) sont-ils atteints d'un mal économique irréversible, dû à la fois au vieillissement d'une population en régression et d'un assèchement corrélatif de leurs finances. Mais ils souffrent aussi de handicaps psychologiques et politiques. Devant les grandes « crochues » comme Toulouse ou Lyon, les maires ruraux, complexés, font parfois figure de vestige du 19^e siècle. Et leur éparpillement accentue leur faiblesse intrinsèque.

En Bourgogne, comme l'a expliqué Marcel Lucotte (UDF), qui préside le conseil régional, la multiplication des chartes intercommunales permet de remédier partiellement à cette dilution des structures en créant des réseaux de

solidarité. Dans le département du Gard, le conseil général consacre 43 % de son budget à l'arrière-pays. Dans le Massif Central, on invente des formules autour de l'« auto-développement » ou des « chefs-lieux » vivants qui peuvent constituer, grâce aux PME et à des artisans audacieux, des poches de résistance à l'exode. Le Languedoc-Roussillon a lancé l'opération « Montagne plus », au titre de laquelle cent soixante projets, qui constituent « un grand programme de petit travaux », ont bénéficié de crédits régionaux.

Louis Besson, député socialiste de Savoie, défend, pour sa part, la loi sur la montagne votée à l'unanimité en 1983, qui est une sorte de « boîte à outils » adaptée à des situations très spécifiques et qui permet de prendre des mesures dérogatoires au droit commun, tant il est vrai qu'on ne peut résoudre de la même façon les difficultés du monde rural au cœur de la Bretagne ou dans les Alpes-de-Haute-Provence (1).

Inventeur de la notion tant controversée de pôle de croissance, Olivier Guichard (RPR) propose désormais, lorsqu'on parle d'espace, que l'on n'y ajoute aucun adjectif si ce n'est, à la rigueur, celui d'« européen ». Plus facile à dire qu'à faire car les différences, au plan fiscal, culturel, éducatif ou des services publics entre l'homme des villes et l'homme des campagnes sont encore bien réelles, parfois même conflictuelles.

Pierre Coulbois, directeur de l'espace rural et de la forêt au ministère de l'Agriculture, a cru bien faire en annonçant que ses services avaient retenu quatre zones expéri-

mentales pour tester les programmes de développement coordonnés imaginés récemment par François Guillaume. Il s'agit de la Lozère, de la Charente, des hauts plateaux de Corrèze et du Morvan-Fuisaye dans la Nièvre. Mais il s'est attiré les reproches de Maurice Ligtot et même les foudres de Marcel Lucotte, patron de la Bourgogne, qui a estimé que le pouvoir régional, dans cette affaire, avait été court-circuité de manière inadmissible par les bureaux parisiens dans le choix des départements. « C'est le contraire de la décentralisation », a-t-il lancé.

A l'égard des pays de l'Europe du Nord, où les densités de population sont trois à quatre fois supérieures à celles de la France, « l'espace, chez nous, n'est pas une terre mais une chance », a estimé Jacques Blanc. Un espace qui, selon Maurice Ligtot, devrait être réorganisé autour de l'arrondissement, qui est une bonne circonscription pour réunir « un volume minimum d'élites ». Une idée soutenue, avec ardeur, aussi, par Gérard Delfau, sénateur socialiste de l'Hérault.

Pierre Méhaignerie a mis du baume sur les plaies du malade et a déclaré aux spectateurs : « 1987 et 1988 ont été les années du désenclavement avec le programme des autoroutes et des TGV. 1989 devrait donner la priorité à l'aménagement des espaces ruraux. Quel que soit le prochain gouvernement... »

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Mais le Conseil national de la montagne, créé par cette loi, n'a jamais été réuni par M. Chirac depuis mars 1986.

قرا من الاصل

Culture

MUSIQUES

Georges Pludermacher pianiste des cimes

C'est comme les bouteilles à moitié vides ou à moitié pleines. On peut penser de certaines œuvres qu'elles clôtureront leur époque ou bien qu'elles inaugureront une ère nouvelle. A ces seuils critiques, et à eux seuls, Georges Pludermacher a choisi de s'intéresser.

Son catalogue discographique est une carte de visite, véritable inventaire des causes impossibles. En l'espèce, et dans le désordre : *Sonate opus 111* et *Variations Diabelli* de Beethoven (subversion de la forme-sonate; mort et transfiguration de la variation); *Symphonie « héroïque »*, transcrite pour le clavier par Liszt (l'Austerlitz de la symphonie; audaces paradoxales; amplification par la réduction pianistique); *Deux études pour le piano* de Debussy (l'incantation d'un genre change d'échelle, dit le pianiste fust; j'aime me lancer sans être tout à fait sûr d'y arriver. Ainsi, j'ai joué l'*Héroïque* en public, sachant qu'il y avait forcément des ratés; ce qu'on fait en studio, on ne peut pas toujours le reproduire en direct. Mais voyez tous les interprètes qui, comme Schnabel, Fischer, Furtwängler ou Kempff, n'ont cessé de prendre des risques; ils ont fait passer quelque chose d'unique.)

Bon, ce pianiste français de quarante-trois ans joue mieux (et presque) tous les autres. Disons, pour ne pas chagriner les vivants, qu'il se situe quelque part entre Gould et Guilets; l'écouter est à la fois jouissance intellectuelle, leçon de structuration, et découverte qu'au sein des pires difficultés un pianiste peut encore, et de tous ses doigts, chanter. Les 33 *Variations Diabelli* qui viennent d'être désignées par l'Académie Charles-Cros comme le disque

de piano de l'année adoptent ainsi sans discontinuer, de la petite valse qui leur sert de prétexte aux pires distorsions finales, l'apparence modeste, puissante et décidée d'un fleuve mélodieux en terrain plat. Là où d'autres — Arrau, bien sûr (2), mais même Richter — passent l'obstacle en force, Pludermacher joue en état de paix.

« Le marketing du produit portant mon nom a été mal fait. » Le curieux « problème de distribution » que pose ce génial pianiste sans vraie notoriété, on préfère vous l'épargner. Les grands chefs professionnels — ceux des chefs et des orchestres — n'ont fait jusqu'ici que le croiser. On le vit ainsi remplacer André Gervais au pied levé dans le *Concerto pour la main gauche*, de Ravel, œuvre sur laquelle il travaille depuis des années et qu'il aurait dû, depuis longtemps, enregistrer à Bâle. Il enseigne le déchiffre au Conservatoire, il occupe jusqu'à nouvel ordre un poste de pianiste à l'Opéra, il écrit des textes savants quand il en a le temps, il médite de concurrencer son admiration pour Bartok dans un prochain enregistrement. Il a toujours pris le temps de méditer. La roue va tourner.

A. R.

(1) Les *Etudes* de Debussy sont parues il y a quatre ans (au micro-sillon) chez Lyria ainsi que (en CD) l'*Opus 111* et les *Variations Diabelli* (27, cours d'Estimote-d'Orvès, 13001 Marseille). Les *Troisième et Neuvième Symphonies*, de Beethoven/Liszt (la *Neuvième* avec Alain Planès) ont été publiées cette année dans le cadre d'une intégrale sur compact (chez Harmonia Mundi). Vient de paraître, chez Harmonia Records, un compact « Piano du vingtième siècle » (Bartok, Debussy, Stravinski, Ravel), à quatre mains ou deux pianos, avec Jean-François Heiser.

(2) 1 CD Philips.

Georges Pludermacher donne, mardi 22 à 20 h 30, un récital aux Champs-Élysées avec, notamment, la *Sonate « Waldstein »*, de Beethoven et les *Kreisleriana*, de Schumann.

Le Strauss sulfureux d'Elektra et de Salomé n'a pas fini d'exciter l'imagination des metteurs en scène. Pour Nuria Espert, actrice et fer de lance du théâtre espagnol depuis la fin du franquisme, le drame des Atrides ne se situe pas à Mycène, un petit millénaire avant Jésus-Christ, mais en Sicile, aux environs de 1943.

Conformément à l'indication d'Hoffmannsthal, la scène se passe à l'arrière du palais. Trois portes-fenêtres à l'italienne s'ouvrent sur un péristyle baroque délabré. Désordre. Sale. Splendeur passée. Dans cette cour jonchée de brins de paille, une vieille automobile est venue s'écrouler. Chaque soir, cinq servantes siciliennes déposent une baignoire d'eau à bonne distance du véhicule habité. Par Elektra.

Décor, situations, gestes, de cinéma. Des silhouettes mouvantes se dessinent en contre-jour sur les croisées; la lune veille de biais sur la tragédie; des jeunes gens aux cheveux gominés, des femmes en tailleur ceinturées ou en longue robe sat-

« Elektra », à Bruxelles

Triomphe de la Gorgone

nées escortent Clytemnestre, vieille beauté hollywoodienne, sur son fauteuil d'infirme; bientôt un feu de bois sera allumé pour la réchauffer. Et Oreste, bien saigné dans son uniforme d'officier, écrasera sous son talon botté une cigarette.

La scène, en vérité, se passe en Sicile, sous l'occupation allemande. Cela, ni Hoffmannsthal ni Richard Strauss ne l'avaient, et pour cause, préconisé. Et on ne voit pas trop ce qui a poussé Nuria Espert, Ezio Frigerio et Franca Squarciapino à transposer la cour d'Agamemnon chez Rommel. Sans à glisser de la notion de « résistance » (celle d'Elektra et d'Oreste aux meurtriers de leur père) à celle d'« occupation », et, pour Ezio, d'éventuelle « collaboration ».

Peu importe d'ailleurs, d'une certaine façon. Le décor unique de Frigerio, merveilleusement éclairé par Bruno Boyer, est un cadre, une construction de l'imagination, un filtre visuel proposé et non imposé au drame intemporel, intangible, intouché des Atrides. Les costumes de Squarciapino poussent la tragédie vers le bal masqué morbide — mais toute déguise, si « grecque » fût-elle, n'apparaît-elle pas inutile? Inutile aussi, mais surréel, l'éphébe à moitié nu qui, dans des buses toutes bernoluciennes, sort à cheval du palais. Actrice elle-même, Nuria Espert s'est visiblement attachée en

priorité à la vraisemblance physique et dramatique des chanteurs : leur jeu est fonctionnel, leurs déplacements sont clairs et mesurés, leurs mimiques précises et complètes.

Seule la voix d'Oreste (Victor Braun) ne couvre qu'imparfaitement un orchestre tonitruant (les musiciens de la Mœnne sont dirigés par leur premier chef invité, Hans Zender). C'est dire si Clytemnestre (Eva Randova) et Chrysothemis (Lisbeth Balslev) ont du coffre et se font pas dans la nuance.

Gwyneth Jones passe, elle, la fosse sans effort et fait toutes les nuances indiquées. Il lui manque quatre notes aiguës pour avoir dans la voix tout le rôle d'Elektra. Elle prend donc le parti de la jouer et c'est, dramatiquement, terrifiant. Elle hésite pendant cent trente-cinq minutes entre l'outrance des wagnériennes d'autan, yeux furibonds, criant au vent, et une féminité timide, frémissante, que la violence vient périodiquement submerger. Cette Gorgone de cinéma muet est aussi une actrice étonnamment moderne. « Physique », déchaînée, sensuelle, elle transforme cet opéra de la sexualité déformée en quelque *Misfit* mythologique. C'est magnifique.

ANNE REY.

Prochaines représentations : les 22, 25, 29, 31 mars à 20 heures; le 27 mars et le 3 avril à 15 heures.

CALENDRIER

Beethoven au Châtelet. — Malcolm Frager est un pianiste américain que l'on entend peu et que le Nouvel Orchestre philharmonique convie dans le *Quatrième Concerto* de Beethoven, que dirige Marek Jaaszowski. Au programme également : l'*Héroïque*.

• Ce mardi 21 mars, à 20 h 30. Tél. : 42-21-00-86.

Ravel aux Champs-Élysées. — Est-il un pianiste intimiste? Ou définitivement formé, par ses années passées en Union soviétique, à la haute virtuosité? Un programme Scriabine, Ravel, Brahms et Schubert permettra d'y voir plus clair.

• Ce mardi 21, à 20 h 30. Tél. : 42-20-36-37.

Krivosheina dirige à Pleyel. — Les Lyonnais sont plus sages que les Parisiens. Ils ont offert un poste stable à ce chef indomptable, râleur, inventeur. Krivosheina a fait travailler l'ensemble orchestral de Paris (qui en a bien besoin) dans la *Sixième Symphonie* de Schubert. Avec en outre des œuvres de Franck, Spohr et Dvorak. En solistes, la harpiste Marielle Nordmann et le violoniste Patrice Fontanarosa.

• Mardi 22, à 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.

Les Arditi à Pompidou. — Les quatre Anglais aujourd'hui dans le vent, ce sont ces quatre musiciens espagnols qui ont choisi de défendre les compositeurs de leur temps. Ils ne viennent pas souvent, il faut faire fête dans les quartiers de Lachenmann, Kurtag, Höller et Eliot Carter, en création française.

• Mercredi 23, à 20 h 30, grande salle. Tél. : 42-77-12-93.

COULISSES

Pour la musique de film

Mardi 22 mars, au Royce Hall de Los Angeles, le « Sundance Institute » de Robert Redford, en association avec l'ASCAP (la SACEM américaine), tire sa première saive pour la préservation — et la réhabilitation — de la musique de film.

L'action de « Sundance » ne s'arrêtera pas là. Outre la création d'un comité consultatif devant désigner cinq ou six films par an dont les partitions seront reconstruites puis préservées, « Sundance » entend mettre ces partitions à la disposition d'orchestres en parallèle à son action pour le cinéma indépendant.

MODE

Collections automne-hiver

Le week-end a été riche. On a couru de la cour du Louvre au Cirque d'Hiver. On a les yeux pleins de scintillements de strass, et envie de toucher les fourrures et les soies. On a eu du doux et du féérique...

Montana

L'automne-hiver Montana est tout en douceur. Il y a les matières, le cachemire, le cuir bien entendu, le peau simple et lisse qui se prête aux mouvements. Les soies, les mousselines. La fourrure, le renard, le vison rasé sur lequel chatoyaient toutes les nuances de beige. Il y a les couleurs, gris fumé, vert forêt, prune, mustel, lavande, à côté de noir omniprésent comme partout, et le bleu dur, le fameux bleu Montana s'est éclairci, atténué jusqu'à un bleu glacé, sur des pulis courts, bouclés.

Il y a les formes, les cols immenses qui enveloppent — qui gorgent, dit Montana — épaules et visage, les cols qui s'écroulent, se drapent, les jupes à plis ronds, les boléros courts, les manteaux longs qui dansent et se balancent, larges, confortables, nonchalants, plongeant un peu sur le devant.

Samedi, Montana triomphait et venait saluer, sans en sourire. Sa douceur est celle des chuchotements, des silences, d'une intimité pressentie. Sa douceur est grave.

C. B.

Issey Miyake

Chez Issey Miyake, le mouvement se fait la loi. Au lieu d'un trencot, une main invisible a tiré sur une pointe pour la faire retomber en cascade. Un col mandarin se répand sur une veste, y tend une nappe de crème, une bande jaune traverse un blouson de today. Finalement, relief, soufflé, mais aussi lignes parfaites épurées comme un tailleur pantalon, les joggings en cachemire maille, poil de chameau couleur de thé au lait sont des moments d'abandon retenu.

« Je n'aime pas le mot mode, dit Issey Miyake, j'ai l'impression

d'être un paquet. » Quand on lui demande de parler de sa collection, il dit : « C'est la tresse et l'unième ». Et ajoute : « Dommage que la tresse soit bleue. Grise ou noire, elle ne gènerait pas les couleurs. » Ce qui a demandé le plus de travail ? « L'air, le vent. » Il se dit japonais, mais n'aime pas qu'on lui colle cette étiquette, qu'il trouve démodée : « Quand les Japonais sont arrivés à Paris, c'était normal; personne ne pouvait prononcer leur nom. » 1988 sera son année : le styliste réalisera le rideau de l'Opéra de la Bastille et fera l'objet d'une rétrospective au Musée des arts décoratifs (à partir d'octobre) accompagnée d'un catalogue illustré par Irving Penn.

CINÉMA

« Running Man », de Paul-Michael Glaser

Les jeux du cirque

Héros futuriste des jeux du cirque télévisuel, tel Hercule, Schwarzenegger accomplit maints travaux.

On ne tourne plus de péplum. Heureusement les anciens repassent de temps en temps à la télévision — sur les nouvelles chaînes. On peut donc, trop rarement d'ailleurs, voir et revoir les superbes culturistes aux biceps huileux se battre victorieusement contre des brutes casquées, contre des lions affamés, et ainsi sauver quelques chrétiens au sourire extatique, tandis que la foule, bruyamment hochée par la grâce, exige l'indulgence d'un empereur au visage fatigué (par les vices et les soucis de l'État).

On ne tourne plus de péplum, mais on est toujours fasciné par les jeux du cirque. La télévision — capable du meilleur et du pire, comme dit la sagesse populaire — a pris le relais. Toutes sortes de jeux publicitaires, et le cinéma, sans indulgence pour sa sœur ennemie, sort régulièrement une histoire qui se passe dans un futur proche, où Fox voit un héros mis dans la situation de défendre réellement sa vie pour le plaisir d'une populace visée devant son petit écran. Le dernier en date s'appelle *Running Man*, et le héros en est Arnold Schwarzenegger. Physiquement, il n'a rien à envier aux messieurs Muscle des années 50, interprètes d'Hercule, Marcie et autres.

Flic bonnette (un synchronisme en l'an 2019). Arnold est accusé d'avoir massacré soixante personnes au cours d'une manifestation, ce qui est faux bien entendu. Il est emprisonné, s'entraîne avec deux amis et une

jeune femme énergique (Maria Conchita Alonso). Les fuyitifs sont repris, condamnés à participer à un concours télévisé en perte d'audience et qui doit donc forcer la note sur la cruauté. Le présentateur — Richard Dawson, parfait avec son sourire à la Guy Lux, son cran argenté, sa veste chamarrée — joue sa vie lui aussi. Comme dans les jeux du cirque, et les sondages express des émissions actuelles, le public est appelé à jouer. L'opinion de parieurs réunis dans des terrains vagues compte également.

Arnold et sa bande

Le jeu est une course-poursuite. Des épreuves épuisantes pourchassent Arnold et sa bande. Naturellement, Arnold se débarrasse des affreux par électrochoc, tronçonneuse, dynamite... La fin justifie les moyens, surtout quand ils sont aussi spectaculaires.

Schwarzenegger a des muscles, et en plus de l'humour. Ses interviews montrent sa lucidité quant à ses rôles. Il a l'intelligence de les jouer au premier degré, sans réticence, c'est la raison de son efficacité. *Running Man* serait vraiment efficace si le scénario pouvait tenir les uns heures quarante et une minutes du film. Mais le rythme est bon. On n'a pas tellement le temps de s'ennuyer, et comme le réalisateur est Paul Michael Glaser — Starzky — il a su poster avec finesse l'ambiance de la télé côté coulisses et côté public, c'est bien réjouissant.

COLETTE GODARD

« Une biographie d'Arnold Schwarzenegger par Tom Green vient de paraître (traduite par Michèle Valentin), chez Carrère, 175 pages, 68 F.

6 NOMINATIONS AUX OSCARS 88

«SUBLIME !» L'EXPRESS

«MAÎTRISE TECHNIQUE PROPREMENT FABULEUSE DU CINÉASTE.» LE POINT

«EXTRAORDINAIRE SENS DE LA MISE EN SCÈNE.» PREMIERE

«UNE VICTOIRE DE LA VIE, UNE PRODIGEUSE VIRTUOSITÉ.» LE FIGARO

«CHEF-D'ŒUVRE» STARFAX

«SUPERPRODUCTION FLAMBOYANTE, EMPIRE DU SOLEIL VOUS RAVIRA.» JOURNAL DU DIMANCHE

«ON NE PEUT QUE S'INCLINER DEVANT TANT DE MAÎTRISE.» TELE STAR

«IL EST DOUÉ, LE BOUGRE.» LIBERATION

Un Film de STEVEN SPIELBERG

EMPIRE DU SOLEIL

Pour survivre dans un monde en guerre, il lui faut une force supérieure à celle du feu qui l'entoure.

WARNER BROS. présente un film de STEVEN SPIELBERG «EMPIRE DU SOLEIL» («EMPIRE OF THE SUN») avec JOHN MALKOVICH, MIRANDA RICHARDSON, NIGEL HAVERS et JOE, un petit « boy » joué par CHRISTIAN BALE. Musique de BOB WILLIAMS. Directeur de la photographie ALLEN DAVIAU. A.S.C. Producteur ROBERT SHAPIRO. Scénario de STEVEN SPIELBERG, KATHLEEN KENNEDY, FRANK MARSHALL. Réalisation de STEVEN SPIELBERG. Montage TOM STUTTFORD.

ACTUELLEMENT

مقتدا من الامم

L'archite



Collection Montana

36 FILLETTE

LE FILM DE STEVEN FREAR

Culture

M. Jacques Chirac inaugure le nouvel hôpital Robert-Debré à Paris

L'architecture par l'exemple

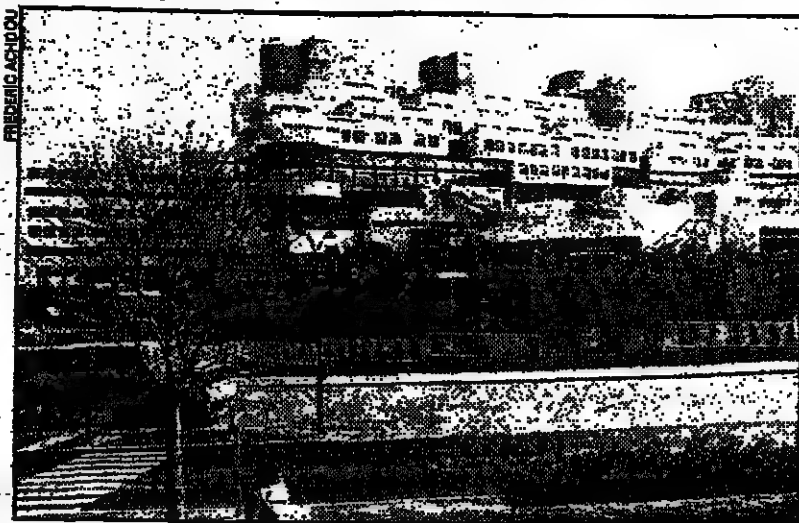
L'hôpital Robert-Debré, ouvert ses portes le 2 mai, entre les deux tours de la présidence, dans un contexte urbain chargé de passion. Rien ne peut mieux aller à cet établissement dont la conception s'inscrit dans le contexte tout aussi passionné, mais feutré, de la médecine. Laissons ici le monde médical se chamailler sur l'opportunité ou non de créer quel-

passager et le durable, etc. Doivent en revanche s'éviter ce qu'on appelle élogiquement le « réseau propre » et le « réseau sale » d'un côté des draps frais, les compresses stériles, les plats chauds, de l'autre le linge sale, la vaisselle et tout ce qui relève de l'incinérateur.

Mais il y a plus. Tout cela s'inscrit dans un très lourd contexte urbain. « L'hôpital a subi à l'éco-

jardin d'hiver intérieur, où se croisent public et professionnels. A l'extrémité belvédère ou terrasses rappellent encore la présence de Paris. Tout a été fait pour diminuer, autant qu'il se peut, le stress ou le sentiment d'isolement des malades qui, rappelés-le, seront normalement des enfants.

Notre galerie n'a cependant pas qu'une fonction tranquillisante et



L'hôpital Robert-Debré

que cinq cents nouveaux lits destinés aux enfants, quand on se lance ailleurs sur la carence des lits prévus pour l'infection à HIV dans les années à venir. Laissons tout cela, car cela pourrait masquer l'essentiel, autrement dit l'exceptionnelle réussite architecturale que représente Robert-Debré, et l'influence qu'aura inévitablement un tel bâtiment sur les hôpitaux de l'avenir.

C'est en 1977 que la décision a été prise de construire cet hôpital pour enfants, c'est en 1981 que Pierre Riboulet (1) a gagné le concours lancé un peu moins d'un an auparavant, à partir d'un programme extraordinairement complexe et qui n'a cessé d'évoluer au rythme de la pédiatrie et des techniques hospitalières. Malgré cela, le nouvel établissement aura été achevé exactement dans les délais prévus et dans le respect des coûts initiaux, avec une marge de tolérance de 10 %, qui comprend des améliorations de programme. Surfaces totales : 300 000 mètres carrés (hors d'œuvre) ; 800 ; 45 000 mètres carrés de surfaces utiles (hors circulations) ; Coût total : 700 millions de francs, dont 550 millions environ pour les travaux. Et coup de chapeau aux multiples intervenants (56 entreprises) du projet !

Mais à nous deux, monsieur Riboulet... Il est en effet très désagréable, peu gratifiant, voire ennuyeux, de ne pouvoir se livrer à son travail de critique que sous forme d'éloge. Or à d'innombrables occasions, à quelques mètres près, sur un terrain d'essai, on a pu constater, à l'usage, que l'hôpital Robert-Debré apparaît comme l'expression même de l'intelligence et de la sensibilité. Cela, il faut le rappeler, sur le type d'édifice peut-être le plus complexe qu'un architecte puisse aujourd'hui rencontrer. Doivent s'y adjoindre le plus technique et le plus humain, les circulations les plus rapides et les salles les plus hermétiquement protégées.

que contemporaine une extraordinaire mutation », écrit Jean Labasse à l'époque même où se conçoit Robert-Debré (ce qui explique la dernière phrase de cette citation) : « D'instinct pour nécessairement, il est devenu un centre d'enseignement et d'applications techniques qui entretient l'activité de nombreuses entreprises dans de multiples secteurs de l'industrie, de la mécanique à l'optique, de la chimie à l'électronique... en bref, selon le propos d'un spécialiste de la gestion, un des moteurs de l'économie urbaine. » Ses notions, sa clientèle et son organisation se sont diversifiées sous l'influence de la complexité croissante de la médecine. Celle-ci rassemble jusqu'à l'effacement la possibilité de se procurer en dehors des hôpitaux les services, les conditions et le matériel nécessaires à la guérison des maladies sérieuses. Aussi aujourd'hui la proportion des lits d'hôpitaux par rapport à la population est-elle considérée comme un test de développement (2). Faut-il vraiment appeler Michel Foucault à la rescousse pour évoquer en outre tout le non-dit, l'imbrication des facteurs sociaux ou politiques, les charges émotives que doit gérer l'architecte d'un nouvel établissement hospitalier ?

Mais reprenons nos distances pour contempler le terrain cauchemardesque sur lequel Riboulet a dû travailler. Tout, prêtait à la catastrophe : le voisinage du périphérique, le relief très accidenté du sol (quelque 30 mètres de dénivellation), sur un mamelon dénudé, enfin, trônait déjà Sainte-Marie-Médiatric, élément très moyennement facile à intégrer (3). On ajoutera, au sud, le no man's land des réservoirs de la ville. Or, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, le projet Riboulet est parvenu à intégrer chacune de ces tares urbaines. L'hôpital, tout en longueur, épouse la courbe du terrain, comme pour faire un clin d'œil à la Médiatric assaillie, et descend par gradins — merci monsieur Sauter — vers le fond de la cuvette. Côté périphérique, l'hôpital est doublé par un bâtiment où ont été regroupés les services administratifs et les laboratoires de recherche, et qui forme ainsi un efficace écran sonore pour le reste de l'édifice. L'ensemble, isolé de la voie routière, se tourne vers la ville où court désormais de façon plus sereine le boulevard Sérurier.

Mais la recherche d'une véritable urbanité, d'un lien sensible entre l'hôpital et la ville, à l'opposé des pratiques de fermeture jusqu'à présent en usage, ne s'arrête pas à cette insertion adroite sur le site. Les services d'accueil, très fortement marqués, se trouvent en effet prolongés par une galerie vitrée qui court tout au long du bâtiment et qui, pour le public, constitue une voie naturelle autour de laquelle sont réparties les fonctions diverses de l'établissement, mais aussi, comme dans une rue, boutiques, cafétéria, crèche, etc. A mi-chemin de cette rue intérieure, au grand

bonhomme. C'est l'axe autour duquel se développe l'hôpital Robert-Debré. Du fait de la dénivellement du terrain, on y accède de plain-pied au niveau « zéro ». On s'aperçoit cependant bientôt qu'elle est en fait à mi-hauteur du bâtiment, ce qui limite le nombre d'étages à monter ou à descendre, et permet une distribution efficace, rapide, de chaque partie, de chaque fonction. En descendant on trouve la plate-forme d'arrivée des ambulances, plus bas, l'étage propre, plus bas encore, l'étage sale et leurs entrées respectives. Chacun de ces niveaux se trouve directement raccordé au boulevard Sérurier grâce encore à la pente du terrain.

Mais voici deux éléments, en apparence moins vitaux que ne l'est l'urbanisme, de l'établissement, en réalité essentiels pour le confort quotidien des malades et des équipes hospitalières : la lumière naturelle arrive en effet partout, dans l'établissement, l'éclairage est compris à l'intérieur des blocs opératoires, ce qui ne s'était jamais vu. Quant aux matériaux, à la finition des détails, ils sont plus qu'habituels pour un établissement simplement — et dans l'enveloppe initialement impartie — l'architecte y a apporté un soin réel, patient, professionnel. La céramique blanche, dont il est fait ces temps-ci un usage immodéré, trouve sa justification dans la perfection plastique de l'architecture autant que dans la tradition hospitalière. Pour une fois, les deux se rejoignent.

Nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, la direction des équipements de l'Assistance publique a enfin pris le goût des choses bien faites et apprises la valeur d'une architecture efficace. On l'a vu lors du concours lancé pour l'architecture du grand âge. On le voit encore à l'intervention d'architectes comme Henri Ciriani dans telle ou telle extension d'hôpital. Cela fera-t-il oublier les aberrations constructives, hélas en si grand nombre, et dont la qualité technique, le modernisme, n'égalent pas ceux de Robert-Debré ? Ainsi, comment répara-t-on les dommages causés au si bel ensemble que formait naguère l'hôpital Saint-Louis, pièce archaïque et magnifique du patrimoine de l'Assistance publique ?

FREDERIC EDELMANN.

(1) Pierre Riboulet est, avec Jean Renaudie, Gérard Turnhouse et Jean-Louis Yver, un des fondateurs de l'Atelier de Montrouge qui, en 1981, a reçu le Prix national d'architecture.

(2) Jean Labasse, *L'hôpital et la Ville, géographie hospitalière*, Editions Hermann, 1980.

(3) Sainte-Marie-Médiatric est le fruit du vœu fait en 1944 par le cardinal Suhard pour la protection de Paris. Œuvre de Henri Vidal, elle a été commencée en 1951, et consacrée en 1954, pour être abandonnée quelques années plus tard. Ses derniers squatters, qui la protégeaient *grasso modo* des vandales ont été expulsés, et les vitraux ont dû être finalement obturés. Le clocher mesure 58 mètres de haut.

Communication

Le comportement des téléspectateurs devant la publicité

« Trop de pub tue la pub »

La pression publicitaire sur le petit écran s'accroît rapidement des anticorps chez les téléspectateurs. Le mois dernier, un sondage d'opinion de la SOFRES avait déjà révélé une pubphobie naissante : 84 % des personnes interrogées jugeaient la publicité télévisée envahissante (le Monde du 11 février). De quoi inquiéter les annonceurs qui ont massivement investi depuis un

modification de la consommation, aux facilités techniques qui permettent de changer de chaîne ou fermer son poste sans se lever de son fauteuil.

En cinq ans, le nombre de foyers français équipés d'une télécommande est passé de 20 % à 50 %. Pourtant, les réponses des téléspectateurs dépourvus de télécommande

de l'émission. Ils se réfugient le plus souvent dans une écoute « flottante » en attendant la fin des spots.

Seule une audimétrie individuelle où le téléspectateur appuie sur un bouton pour confirmer son niveau d'attention permettra *in fine* de faire le partage entre les déclarations d'attitude et l'exacte réalité des

	ENTRE LES ÉMISSIONS		AU MILIEU d'une émission	ÉVOLUTION 1983-1988	
	1983	1988	1988	Foyers équipés de télécommande %	Foyers non équipés de télécommande %
	%	%	%		
Comportements adoptés chaque fois ou assez souvent lors du passage des publicités...					
- Je ne prête pas particulièrement attention aux publicités et j'attends la suite du programme	53	57	65	+ 2	+ 5
- Je change de chaîne pour voir ce qu'il y a sur les autres chaînes	18	29	23	+ 6	+ 6
- Je prête attention aux publicités	35	28	28	- 5	- 7
- Je sors de la pièce	6	19	15	+ 10	+ 13
- Je baisse le son le temps des publicités	13	14	15	- 8	+ 2
- Je coupe le son le temps des publicités	4	8	8	+ 2	+ 4

1983 : enquête périodique IFOP du 26 octobre au 3 novembre sur 1 829 personnes âgées de quinze ans et plus.
1988 : Omnifop du 26 janvier au 5 février sur 1 012 personnes âgées de quinze ans et plus.

an sur les nouveaux écrans publicitaires.

Les régies des chaînes ont immédiatement réagi en faisant valoir — non sans raison — qu'il y a souvent une grande distance entre les opinions affichées par les téléspectateurs et la réalité de leur comportement. Les chiffres de l'Audimat sont là pour prouver l'assiduité des Français devant leur écran.

L'ennui, c'est que l'Audimat ne comptabilise que les écrans allumés et les changements de chaîne. Il ne dit pas si les téléspectateurs profitent des coupures publicitaires pour vaquer à d'autres occupations.

Un sondage de l'IFOP, réalisé à l'occasion des journées de l'Institut de recherche et d'études publicitaires (IREP) sur la mesure d'audience (1) permet aujourd'hui de mieux mesurer le phénomène. Il s'agit, certes, de « déclarations de comportement » et non d'attitudes réellement observées, mais les mêmes questions, posées à cinq ans de distance, font apparaître une progression sensible des conduites de rejet ou d'évitement face à la publicité.

Bête noire des Français

Ainsi, le nombre de « pubphobes » qui suivent avec attention les spots, est en forte diminution de 35 % à 28 % des déclarations. En revanche, le sentiment d'une chaîne à l'autre (« zapping ») a beaucoup augmenté (de 18 % à 29 %). Mais la vraie surprise vient de la spectaculaire progression des attitudes d'« allergie », qu'il s'agisse de quitter la pièce, de baisser ou de couper le son (41 % des déclarations au lieu de 23 %).

On pourrait imaginer que ce comportement est directement lié aux

comportements. En attendant l'installation en cours de cette mesure, les chaînes de télévision prennent déjà au sérieux les réactions de pubphobie des Français. La situation financière des télévisions privées ne les autorise pas à envisager une réduction des spots mais TF1 songe à confier à M. Jacques Séguéla une campagne pour justifier la publicité et redresser l'image de la télévision commerciale. Le même Jacques Séguéla qui parlait en guerre il y a quelques mois contre TF1 en s'écriant « trop de pub tue la pub ».

L'analyse socio-professionnelle des réponses montre bien que les clichés sont ailleurs. Les jeunes de moins de vingt-cinq ans sont plus pubphobes que leurs aînés. Les cadres supérieurs et les professions libérales ont des comportements de rejet plus accusés que la moyenne.

Chaînes de télévision et annonceurs peuvent au moins avoir un motif de satisfaction : l'interruption des programmes par la publicité, bête noire des Français dans tous les sondages d'opinion, se révèle néanmoins efficace dans la pratique. Choqués ou frustrés, les téléspectateurs hésitent, dans ce cas, à quitter la pièce ou à regarder une autre chaîne de peur de manquer la suite

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Journées organisées le 22 mars en collaboration avec l'Association des agences conseils en publicité et la revue *Communication et Business*.

EN BREF

• M. Robert Maxwell entre au capital de Marceau Investissements. — La société Marceau Investissements créée par M. Georges Peberau, ancien PDG de la Compagnie générale d'électronique, vient de procéder à une augmentation de capital de 300 millions de francs qui porte celui-ci à 1,6 milliard de francs. M. Robert Maxwell participe à cette augmentation pour 120 millions de francs par le biais de sa société Maxwell Communication Corp., aux côtés de la Mutuelle artisanale de France (120 millions de francs) et de la Long Term Credit Bank of Japan (80 millions de francs). L'entrée du patron de presse britannique, actionnaire de TF1 et de l'agence photographique Sygma, indique que celle-ci pourrait avoir des ambitions en matière de communication.

• Quatre syndicats demandent une convention collective nationale de l'audiovisuel. — Dans un communiqué commun adressé à l'Association des employeurs de l'audiovisuel et au ministère du travail, quatre syndicats (CFDT, CGC, CGC, FO) demandent d'entamer la négociation d'une convention collective nationale dans l'audiovisuel. Ce type de convention fixe, pour toutes les entreprises du secteur, les classifications, les grilles de salaires, la formation, etc. Dans le cas de l'audiovisuel, elle serait pour les syndicats « une nouvelle étape, suivant le fonctionnement conventionnel dans les entreprises depuis 1983 ».



C'est pas pour que l'on me en l'air quarante ans d'existence non fait depuis.

COMMUNIQUÉ
ATTENTION,
UNE REPRÉSENTATION
SUPPLÉMENTAIRE DU
SPECTACLE DE BALLET
(CHOREGRAPHIES DE
MARIN, FORSYTHE,
LANDER) EST PREVUE
JEUDI 24 MARS - 19H30
AU PALAIS GARNIER
LOC. PAR TELEPHONE:
47425371

Callas
à partir des interviews de Maria Callas
mise en scène Dominique Lardoux
L'Attrapeur 2/ CDN Reims
15 MARS / 23 AVRIL
47.42.67.27
AGENCES: FNAC, CROUS.
36.15 FILLETTE

36 FILLETTE
Si j'avais déjà écrit
ces cinquante lignes
je suis sûr que la
me plairait.

MARIN KARMITZ PRÉSENTE
UN FILM DE
STEPHEN FREARS
SAMMY ET ROSIE
s'envoient en l'air.
Pendant que Londres brûle...

قلا من الاصل

Informations « services »

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

Colloque

« El Pais » et « le Monde » s'associent pour une rencontre de la francophonie en Espagne

La revue des professeurs de français en Espagne *ici et là* et l'association d'amitié hispano-française Dialogo organisent, du 24 au 26 mars à Madrid, la première rencontre internationale de la francophonie en Espagne sur le thème « Langues et société en l'an 2000 ». Des représentants des services d'éducation de Belgique, du Canada, d'Espagne, de France et de Suisse, ainsi que des dirigeants des chambres de commerce et d'industrie de Madrid et de Paris analyseront la place des langues, en particulier celle du français, dans les échanges économiques, techniques, culturels et dans les politiques de formation des entreprises et des Etats.

El Pais et *le Monde* participent à l'organisation de cette rencontre dont la première journée, consacrée au rôle des médias, sera ouverte par une conférence d'André Fontaine, directeur du *Monde*, et un débat animé par un membre de la direction d'*El Pais*. A cette occasion, nous publions ci-dessous un article de Rafael Conte, critique littéraire à *El Pais*, qui plaide pour la multiplicité des langues. Le quotidien madrilène publiera, pour sa part, un article de notre collaborateur Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur le rôle du français et plus largement des langues latines face à l'américanisation du monde.

Pour Babel

Le tour de Babel, c'est une histoire, vraie ou pas, pour beaucoup, une légende et pour d'autres, une idée, mais pour tous, c'est un texte ; et un texte n'a pas besoin pour exister de raconter la vérité. Babel, c'est une religion, un acte de foi, un mythe, ou bien la métaphore du monde. Quelques-uns le tiennent pour une image pessimiste - l'excès de connaissance mène à la confusion - et négligent sa dimension religieuse. Pour d'autres, qui nient cette lecture, Babel montre l'exemple à suivre, avec d'autant plus de force de séduction que la route pourrât finalement n'avoir pas de fin et garantir ainsi notre éternité. Tous les chemins mènent à Rome.

C'est de là sans doute que Jean Paulhan a tiré en 1947 sa condamnation de la connaissance des langues étrangères. Si de Babel, disait-il, nous vient l'idée que la langue est une prison « dont on s'évade comme on peut », il n'en est pas moins vrai que l'homme de la rue la considère comme une fête. Il n'est même pas nécessaire de bien l'employer, il y a à qu'à écouter aujourd'hui les chanteurs de rock. « Une langue est un bal masqué », concluait le grand critique français.

Mais entre la prison et le bal, Paulhan préférerait la prison. Tel est le destin de qui aime tant sa propre langue qu'il désire la préserver de tout risque d'impureté : il court le danger de l'assassiner. Le jeune savant espagnol Francisco Rico, qui, dans son audace, est arrivé à écrire un *Traité général de littérature* en quatre pages, estime en conclusion que la littérature « est devenue l'expression la plus parfaite d'une langue ». Le problème est que si une langue se considère comme « la meilleure », elle ne peut faire autrement que d'exclure toutes les autres. La pire est que parfois elle y parvient. La littérature est le triomphe de Babel. Mais elle ne doit son salut qu'au fait que Babel continue d'exister.

Sur les racines du grand latin

Rome triomphante, le latin s'empare du monde civilisé avec une telle puissance qu'il perdura, sans Rome, pendant des siècles. Mais, pour finir, les vieux peuples de l'Empire décidèrent d'évoluer chacun de leur côté, et chaque entité édifica sa propre langue sur les racines du grand latin. Quand une langue se répand, conquiert, assujettit les autres, elle s'empare de peuples qui ne sont pas les siens, et elle devient de plus en plus fragile, elle s'approche de sa disparition.

Il semble que, jusqu'à présent, aucune œuvre importante n'ait été écrite en espéranto, et il serait souhaitable qu'aucune ne le soit jamais, car l'espéranto n'est pas une langue, mais une mécanique, une machine, un artifice que jamais quiconque ne pourra considérer comme son propre idiome. Quand une vraie langue aspire à devenir universelle, elle court le risque d'une espérantisation. Seuls les moines du Moyen Age et l'esprit religieux sauveront le latin une fois Rome tombée, mais sans que reverdisent les lauriers de Virgile et de Lucrèce.

L'espagnol et le castillan envahirent l'Amérique latine et commencèrent à se désagréger peu à peu. Aujourd'hui, ce sont les écrivains latino-américains qui, non seulement partagent l'héritage de Cervantes, mais aussi le défendent le mieux dans le monde entier. Il se passe à peu près la même chose avec l'anglais : qui a repris l'héritage de Shakespeare à un tel niveau ? Quelques maisons d'édition françaises prennent l'habitude maintenant de faire figurer l'expression « traduit de l'américain », quand ils publient des livres en provenance des Etats-Unis.

Contre Babel il est impossible de lutter, car il s'agit tout simplement de notre propre nature. La multiplicité et la division des langues sont un processus naturel, fécond, multiple et enrichissant, et toutes les tentatives d'uniformisation de la communication entre les hommes ne peuvent procéder que la violence ou de l'artifice. La violence, comme l'on sait, appelle la violence, et l'artifice nie l'essence même du langage.

Plus encore si nous considérons la littérature comme l'expression la plus parfaite d'une langue - c'est évident pour notre propre langue - et « comme un *yo-et-venir* entre la *mémorie* et l'*histoire* » (F. Rico, *encore*), nous voyons qu'elle n'est pas seulement l'expression d'une partie du monde, mais qu'elle rend compte de parcelles de l'universel comme aucune autre langue ne peut le faire, de particularités si profondes et si fortes qu'elles finissent par refléter la totalité de ce monde.

Il n'est pas besoin de préserver les langues, qui naissent et meurent comme les civilisations ou les hommes ; ce qu'il faut, avant tout, c'est ne pas les assassiner et les aider à survivre si elles possèdent en elles-mêmes la force suffisante pour rester vivantes. Chaque langue reflète le monde de manière différente, elle l'exprime dans sa particularité à laquelle aucune autre ne peut se substituer.

Il n'y a qu'une arme contre Babel, qui ne doit pas viser à la détruire - Babel construit et détruit à la fois, ne l'oublions pas - mais à s'appuyer sur elle et à la réaffirmer en tentant en même temps d'en réduire les effets : c'est la traduction. Michel Serres a dit que nous ne connaissons seulement les choses que par l'intermédiaire des symboles de transformation des ensembles qui

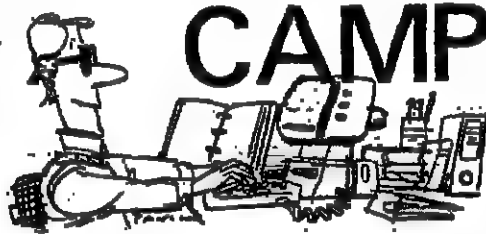
les englobent : la déduction (en science pure) ; l'induction (dans l'expérimentation) ; la production (dans la pratique), et la traduction pour les textes.

Et si la traduction peut permettre le transfert d'informations d'une langue à une autre - ce qu'elle permet dans une grande mesure - la traduction littéraire sera « la meilleure traduction possible », ne l'oublions pas.

Peut-être était-ce ce que redoutait Ortega y Gasset dans *Misère et Splendeur de la traduction* : « Traduire, disait-il, n'est-il pas irrémédiablement un travail utopique ? » On dit toujours que la traduction est une trahison, et Ortega ajoute que c'est la tâche la plus humble et en même temps la plus exorbitante qui soit dans l'ordre intellectuel.

Laissons de côté les solutions proposées par Ortega - apporter au lecteur le système littéraire de l'auteur ou le fait que la traduction clandestine soit présente dans toute littérature universelle - Faulkner fit-il parfois autre chose que de donner de nouvelles versions de la Bible ? - pour conclure avec Georges Steiner : « Comprendre, c'est traduire. » Une tâche impossible et désespérée - comme celle de Sisyphe - mais qu'il faut poursuivre sans fin pour que ne finisse pas le monde.

RAFAEL CONTE.



Premiers cycles « délocalisés »

Le développement des premiers cycles universitaires (DEUG) est au centre des réflexions du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, qui ne fait pas une intervention sans souligner la nécessité de lutter contre la sélection par l'échec. La diversification des premiers cycles mobiles d'ailleurs une part non négligeable des mesures nouvelles qui devraient être inscrites dans le budget 1989 et qui ont été présentées lors du conseil des ministres du 9 mars : 150 millions de francs et cinq cents emplois supplémentaires (le Monde du 10 mars).

Comment seront réparties ces mesures nouvelles, si toutefois ils sont confirmées lors du vote de la loi de finances à la fin de l'année ? Au ministère, on envisage deux démarches complémentaires. D'une part, le développement de DEUG « délocalisés ». Huit premiers cycles de ce type, rattachés à une université et implantés dans des villes moyennes ou à la périphérie de la capitale, ont été mis en place à la rentrée 1987. Plusieurs créations nouvelles devraient voir le jour à la prochaine rentrée, notamment à Agen, Nîmes et Dunkerque.

D'autre part, conformément aux recommandations de la commission « Demain l'Université », le ministère souhaite favoriser la création de filières universitaires courtes à vocation professionnelle, du type des DEUST (diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques). Sur la base des propositions qui lui parviennent des universités, il espère pouvoir soutenir la création d'une vingtaine de filières courtes pour la rentrée 1988. A deux conditions : que ces formations répondent spécifiquement aux besoins d'un secteur économique et de l'environnement régional. Et qu'elles bénéficient de financements complémentaires des collectivités locales. En effet les crédits du ministère ne seront disponibles qu'à partir de janvier 1989. Les universités devront donc trouver des relais financiers pour pouvoir lancer leurs projets dès la rentrée. On estime au ministère que cela ne devrait pas dissuader les plus dynamiques.

C. G.

Histoire de la terminologie

A l'occasion de son dixième anniversaire, le centre de terminologie de Bruxelles organise les 25 et 26 mars un colloque sur « l'histoire de la terminologie ». Ce forum international s'adresse aux informaticiens, historiens, linguistes, terminologues, traducteurs et scientifiques.

(Centre de terminologie de Bruxelles, 11, rue d'Arion, 1040 Bruxelles. Tél. : 513-34-86.)

Concours de droit

L'association Juris-Ludi organise les 30 et 31 mars prochains le Concours européen des droits de l'homme René Cassin. Cette compétition est ouverte aux étudiants en droit et en sciences politiques. Les équipes participantes sont confrontées à un cas fictif à partir duquel elles rédigent deux mémoires contradictoires.

Stages du GFEN

Le Groupe français d'éducation nouvelle organise pendant la semaine commune des vacances de printemps quatre stages de recherche et de formation aux pratiques d'éducation nouvelle, à partir du travail des secteurs nationaux :

- Ecriture-poésie : réenchanter le monde (écriture, mythes, valeurs et éducation).
- Inventer ses savoirs pour l'émancipation de l'homme par l'homme (sciences et technologies).
- Créer, le premier des droits de l'homme (arts plastiques).
- S'apprendre une langue (langue vivante).

(GFEN, 6, avenue Spinoza, 94200 Noy. Tél. : 48-72-53-17.)

Le Carnet du Monde

Naissances

- Laurence HERSZBERG et Didier MORFOISSE ont le plaisir de faire part de la naissance de
Léa,
le 16 mars 1988, à 21 h 25.
107, boulevard de Longchamp, 13001 Marseille.

- M. et M^{me} Philippe PARANT, sont heureux d'annoncer la naissance à Bruxelles, le 1^{er} mars 1988, de leur cinquième petit-enfant

Mathieu,
fil d'
André et Blanche.
Préfecture du Morbihan, 56019 Vannes Cedex.

- Nicole et Paul PELLETIER, (ex-proviseur), sont heureux d'annoncer la naissance le 11 mars 1988, de

Prisca et Pierick,
leurs dixième et onzième petits-enfants, au foyer de
Dominique et France PELLETIER-NOCEIT.
20, rue de Saumur, 37140 Chouz-sur-Loire, 14, rue Gaston-Bonheur, 92600 Asnières-sur-Seine.

Mariages
- Sylvie GUERRE et Yves DELABRIERE, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 19 mars 1988.

- Anne-Marie Chapouton, Florence et Prisca, M^{me} André Chapouton, M^{me} Jean Chapouton, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Françoise de Saint, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marcel Raut, ses enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Pierre Maluski, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Braquet, de Poulliquet, Bernard, David, Fauran et allée, ont le plaisir de faire part du décès de

Bernard CHAPOUTON, architecte urbaniste, survenu le 11 mars 1988, à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Florent d'Orange le mercredi 16 mars et ont été suivies de l'inhumation au cimetière d'Orange, selon la volonté du défunt.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », ont pris de la peine à leur envoi de l'acte d'un des derniers journaux pour justifier de cette qualité.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Florent d'Orange le mercredi 16 mars et ont été suivies de l'inhumation au cimetière d'Orange, selon la volonté du défunt.

M. RAOUL MOATI, industriel à Tunis, survenu le 18 mars 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 18 mars, dans l'intimité familiale.

- Florence, a cessé de rire le 16 mars 1988.

Ceux qui veulent suivre ses traces jusqu'à ce qu'elle se perde l'accompagneront le mardi 22 mars, à 10 heures, au columbarium du cimetière des Joncherolles, à Villemante (Seine-Saint-Denis). Pour ce dernier regard, merci.

De la part de sa mère, Angelika ROTT, de son père, Heiko WICK et de Eric Fournier et Ambre, François Delpla, Annie Fournier et Vivien, Oma Rott, Walter Opa-Rott, Heiko Rott-Wick, Karl Opa-Wick.

Anniversaires
- Au nom d'Allah le Clément et le Miséricordieux, il y a un an disparaissait

Hassen BEN SAID, ancien maire de la ville de Souss, Nous appartenons à Allah et c'est à lui que nous retournerons. Sa famille, ses amis.

DES ARRÊTÉS
• Du 26 février 1988 modifiant l'arrêté du 26 mars 1985 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs à usage locatif bénéficiant de subventions ou de prêts aidés par l'Etat.

• Du 26 février 1988 modifiant l'arrêté du 26 mars 1985 relatif aux caractéristiques techniques et au prix des logements neufs en accession à la propriété financés au moyen de prêts aidés par l'Etat.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

- M^{me} André Chappuis, son épouse, M^{me} et M^{me} François Chappuis, M^{me} et M^{me} Charles Dumareau, M^{me} et M^{me} Antoine Chappuis, M^{me} et M^{me} Daniel Badillon, M^{me} et M^{me} Jacques Chappuis, ses enfants, Jérôme, Marc et Romane, Bénédicte, Anne, Sophie et Aurélie, Tiphaine, Anne-Maxence, Audelin et Laude-Alexandre, Dolphine, Florent, Olivier et Pierre, Alexandre, Jean-Baptiste et Matthieu, ses petits-enfants, Son frère, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Et toute la famille, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

général André CHAPPUIS, ancien élève de l'Ecole polytechnique, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, ancien résistant, déporté à Sachsenhausen-Oranienburg, survenu le 18 mars 1988, dans sa quatre-vingt-neuvième année, marié des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 23 mars, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Boleslas (Loiret).

Il a rejoint son fils

Bernard, décédé en 1942, à l'âge de trois ans.

Selon la volonté du défunt, les honneurs militaires dus à son rang ne lui seront pas rendus.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

134, boulevard Brune, 75014 Paris.

- La baronne M.-T. Collet D'Escury, sa mère, Le baron Thierry Collet D'Escury, ses fils, M^{me} C. Daffontaine, Les familles françaises et hollandaises, font part du décès de

baron Jacques COLLET D'ESCURY, dans sa quarante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 18 mars, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21 bis, avenue de Séguir, 75007 Paris (A. Gaudier-Denis, 75013 Paris).

- M^{me} Ada Monti, son épouse, M^{me} et M^{me} Miro Abitbol, M^{me} et M^{me} Denis Monti, M^{me} et M^{me} Jacques Monti, M^{me} et M^{me} Gérard Monti, Et leurs enfants, ont la profonde douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M. RAOUL MOATI, industriel à Tunis, survenu le 18 mars 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 18 mars, dans l'intimité familiale.

- Florence, a cessé de rire le 16 mars 1988.

Ceux qui veulent suivre ses traces jusqu'à ce qu'elle se perde l'accompagneront le mardi 22 mars, à 10 heures, au columbarium du cimetière des Joncherolles, à Villemante (Seine-Saint-Denis). Pour ce dernier regard, merci.

De la part de sa mère, Angelika ROTT, de son père, Heiko WICK et de Eric Fournier et Ambre, François Delpla, Annie Fournier et Vivien, Oma Rott, Walter Opa-Rott, Heiko Rott-Wick, Karl Opa-Wick.

Anniversaires
- Au nom d'Allah le Clément et le Miséricordieux, il y a un an disparaissait

Hassen BEN SAID, ancien maire de la ville de Souss, Nous appartenons à Allah et c'est à lui que nous retournerons. Sa famille, ses amis.

DES ARRÊTÉS
• Du 26 février 1988 modifiant l'arrêté du 26 mars 1985 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs à usage locatif bénéficiant de subventions ou de prêts aidés par l'Etat.

• Du 26 février 1988 modifiant l'arrêté du 26 mars 1985 relatif aux caractéristiques techniques et au prix des logements neufs en accession à la propriété financés au moyen de prêts aidés par l'Etat.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

UN DÉCRET
• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

- Il y a sept ans, le 22 mars, nous quittait

l'abbé Alexandre GLASBERG, homme de combat, de conviction, de tolérance.

Sa mémoire demeure toujours vivante pour tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

Il est pour lui et pour sa fidèle collaboration.

Nina GOURPINKEL, décédée en 1984, une amicale pensée.

- Pour tous ceux qui ont aimé

Daniel PHILIPPOU, trop tôt disparu le 21 mars 1978, une pensée est demandée en ce jour anniversaire.

Avis de messes
- Jean-Marie ROCHE nous a quittés le 27 mars 1988.

Que ceux qui l'ont aimé, et qui gardent fidèlement son souvenir, s'associent par la pensée à la messe du dimanche des Rameaux qui sera dite à son intention en l'église Saint-Roch, à Paris, le 22 mars 1988, à 11 heures.

« Si c'est pour cette vie seulement que nous vivons, nous ne sommes que des âmes errantes, les plus malheureux de tous les hommes. »

- A. Co. XV-19.

Communications diverses
- Les Amis de la Haute-Egypte, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, organisent le mercredi 23 mars, à 20 h 30, une conférence-débat autour de M^{me} Amin Fahim, président de l'Association chrétienne de Haute-Egypte, mouvement de laïcs chrétiens qui aide au développement éducatif et social de son pays. La réunion a lieu salle du Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, Paris-7, métro : St-Jacques.

Soutenances de thèses
- Université Paris-III, le lundi 21 mars, salle Louis-Lucas, M. Abdel-Jebbar Hamrouni, « Syllabation, acoustique, effacement et abrégeement dans le parler de l'île d'Yeu (parlers maronniers) ».

- Université Paris-III, le mardi 22 mars, 14 h 30, salle G. 45, rue des Saints-Pères, 75006 Paris, M^{me} Anne-Cécile Pélissier, « Le rôle du genre dans la construction de la masculinité ».

- Université Paris-III, le mercredi 23 mars, 14 h 30, salle des Conférences (Cassini), M. Vincent Bouchet, « Le droit international privé français des sociétés : Étude critique des méthodes ».

- Université Paris-III, le jeudi 24 mars, 14 h 30, salle des Conférences, M. Sylvain Tardieu, « La prosodie effective des libéraux publiés par le juge judiciaire en droit français ».

- Université Paris-V, le vendredi 25 mars, à 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le samedi 26 mars, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le dimanche 27 mars, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le lundi 28 mars, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le mardi 29 mars, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le mercredi 30 mars, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le jeudi 31 mars, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le vendredi 1^{er} avril, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le samedi 2^e avril, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

- Université Paris-III, le dimanche 3^e avril, 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, M^{me} Claude Bernard, « L'écrit, le 3^e étage, M^{me} Victor-Coulon, M. Daniel Boudier : « Les sciences cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

Le Monde

DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

Directeur Général

PME Mécanique - Filiale d'un groupe industriel, nous fabriquons et commercialisons des pompes volumétriques. Nos productions sont réparties dans deux sites (pièces mécaniques et transformation du caoutchouc). Nos clients sont des entreprises du secteur alimentaire, papeterie, pétrole, etc. Notre Président Directeur Général prépare sa succession en recrutant un Directeur Général. Futur Président de cette PME (120 millions de CA ; effectif 230 personnes), ce collaborateur devra rapidement maîtriser les différentes fonctions : Technique, Production, Financière, Commerciale et Marketing, afin d'être pleinement opérationnel dans les plus brefs délais. Ingénieur grande école (Centrale, Arts et Métiers, etc.), il aura une expérience de direction de centre de profit incluant la production, acquise dans le secteur des biens industriels : hydraulique, mécanique... C'est à la fois un homme de développement et un excellent gestionnaire. Le poste est basé à Paris. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 710.87 M à notre conseil, 61 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal-Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTec

Puissant groupe industriel américain, nous nous sommes fixés un objectif de croissance très ambitieux qui s'appuie notamment sur notre politique de développement des Ressources Humaines. Nous recherchons le

Directeur des ressources humaines de notre filiale française (H/F) 400 000 F +

LE POSTE : Avec une petite équipe, vous assurez la gestion optimale des Ressources Humaines (évaluations, plans de recrutement, de formation et de carrière), la communication interne et les relations sociales. Membre du comité de direction, vous déterminez la politique des Ressources Humaines en France en fonction des grandes orientations stratégiques du Groupe.

VOTRE PROFIL : A 30-35 ans, diplômé(e) de grande école de gestion ou équivalent, vous êtes aujourd'hui DRE dans une PME dynamique ou numéro 2 dans cette fonction au sein d'une société d'envergure internationale. Votre maîtrise de l'anglais est parfaite (relations et déplacements fréquents avec la filiale européenne à Londres et nos autres filiales en Europe). Vous avez une autorité naturelle mais aussi de l'humour et une grande ouverture d'esprit.

D'importantes responsabilités vous attendent compte tenu de notre développement en France (nous venons de doubler nos effectifs) et des systèmes performants de gestion des hommes que nous avons développés à l'échelon international.

Adressez un dossier complet (lettre manuscrite en anglais, CV, photo et prétentions) sous réf. EKS 2 LM, portée sur la lettre et sur l'enveloppe à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui vous assure une totale confidentialité.

Mercuri Urval

Directeur Général d'une moyenne entreprise Equipement de la Maison

Vous prendrez la Direction Générale d'une des filiales (effectif : 350 personnes ; siège dans le Bourbonnais) d'un Groupe d'excellente notoriété.

Vous avez un tempérament d'entraîneur d'hommes, pouvez vous prévaloir, à 45 ans ou plus, d'une expérience de Direction Générale réussie d'au moins cinq ans à dominante gestion de production et commerciale, à la tête d'une unité de taille similaire.

Dans le cadre des politiques définies avec le Président, vous serez responsable devant lui du choix et de la mise en œuvre des décisions conduisant à une amélioration régulière des performances de la filiale.

A tous les dirigeants désireux d'adresser un dossier personnel détaillé, sous référence 18 0414 M, notre Conseil assure une totale discrétion.



EQUIPES ET CARRIERES

4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

DIRECTEUR

Le Groupe VICAT, c'est 2 000 collaborateurs, un chiffre d'affaires de l'ordre de 3 milliards de francs, un développement constant de ses activités :

- cimentiers en France et aux Etats-Unis,
- béton et granulats,
- mortiers industriels et chimie du bâtiment,
- papeterie.

C'est dans ce contexte dynamique de croissance que notre Directeur Financier Groupe recherche son bras droit.

A 40 ans environ, diplômé HEC ou ESSEC et titulaire

de l'expertise comptable, vous êtes un professionnel de la fonction avec, si possible, une expérience bancaire.

Homme d'entreprise, vous avez les qualités relationnelles, la rigueur et la souplesse qui vous permettront, après une période d'intégration, d'intervenir efficacement.

Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous réf. 5310/LM, à MEDIA P.A. - 53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Financier groupe adjoint

HEC - ESSEC
+ EXPERTISE COMPTABLE
PARIS



« LE MONDE DIRIGEANTS »

LE MONDE est le seul support capable d'offrir aux professionnels du recrutement et à leurs clients entreprises un éventail de candidatures à la fois plus ouvert et d'excellent niveau qui permettra d'accélérer le recrutement des cadres supérieurs.

Pour tous renseignements sur les performances du MONDE et la commercialisation de cette rubrique, vous pouvez contacter le département Communication-Emploi du MONDE PUBLICITE au 45-55-91-82.

MEPHISTO

DIRECTEUR GENERAL



Raymond Poulain Consultants 24, place Kléber - 67000 STRASBOURG

Leader européen de la chaussure de détente,

notre marque (460 MF de C.A. en 1987, dont 80 % à l'export) s'est positionnée en une vingtaine d'années au tout premier rang des produits liés à la mode et aux loisirs. Pour pouvoir désormais se consacrer davantage à la réflexion prospective et à la stratégie du Groupe, notre Président souhaite rencontrer son futur plus proche collaborateur. Après une nécessaire période d'intégration, il sera progressivement investi des responsabilités traditionnelles liées à la fonction. Il devra veiller plus particulièrement aux aspects Gestion/Finances et Commercial/Marketing.

Agé de 30 à 40 ans, plus qu'une formation de haut niveau (type HEC, ESSEC, ESC...), vous devrez, à côté de votre tempérament de chef d'entreprise, posséder une large expérience, si possible dans le secteur d'activité concerné, au plan national et international. Votre sens de l'organisation et de la gestion, votre capacité de communiquer et votre esprit de groupe vous permettront de réussir dans ce poste qui vous donnera les moyens de votre action.

Le français, l'anglais, mais surtout l'allemand sont indispensables pour réussir. Le poste est basé à Sarrebourg (connue pour son agréable zone de loisirs), dans l'Est de la France, au carrefour de l'Europe économique de demain. Merci d'adresser votre dossier complet à notre Conseil, Richard SEILER, s/réf. MQ/OG/AM, qui vous garantira une absolue discrétion.

Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Notre groupe offre un service logistique complet aux entreprises. En 1987, il a réalisé un C.A. de 720 MF. Nous recherchons, pour l'une de ses sociétés un

DIRECTEUR DES VENTES 300 000 F +

Pleinement responsable de la stratégie commerciale, il veille à son application auprès des quatre responsables de sections qu'il dirige. Il s'implique lui-même, concrètement, dans les négociations et suit personnellement le développement des grands comptes.

Pour ce poste à responsabilités, nous intégrons un candidat de formation supérieure, type ESC, avec une expérience de quelques années et disposant d'un fort tempérament commercial.

La société est basée dans l'Aisne (à 100 kms de Paris).

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 930 M à Chantal DEKRUÏER, PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



plein emploi
Conseils en ressources humaines

Un poste de Direction à votre image

BIG BANG PRODUCTION, nous sommes une maison de production de films publicitaires nouvellement créée. Notre choix : nous développer sur le créneau des nouvelles images, intégratrices de technologies pointues.

A la tête de notre structure, vous saurez déployer les synergies, manager technique et commercial, et animer notre croissance.

Jeune ingénieur, de 30 ans environ, vous connaissez bien les techniques adaptées à la publicité :

FILM 35 MM - TOURNAGE VIDEO
EFFETS SPECIAUX - IMAGES DE SYNTHESE

Poste basé à Paris.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 41292 à :

HCA
1, place du Palais Royal - 75001 PARIS
qui transmettra.

FILIALE IMMOBILIERE D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

recherche

d e u x c a d r e s

PARIS

qui seront chargés respectivement :
- du secrétariat général de Sociétés d'investissements immobiliers, et de la gestion d'immeubles,
- de la recherche, de l'étude et du montage d'opérations d'investissements immobiliers.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de trois à cinq ans dans les secteurs de l'immobilier d'entreprise et d'habitation.

Si l'une de ces opportunités vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prêt), s/réf. 5309, à

MEDIA PA

52, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

مقا من الاصل

**Jeune ingénieur grande école,
passez de la fabrication (grande série) à la production !**

D'un bon niveau de formation (Ingénieur Centrale, A.M., ...), vous avez déjà exercé vos talents d'animateur et d'organisateur sur le terrain. Vous vous sentez, après une première expérience industrielle, de taille à devenir notre

Directeur de production 300 000 F

C'est ce que vous propose notre Groupe connu et reconnu pour son savoir-faire et ses performances dans le domaine des biens d'équipement domestiques en grande série. Bien gérés, nous préparons l'avenir avec la volonté d'investir en moyens techniques et en formation. Entièrement responsable de la fonction, y compris le développement des produits, vous aurez à assurer avec vigilance l'amélioration de la production - ce, avec le concours d'ingénieurs et techniciens d'excellent niveau. Vous aurez, dans un contexte très ouvert au dialogue, tous les moyens de votre action, que nous souhaitons dynamique ! Si ce poste, basé dans l'Ouest de la France, vous intéresse, envoyez votre résumé de carrière, sous référence A/PRO/LM, à notre Conseil Michèle DUCHER, qui l'étudiera avec la plus grande discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



**GERLAND
Elastomères**

LYON

Ingénieur matériel.**Vers quels équipements évoluer et pourquoi ?**

GERLAND CAOUTCHOUC INDUSTRIEL fait travailler d'excellentes machines : mélangeurs internes, extrudeuses, presses à compression et à injection et l'orientation générale est de produire des pièces de plus en plus sophistiquées. Votre mission chez nous, dans cette perspective, est d'entretenir ce matériel et de le faire évoluer. Soit : prévoir une gestion rationnelle de l'entretien, assurer le bon fonctionnement des fluides, proposer les évolutions du matériel existant ou à remplacer.

Trois petites équipes expérimentées de mécaniciens, électriciens, B.E. vous assistent. Elles attendent de vous la compétence pour les orienter, la méthode pour organiser, l'imagination pour innover.

L'intérêt de ce poste, pour un ingénieur AM de trente ans à peine est, bien sûr, de mettre en valeur ses connaissances techniques mais surtout de pouvoir le faire dans une structure légère avec une vraie délégation. Et dans un département qui investit 8 % de son chiffre d'affaires. Nous appartenons en effet au Groupe GERLAND : 3 MMF de CA, 4500 personnes mais GERLAND CAOUTCHOUC INDUSTRIEL (150 personnes, 75 MF) est un centre de profit autonome et vous aurez dans votre poste toute liberté de proposition. Nous vous imaginons même suffisamment aguerri pour savoir défendre vos convictions et faire aboutir vos conclusions.

SEPOP notre Conseil, vous expliquera nos objectifs et vous les confrontera à vos projets personnels.

Merci d'adresser votre dossier sous référence IM 335 M.

SEPOP

11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Economie régionale et banque...

Intégré au service développement, sous l'autorité du responsable du département Marchés/produits nous CREONS deux nouvelles fonctions de :

Responsables de marchés

crédits immobiliers
(R&I C.I.)

économie locale
(R&I E.L.)

Maîtrisant les techniques de financement des marchés concernés, votre savoir-faire, lié à l'expérience de l'un ou l'autre de ces domaines, en MILIEU BANCAIRE, s'appuie sur une FORMATION SUPERIEURE économique ou juridique - E.S.C. DROIT, S.C.E.C.O. I.C.H. -

Votre action spécifique permet d'adapter nos produits et services aux évolutions des marchés, d'assister le réseau régional - organisation, formation - de participer à l'élaboration et la mise en œuvre d'actions de développement et de concevoir les documentations à usage interne et externe.

Postes attractifs, basés à RENNES, dans un environnement évolutif et dynamique.

Adresser lettre + photo + C.V. à CAPFOR - 1, rue St-Marc - 29000 QUIMPER - Tél. 98.53.50.51 en précisant la référence du poste choisi.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - ANGERS - AUCH/Toulouse - BREST - NICE - NORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

**Créer et faire vivre la fonction...
dans un contexte décentralisé...**

Vous êtes un jeune professionnel qui exerce vos talents dans un contexte à établissements multiples où les responsables des différents centres de profits ont une autonomie importante. Si notre développement nous conduit à créer la fonction de

Chef de personnel

300 000 F +

ce n'est certainement pas pour prendre un « virage à 180° » et nous mettre à tout centraliser... quitte à trainer les épaules des uns et à « fonctionner » les épaules des autres ! Toutefois, avec 450 permanents et autant de saisonniers, il devient urgent de « soulager » nos Directeurs. Vous resterez donc au point, AVEC et POUR EUX, des outils modernes de gestion, et les assisterez (cf. recrutement, formation, conseil en droit social...). Bref, vous serez un « facilitateur » de chaque instant, concret et réaliste pour notre Société ainsi qu'un « démultiplicateur » enthousiaste de nos politiques de Relations Humaines Groupe. Prêt à nous rejoindre, en région parisienne ? Alors, à bientôt ! René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/CH/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Région Le Tréport

Robinetterie sanitaire, 180 personnes, leader dans ses spécialités
recherche son

futur directeur technique 300 KF +

A 35/40 ans, vous avez une formation d'ingénieur et une expérience professionnelle acquise sur le terrain qui vous a donné la largeur de vue et la polyvalence indispensables pour encadrer le personnel technique, organiser l'amélioration de la productivité et de la qualité ainsi que l'industrialisation des nouveaux produits dans une usine organisée depuis 2 ans en « juste à temps ». Vous devrez dans un premier temps proposer et mettre en place les investissements nécessaires pour une production meilleure et plus rentable ce qui vous permettra de prendre dans 4 ans la Direction technique.

Nous vous proposons une rémunération évolutive par un intéressement aux objectifs que vous saurez réaliser et en logement de fonction une maison individuelle.

Pour nous accompagner dans notre développement, faites-nous part de votre expérience en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 185 à C.K. - 107, rue Lauriston 75116 Paris.



Chantal Kenvryn

CHANEL

PARIS

Cherche à étoffer ses équipes internationales en intégrant plusieurs

DELEGUES EXPORT

Rattaché à notre Direction Export, vous aurez en charge l'impulsion de nos produits afin de confirmer le développement de notre chiffre d'affaires.

Votre formation commerciale supérieure et votre expérience (2 à 3 ans) de préférence dans les produits de luxe, vous permettront d'assurer des contacts directs ou avec nos agents à l'étranger, de réussir dans ces fonctions.

La maîtrise parfaite de l'anglais et d'une seconde langue (allemand, espagnol) est indispensable pour ce poste qui implique une importante disponibilité et un goût des voyages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et lettre manuscrite) sous réf. CP/DE à la Direction du Développement et des Ressources Humaines, CHANEL, 135 avenue Charles de Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.

**INSTITUT
DE SONDAGE**

recherche

**Un Adjoint à la direction
de son département
d'enquêtes**

A environ 30/35 ans, vous avez une formation statistique supérieure (Bac + 2 minimum) qui vous permet de réaliser des plans d'échantillonnages. Vous avez, de surcroît, une réelle aptitude pour encadrer et organiser une équipe d'enquêteurs.

Ce sens des responsabilités est si possible renforcé par 2 à 3 ans d'expérience dans un service d'études ou un institut d'enquêtes.

Merci d'adresser CV détaillé et lettre manuscrite, sous réf. 573, à Carré Tussaud, 129, rue de Turénne 75003 Paris.

SOLIDE SOCIÉTÉ DE SERVICES TECHNIQUES
POUR CHAUFFAGES COLLECTIFS EN PLEINE EXPANSION

**JEUNE ADJOINT
DU DIRECTEUR**

Après formation technique et insertion progressive dans la société, il devra secondar le directeur, propriétaire de l'affaire, dans toutes ses activités et, à terme (4 à 5 ans), le remplacer lors de son départ à la retraite.

Pour être candidat, il faut être jeune ingénieur (Arts et Métiers, INSA, ECAM, ICAM...) ou sorti d'une Ecole Supérieure de Commerce et avoir une première expérience suffisante pour avoir appris à maîtriser les problèmes techniques et commerciaux et à diriger des équipes de collaborateurs.

TRES BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI REUSSIRA A CE POSTE.

Envoyer CV, détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS - sous la réf. 2731

COMES
DISCRETION
ET REPONSE ASSUREES.

Filiale d'un très puissant Groupe industriel français, nous sommes parmi les leaders mondiaux de la fabrication et de la commercialisation de produits réfractaires haut de gamme destinés aux marchés de technologies avancées. C'est dans ce contexte que nous souhaitons intégrer un

**Jeune Ingénieur
commercial export**

Basé Lyon

En collaboration avec notre Directeur des ventes, vous serez responsable de la conception et de l'application du plan commercial au niveau international.

Négociation commerciale de très haut niveau, suivi de marché, animation, actions promotionnelles... sont vos priorités.

Très autonome et avec l'appui d'un important réseau de ventes étranger, vous serez le véritable patron de votre CA.

Nous lançons ce défi à un jeune professionnel (30-35 ans) des marchés d'investissement et de consommation.

De formation ingénieur, vous bénéficierez d'une expérience commerciale dans l'engineering, la chimie, la sidérurgie.

Votre anglais est courant et vous avez de très bonnes connaissances en allemand.

Si vous avez la ferme volonté de vous impliquer, votre réussite et votre évolution seront certaines au sein de notre Entreprise et de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, salaires actuel et photo, sous réf. 273, à Diaconseils, 24, rue du Cdt Fauras, 69006 Lyon. Confidentialité assurée.

DIACONSEILS
ETUDES, RECRUTEMENT ET FORMATION

Le Groupe DELMAS VIELJEUX, leader dans le transport maritime, poursuit son expansion et sa diversification dans les autres métiers du transport. Pour compléter ses équipes dans la fonction Personnel, il recherche un

Jeune juriste spécialisé en droit social

Sa mission :
Au sein de la Direction des Affaires Sociales, il assurera plus particulièrement pour la société mère et ses filiales :
• un rôle d'études allant l'analyse et la synthèse, orienté vers le suivi de la législation sociale, la préparation des relations paritaires.
• un rôle actif de recueil d'informations, de documentation et progressivement de mise en œuvre de différents projets dans le domaine social.

Son profil :
• de formation supérieure, Maîtrise de Droit + un DESS spécialisé en droit du travail,
• débutant disposant de stages significatifs dans le domaine du droit social ou première expérience même courte acquise de préférence au sein d'une Direction des Relations de Travail d'un groupe industriel.

La réussite à ce poste et le développement de carrière du candidat impliquent une forte motivation, des qualités de rigueur et de contact.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 11A 958-8 M
Discrétion absolue

Memor de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

ORANGINA à la Pulpe d'Orange

"La passion de l'efficacité"

Une grande marque mondiale, le souci de la performance et du développement, plusieurs sites industriels, le rattachement à un groupe français de premier plan, tels sont quelques atouts de la société ORANGINA qui propose pour son implantation de La Courneuve (banlieue nord Paris), le poste de

Directeur d'usine

Il assumera une responsabilité complète : production, qualité, maintenance, investissements, gestion, relations sociales.

Son premier objectif sera de développer une vaste politique de qualité, ce qui impliquera, en particulier, une action importante de formation et de mobilisation du personnel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant déjà assumé la responsabilité d'une direction d'usine ou de production, dans le secteur alimentaire (ou dans un domaine proche : pharmacie, chimie fine...).

Il aura d'évidentes qualités de Manager et il aura déjà conduit des changements importants d'organisation industrielle (expérience qu'il serait intéressant de voir détaillée dans sa lettre de candidature).

Réelles possibilités d'évolution de carrière pour candidat de premier plan.

Poste basé : La Courneuve (banlieue nord Paris).

Ecrire sous réf. 11A 963-8 M

Discrétion absolue

Memor de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Animateur "progrès des entreprises" de très haut niveau

"Des entrepreneurs toujours plus compétents pour des entreprises compétitives." Tel est l'objectif que s'est donné la Commission Progrès des Entreprises du C.N.P.E.

Cette action nouvelle et originale s'exerce notamment à travers les Clubs Progrès du Management, constitués, dans chaque région, des chefs d'entreprise les plus dynamiques et soucieux de se perfectionner en permanence au management.
Des groupes de travail sont chargés de promouvoir les thèmes de progrès des entreprises répondant le mieux aux préoccupations concrètes et prioritaires des dirigeants.

La Commission des Progrès des Entreprises offre une opportunité exceptionnelle à un jeune candidat disposant d'une formation supérieure de très haut niveau : X, ENA, Mines, ECP... et d'une expérience de 2 à 3 ans de gestion et d'animation acquise dans une entreprise performante ou un cabinet de conseil réputé, désirant diversifier et enrichir son expérience à travers des actions et des contacts avec des personnalités de premier plan, chefs d'entreprise ou experts en management.

Il participera à la réflexion stratégique sur les objectifs et les méthodes d'action de la Commission et aux différents projets de développement.

Une réelle aisance dans les contacts alliée à un puissant dynamisme est indispensable pour ce poste qui constitue un excellent tremplin pour l'avenir vers un poste opérationnel de haut niveau.

Poste basé à Paris, et déplacements en province.

Ecrire sous réf. 11A 958-8 M

Discrétion absolue

Memor de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

ingénieurs débutants

ESTP - MINES D'ALES - ARTS ET METIERS ...

JEAN LEFEBVRE, vous connaissez ?

Deux atouts majeurs pour réussir :
• le savoir-faire et les moyens d'une des premières entreprises de travaux publics, spécialisée de décentralisation avec des structures régionales et organiques pour permettre à des équipes dynamiques et polyvalentes de prendre toujours plus de responsabilités.

Après six mois de formation, vous êtes le véritable patron de vos chantiers. Vous savez gérer des intérêts techniques, humains, financiers. Autonome et polyvalent, vous assurerez de nombreuses responsabilités. Homme de tempérament vous réussirez.

Nous avons actuellement plusieurs postes à pourvoir dans différentes régions de France (notamment ILE DE FRANCE, CENTRE PAYS DE LOIRE, NORMANDIE...).

Prenez contact avec notre Direction des Ressources Humaines,
11 boulevard Jean Mermoz, 92200 Neuilly sur Seine. Tél. 47.47.54.00.



JEAN LEFEBVRE
NOUS TRAÇONS L'HORIZON

JURISTE CONFIRME

Accords Internationaux

Nous sommes l'un des premiers Groupes de l'industrie électronique. Notre développement international nous amène à renforcer notre Direction Juridique en y intégrant un Juriste confirmé.

En liaison étroite avec les entités opérationnelles et les Sociétés du Groupe, il participe à l'élaboration d'accords techniques (licences, achats, coopération technique...), en apportant l'expertise juridique nécessaire.

Pour prendre cette fonction-clé dans la maîtrise de nos échanges internationaux, nous recherchons un Juriste de formation supérieure (DES), ayant acquis, dans une entreprise ou un cabinet international, une expérience diversifiée dans le domaine des accords et une pratique opérationnelle de l'anglais.

La complexité des dossiers à prendre en charge, le niveau de responsabilité et d'autonomie qui s'y attache sont de nature à motiver un Juriste de haut potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M25/874 AQ, à :

EGOR SA
8, rue de Belfort - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Le BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques)
une des premières sociétés de conseil et d'études européennes

RECHERCHE

pour son développement dans le secteur automobile

CONSULTANT

Jeune ingénieur ayant des compétences complémentaires en économie et en gestion.

Disposant d'une grande autonomie dans votre travail, vous serez responsable de la gestion technique, commerciale et financière de vos projets et chargés de développer les interventions du BIPE en matière de prospective et d'études de marché à court et moyen termes, pour une clientèle d'entreprises françaises et étrangères. Votre objectif sera de mettre en place rapidement une cellule d'analyse et de conseil dans le secteur de l'automobile. Vos capacités commerciales s'appuieront sur votre bonne connaissance de l'anglais.

Adressez votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite à :
Dominique PERREAU - Directeur général du BIPE
122, avenue Charles-de-Gaulle,
92822 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Aux côtés de notre directeur d'usine...

un gestionnaire « communiquant »...

Notre usine (250 M de F, 250 personnes) fait partie d'une branche d'activité tournée vers les bio-industries, qui s'intègre elle-même au sein de l'un des tout premiers Groupes industriels français. Suite à une mutation, notre Directeur recherche un jeune

Chef du personnel

et des Services administratifs, qui, à la tête d'une douzaine de personnes, assurera une double fonction : animer d'une part la fonction Personnel dans un contexte évolutif de modernisation et d'automatisation, et superviser d'autre part la comptabilité usine, en liaison avec les services centraux pour ce qui concerne l'analytique et le contrôle de gestion. Un gestionnaire donc, capable de fiabiliser les informations mais aussi une personnalité au contact direct, franc... et chaleureux. Une fois cette « première » réussie, votre mobilité favorisera votre évolution dans notre Groupe. Votre point de départ ? Angoulême. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/SAN/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

communication

Nous sommes une société financière régionale en pleine expansion. Nous avons un réseau national de tous premiers plans. Nous recherchons notre

Diplômé d'études supérieures, votre sens du contact, votre perspicacité, la passion que vous éprouvez à convaincre vous ont permis de réussir brillamment une première expérience professionnelle. Vous prendrez en main l'ensemble de notre communication : « Presse » Manifestations « Publicité » Promotion... tant vis-à-vis du public que de nos interlocuteurs professionnels (responsables d'entreprises, administrations...).

Notre proposition vous intéresse ? Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la réf. 733).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., présent), s/réf. 733/LM, chez ALLO-CARRIERES 83, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

045.02.15.74

École Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne
recrute ENSEIGNANT-CHERCHEUR
département Mathématiques et Systèmes de Communication.

DÉFINITION DU POSTE

• Enseignement : traitement du signal, Communications numériques.
• Encadrement d'étudiants en projet.
• Activités de recherche : groupe d'études « Communications numériques ».

Profil souhaité : Ingénieur Grande École, Thèse (3^e cycle DDI - nouvelle thèse - État).

Les candidatures seront adressées à :
Monsieur le Directeur de l'Enseignement-Recherche
ENST de Bretagne - BP 832 - 29285 BREST CEDEX

مكتبة جامعة القاهرة

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Juristes sociaux ! il est temps... de vous « despecialiser »...

Juriste de formation, spécialiste en Droit du Travail, vous avez entamé votre carrière au sein d'une Direction de Personnel Centrale, en qualité de conseiller auprès de Chefs de Personnel d'établissement, et souhaitez, à présent, tout en continuant à prendre appui sur votre acquis, aborder d'autres domaines d'une

Direction du personnel

Nous sommes une filiale importante (1 800 personnes) d'un Groupe à forte notoriété du secteur de la Métallurgie, et notre Directeur vous attend pour être l'interlocuteur privilégié de nos Chefs de Personnel (droit social), mais aussi pour être le garant de nos systèmes et procédures (application de nos politiques, tableaux de bord, interface informatique-comptabilité...) et préparer les rencontres avec les partenaires sociaux. Un champ d'intervention large où vous aurez matière à mettre à profit la rigueur propre à votre discipline, mais aussi votre intelligence sociale indispensable... pour vous faire connaître, et reconnaître ! A bientôt...

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/DIR/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Concevoir et réaliser

LE CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE
recherche pour son Département Marketing un

CHARGE D'ETUDES - PROSPECTIVE

Vous participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre de notre stratégie en matière :
- De distribution de produits et services bancaires.
- De nouvelles technologies appliquées au marketing bancaire.
- De diversification.
Débutant ou première expérience, vous avez une formation commerciale supérieure (DEC, ESSEC, Supérieure de Commerce, Dauphine, ou équivalent) et de réelles dispositions pour la fonction Marketing-Stratégie.
Vos qualités d'analyse, de synthèse, de flexibilité et de créativité seront des atouts pour ce poste.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentation) au Service du Recrutement 25 Quai de la Roche 75012 PARIS.

CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE

Une dimension internationale...

Nous sommes la filiale française (1,5 milliard de F. 2 000 personnes) d'un Groupe leader mondial pour certains biens d'équipement... ceux justement que nous produisons et commercialisons dans notre pays et... dans beaucoup d'autres ! Notre développement, tant en France qu'à l'étranger, conduit notre Directeur Financier à s'attacher les services d'un

Juriste d'affaires

qui deviendra le « conseiller interne » auprès de notre structure pour veiller à ce que la LÉGITIMITÉ et la SÉCURITÉ de nos transactions soient envisagées, mises en œuvre et contrôlées. C'est dire que son intervention portera sur tous les actes de la vie de notre entreprise, qu'il s'agisse du montage d'opérations courantes et/ou exceptionnelles tant dans l'hexagone qu'en Asie du Sud-Est par exemple... Les domaines abordés touchent au droit international, commercial, administratif et celui de la propriété industrielle... mais aussi les assurances, les litiges et le contentieux... Une responsabilité très large donc, où, au-delà de « l'expertise technique », nous attendons une personne rigoureuse, certes, mais qui adopte une attitude positive et active, c'est-à-dire FACILITANTE...

La pratique de l'anglais est impérative, l'italien serait apprécié.
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/JUA/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Cadre commercial

Alors, vous serez peut-être bientôt des nôtres.
• Conseil en assurances Vie (retraite entreprises et particuliers, Épargne, Fiscalité de l'Assurance, Capitalisation PER), vous avez une expérience minimum de 3 ans.
• Vous êtes suffisamment disponible pour assumer des déplacements permanents sur une plage géographique large : de la Basse Normandie à l'Aquitaine en étant si possible domicilié dans le secteur de Poitiers.
• Vous avez le sens de l'animation et de la persuasion.
• Vous avez une culture économique et des idées.
Nous vous offrons un statut cadre et une rémunération motivante.
Adresser lettre man. et CV s/n° 16740/M à notre conseil.

Impact développement

Impact Développement - 26 rue Brunel - 75017 PARIS

CAO ET IMAGES 3D

HD GRAPH est une société de service implantée dans le domaine du Design Informatique. Elle souhaite intégrer son

JEUNE DIRECTEUR

Son profil ? Un potentiel de manager, capable d'animer les hommes et d'assumer toutes les responsabilités inhérentes à un poste de direction. Un impératif : une formation Grande Ecole d'Ingenieurs et la connaissance de la CAO et des logiciels d'images 3D.
Poste basé à Paris.

Si vous pensez posséder l'ensemble de ces compétences, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à HCA sous réf. 41293 - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Etablissement financier

recherche
POUR SA DIRECTION DE L'IMMOBILIER

JURISTE

Sous la responsabilité du Chef de Service Juridique, il participera à l'élaboration et à la mise au point, en liaison avec les Notaires et les Conseils extérieurs, des actes liés à l'activité de la Direction.

Titulaire au minimum d'une maîtrise en droit privé, ayant de bonnes connaissances en droit immobilier et en particulier en droit de la construction et de l'urbanisme, il a acquis une première expérience professionnelle de 2 ou 3 ans de préférence en Étude de Notaire.

Ecrire sous le n° 8 486

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Ecole de commerce d'Orléans et Lille

RECRUTE

PLUSIEURS PROFESSEURS

pour formation en DECS
pouvant intervenir dans les disciplines suivantes :
• Économie d'entreprise • Droit comparé européen
• Droit des sociétés, du travail • Fiscalité
• Comptabilité-révision • Comptabilité anglo-saxonne
• Informatique de gestion.

Peuvent postuler les titulaires au minimum d'une maîtrise ou les experts comptables stagiaires ou les collaborateurs de cabinet.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo s/n° 8 493, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

JEUNE COMMERCIAL PUBLICITE H/F

AUTO - MOTO - EQUIPEMENTIERS - Un important support de presse nationale recherche pour son service marketing direct un jeune commercial motivé par la vente d'espaces publicitaires dans le secteur automobile. Il recevra une formation très complète aux techniques de vente (mailings, téléphone, prises de rendez-vous...) ainsi qu'une rémunération attractive directement liée aux résultats. Le candidat doit être âgé d'au moins 25 ans et posséder le baccalauréat. Une première expérience de la vente des services est un atout. Ecrire à PS Conseil - 3, rue des Gravières - 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex - Réf. A/D281M.

PS Conseil

Important groupe de sociétés d'assurances recherche pour sa filiale marketing direct située à PARIS.

Chef de Produits

30 ans environ, de formation supérieure. Pour concevoir formules tarifs et documents promotionnels. Il devra allier l'expérience et la rigueur d'un excellent technicien IARD à l'ouverture, l'imagination et la créativité d'un homme de marketing. Merci d'adresser vos lettres manuscrites, C.V., photo et prétentions sous réf. 72254 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.



CRÉDIT AGRICOLE
DE L'EURE

CHARGE DE CLIENTELE

Dans le cadre de son développement sur les marchés des P.M.E. de plus de 50 salariés et de la Grande Distribution, cette Banque de Normandie, leader sur son marché recherche un Chargé de Clientèle, qui devra créer, développer et gérer un portefeuille de clients. Ce poste de niveau Cadre est proposé à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur Commercial. De nature technico-commerciale, il est situé au Siège de la Banque, au sein du Département Développement. Curriculum vitae + photo et prétentions, sont à adresser à : Monsieur le Chef du Département du Personnel 5, rue de la Rochette 27004 EVREUX CEDEX.

LE
BON
SENS
EN ACTION

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Leader sur le marché international
recherche

JEUNE DIPLOME

Intéressé par la Gestion Administrative du Personnel et qui souhaiterait évoluer au sein d'une Direction des Affaires Sociales dynamique, où les conditions de travail et de salaire sont particulièrement motivantes.

ASSISTANT DE PERSONNEL H/F

qui effectuera, dans un premier temps, des études destinées à améliorer les procédures existantes et proposera des applications informatiques nouvelles. Dans un deuxième temps, il prendra progressivement en charge des responsabilités opérationnelles dans le domaine de la gestion administrative du Personnel. Vous avez une formation Bac + 3, une première expérience de 3 à 4 ans dans une fonction similaire, des qualités d'autonomie, de rigueur et de créativité.

Adresser une lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo s/n° 6421 M à : PIERRE LECHEU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

FUJI BANK

IMPORTANTE BANQUE JAPONAISE

Implantée à Paris (Champs-Élysées)

recherche dans le cadre de son expansion au :

• DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE

ASSISTANT MANAGER H/F Cadre Classe V

- expert comptable
- responsable de l'audit bancaire
- diplômé universitaire
- expérience similaire minimum de 1-2 ans.

JEUNE EMPLOYE H/F Classe III

- chargé du rapprochement comptabilité et de divers rapports.
- DEPARTEMENT TRESORERIE

ASSISTANT DU CAMBISTE FRANCS

Débutant (formation assurée). Agé de 20-25 ans, titulaire du baccalauréat. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt, sous réf 37148 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CADRES CO
DE HAUT
...POUR C
EXCEL

CHEFS

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe industriel français spécialisé dans les produits de fixation (articles métalliques) recherche pour l'une de ses unités de production (transformation de grande série) son

Responsable de production

Collaborateur du Directeur d'Usine, il dirigera un effectif de 80 personnes environ regroupant méthodes et industrialisation, approvisionnement, ordonnancement, fabrication, maintenance.

Il sera également un élément essentiel de l'évolution technique, organisationnelle et humaine de cette unité.

Le candidat, ingénieur d'au minimum 30 ans, possèdera une expérience industrielle confirmée acquise en production de moyenne ou grande série dans le domaine de la petite mécanique, sensible aux aspects "qualité" et habilité à utiliser des outils informatiques. Il disposera de capacités réelles d'animateur et de gestionnaire.

Poste proche Boulogne Nord-Ouest Paris.

Rémunération: 250.000 + selon expérience

Ecrire sous réf. 11A 971-8 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Jeune contrôleur de gestion

Une société française de prestations de services industriels (800 personnes - 10 filiales - 50 agences) rattachée à un groupe de tout premier plan, offre un poste d'adjoint au contrôleur de gestion.

Il collaborera avec le contrôleur de gestion de la société sur l'ensemble de ses responsabilités: élaboration et consolidation des budgets prévisionnels, analyse des résultats, reporting.

Ce poste conviendrait à un jeune ESC (+ formation jusqu'à niveau licence), ayant de préférence une première expérience professionnelle en contrôle de gestion ou dans un cabinet comptable (la candidature d'un débutant ayant un DECS peut être envisagée).

Ses qualités de rigueur, de dialogue et de dynamisme lui permettront de réussir dans ces fonctions et de progresser dans la société et le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 11A 967-8 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Chef du service gestion de production

Un grand groupe leader date d'établissements industriels modernes, recherche le chef de service gestion de production d'un site industriel de 800 personnes. Il s'agit d'une unité autonome réalisant des produits nombreux avec des composants multiples fabriqués en moyennes et petites séries.

Le titulaire de ce poste sera chargé:

- d'élaborer les plans de production, les programmes de fabrication, les plannings des ateliers, de déclencher les plans d'approvisionnement et de suivre la réalisation;
- d'améliorer l'efficacité économique de l'unité par le développement de méthodes nouvelles de gestion de production (flux tendus, juste-à-temps) et des systèmes de gestion visant à augmenter la souplesse et la flexibilité des fabrications;
- d'animer son service.

La réussite à ce poste implique:

- une formation d'ingénieur grande école,
- une expérience réussie dans cette fonction,
- l'habitude d'utiliser des moyens informatiques modernes,
- des qualités marquées de rigueur, de pragmatisme et de dialogue.

Poste province est

Ecrire sous réf. 11A 970-8 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Ingénieur grande école potentiel: manager industriel

Nous sommes un groupe leader, performant et en expansion, réalisant des produits "grand public".

Nous disposons de plusieurs sites industriels et nous renforçons l'équipe de direction de l'un de ceux-ci (environ 1000 personnes).

Nous recherchons un ingénieur grande école (X, ECP, Mines, AM...) ayant une expérience confirmée opérationnelle en usine.

Il secondera le Directeur du site sur l'ensemble de la gestion (orientations, plans d'actions, budgets, objectifs...) et il jouera un rôle moteur dans le progrès de cette unité: investissements, organisation industrielle, logistique, qualité...

Large perspectives d'évolution de carrière pour un candidat de valeur: animateur, organisateur et gestionnaire.

Poste ville Champagne.

Ordre de grandeur de rémunération 300.000 +

Ecrire sous réf. 11B 906-7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Jeune ingénieur fabrication et développement la polyvalence de la PME la puissance d'un grand groupe

Une société dynamique et performante de transformation des matières plastiques, filiale d'un grand groupe industriel français, recherche l'Adjoint du Directeur d'une petite usine très moderne.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur débutant ou ayant une première expérience industrielle, de formation AM, ENSI, INSA... dynamique, organisé, ayant le goût de la technique et de la gestion et le sens du dialogue. Il assurera des responsabilités de production et de développement.

Ce poste permettra à un candidat de valeur d'acquies rapidement une expérience opérationnelle polyvalente qu'il pourra valoriser dans la société et le groupe.

Poste région Compiègne.

Ecrire sous réf. 11B 847-7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Responsable des ressources humaines et relations sociales

Une société française renommée de distribution de produits industriels (700 personnes - 19 centres de profits), filiale d'un grand groupe international, recherche son responsable personnel.

Rattaché au Directeur général, il assurera l'intégralité de la fonction au sein d'une société pratiquant une politique de décentralisation et de responsabilisation.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (maîtrise de droit, sciences PO, ESC...) ayant au minimum 5 ans d'expérience dans la fonction.

Véritable professionnel rompu aux techniques modernes de la fonction personnel, ses qualités de négociateur et de pragmatisme, son autorité naturelle, son sens de l'interlocuteur avisé de la Direction générale et des opérationnels, son imagination et son dynamisme en feront l'animateur d'une politique du personnel à l'élaboration de laquelle il participera activement.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 11A 957-8 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Prendre en main un nouveau département

Pour développer son département "mobiliers urbains", un groupe leader en Europe recherche un

Directeur de produits

Patron de son département, il a la responsabilité:

- de l'évolution des produits existants,
- de la participation à la création de mobilier innovant,
- de la stratégie marketing,
- des budgets publicitaires,
- des négociations au plus haut niveau avec les élus,
- de l'animation du réseau commercial,
- des relations avec l'usine de fabrication.

Diplômé d'une école supérieure de commerce, âgé de 30 ans environ, il est, depuis plusieurs années, un homme de marketing passionné de communication.

L'opportunité de carrière est à la mesure du marché à conquérir.

Ecrivez sous référence 803 148/LM.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris

CADRES COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU... POUR CADRE DE VIE EXCEPTIONNEL

SAINT-MALO

Groupe privé international (1800 personnes), nos performances industrielles et commerciales ont fait de nous un leader incontesté de l'agro-alimentaire.

Nous conduisons une stratégie permanente de développement et de diversification dont la réussite s'appuie sur la responsabilité, l'autonomie, et le sens du profit.

Nos activités nouvelles nous amènent à rechercher des VENDEURS de haut niveau, de formation Grande Ecole (Ingénieur ou Commercial).

CHEFS DE MARCHES CONFIRMES

Homme de marketing, commercial et gestionnaire, vous êtes un excellent négociateur.

Votre rôle sera d'accroître nos parts sur le marché des matières premières minérales destinées aux fabricants d'aliments pour bétail. Vous serez responsable de votre compte d'exploitation et du développement de votre clientèle.



Prenez contact avec nous en adressant votre candidature sous référence T/LM/37 à Gilles CLEMENT
TIMAC - B.P. 158
35408 SAINT-MALO Cedex

Centre d'Information et de Promotion Technique recherche un

Ingénieur Public Relations

Homme de communication, ce cadre sera appelé à diffuser auprès de décideurs et utilisateurs potentiels d'acier, toutes les informations techniques concernant la « protection anti-corrosion ».

Familier du Marketing, il devra « segmenter » son marché en vue de promouvoir efficacement le développement d'un système de protection dans les secteurs d'activités concernés.

Agé d'au moins 30 ans, sa formation de base (A, et M., CNAM, HEI...) sera complétée par une expérience liée à l'action commerciale, de préférence dans des entreprises de transformation de l'acier/produits sidérurgiques/engineering de construction métallique/bâtiment/T.P., etc.

Les candidatures (avec C.V., photo, salaire actuel), sous la référence 880143, seront examinées par notre Conseil

Sonia Lipzytz

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

SAINT-GOBAIN

Si vous êtes

Economiste de haut niveau

polytechnicien, diplômé d'une école d'ingénieur ayant suivi une formation complémentaire de type Ensaie, Insead, Sciences Po, Essec, etc... Vous pouvez faire une carrière à Saint-Gobain en rejoignant dès à présent notre Direction des Etudes Economiques.

Vos analyses, vos prévisions, vos contributions à la définition des axes stratégiques du Groupe vous permettront de vous familiariser avec nos sociétés françaises et étrangères, les marchés qu'elles servent, les métiers qu'elles exercent, les hommes qui les animent. Vous pourrez ensuite, en fonction de vos goûts et des opportunités, évoluer vers une carrière opérationnelle au sein du Groupe.

Le poste, basé à Paris la Défense, s'adresse de préférence à des candidats ayant quelques années d'expérience en analyse économique appliquée. La pratique courante de l'anglais, la mobilité géographique et professionnelle sont indispensables à la réussite d'une carrière dans le Groupe. L'allemand serait un plus.

Envoyer lettre manuscrite et CV sous référence AM 01 à la Direction de la Gestion des Cadres - C° de St Gobain - Cedex 27 - 92096 Paris la Défense.

هنا من اصل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Flouen
INGENIEUR CHIMISTE
Recherche et développement

Cette entreprise à taille humaine (250 MF de CA dont 80 % à l'export) occupe une position de leader mondial dans son domaine. Elle est spécialisée dans le traitement et la mise en valeur d'additifs naturels destinés aux industries agro-alimentaires et chimiques. Elle souhaite intégrer dans son laboratoire de recherche, petite équipe créative et efficace, un ingénieur chimiste.

Adjoint au Directeur de la Recherche, il a pour mission de développer de nouvelles applications aux polymères naturels, d'élaborer et de mettre au point des formulations adaptées aux besoins des clients. Il bénéficie de l'assistance de deux techniciens.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste, de 30 ans environ, ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans, en entreprise, dans la recherche de produits nouveaux en chimie organique. Connaissances en physico-chimie des polymères appréciées. Anglais courant indispensable.

Le salaire attractif et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11711 G à :

EGOR S.A.
19, rue de Bern - 75008 PARIS

EGOR
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND SPAIN GREAT-BRITAIN ITALIE PORTUGAL RUSSIE CANADA

Chimie fine
INGENIEURS COMMERCIAUX
Responsables de zone export

Filiale d'un des leaders mondiaux dans son domaine d'activité, cette entreprise du Sud-Ouest fabrique et commercialise (70 % à l'exportation) des produits de chimie fine pour l'industrie, du caoutchouc : agents gonflants, accélérateurs de vulcanisation, anti-oxydants, anti-concrets... Pour assurer son développement, elle recherche 2 ingénieurs commerciaux pour appuyer son Réseau de Distribution France et Etranger.

Rattachés à la Direction Commerciale et Marketing, ils auront en charge le développement et l'animation de leur réseau en terme de CA, marge, "Hommes-Produits / Hommes-Marchés". Ils seront aussi bien en contact avec leurs distributeurs qu'avec les clients finaux. Cette fonction englobe une activité marketing, technique et commerciale.

De formation Chimiste ou Commerciale, débutants ou ayant une première expérience professionnelle, parlant couramment l'anglais (Allemand souhaité), vous êtes disponibles pour des voyages à l'étranger et, pour vous, esprit de challenge, volonté d'impliquer ne sont pas de vains mots.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 242565 A, à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1 Place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND SPAIN GREAT-BRITAIN ITALIE PORTUGAL RUSSIE CANADA

VOUS ETES UN
S
de la communication

Vous recherchez une évolution de carrière. Vous avez une bonne connaissance de l'immobilier, vous maîtrisez parfaitement les relations avec le client et vous êtes à l'aise dans les discussions avec le milieu de l'immobilier et de l'édition.

Rien entendu, vous avez une formation supérieure ainsi qu'une expérience professionnelle de plusieurs années.

Nous vous offrons de prendre en charge la responsabilité de la communication interne et externe de notre entreprise où vous apprendrez au Groupe de Direction.

Vous disposez d'une large autonomie pour mettre en œuvre les actions de communication que vous aurez élaborées avec la Direction Générale.

Une rémunération motivante sera offerte à un candidat dynamique, expérimenté et créatif.

Le poste est à pourvoir très prochainement à PARIS.

Merci de nous adresser un dossier de candidature complet avec : lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions, ainsi qu'un descriptif sommaire des actions de communication déjà entreprises à l'ANAL (référence 7079).

27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

RESPONSABLE FORMATION

L'évolution constante de notre activité nécessite de renforcer notre Direction des Systèmes d'Information dans le cadre d'un plan informatique à 5 ans.

Votre mission :

- Vous élaborerez la politique de formation aux systèmes d'information de l'entreprise.
- Vous analyserez les besoins des différents départements.
- Vous établirez un plan de formation et organiserez son application.

Votre profil :

- Formation supérieure dans le domaine des relations humaines et du management.
- Expérience confirmée (5 ans minimum) de la conception de plans de formation.
- Expérience de la mise en place de projets informatiques indispensables.

Adresser lettre + C.V. + photo, sous la réf. RF/LM AIR INTER Département Carrières et Emploi 91551 PARAY-VIELLE-POSTE Cedex.

AIR INTER

Lever

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE
ISPC, ISQP, ISIK

Sous l'autorité du responsable du Département QUALITE, en dialogue permanent avec les services Production, Développement, Achats, vous serez chargé :

- du contrôle à réception des matières premières,
- du contrôle et du suivi de la qualité des produits finis à la sortie de l'usine (SKIP, PERSIL, OMO, CORAL, CIF, SUN, CAUQUINE...).

Vous devrez également :

- interpréter l'ensemble des résultats d'analyses effectuées sur les produits,
- proposer et optimiser les méthodes d'analyse,
- gérer le personnel du laboratoire de contrôle (20 personnes).

Après cette première étape, vous aurez la possibilité d'évoluer (éventuellement dans d'autres disciplines), tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, C.V. et prétentions) à :

UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement
Sélection des Cadres - 157 boulevard Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECONOMIE HUMAINE

RESPONSABLE ETUDES MARKETING

nos Chefs de Produits vous attendent...

... Pour lancer, mettre au point, puis utiliser judicieusement, les outils d'analyse de toutes les données quantitatives et qualitatives concernant nos clients, nos marchés et leur environnement économique. Véritable prestataire de Service au sein de la Direction Marketing, la pertinence de vos études orientera, en amont de la conception technique, les axes de recherche des Chefs de Produits et valideront leurs choix en aval - donnant ainsi toute sa dimension stratégique à votre fonction. Une formation commerciale supérieure et une première expérience des méthodes du Marketing est indispensable.

Avec une large gamme de produits industriels destinés à des clientèles diversifiées, tant en France qu'à l'Export (40% du CA), une croissance de 15%, une forte notoriété auprès des circuits de distribution (grossistes et installateurs), notre Groupe (1500 pers.) vous permettra de prendre à terme des responsabilités très opérationnelles. Poste basé en banlieue Ouest.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prêt.) sous réf. 803 597 LM

ORION
35, rue du Rocher 75008 Paris

CHEF DE PUBLICITE

Le groupe TESTS est filiale de CEP Communication. Créé en 1987, il a réalisé trois milliards de francs en 1987. Au nombre de nos journaux, 01 INFORMATIQUE, DECISION INFORMATIQUE, L'ORDINATEUR INDIVIDUEL.

Rattaché au Directeur de la Publicité de l'une de nos revues, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille d'agences de publicité et d'annonceurs (constructeurs, distributeurs de matériel et de logiciels...). Vous développerez la vente d'espaces publicitaires et, pour multiplier vos contacts, vous assisterez, en particulier, à la plupart des grands salons informatiques.

Vous êtes âgé de 24 ans minimum, si possible titulaire d'un diplôme d'études supérieures et vous bénéficiez d'une première expérience commerciale acquise, de préférence, dans la presse.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 4113, à notre conseil Nicole DOGNET, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Pontchou 75008 PARIS

AGENCE DE PRESSE

Grande Agence de Presse
recherche un

TECHNICO-COMMERCIAL

Vous serez chargé de développer nos ventes de produits techniques (notamment Ordinateurs Image - Logiciels Texte).

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de 3/4 ans dans la vente de produits informatiques, chez un constructeur ou un distributeur.

Connaissance de l'anglais indispensable.

La connaissance du marché des équipements pré-presses (systèmes rédactionnels, photocomposition) serait appréciée.

Conditions salariales motivantes.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 41291 à HCA :
1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Société d'Assurance-Vie leader sur son marché, recherche pour renforcer son équipe Vente à Distance

2 CHEFS de PRODUITS
V.P.C. SENIORS

Leur mission :

- proposer et mettre en œuvre le plan opérationnel de développement des produits dont ils ont la responsabilité en V.P.C. ; assurer la conception et la réalisation des actions de prospection et de fidélisation des différents fichiers ; assurer la conception des actions de réponse aux demandes d'information ; rechercher et tester tout nouvel outil ou méthode de Vente à Distance.

Leur Profil :

- une formation commerciale ou marketing revalorisée par une expérience réussie d'environ 5 ans dans une entreprise ou une agence de Marketing Direct ; un bon esprit d'équipe et le sens des contacts ; des aptitudes à la création ; une expérience dans les produits financiers serait un atout non négligeable.

Conditions de rémunération motivantes. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 4103 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

5 ECOLES
ENSAM ESIM IAE
IDA IEP

Mardi 29 mars 1988
AIX-EN-PROVENCE

Cultures et management, une nouvelle dimension en 1992

1 FORUM ETUDIANTS ENTREPRISES
Parrainé par Le Monde et la BNP

Contact : 42.92.10.50

LE CA

Consultez en grand format les annonces de l'Agence de Presse

PARIS
1500 personnes
1500 personnes
1500 personnes

MARSEILLE
1500 personnes
1500 personnes
1500 personnes

BORDEAUX
1500 personnes
1500 personnes
1500 personnes

NANTES
1500 personnes
1500 personnes
1500 personnes

LYON
1500 personnes
1500 personnes
1500 personnes

TELERATE

Peu de sociétés peuvent se prévaloir d'un succès aussi remarquable que celui de TELERATE dans le domaine des

SERVICES D'INFORMATIONS FINANCIERES EN LIGNE

Notre croissance en effet a été forte et régulière (+ 138 % en France en 1987) et nous desservons maintenant 19 000 abonnés avec 57 000 terminaux dans le monde, parmi lesquels les institutions financières et étrangères les plus représentatives des marchés financiers internationaux contribuent elles-mêmes à la mise à jour permanente de nos informations et cotations.

TELERATE - FRANCE est ainsi devenue la 4ème filiale du Groupe et pour poursuivre cette croissance avec une ambition toujours renouvelée, nous recherchons :

UN DIRECTEUR DU MARKETING

Ses responsabilités essentielles comporteront en particulier :

- la mise en oeuvre des contributions d'informations et données proposées par les institutions et les professionnels des marchés ;
- le contrôle qualité de ces contributions ;
- l'observation et l'analyse des nouveaux besoins des marchés ;
- l'étude et le lancement des nouveaux produits ;
- l'organisation de la communication ;
- la liaison avec les sièges de la Société.

Compte tenu de l'importance de ce poste dans

notre dispositif commercial, le candidat idéal, âgé de 35 ans environ, a nécessairement une expérience significative des marchés financiers, de l'activité bancaire ou de la fonction de trésorier. Il en a retiré une connaissance indiscutable des instruments financiers et de leurs sophistication récentes. Il doit cumuler tout à la fois des qualités de rigueur et méthode, de ténacité et de sens du développement commercial. L'anglais courant est absolument indispensable. Compte tenu de nos exigences et pour objectifs atteints, nous sommes prêts à lui assurer un revenu annuel de 380 KF (réf. AA/88DM).

4 COMMERCIAUX TRES MOTIVES

Ils auront valoriser avec conviction, auprès d'une clientèle exigeante et de haut professionnalisme, l'étendue et la qualité des produits TELERATE : aujourd'hui, les services d'informations en temps réel et les outils d'aide à la décision, et demain les services aux entreprises et les systèmes transactionnels de trading.

Cette position ne peut intéresser que de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, engagés et parfaitement à l'aise dans la compétition économique d'aujourd'hui, et qui ont déjà obtenu

des résultats remarquables dans la vente, par exemple, dans les secteurs informatique ou communication. Une certaine connaissance des marchés financiers est un atout supplémentaire et l'anglais courant est indispensable.

Compte tenu de nos exigences et pour objectifs atteints, nous sommes prêts à leur assurer une rémunération annuelle très motivante (réf. VPA/88C1).

UN CADRE DE MARKETING TECHNIQUE

Il est l'homme de la technique au sein du département Marketing et il agit comme chef de projet pour toutes les contributions complexes d'informations et données sur le réseau TELERATE, en particulier, les liaisons sophistiquées avec les grandes banques, et les mises en oeuvre des fonds et tickers des bourses et sociétés de diffusion. Par conséquent, il a une connaissance étendue et une expérience pratique

indiscutable des transmissions de données et de l'interconnexion de stations de travail et d'ordinateurs au sein de réseaux hétérogènes. Pour réussir dans cette fonction d'homme-orchestre, il est indispensable, en plus de capacités techniques, de posséder un sens aigu de l'organisation et une habileté consommée à diriger des sous-traitants extérieurs. Le candidat idéal est probablement âgé de 28/30 ans, il est ingénieur de formation et il parle un anglais courant. Nous lui offrons un salaire annuel d'environ 250 KF (réf. MB/88MT).

3 ASSISTANTS CLIENTELE

Ils sont dépositaires de l'image de marque de la société puisqu'ils assurent, au cours des visites régulières en clientèle, la formation des utilisateurs, l'information sur les nouvelles pages et l'actualisation des services, et au bureau, le service après-vente téléphonique.

Ce sont donc des personnes aimant les contacts, ayant une indiscutable aptitude au dialogue et une grande qualité d'écoute et capables de faire progresser méthodiquement un dossier au sein des

différents services de la société et de le suivre jusqu'à sa conclusion. La capacité d'évolution ultérieure vers une fonction commerciale ou marketing sous des atouts supplémentaires.

Les candidat(e)s idéaux sont probablement âgé(e)s de 25 ans environ, de niveau minimal Bac + 2 et parlent couramment l'anglais. Nous leur offrons, pour objectifs atteints, un salaire annuel d'environ 125 KF (réf. KH/88CL1).

Il y a là des opportunités rares de développement personnel à saisir pour des candidats de valeur, au moment où les déréglementations et les déclassements des marchés financiers offrent des perspectives exceptionnelles pour notre industrie.

Les candidatures (lettre + CV + photo) sont à adresser confidentiellement à : TELERATE - FRANCE, 128 faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

INGENIEUR
PREVENTION

AXA, premier groupe privé français d'assurances : 30 sociétés dans 8 pays, 6 millions de clients, 19,8 milliards de C.A., dont 30 % à l'étranger, recherche pour l'une de ses sociétés, UNI-EUROPE, spécialisée dans le courtage en INGENIEUR PREVENTION.

A 28-30 ans, de formation Ingénieurs Grandes Ecoles (Arts et Métiers, INSA, ENSI), vous possédez nécessairement une première expérience en sécurité industrielle.

Au sein de la branche Dommages, vous serez notre référence technique en matière de risques industriels importants.

Vous rechercherez et organiserez l'information technique nécessaire à la souscription et à l'établissement des

plans de prévention pour certains de nos clients industriels. Vous assurerez la formation et la mise à niveau dans ce domaine des souscripteurs et vérificateurs. Vous effectuerez sur les sites industriels des visites dans le but d'établir ou de contrôler des plans de prévention.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Des possibilités d'évolution au sein de la branche sont prévues à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent à UNI-EUROPE Direction des Relations Humaines - M^{me} DUBIEZ - 11, place Stalingrad - 75494 PARIS Cedex 10.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS

recherche

UN MEDECIN

compétence en Urologie ou CES Médecine Interne

Intégrant l'équipe de Direction, il devra :

- assurer les relations avec le monde hospitalo-universitaire,
- prendre en charge les programmes d'études cliniques,
- participer aux opérations de mise à disposition du corps médical de nouveaux produits.

Cette fonction devrait déboucher, à terme, sur d'autres responsabilités nationales ou internationales au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo sous la référence 9072 M O à VALENS CONSEIL 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

LE CABINET GENTON

Conseil en gestion des ressources humaines, tient désormais 8 centres de recrutement à votre disposition.

PARIS
8, rue Cambacérès
75008 Paris
Tél. 47.42.79.50

MARSEILLE
227, bd Chave
13004 Marseille
Tél. 91.85.55.85

BORDEAUX
87, rue Courbe
33000 Bordeaux
Tél. 56.51.09.51

NANCY
1, place Carnot
54000 Nancy
Tél. 83.36.45.71

LYON
19, rue Clément Michut
69100 Villeurbanne
Tél. 78.68.88.25

AVIGNON
2, rue de la République
84000 Avignon
Tél. 90.85.15.86

ULLE
Immeuble Lyon-Jemmapes
11-13, rue de Jemmapes
59800 Lille
Tél. 20.55.18.55

STRASBOURG-ILLKIRCH
12, rue du Canal
67400 Illkirch-Grattenfaden
Tél. 88.39.33.89

Cabinet
GENTON

Chef de production

Filiale d'un Groupe Multinational, nous sommes la Division - 2200 personnes, 800 MF de CA - spécialisée dans des produits techniques destinés aux secteurs automobile, aéronautique, ferroviaire, équipements industriels. Depuis plusieurs années, nous menons une politique active de développement de nouveaux produits et avons considérablement automatisé nos moyens de production. Résultat : une position de leader national dans plusieurs secteurs.

Vous, INGENIEUR MECANICIEN (AM, ENSM, CESTI, ENL...), vous dirigez un bel ensemble : 400 personnes, 400 MF de CA, 4 ateliers (un important parc de machines où l'automatisation est - bien sûr - très présente) et des techniques très diverses mises en oeuvre.

Vous organisez les productions, gardez la qualité, améliorez la productivité ; mais aussi, vous animez vos équipes, coordonnez leur activité et faites vivre une communication vraie entre tous.

Vous avez compris, en plus d'une expérience de 5 ans minimum en fabrication, vos qualités d'animateur et votre passion pour la technique sont primordiales pour réussir à ce poste situé dans notre principale usine du Centre de la France. Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Cabinet, sous référence KP 339 M.

SEFOP
11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

EXPORTER DES BIENS D'EQUIPEMENT

Solyvent-Ventec

1^{er} Constructeur Européen de ventilateurs industriels, rechercheJEUNE DIPLOME
ESC OU SIMILAIRE

motivé pour développer à l'export un produit technique destiné à de grands constructeurs de biens d'équipement. Homme de terrain, basé à Lyon, il se déplacera dans le monde entier et sera associé de faire évoluer les produits en fonction des marchés. Compte tenu de l'évolution de l'entreprise, ce poste peut constituer une opportunité de carrière intéressante pour un candidat ambitieux ayant déjà quelques années d'expérience dans une fonction similaire.

La pratique courante de l'anglais va de soi et éventuellement celle d'une autre langue.

Les candidatures précisant l'ordre de grandeur de la rémunération seront adressées à Jean-Jacques OUISE, SOLYVENT-VENTEC, BP 67, 69882 Meyzieu Cedex.

هنا من الامم

Macrelli

**ENSAE, ISUP, ESCAE !... Votre compétence statistique
au service du MARKETING BANCAIRE**

Le Marketing Bancaire, vous connaissez, car vous avez utilisé les méthodes et outils des « Pénitents » et savez faire parler les chiffres en termes d'études et de segments de marchés. Actuellement dans une structure centrale Marketing au sein d'un grand réseau bancaire, vous avez acquis la connaissance des produits financiers allée à la méthodologie statistique et marketing. Vous sentez qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Numéro deux dans votre service, pourquoi ne pas passer numéro un en tant que

Chef du service études marketing

Notre structure régionale Ile-de-France joue un rôle pilote et moteur auprès des Banques de notre réseau en matière de développement. Notre vocation : lui donner une vision parfaite du marché et de nos clients grâce à l'amélioration de nos outils marketing. Notre objectif : apporter l'excellence sur le plan stratégique et développement tout en restant en prise directe avec le terrain. Un challenge motivant !

Michèle RIPAUD, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/CSE/LM.



Raymond Poulain Consultants - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



35 implantations internationales
(Europe, U.S.A., Japon).
1.500 personnes - C.A. : 4 milliards FF.
Leader dans le conseil et la mise en
œuvre d'équipement informatique.

**Marketing / Communication
International**

Pour promouvoir et valoriser l'offre ECONOCOM au niveau international, plus particulièrement dans les domaines du service, il devra étudier et réaliser des produits de communication destinés aux informations commerciales des sociétés du Groupe et des clients.

Une première expérience marketing dans une société de services reconnus serait très appréciée, ainsi qu'une formation supérieure à dominante marketing et une parfaite maîtrise de l'anglais.

Ce poste s'adresse à un candidat, jeune professionnel, passionné et convaincant dont le souci constant sera de se dépasser pour exceller sa vocation d'entrepreneur.

Ecrire avec C.V., détaillé, photo, présentations et téléphone privé sous référence 28006/M.

MRI conseil

Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michéa, 92522 Neuilly.

Paris - Frankfurt - Genève - Hong-Kong - Toronto

**LE DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE**

RECRUTE
PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES
OU PAR VOIE DE DÉTACHEMENT

**UN INGÉNIEUR
SPÉCIALITÉ GENIE CIVIL**

MISSION DU POSTE :
MAÎTRISE D'ŒUVRE GRANDS TRAVAUX

Pour l'aménagement fonctionnel de l'eau et de l'assainissement.

CONDITIONS :

- Être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1988 ;
- Être de nationalité française ;
- Être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe 1 du statut particulier des ingénieurs du cadre départemental.

Le dossier de candidature comprenant :

- Un C.V. détaillé ;
- La photocopie du diplôme ;
- Une photographie d'identité ;
- Deux enveloppes timbrées portant nom et adresse, devant être adressées, au plus tard le 31 mars 1988, le cachet de la poste faisant foi, à :

Monsieur le Président du conseil général,
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du Personnel Départemental, bureau
du recrutement, pièce 404, Avenue du Général-de-Gaulle,
94011 CRETEIL Cedex. Téléphone : 48-99-94-00, poste 24-98.

**La sécurité des plus grands groupes français...
est entre vos mains****INGENIEUR
GRANDS COMPTES
850 KF+**

Les exigences de l'entreprise en matière de systèmes de sécurité électronique, de contrôle et d'automatisation sont croissantes. Nous avons conçu une solution souple, modulaire et, bien sûr, efficace pour y répondre. Elle a fait ses preuves et nous a permis de nous implanter fortement dans les plus grands groupes : ce seront eux vos interlocuteurs.

Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis une bonne culture industrielle. Curieux, créatif, votre esprit « système » vous conduit naturellement à trouver des solutions... et à les vendre. Diplômé et tenace, vous aimez remonter les filières et élargir votre position dans les structures complexes. Vous avez expérimenté et maîtrisé, vous savez que les « coups » sont parfois en contradiction avec une politique de pénétration à long terme. Mais vous restez constamment à l'affût des opportunités.

En bref, vous avez l'esprit Grands Comptes.

Filleule nous-même d'un très grand groupe industriel de pointe, notre notoriété et le qualité de nos produits sont autant d'aides importantes dans votre action que le gage d'une évolution à la hauteur de votre potentiel. Poste basé à PARIS.

Merci de contacter Didier LESUEUR qui vous garantira la plus grande confidentialité, sous la référence D/CSE/LM.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS/Place Sophie-Lafitte - 06560 SOPHIA ANTIPOLIS

**CONSULTANT
SENIOR**

Son expansion conduit la Société pour le Développement des Ressources Humaines à offrir Parc Monceau une opportunité à un Consultant Senior ou à un partenaire de rejoindre son équipe.

La connaissance ou la pratique du Conseil en Recrutement dans son ensemble, la qualité de son réseau de relations avec ses clients, son ambition et sa volonté de rayonner internationalement à un niveau supérieur dans la hiérarchie d'entreprise l'amèneront à être opérationnel à court terme.

Une expérience réelle de la vente de services ainsi que la gestion de ces activités en terme de profit est un élément indispensable à son intégration et à son plan de carrière.

Le candidat sera de formation supérieure avec une expérience professionnelle de Consultant en Cabinet. La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 350M à Nicole ANCESSI.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
AGENCE DE RECRUTEMENT

Mardi daté mercredi

- Secteurs de pointe
- Le Monde des cadres

**UNIVERS DE
LA GESTION**

SGS QUALITEST Filiale Française du 1^{er} groupe
mondial d'inspection recherche son

**RESPONSABLE
d'Agence de Dunkerque**

Il a 30 ans minimum et est à même d'assurer la gestion complète d'un centre de profit en s'appuyant sur de réelles qualités de contacts humains. Le poste nécessite une formation d'ingénieur de préférence chimiste ou biochimiste. Une bonne connaissance des produits pétroliers et/ou chimiques et des problèmes liés aux transports internationaux constitueront un avantage. L'anglais courant est indispensable.

Adressez CV et prétentions à Madame Christine CHAUVIN

SGS QUALITEST
15 rue du Louvre - 75001 PARIS

BIAO AFRIBANK
Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale
Pour renforcer ses équipes, recherche

**RESPONSABLE ORGANISATION
ORGANISATEURS**

connaissant bien la banque et les circuits interbancaires.

Adressez candidature CV et prétentions à
la Direction du Personnel et des Ressources Humaines
BIAO - 9, Avenue de Messine - 75008 PARIS

VOUS AVEZ MOINS DE 26 ANS

une formation, des compétences
Le désir de créer une entreprise

CAMPUS COOPERATIVES VOUS OFFRE :

- Soutien technique et matériel
- Partenariat économique et financier
- Réalisation de l'étude de marché
- Conception du plan de développement
- et de son financement
- Formation complémentaire
- Analyse-test en réel de la future entreprise

**CAMPUS
COOPERATIVES**

TEL : 46 28 81 51

L'un des premiers groupes indépendants en BTP
recherche pour CREATION de la fonction :
Directeur Financier et Administratif grand chantier

CADRE HAUT NIVEAU (réf. 27)

Le poste : vous serez en charge, à PARIS, d'un chantier de 600 MF et la gestion de 300 personnes. Négociateur habile, homme de dialogue, vous assurerez la responsabilité financière, administrative, le relationnel contractuel avec les clients, les partenaires sociaux, les conjoints et/ou sous-traitants.

Votre profil : formation ingénieur, ESCAE, ESSEC et peut-être ISIA ou DECS, vous avez à 30/35 ans, exercé une activité gestion CHANTIERS BTP. Vous recherchez maintenant un poste à haute responsabilité dans un groupe performant.

Salaires très motivants. Poste évoluant pour élément dynamique de valeur.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo s/réf. 27 à Claude FELTIER

**RECHERCHE
DEVELOPPEMENT**

5, passage Thiers
75011 PARIS

PARIS - TOULOUSE

هذا من الاميل

Contrôleur de gestion

HEC, ESSEC, ESC,...

Marseille

Le GROUPE DE PRESSE DU PROVENÇAL recherche un contrôleur de gestion pour l'ensemble de ses activités (quatre supports presse : Le Provençal, Le Soir, Le Méridional, Var Matin ; une société de régie publicitaire et d'autres médias audio-visuels).

Vous établirez les procédures internes et en assurerez le contrôle, dans le cadre des règles en vigueur dans le Groupe de Presse Hachette. Vous aurez aussi la responsabilité des missions classiques d'élaboration et de suivi des budgets, de reporting mensuel, d'analyse des écarts et d'étude des projets d'investissement. Vous serez directement rattaché pour ces tâches à la Direction Générale du Provençal.

Fort d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, vous maîtrisez aussi les applications de gestion micro-informatiques et possédez toutes les qualités relationnelles liées à cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature réf. 757/M à J. Laizet, DRH, GROUPE PRESSE HACHETTE, 6, rue Ancelle - 92525 Neuilly Cedex. Les candidats retenus seront reçus à Marseille.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
Spécialisée dans le logement locatif METROPOLE OU SUD OUEST
Filiale d'un très grand groupe national recherche

ADJOINT
chargé de l'

ADMINISTRATION GÉNÉRALE
et de la

GESTION FINANCE

- Administration de la société
- Montage des financements
- Prospective financière
- Gestion de la trésorerie
- Supervision de l'équipe comptable.

Ce poste permet d'accéder à un réel professionnalisme et de valoriser une première expérience : elle n'est cependant pas indispensable. De larges possibilités de carrière sont ouvertes au sein du groupe immobilier qui est très diversifié.

Une mutation dans une autre région - y compris Paris - peut-être envisagée au terme de quelques années. Un diplôme d'études supérieures est requis. Une première approche du domaine de l'immobilier est appréciée.

Adresser CV, présent et photo à réf. 36929 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra. Discretion totale assurée.

Cotée en Bourse, ECCO Travail Temporaire renforce sa position de leader français en réalisant un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs (+ 29%) et prépare au sein du groupe son développement européen. Nous recherchons notre

Assistant de direction comptable

- Vous serez rapidement impliqué dans :
 - l'organisation de l'activité des différentes équipes (25 personnes)
 - la coordination des travaux avec l'informatique
 - le suivi et l'analyse des comptes de la société
 - la gestion de trésorerie, en relation avec les banques
 - l'arrêté des états financiers et les travaux de consolidation pour le sous-groupe ECCO T.T. et le groupe ECCO.

Pour ce poste évolutif, le candidat idéal, de formation ESC option finance, ou DECS, aura consolidé ses acquis et prouvé son sens du contact et du service à travers une première expérience (3 à 5 ans) en entreprise ou en cabinet.

Vous voulez vous engager dans une société où la créativité prime sur la routine envoyez votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 37020 à Marc DEPINOS, ECCO T.T., 4, rue Louis Guérin, 69100 VILLEURBANNE.

ECCO
TRAVAIL TEMPORAIRE

Diriger la comptabilité et animer le contrôle de gestion en milieu bancaire

Nous sommes une banque régionale d'un réseau bancaire de premier plan. La croissance importante que nous vivons amène notre Directeur Financier à rechercher un collaborateur direct pour lui confier de larges responsabilités.

A la tête d'une petite équipe permanente (5 personnes) vous serez responsable de l'ensemble de la comptabilité générale (incluant la consolidation) et budgétaire de notre siège ainsi que du contrôle de gestion. Envisagez-vous de jouer un rôle essentiel d'animation, de conseil et de coordination en matière de gestion d'organisation.

A 30 ans environ, de formation supérieure de gestion (type DECS, ESC...), vous possédez de solides connaissances en comptabilité et contrôle de gestion, acquises au sein d'une Banque, d'un Cabinet ou, pourquoi pas, en entreprise. Une expérience de conception de postes en place de gestionnaire serait un atout.

Nous vous proposons aujourd'hui d'incarner une fonction comprenant un rôle à la fois opérationnel et d'organisation et ce, dans un contexte très dynamique et évolutif. Le poste est basé à Rouen.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 75703 M. votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES

CERTAINES RENCONTRES SONT DECISIVES POUR VOTRE AVENIR

Managers d'exploitation

HEC, ESSEC, ESC, IEN, INGENIEURS, DEA, DESS,

950 000 clients, 2 800 collaborateurs, 180 agences en Ile de France, Lorraine et Champagne-Ardenne, la Banque SNVB, Banque du Groupe CIC, est un partenaire qui compte dans ses régions. Développer les contacts commerciaux, conquérir de nouveaux marchés, trouver les solutions pour mieux préparer l'avenir : l'initiative à sa Banque. Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESC, IEN, INGENIEURS, DEA, DESS, choisissez un partenaire qui vous ressemble, devenez nos

Après un "Tour de banque", pour vous familiariser avec nos techniques bancaires, vous intégrerez l'équipe de Direction d'une agence. Donnez l'avenir à vos initiatives : vos qualités commerciales et votre talent de manager, associés à votre dynamisme et à votre mobilité, vous ouvriront de nombreuses opportunités d'évolution au sein de notre Banque. Adressez votre dossier de candidature, sous réf. M.D.I.16 à J.P. Pomet Conseil, 8 rue Jean Jaurès, 54320 Maxéville.

GROUPE CIC

REVISEUR COMPTABLE
(H/F)

LYON. Filiale d'un grand Groupe, une des premières sociétés succursalistes françaises (CA de 6 Milliards de F. 6000 personnes), recherche pour son siège à LYON, un jeune Réviseur Comptable.

Directement rattaché au Directeur de la Division Comptabilité, il assurera des contrôles périodiques sur les procédures et établira des rapports pour la Direction et les Commissaires aux Comptes.

Titulaire du DECS et possédant une expérience de 2 à 3 ans en Cabinet ou en Entreprise, le candidat possède compétence, qualités relationnelles et rédactionnelles. Cette association lui permettra une réelle efficacité dans cette fonction d'analyse et de progrès auprès des responsables.

Merci d'adresser votre CV et présentations sous référence 1167 à notre Conseil : A.E.L. - B.P. 3143 / 69397 LYON Cedex 03 qui assure toute discrétion.

Jeune société à fort potentiel, filiale de grands groupes industriels, recherche dans le cadre de son développement, un

CONTRÔLEUR de GESTION

- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (École de commerce, diplôme universitaire de gestion et/ou DECS).
- Vous avez 30 ans environ et vous avez acquis une première expérience professionnelle soit en contrôle de gestion industriel, soit en cabinet d'audit, et vous souhaitez le valoriser.
- Assisté(e) d'une petite équipe, vous aurez la responsabilité du contrôle de gestion de l'entreprise et de sa comptabilité (générale et analytique).
- Une bonne expertise des systèmes comptables en micro-informatique (IBM 36) vous sera indispensable.
- Des connaissances juridiques (en propriété industrielle notamment) ainsi qu'une maîtrise de l'anglais représentent un atout significatif.
- Votre intégration sera facilitée par un bon sens relationnel et du travail en équipe.
- Le poste est basé en région parisienne (proche banlieue sud) avec de fréquents déplacements en province.

Envoyer C.V., photo et présentations à N° 75965 PROJETS 13, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

Consultant en Ressources Humaines

- Notre vocation :
 - rechercher, identifier et évaluer les cadres de haut niveau, futurs partenaires de l'entreprise;
 - apporter une contribution concrète à une meilleure compréhension des attitudes et comportements en aidant l'entreprise à réfléchir sur son identité.

Agé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et bénéficiant d'une première expérience en conseil ou en entreprise, si vous souhaitez vous investir de façon autonome en adhérant à l'ensemble de nos valeurs partagées, nous analyserons mutuellement nos motivations profondes.

Merci d'adresser votre CV à Etienne Simonnet, ALPHEE, sous référence M/88.

76, 78 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99

Conseil de direction

Filiale d'un groupe important recherche son

Responsable des études informatiques

Le candidat qui succèdera le Chef du service sera diplômé de l'enseignement supérieur, aura 5 ans d'expérience bancaire et connaîtra parfaitement la série 43 et son environnement. Il sera chargé de participer à l'élaboration du plan informatique pluriannuel.

Il en assurera le suivi et coordonnera les actions avec les autres services de la banque.

Il animera le secteur des études.

Ce poste évolutif destiné à un candidat âgé de 35 ans environ pourra conduire à moyen terme à d'autres fonctions dans l'établissement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 185/LM, à O.C.R.P. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.R.P. SERVICES

BANQUE HERVET

Responsable

Europe du Nord

A la tête d'une petite équipe permanente (5 personnes) vous serez responsable de l'ensemble de la comptabilité générale (incluant la consolidation) et budgétaire de notre siège ainsi que du contrôle de gestion. Envisagez-vous de jouer un rôle essentiel d'animation, de conseil et de coordination en matière de gestion d'organisation.

A 30 ans environ, de formation supérieure de gestion (type DECS, ESC...), vous possédez de solides connaissances en comptabilité et contrôle de gestion, acquises au sein d'une Banque, d'un Cabinet ou, pourquoi pas, en entreprise. Une expérience de conception de postes en place de gestionnaire serait un atout.

Nous vous proposons aujourd'hui d'incarner une fonction comprenant un rôle à la fois opérationnel et d'organisation et ce, dans un contexte très dynamique et évolutif. Le poste est basé à Rouen.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 75703 M. votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

76, 78 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99

Conseil de direction

Envoyer C.V., photo et présentations à N° 75965 PROJETS 13, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 185/LM, à O.C.R.P. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.R.P. SERVICES

Filiale d'un groupe important recherche son

Responsable des études informatiques

Le candidat qui succèdera le Chef du service sera diplômé de l'enseignement supérieur, aura 5 ans d'expérience bancaire et connaîtra parfaitement la série 43 et son environnement. Il sera chargé de participer à l'élaboration du plan informatique pluriannuel.

Il en assurera le suivi et coordonnera les actions avec les autres services de la banque.

Il animera le secteur des études.

Ce poste évolutif destiné à un candidat âgé de 35 ans environ pourra conduire à moyen terme à d'autres fonctions dans l'établissement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 185/LM, à O.C.R.P. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.R.P. SERVICES

Filiale d'un groupe important recherche son

Responsable des études informatiques

Le candidat qui succèdera le Chef du service sera diplômé de l'enseignement supérieur, aura 5 ans d'expérience bancaire et connaîtra parfaitement la série 43 et son environnement. Il sera chargé de participer à l'élaboration du plan informatique pluriannuel.

Il en assurera le suivi et coordonnera les actions avec les autres services de la banque.

Il animera le secteur des études.

Ce poste évolutif destiné à un candidat âgé de 35 ans environ pourra conduire à moyen terme à d'autres fonctions dans l'établissement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 185/LM, à O.C.R.P. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.R.P. SERVICES

Filiale d'un groupe important recherche son

Responsable des études informatiques

Le candidat qui succèdera le Chef du service sera diplômé de l'enseignement supérieur, aura 5 ans d'expérience bancaire et connaîtra parfaitement la série 43 et son environnement. Il sera chargé de participer à l'élaboration du plan informatique pluriannuel.

Il en assurera le suivi et coordonnera les actions avec les autres services de la banque.

Il animera le secteur des études.

Ce poste évolutif destiné à un candidat âgé de 35 ans environ pourra conduire à moyen terme à d'autres fonctions dans l'établissement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 185/LM, à O.C.R.P. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.R.P. SERVICES

Filiale d'un groupe important recherche son

Responsable des études informatiques

Le candidat qui succèdera le Chef du service sera diplômé de l'enseignement supérieur, aura 5 ans d'expérience bancaire et connaîtra parfaitement la série 43 et son environnement. Il sera chargé de participer à l'élaboration du plan informatique pluriannuel.

Il en assurera le suivi et coordonnera les actions avec les autres services de la banque.

Il animera le secteur des études.

Ce poste évolutif destiné à un candidat âgé de 35 ans environ pourra conduire à moyen terme à d'autres fonctions dans l'établissement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 185/LM, à O.C.R.P. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.R.P. SERVICES

Filiale d'un groupe important recherche son

Responsable des études informatiques

Le candidat qui succèdera le Chef du service sera diplômé de l'enseignement supérieur, aura 5 ans d'expérience bancaire et connaîtra parfaitement la série 43 et son environnement. Il sera chargé de participer à l'élaboration du plan informatique pluriannuel.

Il en assurera le suivi et coordonnera les actions avec les autres services de la banque.

Il animera le secteur des études.

Ce poste évolutif destiné à un candidat âgé de 35 ans environ pourra conduire à moyen terme à d'autres fonctions dans l'établissement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 185/LM, à O.C.R.P. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.R.P. SERVICES

Filiale d'un groupe important recherche son

Responsable des études informatiques

Le candidat qui succèdera le Chef du service sera diplômé de l'enseignement supérieur, aura 5 ans d'expérience bancaire et connaîtra parfaitement la série 43 et son environnement. Il sera chargé de participer à l'élaboration du plan informatique pluriannuel.

Il en assurera le suivi et coordonnera les actions avec les autres services de la banque.

Il animera le secteur des études.

Ce poste évolutif destiné à un candidat âgé de 35 ans environ pourra conduire à moyen terme à d'autres fonctions dans l'établissement.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la référence 185/LM, à O.C.R.P. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.R.P. SERVICES

BANQUE
HERVET

EXPLOITANT ENTREPRISE

De formation supérieure (Bac + 4 ou ITB), riche d'une expérience réussie d'au moins deux ans dans l'exploitation bancaire, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans une banque performante de taille humaine et orienter votre carrière en mettant à profit votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités.

Au sein d'équipes jeunes et autonomes, nous vous confierons la gestion, l'exploitation d'une clientèle variée : PME, PMI. Vous prendrez en charge son développement par une prospection commerciale active.

Un métier passionnant où, rapidement, suivant vos résultats, vous évoluerez vers de nouvelles fonctions et des perspectives de carrière vous seront offertes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division de la Formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY, sous réf. M14E.



Union de Banques à Paris

Un porte clé
pour notre ouverture internationale

Nous sommes un des partenaires financiers privilégiés des PME et PMI sur la région parisienne. Nous offrons cette spécificité au niveau des sociétés étrangères, notamment auprès de la clientèle Scandinave pour qui nous sommes le premier interlocuteur. Pour affirmer notre position de N° 1 et assurer le développement nous recherchons notre

Responsable exploitation entreprises étrangères
Europe du Nord Bilingue Anglais

- A 30/35 ans environ, vous bénéficiez d'une expérience significative comme exploitant d'entreprises dans un environnement international et de solides connaissances en comptabilité anglo-saxonne. Tout en vous impliquant personnellement dans l'action commerciale, nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une équipe de professionnels.
- Technicien de la banque vous joindra à plein votre rôle de conseil en proposant des solutions originales à nos clients tout en suivant rigoureusement les risques.
- Disponible et réactif, vous serez l'interlocuteur privilégié des relations avec notre bureau de Stockholm et les maisons mères de nos clients (voyages ponctuels).
- Salaire et cadre de travail motivants (classe VI/VII - Paris 8).

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) à Catherine Pabst 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 sous référence 42.1391 LM

Mercuri Urval

GRACE

Un grand groupe chimique international
fortement implanté industriellement
dans toute l'Europe (8000 personnes).

La plus grande unité française de GRACE (1000 personnes) - 1 milliard de CA - est située près de Rambouillet, fabrique et commercialise des produits leaders sur les marchés de l'emballage alimentaire. Elle offre des technologies de pointe dans des secteurs variés de la chimie industrielle et de la transformation des matières plastiques.

Nous renforçons notre Groupe «Contrôle de Gestion», et recherchons une

ANALYSTE FINANCIER

- Au sein du département financier, vous aurez la responsabilité :
- des analyses de rentabilité de nos projets d'investissement et de la présentation des dossiers à notre Direction Financière Européenne,
- des prévisions d'investissement à 5 ans,
- de l'élaboration du budget d'une ligne de produits.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce et/ou MBA, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et possédez d'excellentes qualités de synthèse et de communication. Une expérience de 2 à 5 ans dans un service de contrôle de gestion, finances ou audit serait particulièrement appréciée. Ce poste très évolutif vous ouvrira des opportunités de carrière à l'intérieur de notre Groupe à la mesure de vos ambitions.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. MO/808 à André GUERRE - Société GRACE - BP 9 - 28231 EPERNON CEDEX.

Florian Mantione Institut

L'un des trois premiers groupes français de distribution recherche pour Région Parisienne

CONTROLEUR DE GESTION

Votre mission : Contrôler, organiser, analyser et diffuser l'information chiffrée afin de contribuer à la prise des décisions permettant d'atteindre un résultat optimisé en accord avec les stratégies définies. Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, vous travaillerez en relation avec tous les membres du comité de Direction.

Votre profil : Agé de moins de 30 ans et diplômé d'une grande école de commerce (ESCAE option gestion...), vous possédez déjà une expérience de ce type de poste.

Autonome et créatif, vous souhaitez mettre en pratique votre esprit d'équipe ainsi que vos talents de négociateur.

Envoyer CV + photo sous réf. P 388 H au F.M.I. FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en recrutement, 89 rue de Rivoli, 75001 PARIS ou consulter le MINITEL 9615 code SOFTEL puis FMI.

CLERMONT-FERRAND - AIX-MARSEILLE - BORDEAUX - GRENOBLE - LA ROCHELLE -
MONTPELLIER - PARIS - TOULOUSE

Directeur commercial

Banque - 400/450.000 F

Rouen - Une importante banque régionale, filiale d'un groupe bancaire de tout premier plan, recherche son futur directeur commercial. Basé au siège à Rouen et placé sous l'autorité de la direction générale de la banque, il supervisera l'ensemble du réseau (500 personnes - 80 agences). Membre du comité de direction, il aura la responsabilité du marketing et du développement et participera de manière active aux orientations générales de la banque dans le cadre d'une organisation par marché. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po., ESC ou équivalent), ayant une expérience confirmée dans le domaine commercial, comme directeur commercial, adjoint ou directeur de groupe d'agences. La rémunération de l'ordre de 400/450.000 francs sera fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9366M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Créer une direction
contrôle de gestion

Le groupe TROUVAY & CAUVIN (chiffre d'affaires 1,5 milliard de francs, 1.300 personnes), implanté en France et à l'étranger, spécialisé dans la distribution et fabrication de matériel industriel (robotique, tuyauterie et accessoires, machines de T.T.) a acquis une excellente notoriété internationale sur ses marchés : industrie, eau, gaz, pétrochimie, nucléaire. Il recherche son directeur du contrôle de gestion. Rattaché à la direction générale, futur membre du comité de direction, il aura pour mission de définir pour la société et ses filiales les moyens à mettre en œuvre pour analyser les coûts et remédier aux écarts entre objectifs et réalisations de chaque centre de profit. Ce poste d'envergure s'adresse à un candidat ayant une formation grande école de gestion (HEC, ESSEC, IEP, ESCP). Il a acquis une expérience solide et diversifiée en audit, comptabilité, contrôle de gestion, finances. Un bon jugement, de l'initiative, une capacité de persuasion, ainsi que la pratique de l'anglais sont indispensables. La rémunération sera de l'ordre de 400.000 francs. Le poste est basé au Havre, alors si en sus vous aimez la mer, écrivez à Christine BERNET sous la référence S/8287M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable de région

Banque - 250/300.000 F

Bordeaux - Crédits immobiliers - Une importante banque spécialisée dans les crédits immobiliers recherche le responsable de son bureau de Bordeaux. Il interviendra sur l'ensemble de la zone géographique Sud-Ouest et aura pour mission de développer avec son équipe commerciale l'activité dans différents domaines (crédit acquéreur, crédit promoteur, immobilier d'entreprise, crédit bail immobilier...). Il sera chargé, en outre, d'animer et d'élargir un réseau de correspondants et de prescripteurs. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent), ayant une expérience du marché immobilier et de son financement, acquise dans un établissement spécialisé. La rémunération de l'ordre de 250/300.000 francs sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9367M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion

Toulouse



Ciments Lafarge, groupe Lafarge Coppée, recherche pour ses filiales BPE et GRANULATS de la région de Toulouse (plus de 200 millions de francs de chiffre d'affaires), un contrôleur de gestion. Sous l'autorité du patron de région qu'il assiste, il tient le tableau de bord de gestion et intervient auprès des différentes PMI/PME dans les domaines administratifs, comptables et de gestion. Pour ce poste, basé à Toulouse, nous recherchons des candidats de formation supérieure en gestion (ESC...), bénéficiant d'une expérience minimum de 3 ans du contrôle de gestion, acquise de préférence en milieu industriel. Le niveau de rémunération et les perspectives d'évolution au sein du groupe sont de nature à attirer des candidats de valeur. Ecrire à L. PEYSALE en précisant la référence A/T7212M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

2 Bis, avenue Fédac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

مكتبة الامم المتحدة

Pacte pour un attaché de direction

Titulaire d'une maîtrise de droit (complétée par un 3^e cycle de droit des affaires ou par un diplôme IAE), justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans dans un service juridique d'entreprise, vous voulez valoriser vos acquis. Doté d'un bon sens commercial, vous avez un esprit relationnel et êtes impliqué.

Nous nous engageons à vous proposer :

- un poste d'ATTACHE DE DIRECTION pour renforcer notre SECRETARIAT GENERAL dans notre groupe BAIL EQUIPEMENT (7 milliards d'encours, 500 collaborateurs, 15 sociétés, 38 agences),
- un métier large et varié : négocier et suivre la vie juridique du groupe (sociétés, gestion immobilière, mise au point de conventions...),
- d'importantes perspectives d'évolution au sein d'un service se développant très vite,
- plus d'informations en toute confidentialité en contactant, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h, les collaborateurs d'ALLO-CARRIÈRES au 45.02.15.74 (Précisez la réf. 735).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier sous réf. 735/LM à ALLO-CARRIÈRES - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



bail équipement

045.02.15.74

un tempérament de leader pour notre contrôle de gestion

Nous sommes un très important Groupe Français de Service en forte expansion (50% du CA à l'étranger). Pour une importante division française du Groupe, nous recherchons

le contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, sa responsabilité s'étendra sur l'ensemble des activités françaises avec pour rôle essentiel le contrôle des opérations, l'analyse des propositions d'investissements, l'animation et la coordination d'une équipe de contrôleurs de gestion, en relation avec les responsables opérationnels. Poste localisé à PARIS. Vous avez une formation du type Sup de Co, ESCAE... et une expérience d'au moins 5 ans en cabinet ou entreprise, si possible du contrôle de gestion. Anglais souhaité. Vous êtes un leader et souhaitez rejoindre une équipe dynamique et motivée dans un poste stimulant.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. LM 2103 à notre Conseil qui garantira la plus grande discrétion.

Cabinet Panissod-Suhner
109 rue de Turenne 75003 Paris

recherche

RESPONSABLE DU CONTROLE INTERNE

Au sein de la Direction Bancaire et Financière (1800 personnes), il animera une équipe de 5 contrôleurs et il aura plus particulièrement la responsabilité de :

- veiller à la bonne mise en place des procédures et à leur respect;
- lancer, en liaison avec le service central de l'audit, les missions de contrôle propres à garantir la fiabilité des informations;
- garantir la sécurité des opérations financières et le respect de la réglementation.

Pour ce poste de haut niveau qui requiert autant de connaissances financières (notamment des nouveaux produits : MATIF, MONEP...) que de goût pour l'animation, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur possédant une expérience d'au moins 5 ans de l'audit dans le secteur bancaire et/ou financier.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 37044 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

OTIS
L'ASCENSEUR

No 1 mondial, No 1 français de l'ascenseur avec 5400 personnes et 24 Milliards de Francs de CA. Pour notre Direction Financière (180 Pers.), nous recherchons un :

Analyste financier contrôleur de gestion bilan

Après le Directeur des Services Financiers, vous serez responsable du pilotage du bilan de la société, de l'analyse mensuelle des postes de bilan et de leurs variations.

Attentif aux "actifs" de l'entreprise, vous êtes à même de prévoir les évolutions à court et moyen terme, de proposer des actions sur les stocks, les encours et comptes clients, les immobilisations, et de les mettre en place. De plus, vous êtes en charge d'études économiques et financières liées au développement de produits nouveaux, aux projets d'investissement et leur financement.

Souple, diplomate, vous savez aussi être convaincant. Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une première expérience réussie de la finance.

Ce poste tremplin pour une carrière dans la finance OTIS nécessite une très bonne autonomie, une habitude de l'outil micro informatique, et une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. AF/67 à Véronique PARAGES, OTIS, 141, rue de Siquaire, 75017-Paris.

OTIS DESTINATION FUTUR

Responsable de comptabilité

Groupe bancaire

Proche banlieue Ouest de Paris. Ce groupe bancaire, jeune et en expansion, entend faire face à l'évolution des marchés financiers et aux réglementations qui en découlent : il adapte ses structures et optimise les conditions de traitement des comptabilités. Il recherche un Responsable de comptabilité.

Intégré au sein d'une équipe chargée soit de la consolidation, soit de la comptabilité des sociétés gérées, il a pour mission d'assister, dans la totalité de ses missions, en tant qu'adjoint, le responsable de l'une ou l'autre de ces équipes. Il assure les comptabilités qui lui sont confiées, produisant les états comptables nécessaires, établissant les comptes consolidés, menant des études et apportant des idées nouvelles sur l'organisation et les procédures à mettre en place ; il est en liaison constante avec les autres unités : affaires financières, contrôle de gestion, études informatiques... et il encadre et anime son équipe.

Le candidat, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (Ecole de commerce, de gestion, Sciences Economiques, etc.) et titulaire du DECS, possède une expérience solide en comptabilité, acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier. Il est rigoureux, ouvert et organisé. Une bonne maîtrise des techniques de consolidation serait appréciée, de même qu'une expérience en cabinet d'audit.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et prétentions, sous la référence P 305/M, à Bernard BEAUNOIR.

ISM SEMA-SELECTION
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse
16, rue Barbès 92126 MONTRouGE CEDEX

CENCEP

PREMIER BANQUIER DES JEUNES, LE RESEAU DES CAISSE D'EPARGNE VIT A L'HEURE EUROPEENNE : 1989

Le Centre National des Caisse d'Epargne recherche pour son service contrôle de gestion interne son :

Contrôleur budgétaire

• S'assurer de la bonne réalisation et de la cohérence des objectifs par rapport aux budgets, contrôler la finalité de sa mission.

• Pour cela, il sera chargé de l'établissement des budgets en relation directe avec les responsables des différents services. Il élaborera ensuite des documents de suivi budgétaire afin de détecter les écarts et d'engager des mesures correctives si nécessaires.

• Il participera également au processus de mise en place du contrôle de gestion.

• Vous êtes âgé de 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Gestion ou Commerce option Finances, DECS apprécié ou Ecole d'Ingénieur) et vous possédez une première expérience réussie du contrôle budgétaire acquise dans une entreprise industrielle ou de services.

Votre rigueur, vos capacités relationnelles ainsi qu'une première approche de l'informatique seraient autant d'atouts pour la réussite dans ce poste situé à Paris.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. R 1866 ou transmettez-le à CV CADRE en composant le 3615 code JCM sur votre minitel.

Jean-Claude Maurice Connel
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS
PARIS - LYON - BARCELONE

GFF

LE GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

30 années d'expérience en immobilier

Notre Société qui connaît une très forte expansion, se classe aujourd'hui parmi les quatre premiers groupes immobiliers français. Souhaitant encore améliorer cette position, nous renforçons notre équipe en intégrant un :

CHARGÉ D'ETUDES

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience significative du montage d'opérations immobilières en logements et bureaux.

Votre esprit d'analyse, votre sens des affaires, votre capacité de travail seront autant d'atouts pour prendre rapidement de réelles responsabilités au sein de notre entreprise.

Nous vous proposons par ailleurs une rémunération motivante à la mesure de votre compétence et de votre talent.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence R 1758 ou transmettez-le à CV CADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel.

Jean-Claude Maurice Connel
12, rue de Ponthieu 75008 PARIS

1^{er} Séminaire d'Initiation prioritaire pour cadres français, organisé par le Groupe International M&S Inc. 1 110 participants, 100 expositions, 1500 m², 5,1 Milliards de Francs de CA, 94% d'export, croissance annuelle 18%.

PLANNING NOTRE AVENIR FINANCIER

Nous recherchons pour notre service planification de la Direction Financière

CONTROLEUR DE GESTION

ACTIVITES PRODUITS-CLIENTS

Vous souhaitez être associé à la marche de l'entreprise en pratiquant une communication fluide avec les départements opérationnels.

Responsable de la valorisation des plans dans le cadre de la stratégie définie, vous en assurerez le suivi et les corrections nécessaires. Vous utiliserez des méthodes et des outils financiers de pointe. Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez 3 à 4 ans d'expérience du contrôle de gestion, de l'audit, du marketing ou de la vente, soit dans une entreprise aux techniques financières anglo-saxonnes soit en cabinet. Vous parlez couramment l'anglais.

Vos qualités de manager, votre aptitude à convaincre et à motiver, votre sens de l'initiative vous permettront d'évoluer rapidement au sein de la société ou du groupe en France ou à l'étranger.

Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable, proche d'Orléans, à 1h30 de Paris.

Ecrivez-nous : UNISABI, Service des Recrutements, 4850 St-Denis-de-l'Herbe, 45100 St-Denis-de-l'Herbe.

unisabi

Cet important groupe international du secteur agro-alimentaire
(CA 3 Milliards de FF) recherche son**Chef des Services
Comptables**

Paris

230 KF

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour mission de superviser les comptabilités
généralistes et analytiques des activités françaises du groupe (250 personnes, 4 usines
+ siège social).Assisté à Paris par deux chefs comptables, il supervisera l'équipe comptable
partiellement décentralisée sur les sites.Il sera en particulier responsable de l'établissement des comptes annuels et de la
fiabilité ainsi que de l'élaboration du reporting. Garant du respect des procédures
comptables, il sera amené à se déplacer ponctuellement en usine afin de procéder à
des missions d'audit.De formation supérieure (DECS), le candidat, âgé de 30/35 ans environ, justifiera
d'une expérience réussie et possible en milieu industriel agro-alimentaire et aura une
pratique opérationnelle de la langue anglaise.Contacter Michael Gairolat au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération
actuelle à Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous
réf. MG 257 MO.**Michael Page Comptabilité**
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Comptable

Henkel

Le groupe HENKEL FRANCE S.A. (3 000 personnes, 11 usines, 4 Milliards
de FF de CA), dans le cadre de sa très forte expansion, recherche pour son
département Contrôle de Gestion un**Contrôleur de Gestion**

Paris

Réf. IP1167MO

Rattaché au Responsable Plan et Contrôle, il aura pour missions, pour le manage-
ment de la division Déjeuner Grand Public :

- de fournir l'information nécessaire à la finalisation des objectifs commerciaux ;

- d'évaluer les résultats économiques par produit ;

- de contrôler les dépenses de fonctionnement ;

et d'une manière générale, il participera à la prise de décision dans les domaines
financiers et commerciaux.De formation supérieure, de type Ecole de Commerce et âgé d'environ 25 ans, le
candidat aura une première expérience et parlera couramment l'Allemand ou
l'Anglais.Contacter Ivan Pagnon au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération
actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en
rattachement à l'adresse.**Michael Page Finance**
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement FinancierUne PME industrielle (150 MF de CA dont 50 % à l'export),
leader dans son secteur d'activité, recherche son**Directeur
Administratif
et Financier**

Rhône-Alpes

380/400 KF

Rattaché au PDG qu'il assistera dans la direction de la Société, il
sera responsable de la politique financière de l'entreprise ainsi que
de l'efficacité des systèmes de gestion. Avec l'aide d'une équipe
d'une dizaine de personnes, ses principales activités porteront sur
la comptabilité générale, le contrôle de gestion, la trésorerie et les
financements export, l'informatique et la fonction personnel.De formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous
avez une solide expérience professionnelle de 15 années environ
des fonctions financières en milieu industriel et tout
particulièrement de la gestion de contrats exports. La connais-
sance de l'anglais est bien sûr indispensable.Contacter Jérôme Lancrenon au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV
+ n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes,
9 quai Jean Moulin, 69001 LYON, sous réf. JL 108 MO.**Michael Page Rhône-Alpes**
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement FinancierUn important groupe industriel français de haute technologie
(1,6 Milliard FF de CA) recherche son**Contrôleur
de Gestion**

Paris

325 KF +

Directement rattaché au Directeur Général Financier, sa mission sera
d'organiser et d'optimiser le système de contrôle de gestion et ceci en
rapport avec tous les interlocuteurs du groupe. Il devra pouvoir parfaite-
ment préparer et analyser des états de synthèse et servir en fait l'étude
économique.De formation supérieure de type Ecole de Commerce ou Ingénieur, le
candidat devra, âgé de 30/35 ans, avoir acquis une solide expérience
comme contrôleur de gestion, consultant ou auditeur. Possédant un bon
niveau d'anglais, il sera dynamique et aura d'excellentes capacités
relationnelles.Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV +
n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue
George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1161 MO.**Michael Page Finance**
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement FinancierLa filiale française d'un groupe informatique américain, leader dans
son secteur, recherche un**Assistant Controller**

Paris Ouest

220 KF

Sous la responsabilité du European Business Manager, le candidat devra
avoir pour mission :

- de suivre et de superviser les budgets des filiales ;

- d'analyser les résultats de chaque filiale ;

- d'assister les filiales européennes ;

Il aura un rôle d'interface entre les responsables des filiales et le
management du siège.Le candidat, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, âgé
d'environ 27 ans, aura une première expérience en milieu anglo-saxon.Il possèdera un excellent niveau d'anglais. Des déplacements sont à
prévoir auprès des filiales européennes.Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél
+ rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V,
75008 PARIS, sous réf. CA 1136 MO.**Michael Page Finance**
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement FinancierUn important groupe français de services en pleine expansion
(CA 2 Milliards de FF - 10 000 personnes) recherche un**Contrôleur
de Gestion**

Paris

240 KF

Responsable du suivi et de l'analyse des tableaux de bord, de la mise en
place des procédures et du reporting mensuel, il participera à
l'élaboration du budget et de son suivi.Les candidats de formation supérieure (Ecole de Commerce) devront
avoir 2 à 3 ans d'expérience en contrôle de gestion ou audit.Ce poste offre des possibilités importantes d'évolution à terme pour des
candidats de valeur.Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél
+ rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V,
75008 PARIS, sous réf. CA 1164 MO.**Michael Page Finance**
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier**IMPORTANTE BANQUE PRIVEE**recherche
pour deux de ses Agences Parisiennes**FONDES DE POUVOIR**

H/F

Responsables d'une clientèle
de particuliers de très haut
niveau.**ATTACHE DE DIRECTION**

H/F

Chargé de la recherche, du
développement et de l'entretien
d'une clientèle de même type.Pour ces postes favorisant une réelle évolution de carrière dans les agences ou au siège,
nous souhaitons rencontrer des candidats ayant :

- une expérience bancaire de trois ans minimum (problèmes patrimoniaux, marchés finan-
ciers) ;
- une très bonne formation, générale et technique (ITB...),
- un réel sens commercial.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur CV et prétentions sous réf. 37029
à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.L'UNE DES PREMIERES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DE
TRANSPORT, située à Paris, cherche son**Contrôleur de gestion**Directement rattaché au Directeur du Contrôle de Ges-
tion, et avec une équipe de 3 personnes que vous ani-
merez, vous assurerez les missions suivantes :- analyse des comptes et tableaux de bord de nos
agences ;- suivi et contrôle de la réalisation du budget ; analyse
des écarts ; reporting ;- études chiffrées à la demande de la direction gé-
nérale.A 30 ans environ, après une double formation (école
supérieure de gestion + DECS ou équivalent), et une
expérience professionnelle sérieuse de la comptabilité,
en cabinet ou dans une société prestataire de services,
vous êtes aujourd'hui un Contrôleur de Gestion
confirmé, utilisateur compétent de la micro-informatique.Homme d'idées et de conseil, vous souhaitez rejoindre
une entreprise en pleine mutation et avec les qualités
pour contribuer à sa réussite.Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la
référence 630, à Annick LUCCINI - JACQUES TIXIER SA -
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS. **Jacques Tixier s.a.**

MEMBRE DE SYNTHEC

Nous sommes une importante Société du BATIMENT
SECOND ŒUVRE, filiale d'un Groupe de premier plan
en Belgique Ouel-Pari

Vous êtes un

**CHEF
COMPTABLE**Après une formation de type DECS, vous avez acquis
une expérience d'une quinzaine d'années dans des
fonctions similaires.Bon technicien comptable et fiscal, vous savez aussi
encadrer et animer une équipe.Vous avez une pratique de la consolidation de comp-
tes et des travaux de reporting de Groupe.Nous attendons votre dossier complet (candidature,
photo, prétentions) sous réf. 36916 par l'intermédiaire
de CONTESSÉ 20 av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01.**Union Bancaire du Nord**Banque spécialisée dans les crédits commerciaux à
moyen et long terme en fort développement, recherche
pour renforcer son équipe commerciale

pour PARIS

**Attachés(ées)
de direction**chargés(ées) de l'étude des crédits et des relations avec les
prescripteurs d'affaires.

Brevet professionnel de banque ou équivalent.

Veuillez adresser votre C.V., photo et prétentions à
UNION BANCAIRE DU NORD
10-12, rue du Colonel Driant - 75001 PARIS.**MARSEILLE**Groupe financier et immobilier (350 personnes) exerçant son
activité dans la région PACA - LANGUEDOC-ROUSSILLON,
recherche le**DIRECTEUR
DE SA BRANCHE FINANCIERE**Diplômé(e) d'une grande école (HEC - SUP DE CO PARIS -
ESSEC) vous avez déjà une première expérience réussie de
commercial et de gestionnaire.Sous l'autorité de la D.G. vous serez responsable du développe-
ment et du suivi de notre clientèle d'entreprises ainsi que de la
diversification de nos produits financiers. (Prêts immobiliers...) Par vos
aptitudes relationnelles vous saurez encadrer et animer
une équipe de 50 personnes et mener à bien des négociations
de haut niveau avec des interlocuteurs variés.Merci d'envoyer votre manuscrit, C.V. et photo à
PIERRE LICHOU - sous réf. REFILUF - 3, avenue de la Case
13007 MARSEILLE qui transmettra.

Région Pyrénées - Une importante entreprise de fabrications mécaniques faisant appel à des technologies avancées, cherche son

chef du service comptabilité analytique

Venez, au sein des services comptables et financiers, à la tête d'une équipe importante, perfectionner les méthodes et procédures de détermination des coûts et contribuer à développer le contrôle budgétaire.

A 35 ans environ, diplômé en gestion plus DECS, votre solide expérience de la comptabilité analytique et du contrôle budgétaire acquise en milieu industriel, vous permet de vous affirmer immédiatement comme un interlocuteur de poids. La pratique de systèmes de gestion informatisés est indispensable, l'anglais est un plus.

Ecrivez à notre consultante, M.J. POMES (réf. 3110 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec



SOREFI
Pays de Loire

Nous groupons 14 Caisses d'Epargne sur 5 départements et vous proposons de devenir, à Nantes, notre

analyste financier

Vous analysez et suivez les risques d'un portefeuille de PME-PMI, mais nous comptons sur votre sens de l'organisation pour créer votre cadre de travail. Homme de dossiers, vous êtes également à l'aise dans les contacts avec vos partenaires : Caisses d'Epargne, chefs d'entreprises, financiers...

De formation supérieure (ESG ou équivalent), vous avez déjà prouvé vos compétences au cours d'une première expérience en milieu bancaire et souhaitez saisir une réelle opportunité de développement à travers le réseau.

Ecrivez à notre consultant, R. DAUTREME (réf. 133 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
1, RUE HAUTE-CASERIE - 44000 NANTES
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

jeune contrôleur de gestion

Un GROUPE INTERNATIONAL PERFORMANT, leader européen dans sa spécialité, recherche un jeune contrôleur de gestion.

Travaillant dans l'équipe de contrôle de Gestion du Holding, en liaison avec les responsables financiers des filiales, il sera notamment chargé d'analyser le système d'information du Groupe (reporting, budgets, plans). Ses compétences lui permettront, par ailleurs, de participer à diverses tâches de nature variée.

Ce poste évalue, basé à Nanterre, s'adresse à un JEUNE DIPLOME TYPE ESC s'intéressant à la micro-informatique et disposant d'une première expérience d'un ou deux ans. La vocation internationale du Groupe implique une pratique courante de l'anglais. Une bonne connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Les documents de candidature - sous référence 3068 M à joindre sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

AUDITEURS INTERNES CONFIRMES

Mobile géographiquement, maîtrisant la langue anglaise, basé à Paris et rattaché à la Direction Générale, votre rôle sera d'assurer des missions d'audit au sein de notre groupe français et des missions de reprise de sociétés diverses.

Outre votre formation (DECS, Expertise Comptable) et votre expérience en Cabinet d'Audit, il vous faudra mettre en avant votre fort potentiel afin d'évoluer à terme au sein de notre Groupe qui saura vous en donner les possibilités.

Nous vous assurons de notre discrétion dans l'étude de votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à adresser sous réf. 37134 à CONTESSÉ PUBLICITE 20 avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui nous le transmettra.

DESIREUX D'ÉVOUER À TERME DANS UN GROUPE
A DIMENSION INTERNATIONALE
A EXPANSION EUROPEENNE

CONTESSÉ

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

ANALYSTE FINANCIER

IL s'intégrera à notre équipe de 10 analystes et se verra confier la responsabilité d'un secteur économique.

IL suivra et réalisera les analyses sur les valeurs cotées de ce secteur afin d'éclairer les décisions des gestionnaires de portefeuilles.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur, à fort potentiel (formation scientifique appréciée) dotés d'une éventuelle première expérience dans les secteurs des technologies de pointe ou BTI, et motivés par une fonction d'analyse nécessitant autant de rigueur que de curiosité intellectuelle. Une bonne maîtrise de l'anglais est exigée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 37043 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Fiscaliste expérimenté : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DESS, DEA...), vous parlez l'anglais. Vous avez acquis pendant au moins 4 ans une première expérience de la fiscalité dans un cabinet, dans le service fiscal d'une grande entreprise ou dans l'Administration. Décidé à exercer le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir immédiatement la responsabilité de vos propres dossiers.

Nous sommes l'un des plus importants cabinets de conseil juridique et fiscal à l'échelon international. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous souhaitons engager des professionnels expérimentés.

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'adresser votre dossier (CV, photo et salaire actuel) à Peat Marwick S.A. - Tour Fiat - Cédex 16 - 92084 Paris La Défense.



Peat Marwick

MET, né de l'association de deux groupes internationaux, spécialisés dans la haute technologie et la communication, 1 500 personnes, 1 Milliard CA, recherche pour son établissement de MASSY (H/F)

2 Contrôleurs de Gestion

1 débutant, Ecole de Gestion ou niveau Bac + 4 Anglais indispensable.

1 confirmé, Grandes Ecoles ou Bac + 5 avec une expérience de 3 à 5 ans. Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Jean-Paul DURAND - MET
19 avenue Carnot 91348 MASSY Cedex.



MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

Futurs Managers de Demain

JEUNES DIPLOMES DE GRANDES ECOLES DE GESTION (HEC - ESCP - ESSEC - ESCAE)

Option Finances ou Contrôle de Gestion

• Vous parlez anglais couramment et éventuellement espagnol. • Vous avez du potentiel et de l'ambition. • Vous êtes mobile. Nous vous proposons de rejoindre notre Direction Financière qui recherche :

UN CADRE GESTION FINANCES

(Débutant)

Missions : Gestion prévisionnelle et gestion financière de filiales et du Groupe.

(réf. 071 A)

UN CADRE INGENIERIE FINANCIERE

(Débutant ou première expérience)

Missions : Montages financiers à l'exportation et prises de participation, tant en France qu'à l'étranger.

(réf. 071 B)

L'évolution de carrière à partir de ces 2 postes se situera dans le domaine "Finances-Gestion" au sein de nos structures en France ou à l'étranger, ou à l'intérieur du Groupe BOUYGUES.

Ces 2 postes sont basés en Banlieue Ouest de Paris et peuvent nécessiter des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous la référence choisie à :
BOUYGUES OFFSHORE - P. THOMASSON
Directeur des Ressources Humaines
3, rue Stephenson - 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.



LA CAISSE REGIONALE DE LOIRE-ATLANTIQUE RECHERCHE

UN EXPLOITANT BANCAIRE (H/F) POUR LE SERVICE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Mission : Il est chargé de la gestion et du développement d'un portefeuille d'entreprises dont il est l'interlocuteur pour tous les besoins de financements, de placements et de services. Il est responsable de la gestion des mouvements et des autorisations de trésorerie pour les opérations FRANCE et INTERNATIONAL.

Profil : • Formation : ESC ou diplômé de l'enseignement supérieur économique et du juridique et comptable.

• Expérience : Elle est souhaitable mais non indispensable.

• Aptitudes personnelles : Allant au dynamisme un très grand sens relationnel, il présente un bon potentiel d'évolution. Il a le sens de la négociation et des responsabilités.

Les candidatures avec lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sont à adresser à :

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE
DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
La Garde - Route de Paris - 44076 Nantes Cedex

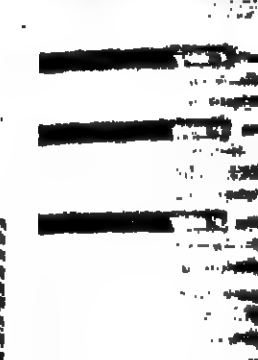
CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

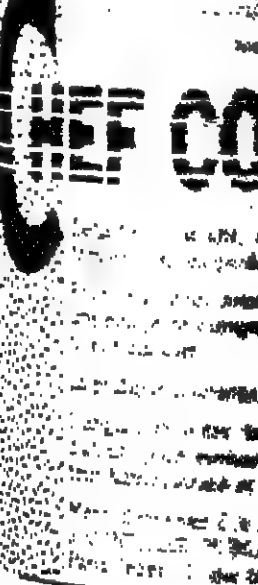


ETABLISSEMENT FINANCIER DE DIMENSION INTERNATIONALE

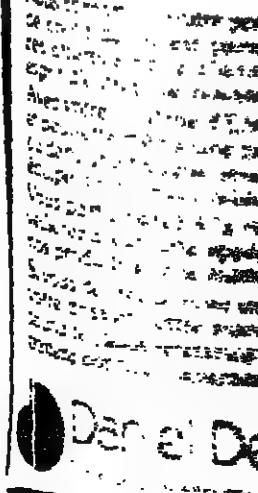
REINFORCE PAR SERVICE D'ETUDE



Pour un AMERICA



Pour un L'audit



**Compagnie Européenne
d'Accumulateurs****BATTERIES AUTOMOBILES FULMEN**
1^{er} fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 200 personnes, C.A. 1,2 milliard - Poste basé à Clichy (92) Pont d'Amières.

Pour renforcer la fonction, nous recherchons un :

CONTROLEUR DE GESTIONDe formation supérieure - école d'ingénieur complétée par un 3^{ème} cycle de gestion ou école de commerce - vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans un poste analogue, de préférence dans une entreprise industrielle.

Dans une structure de Division, comportant 3 usines, 7 agences commerciales, des services fonctionnels, vous prendrez en charge, au sein du service contrôle de gestion et en TOUTE AUTONOMIE, une partie des activités :

- mise en place du budget,
- analyse mensuelle des résultats,
- amélioration du suivi sur micro-informatique,
- développement des outils de gestion existants,
- élaboration des cahiers des charges, en assurant l'interface entre l'informatique et les utilisateurs.

En cas de réussite dans la fonction vous prendrez, à terme, la responsabilité du service.



Veuillez adresser votre candidature, sous référence M 19/431 AP, en précisant votre salaire actuel, à notre Conseil : Groupe EGOR - 8, rue de Belfort, 75008 Paris.

**EDF
GDF****Jeunes HEC, ESSEC, ESCP,
ESCL, IEP (ECO-FI) :****participez à la conduite d'un centre de profit**

Les responsabilités que nous vous confierons dans une grande ville (PARIS, LYON, NICE...) :

- préparation et suivi des budgets
- analyse des écarts et études ponctuelles visant à déterminer une politique de coûts et de prix de revient
- actions d'audit interne financier et comptable
- étude et mise en place d'outils performants destinés à optimiser l'information de gestion.

Esprit méthodique et organisé, vous faites preuve de curiosité naturelle et possédez un très bon sens relationnel.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV sous référence M 213 à EDF-GDF, Division Recrutement, 12, place des Etats-Unis, 75016 PARIS.

**ETABLISSEMENT
FINANCIER
DE
DIMENSION
INTERNATIONALE****RENFORCE PAR 2 COLLABORATEURS, SON
SERVICE D'ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

VOUS êtes intéressé(e) par :

- les études économiques et conjoncturelles
- le fonctionnement et la prévision des marchés.

VOUS avez une première expérience dans une fonction similaire avec une formation ENSAE, HEC, ESSEC ou d'ingénieur, ou vous recherchez avec cette formation votre premier emploi.

VOUS aimez le travail en équipe, avec le sens du contact, et souhaitez évoluer vers des activités opérationnelles au bout de 3 à 5 ans.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature s/réf. 37042 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

**Devenez
l'un des piliers
de notre
Société...**Ungerma-Bass
(France) S.A.

Nous, UNGERMANN BASS, sommes la filiale française d'un important groupe informatique américain spécialisée dans les réseaux locaux.

Notre développement et le doublement de notre C.A. prévu sur 88 nous amènent à rechercher notre

CHEF COMPTABLE

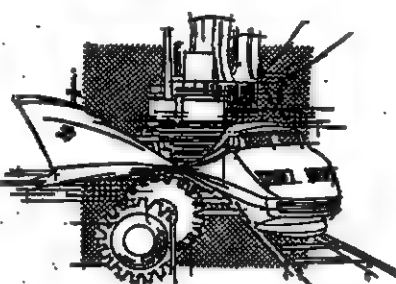
- Vous avez une formation DECS ou expertise comptable, une bonne pratique de l'anglais et justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire. La pratique de l'outil informatique ainsi que la connaissance de la comptabilité anglo-saxonne seraient appréciées.

- AUTONOME, vous prendrez en charge la totalité des services comptables avec l'organisation et la rigueur qui s'imposent.

- ENTREPRENANT, vous constituerez votre équipe.

- AMBITIEUX, vous serez amené à secondar notre Directeur Financier dans les domaines administratifs et juridiques, entre autres...
Réaliser un défi dans une Société en plein mouvement vous intéresse !
Alors, pour en savoir plus, contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la réf. 732).
Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, s/réf. 732/LM, chez ALLO-CARRIERES - 83, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

0145.02.15.74

**ALSTHOM****CADRE COMPTABLE****CHALON SUR SAONE**

A u sein de notre DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE vous intégrerez les Services Administratifs du DEPARTEMENT EQUIPEMENTS BASSE TENSION, Chalon sur Saône.

Vous aurez dans un premier temps, à étudier puis à mettre en œuvre le nouveau logiciel comptable retenu. Vous prendrez, dans un second temps, la responsabilité de l'ensemble du service comptable de ce Département. De fort potentiel, vous avez plus de 25 ans, vous êtes diplômé ESC ou DECS.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., sous réf. 6520-M à Mamrègès, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

**Pour un projet important en
AMERIQUE DU SUD**

nous recherchons un

CHEF COMPTABLE

Détaché sur le site, vous avez en charge la comptabilité, la trésorerie et les problèmes fiscaux.

Pour cela, vous avez 2 à 3 ans d'expérience, vous dirigez une équipe de comptables au côté du Directeur Administratif et Financier.

La pratique courante de l'espagnol est indispensable.

L'anglais et votre formation de haut niveau sont autant d'atouts pour évoluer rapidement vers un poste de Directeur Administratif et Financier en France ou à l'étranger.

Merci d'envoyer C.V., photo et présentations sous réf. 36923 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour un jeune diplômé...

L'audit financier

Nous confortons notre position de premier établissement de crédit de l'ouest parisien par l'extension des services offerts à notre clientèle, des moyens accrus et un esprit d'entreprise novateur.

Avec votre diplôme d'ESC ou votre maîtrise de gestion et peut-être même une première expérience en cabinet ou dans une banque, vous souhaitez intégrer une petite équipe directement reliée à la Direction Générale.

Vous participerez à la révision de nos procédures et veillerez à leur juste application après vous être formé à nos produits et nos méthodes.

Si vous désirez donner un élan à votre carrière, envoyez votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire-souhaité), sous référence 8031 M, à notre Conseil qui le traitera confidentiellement.

**Daniel Desjardins**

5, rue de la Surcouche - 78100 Saint-Germain-en-Laye

HEC, ESSEC, ESCP,... option finances-compta !..**vosre prochaine escale...**

Notre Groupe International (1 milliard de F, 3 000 personnes), filiale de l'une des toutes premières entreprises françaises, leader sur son marché en France, souhaite accueillir son jeune

Chef du département financier 300 000 FRattaché au Secrétaire Général, il assurera l'animation et la supervision des services comptables (38 personnes), de 8 filiales et établissements décentralisés, préparera les bilans consolidés, le reporting Groupe, la Gestion de Trésorerie et apportera son acquis dans le domaine de la fiscalité. Tout ceci en liaison avec la Direction du Siège, et ce, avec des équipes performantes et motivées.
Votre formation Grande Ecole commerciale + DECS ou Expertise comptable jointe à une expérience d'au moins 3 ans, soit au sein d'un Cabinet d'Audit anglo-saxon ou en entreprise, où vous avez vu plusieurs facettes de la fonction comptable et financière, ainsi que votre désir de progresser dans une fonction plus large, vous motivent pour venir nous rejoindre.

Michèle RIPAUD, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/CDF/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**SOREFI Nord/Pas-de-Calais****Etudes et prévisions financières**

Une des missions de la SOREFI, organisme financier des Caisses d'Epargne de la région Nord/Pas-de-Calais, est d'assurer la transformation et la gestion financière des ressources. Dans ce cadre, elle étaye la Direction des Opérations Bancaires.

Une fonction anticipatrice, importante pour mesurer les grands équilibres financiers en termes d'emploi-ressource, pour définir l'optimisation des flux vers le réseau (200 points de vente) et leurs conditions financières : notre jeune chargé d'études est avant tout un homme d'analyse et de prévision.

Ses interventions s'inscrivent dans des domaines aussi variés que la préparation des enveloppes de financement, la conception d'outils d'analyse des risques, le suivi des comptes de résultats, mais également, l'assistance et le conseil auprès du réseau.

Diplômé d'études supérieures, familier des outils d'analyse, de prévision financière et de la micro, c'est votre pragmatisme et vos aptitudes au raisonnement financier qui seront les facteurs de votre réussite dans ce poste.

Martine HAUTEKIET vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, sous réf. 5236 M à

**argos** DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT

135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : 42.27.96.49

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

هتدا من الاميل

LES RÉSULTATS DE L'EMPLOI

A faible productivité, forte embauche

Dans le commerce, la productivité a reculé de 0,5 % et les effectifs ont progressé de 1,7 % en 1987

Pour l'emploi, 1987 n'aura pas été une bonne année pas plus que ne l'avaient été les années précédentes. Pour que l'emploi augmente, il faut une croissance supérieure aux 2,1 % finalement obtenus au cours des douze derniers mois. Pour que le chômage diminue, il est en outre nécessaire que le rythme de création de postes de travail supplémentaires dépasse celui de l'évolution de la population active (160 000 à 180 000 personnes supplémentaires par an, environ). Ce ne sont pas les activités de TUC (travaux d'utilité collective), comptabilisées dans l'emploi total avec les salariés et les non-salariés, qui changent la réalité. Ce ne sont pas davantage les SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), pourtant inclus dans les effectifs salariés, qui modifient la tendance. Les deux formules, clairement intégrées dans le traitement social du chômage, peuvent laisser croire à une progression de l'emploi. La situation demeure en fait toujours aussi critique. Elle l'est sous le gouvernement de M. Jacques Chirac comme elle l'était sous ceux de M. Laurent Fabius et Pierre Maurois et même sous celui de M. Raymond Barre.

Au-delà de cet amer constat, des changements imperceptibles se sont toutefois produits récemment. Ce qu'un spécialiste appelle « le schéma d'américanisation rampante » pourrait bien devenir le phénomène majeur de l'année en matière d'emploi et caractériser une situation nouvelle. Tandis que le déclin se poursuivait dans certains secteurs, d'autres connaissent un certain regain, selon des mécanismes en cours aux États-Unis.

Au vu des premières analyses encore officieuses de l'INSEE, il deviendrait manifeste que, là où le nombre de personnes employées a augmenté, les gains de productivité avaient été faibles, confirmant ainsi l'une des leçons de l'expérience américaine.

Double mouvement

Entre l'industrie manufacturière, le bâtiment et les travaux publics, le tertiaire marchand (hors le commerce) et le commerce, enfin, deux groupes peuvent être constitués qui n'ont pas un fonctionnement identique. Celui où les gains de productivité ont été forts avec peu d'embauches, voire des suppressions d'emplois. Celui où les gains de productivité ont été faibles, ou dont la productivité a carrément baissé, et qui a enregistré une amélioration de l'emploi.

Quelques chiffres donnent la mesure de ce double mouvement. Dans l'industrie manufacturière, en 1987, les effectifs ont reculé de 2,1 %, et la productivité s'est accrue de 4 %. Dans le bâtiment

et les travaux publics, les effectifs ont augmenté de 0,9 % (+ 0,4 % en 1986), et les gains de productivité ont été de 2 %, après avoir été de 4 % en 1986. Dans le tertiaire marchand, hors commerce, les effectifs ont progressé de 1,1 % en 1986, puis de 1,4 % en 1987. La hausse de la productivité, elle, est revenue de 3,9 % à 1 %.

Quant à l'évolution enregistrée dans le commerce, elle est encore plus nette. Les effectifs, qui s'étaient élevés de 0,5 % en 1986, ont pu croître de 1,7 % en 1987. Dans le même temps, la productivité, après avoir augmenté de 3,1 %, reculait de 0,5 %, alors que la production totale de la branche, qui avait progressé de 3,6 % en 1986, ne s'accroissait que de 1,2 % en 1987.

Comme aux États-Unis, donc, le mouvement de création d'emplois semble être alimenté par la faiblesse des gains de productivité. Cela est particulièrement vrai pour des activités telles que le commerce, qui ne sont pas soumises à la concurrence internationale et sont tributaires de l'état du marché intérieur, porté par la consommation, à commencer par celle des ménages. Au peu d'investissement, une tendance à l'amélioration du service rendu, que le public serait en outre disposé à payer, pourrait avoir ajouté ses effets.

Ce résultat positif pour l'emploi s'explique par une série de facteurs qui renforcent la comparaison avec la configuration américaine. C'est bien le secteur du commerce qui a le mieux exploité les souplesses du travail précaire, largement féminisé, en ayant recours au temps partiel, au contrat à durée déterminée et,

dans une moindre mesure, à l'intérim. C'est bien lui, encore, qui a tiré le meilleur profit des exonérations de charges sociales accordées dans le cadre du plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes, et a notamment utilisé les désormais fameux SIVP. L'emploi en question serait donc de piètre qualité et aléatoire.

Bien sûr, on pourrait se demander pourquoi, si ce n'est par adap-

tation spontanée, un tel secteur d'activité en est venu à créer de l'emploi, et à être en mesure d'accepter le fléchissement de sa productivité. L'une des raisons — et elle est actuellement étudiée par la direction de la prévision au ministère de l'économie et des finances — pourrait être l'attitude face à la libération des prix. De nombreux indices tendraient en effet à prouver qu'il existe une

corrélation entre un dérapage des prix constaté dans les commerces et leur capacité à embaucher, peut-être au nom de la qualité.

Les prix des services ont, en moyenne, augmenté de 5,9 % en 1987, contre 3,1 % pour l'ensemble des secteurs d'activité. Les branches qui se sont laissées aller à la valse des étiquettes sont également celles qui ont le plus recruté : il en est ainsi des coiffeurs (+ 9,8 % de hausse des prix), des garagistes (+ 12,2 %), des hôtels (+ 10,2 %) et des cafés-restaurants (+ 9,1 %), alors que les commerces dans leur ensemble, rappelons-le, ont vu leurs effectifs augmenter de 1,7 %.

Situation ambiguë

Libérés de la contrainte du contrôle des prix, des commerces ne se sont peut-être pas comportés civiquement, au regard de la politique économique générale. Mais ils ont redistribué en emplois, même faiblement rémunérés ou peu stables, les gains qu'ils réalisaient.

Toute l'ambiguïté de la situation actuelle tient d'ailleurs dans ce paradoxe. Quand la conjoncture globale ne permet pas de créer d'emplois, il faut sans doute se résoudre à ce que le traitement social rende supportable le chômage. Ou il faut admettre que les emplois nouveaux, quand il en apparaît, soient des petits boulots à l'américaine, des emplois de « fast-food », dus à la faible productivité et à l'augmentation pernicieuse des prix.

ALAIN LEBEAURE.



L'ÉTAT DE LA FRANCE

Une grande bifurcation

par ROBERT BOYER (*)

La frayeur suscitée par le krach boursier d'octobre 1987, puis le relatif soulagement qui lui a succédé, tout comme l'approche de l'échéance présidentielle, semblent avoir relégué au second plan le débat qui anime l'automne dernier : le thème du déclin de la France. Pourtant, dans leur sérénité, un certain nombre de constats persistent et s'imposent.

L'économie française, qui, dans les années 60, croissait à un rythme annuel de 6 %, ne semble plus pouvoir dépasser une progression de 2 % l'an. L'industrie française, qui gagnait des parts de marché, en perd aujourd'hui, alors que le taux de pénétration du marché intérieur passe de moins de 10 % au début des années 60 à près de 40 %. Ce secteur, qui avait créé près de 1 million d'emplois de 1960 à 1973, en a depuis lors perdu près de 1,4 million.

Le taux de chômage, qui tournait autour de 1 %, se maintient à plus de 10 % au début de la multiplication des plans pour l'emploi. Certes, la désinflation semble confirmée ; mais le coût en a été élevé : maintien de taux d'intérêt réels dissuasifs, rupture dans la progression du salaire réel, absence de la vigoureuse reprise, tant attendue, de l'investissement.

Certes, la crise a entraîné des évolutions analogues dans la plupart des grands pays de l'OCDE. Pourtant, ce mouvement a été beaucoup plus marqué en France qu'ailleurs. Le chômage, qui était inférieur d'environ 1 point à la moyenne de l'OCDE dans les années 70, est aujourd'hui supérieur de 3 points. Si la croissance était plus rapide d'environ 1 %, elle est aujourd'hui inférieure d'un montant équivalent.

Le taux de couverture des échanges manufacturiers, qui, en 1982-1983, était encore de l'ordre de 120 %, n'a cessé de se détériorer depuis lors, pour être inférieur à 100 %, alors que le Japon continue à caracoler à 400 %, la RFA à 170 %. La réapparition d'un déficit

notable des échanges extérieurs pour 1987 a dissipé les illusions qui faisaient du contre-choc pétrolier de la fin 1985 l'amorce d'un retour progressif à nos croissance plus soutenue. L'annonce de meilleurs résultats mensuels pour le début de l'année 1988 ne dégage pas nécessairement une inversion de cette perte de compétitivité, de nature structurelle.

Cette détérioration, absolue aussi bien que relative, des performances macro-économiques semble dépasser le simple accident conjoncturel. En effet, la plupart des indicateurs conditionnent la croissance à long terme traduisent une perte de dynamisme : quasi-stagnation de l'investissement productif depuis la fin des années 70, modération de la reprise récente de sorte que le système productif perd du terrain par rapport aux concurrents. Plus en amont encore, la part des dépenses de recherche et de développement se redresse depuis le début des années 80, mais là encore la France a pris du retard par rapport au Japon, aux États-Unis et à l'Allemagne. Au-delà du court terme, les ressources de la croissance française font aujourd'hui problème.

Après la seconde guerre mondiale, la France avait été un élève particulièrement doué dans l'implantation du modèle fordiste de production et de consommation de masse. S'était alors amorcée une modernisation sans précédent : la rationalisation de la production allait de pair avec une croissance des salaires et donc de la consommation, alimentant le dynamisme de l'investissement en une spirale de croissance cumulative des capacités de la production et de la demande. C'est ce « cercle vertueux » qui, aujourd'hui encore, marque de son empreinte la gestion des firmes, l'activité économique, voire la société française tout entière.

Or ce modèle reposait sur la recherche de rendements

d'échelle, de sorte que le marché national apparut bientôt trop étroit. Dans un premier temps, la modernisation avait permis une croissance mais efficace reconquête du marché intérieur. Dans un second temps, après 1967, l'essor des exportations et la constitution de grands groupes français prolongèrent à l'extérieur cette dynamique. Jusqu'en 1973, un contexte international favorable assura le succès de cette stratégie modernisatrice.

Mais cette « internationalisation heureuse » débouche après les deux chocs pétroliers sur la crise actuelle : de complémentarités nationales deviennent concurrentes. En effet, chacune des industries nationales cherche sur les marchés extérieurs une compensation à une politique d'austérité interne, elle-même imposée par la détérioration des relations internationales.

Le défi de la concurrence

La disparition des excédents de l'POPEP, le durcissement de la politique monétaire américaine, puis les doutes sur le statut international du dollar qui font flamber les taux d'intérêt, les difficultés consécutives des nombreux pays industrialisés les plus endettés, vont intégralement sceller la fin des « années glorieuses ». En outre, la globalisation et l'internationalisation des systèmes financiers ont encore restreint les marges d'autonomie nationale.

La France va en subir de plein fouet les conséquences. Alors qu'auparavant une stimulation de la demande interne avait des effets multiplicateurs importants sur la production nationale, depuis une décennie l'élasticité de l'offre industrielle n'a cessé de décliner. Le phénomène, qui avait été sensible dès 1975, s'aggrave lors de la relance de 1981 et se

manifeste avec acuité en 1986 : le système productif français se révèle incapable de bénéficier d'un contre-choc pétrolier représentant plus de 2 % du PIB.

Dans cette phase « d'extraversion douloureuse », l'acceptation de la discipline du SME et du grand vent de la concurrence internationale n'a jusqu'à présent pas conduit au redressement attendu. Tout au contraire, la France semble installée dans un « cercle vicieux » : la rigueur de la politique économique casse la dynamique inflationniste et rétablit la marge de profit mais, simultanément, plonge la demande intérieure, et par suite l'investissement, dans un état de langueur qui pénalise le redéploiement de l'industrie française face à une compétition internationale de plus en plus vive. La modernisation, tant désirée, semble entravée par les politiques mêmes qui entendent la promouvoir !

En définitive, la France souffre moins d'une détérioration de ses coûts de production, qui, en 1988, sont comparables à ceux des concurrents, que d'une adaptation, insuffisante et retardée à la nouvelle donne technologique et organisationnelle, ainsi qu'aux changements rapides du système international. La quasi-stagnation de l'investissement industriel a laissé ses traces dans l'insuffisance des capacités de production et un trop faible renouvellement des produits, des méthodes de production et des réseaux commerciaux. En 1988, l'économie française est victime moins de déséquilibres macro-économiques majeurs que de l'insadéquation de la gamme de ses produits dans un contexte où les exigences de qualité et d'adaptation aux attentes de la clientèle constituent les armes-clés de la concurrence.

Paradoxe ! Les sources du mal français sont à rechercher

(*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

dans les conditions mêmes du miracle des années 60. Notre industrie souffre, en effet, de sa position intermédiaire dans la division internationale du travail. En premier lieu, les entreprises s'étaient accoutumées à gagner des parts de marché dans un contexte de croissance forte et régulière. Elles éprouvent dès lors quelques difficultés à répondre au défi d'une conjoncture devenue instable et d'une concurrence plus agressive.

Mal placée sur les produits de haute technologie — sauf exception — la France enregistre un déficit par rapport à la plupart des autres grands pays de

l'OCDE. En second lieu, elle est affectée par l'émergence des nouveaux pays industrialisés (NPI), qui jouent sur la délocalisation des industries fordistes vers des zones à bas salaires et à faible couverture sociale. Ainsi, alors qu'après 1973 notre pays avait bénéficié de la politique des grands contrats avec l'OEPEP et certains NPI, il doit aujourd'hui affronter une concurrence beaucoup plus ouverte et globale, qui porte, au sein de l'OCDE, sur les nouveaux produits de consommation et biens d'équipement.

(Lire la suite page 39.)

orientations
SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponses par courrier uniquement).

Prénom : _____

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Niveau d'études actuel : _____ Age : _____

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie-Restaurant
<input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commissariat	<input type="checkbox"/> Immobilier
<input type="checkbox"/> Agro-Alimentaire	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Langues
<input type="checkbox"/> Cinéma	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Para-Médical
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Concours Administratifs	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Création d'Entreprise	<input type="checkbox"/> Recueil de l'Accueil
<input type="checkbox"/> Dares	<input type="checkbox"/> Secrétaire-Bureautique
<input type="checkbox"/> Dessin	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Ecrit Normale	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Expertise Comptable	<input type="checkbox"/> Styliste-Modéliste-Photographe
	<input type="checkbox"/> Styliste de Mode

LES ETATS-UNIS ENCORE ET TOUJOURS

Au-delà du déficit la conquête des marchés

L'ANNÉE 1987 n'aura pas été marquée aux Etats-Unis par un redressement de la balance commerciale, mais par une aggravation du déficit de l'ordre de 10 %. Même les résultats de novembre, décembre et de janvier, considérés parfois comme satisfaisants, correspondent en fait à un déficit annuel de l'ordre de 150 milliards de dollars, pratiquement sans changement sur l'année précédente.

Cette situation se comprend mieux en dépassant l'analyse descriptive des résultats pour replacer ce déficit dans son contexte qui est celui d'une vaste réorganisation industrielle à l'échelle mondiale. Le déséquilibre des échanges commerciaux des Etats-Unis est en grande partie le résultat des changements effectués par les multinationales dans l'organisation de leur production avec son déplacement à l'étranger et la spécialisation de l'industrie américaine.

Le transfert hors des frontières d'activités industrielles importantes et le rôle de certaines de ces filiales dans la production américaine ont stimulé les échanges dans les deux sens. Mais le déséquilibre de la production intérieure a alimenté le déficit, tandis que les fortes positions des filiales sur les marchés étrangers limitent les effets de toute offensive commerciale parant des Etats-Unis.

Naturellement, pour tirer profit de conditions nouvelles telles que la baisse du dollar et le regain de compétitivité de l'industrie américaine, les multinationales infléchissent dans certains secteurs leur politique d'investissement. Mais il serait téméraire d'en attendre le changement radical d'une stratégie qui leur a sans doute été très profitable.

Des résultats masqués

La baisse du dollar, dont on attendait tant, a jusqu'ici un résultat ambigu. Bien qu'insuffisant pour peser sur les prix intérieurs de façon dissuasive, elle masque les résultats positifs enregistrés à l'exportation, signes de l'amélioration générale de la compétitivité et du redressement de certaines industries traditionnelles.

Les livraisons à l'étranger ont progressé en volume dans tous les grands secteurs, de 11,75 % au total selon le GATT. Les succès les plus marquants concernent d'abord des industries américaines déjà bien placées sur les marchés étrangers, telles que la chimie, l'informatique, le matériel électrique, mais aussi le papier, les articles métalliques, certains biens de consommation durables ou non durables qui soutiennent très mal la concurrence.

Mais la question cruciale est celle des importations. Malgré l'augmentation des prix, leur volume (hors pétrole) s'est encore accru de près de 3 %. Rares sont les produits industriels pour lesquels on note une réduction d'importations (radio-TV, électroménager). Or, dans un pays où les ventes couvrent à peine 60 % des achats, les progrès les plus spectaculaires des exportations resteront insuffisants sans une diminution des importations en volume nette et durable.

Cette baisse du dollar depuis 1985, inégale et peu sensible sur les monnaies de grands fournisseurs tels que le Canada et les NPI d'Asie, n'a pas eu sur les prix un effet suffisant pour rétablir la situation antérieure à la flambée du dollar. Les efforts des fournisseurs étrangers pour conserver cet énorme marché et le comportement des producteurs américains cherchant à préserver leurs marges en ont freiné l'effet. Après deux ans, l'incidence sur les prix sera sans doute moindre qu'en 1986-1987.

Une forte part des importations américaines est incompressible parce qu'elle dépend de la répartition de la production. Là où les ventes ont le plus progressé, l'augmentation des achats a été souvent plus forte encore, aggravant les déficits ou en suscitant (matériel électrique, biens de consommation non durables, informatique).

La spécialisation qui dans certaines branches favorise les Américains sur le marché mondial les amène ailleurs à s'adresser à des fournisseurs étrangers. Pour l'ensemble de l'équipement industriel, les importations ont encore effectué un bond de plus de 13 % en volume, qui annule presque l'effet de l'augmentation des ventes et maintient ce secteur en position déficitaire.

Pour évaluer qu'il soit, le déficit américain apparaît comme étroitement lié à l'internationalisation de la production telle que l'ont entreprise les multinationales américaines et à leur politique d'investissements industriels à l'étranger. Plus que d'autres, la balance commerciale américaine comprend une part importante de transferts intrasphériques directement liés à l'organisation de l'activité industrielle et à sa répartition géographique.

Il est bien connu en outre qu'à partir d'un certain seuil l'implantation industrielle prend avantageusement le relais des exportations. Ce sont deux aspects complémentaires de la conquête des marchés qu'il vaudrait mieux ne pas séparer. Le déficit commercial américain ne doit pas être considéré à part sans tenir compte des fortes positions

conquises sur les marchés mondiaux par les filiales américaines.

En toile de fond doivent apparaître les ventes des filiales industrielles sur les marchés locaux, qui dépassent largement les exportations totales des Etats-Unis, mais n'apparaissent pas dans les statistiques commerciales. Sont de plus à considérer les livraisons de ces filiales à des marchés tiers (proches de la moitié des exportations américaines). Celles-ci apparaissent bien dans les statistiques, mais comme exportations du pays d'implantation : 7 % des exportations de la France, 9 % de celles de l'Allemagne, 14 % (hors pétrole) de celles de la Grande-Bretagne sont constituées en fait par les ventes de filiales industrielles américaines.

Une image plus juste

Une balance élargie tenant compte des productions contrôlées à l'étranger par les capitaux américains et naturellement aux Etats-Unis par les capitaux étrangers donnerait de la situation une image plus juste qu'une balance commerciale fondée sur le seul passage des frontières. Même si elle se dégrade, la position des Etats-Unis est beaucoup plus voisine de l'équilibre et il n'est pas tenu compte ici de toute l'activité de sous-traitance dépendant des filiales américaines ou directement des réseaux de distribution des Etats-Unis.

L'économie des autres grands pays industriels devrait naturellement être examinée de la même façon. Leur engagement à l'extérieur est devenu de plus en plus important. Mais les stratégies de leurs multinationales semblent jusqu'ici avoir mieux préservé l'équilibre entre consommation et production nationale, en particulier en Allemagne et surtout au Japon.

JEAN LEMPIÈRE,
(en liaison avec le CNRS).

Balance élargie des Etats-Unis

(en milliards de dollars)

	Balance commerciale	Ventes des filiales (*) E-U	Ventes des filiales (*) étranger	Solde général
1977	- 33	+ 246	- 58	+ 155
1982	- 72	+ 354	- 128	+ 154
1984	- 128	+ 349	- 174	+ 47
1985	- 154	+ 385	- 183	+ 48

(*) Avec participation de plus de 10 % du capital. (Ventes des filiales majoritaires des Etats-Unis à l'étranger en 1985 : 287 milliards de dollars.)
(Source : Survey of current business.)

Quoi de nouveau ? ... l'hégémonie américaine

par JEAN-MARC SIROËN (*)

CONDAMNÉ au déficit extérieur qu'un pays sur-compétitif n'est voué à l'excédent. En 1981, les Etats-Unis étaient excédentaires : le Japon et la RFA étaient déficitaires. Et le solde commercial s'est dégradé, alors même que l'industrie renouait avec des gains de productivité souvent plus élevés qu'ailleurs.

En fait, le déficit commercial doit être directement imputé à la surévaluation du dollar jusqu'en 1985 - et à la reprise de la consommation interne qui trouve ses sources dans la politique économique de l'administration Reagan. Celle-ci fut déséquilibrante : les Etats-Unis et le monde n'ont sans doute pas fini d'en subir les conséquences.

Des pans entiers de l'économie américaine (agriculture, pétrole, secteur minier, sidérurgie...) se sont effondrés. Mais le fait même que, malgré la brutalité du choc, les taux de croissance américains soient devenus, à partir de 1983, largement positifs et que le taux de chômage ait presque diminué de moitié révèle la vitalité de la plus grande partie du système productif. Grâce au déclin accéléré de certaines activités vieillissantes, les Etats-Unis présentent, face aux nations rivales, une économie renouvelée.

La dépréciation du dollar donne à cette industrie rajeunie les moyens de s'affirmer. Au lieu de se polariser sur la balance commerciale, il serait plus pertinent d'observer, dans les prochains mois, l'évolution du volume des exportations.

Le fait même que les Etats-Unis aient pu, en profondeur, reculer un gain des déséquilibres qu'ils provoquent, et qu'ils seuls puissent perpétuer, suffit à démontrer qu'ils conservent une position hégémonique. Certes, le premier devoir d'une puissance leader est de respecter ses propres règles : le rejet du système de Bretton Woods comme le recours plus fréquent au bilatéralisme signifient bien un certain retrait de la part des Etats-Unis, mais un leader doit aussi définir et imposer de nouvelles règles du jeu lorsqu'il estime que les anciennes ne sont plus conformes ni à ses propres intérêts ni, le cas échéant, à ceux de la communauté internationale.

Si, à l'intérieur, les Etats-Unis ont utilisé les déséquilibres pour adapter leur structure productive, ils peuvent compter, à l'extérieur, sur les fissures qu'ils ont eux-mêmes ouvertes pour faire accepter un nouvel ordre économique dont ils seraient les seuls à pouvoir garantir le fonctionnement. S'ils ne manquent pas d'arguments pour cela (chute agressive du dollar, « rétorsions » protectionnistes...), leur principal atout reste l'absence d'alternative.

De nouvelles règles

Qui d'autre pourrait imposer les nouvelles règles ? Sans doute pas, en tout cas, un Japon certes administré et rationné, mais mal armé, sans puissance militaire, culturellement renfermé et ne souhaitant pas, d'ailleurs, assumer les obligations qui s'imposent au pays qui accepte d'internationaliser sa monnaie.

Doit-on prévoir l'avènement d'un monde « multipolaire » ? Mais les Etats-Unis ont toujours exprimé le désir de faire administrer les affaires du monde par un condominium de nations... à condition, bien entendu, que les pays associés adhèrent aux règles et aux principes qu'ils auraient eux-mêmes formulés avec plus ou moins de rigueur. La « coordination des politiques économiques » n'est pas la « multipolarisation ».

Peut-on à la fois constater le « consensus » qui s'est établi autour des principes « réaganiens » d'une économie de l'offre et, en même temps, affirmer que les Etats-Unis ne constituent plus modèle ?

(*) Maître de conférences à Paris-Dauphine.

On n'a pas assez remarqué que les accords du Louvre ou de Venise affirment un certain nombre de principes qui, il y a seulement quelques années, auraient provoqué la perplexité de la plupart des hommes politiques : neutralisation de la fiscalité, dénationalisation, libéralisation et déréglementation des marchés (notamment du travail ou de la finance), etc.

L'objectif de l'Uruguay Round, imposé par les Etats-Unis, consiste moins à promouvoir le libre-échange traditionnel qu'à institutionnaliser des règles fondées sur la notion plus contraignante d'échange « loyal » (« fair trade »), vers laquelle s'est d'ores et déjà infléchi la législation américaine, et qui engagerait l'ensemble des politiques sectorielles (industrielles, agricoles...) menées par les pays signataires.

En réalité, l'objectif d'une puissance hégémonique sera toujours d'instituer un système qui fasse partager par les autres nations les conséquences - heureuses ou malheureuses - de ses propres actes. Il était donc prévisible que les Etats-Unis fassent pression sur les pays les plus « rigoureux » (ou les plus « restrictifs ») - l'Allemagne et le Japon - pour qu'ils s'alignent sur des performances « moyennes », en grande partie pré-déterminées par celles de l'économie dominante. L'institutionnalisation de cette « mise en convergence » des performances, par des procédures de « coordination », pourrait ainsi préfigurer un nouveau mode d'administration de l'économie mondiale dont le caractère « multipolaire » se révélerait bien illusoire.

Le dollar désengagé

Même si cela reste à démontrer, l'endettement international des Etats-Unis pourrait certes retomber en cause l'hégémonie du dollar. Mais l'internationalisation d'autres monnaies aurait surtout pour effet de désengager les Etats-Unis des obligations les plus lourdes - garantir la stabilité du système - sans, pour autant, leur faire reconstruire la liberté qu'ils conservaient de mener n'importe quelle politique monétaire interne. L'internationalisation du yen ou du mark (l'ECU) ne fournirait-elle pas au système fédéral de réserve de nouveaux instruments de pression sur l'Europe et le Japon ?

L'Europe et le Japon devraient profiter de l'actuelle faiblesse relative - de la position américaine (qui ne saurait se perpétuer) pour tenter d'amender les règles les plus discutables de cette esquisse de nouvel ordre économique international. Il s'agirait alors moins de s'interroger sur la date de l'avènement d'un très incertain monde multipolaire que sur la pertinence des principes qui, sans qu'on y prenne garde, et sans discussions préalables, finiraient bien par s'imposer dans les faits.

Jusqu'où doit aller la déréglementation, notamment dans le domaine de la finance internationale ? La neutralisation de la fiscalité ne prive-t-elle pas l'économie d'un précieux instrument d'ajustement macro-économique ? Quels types de contraintes externes doivent être imposées aux politiques nationales des économies et, notamment, à l'économie dominante ? Voilà quelques-unes des questions sur lesquelles on pourrait souhaiter que s'instaure aujourd'hui un véritable débat.

© RECTIFICATIF. - Dans le point de vue de Paul Boccard « Rompre pour une autre stratégie » publié dans « le Monde économique » du 15 mars, l'omission d'une ligne a faussé le sens de la dernière phrase, en page 37. Il fallait lire, à propos de l'investissement productif : « Il ne fait pas remonter les travailleurs par des machines et en faisant peu ou pas croire la production, en vue de réduire le niveau des salaires et de l'emploi afin d'élargir le profit, dans une valeur ajoutée en prix croissant peu ».

BIBLIOGRAPHIE

Economisons l'énergie

La consommation d'énergie dans le monde ne devrait pratiquement pas augmenter d'ici à l'an 2020 si les nouvelles technologies étaient utilisées par tous les pays de la planète. Telle est la conclusion du volumineux livre qui vient de paraître (1) quatre scientifiques - MM. José Goldemberg (Brésil), Thomas Johansson (Suède), Amulya Reddy (Inde) et Robert Williams (Etats-Unis) - au terme de dix années de travail.

Cette thèse va à l'encontre des résultats de récentes études - produites par des organismes internationaux comme la WEC (World Energy Conference) ou l'IIASA (International Institute for Applied Systems Analysis). Celles-ci influencent, selon les auteurs, par les grands producteurs d'électricité, prévoient une multiplication par trois de la consommation énergétique au terme des trente prochaines années.

M. Goldemberg et ses confrères se défendent d'avoir eu une approche politique : « Notre travail a reposé uniquement sur des données techniques et économiques et exclut tout bon sens ». La clé d'une croissance modérée des besoins énergétiques (plus de 20 % dont 5 % à 10 % pour le nucléaire) consiste, explique le professeur brésilien, en un meilleur emploi des ressources disponibles sur place. « Dans le cas contraire, reconnaît-il, nous aboutirions à une situation explosive ».

Pertinent du constat que les pays en développement augmentent rapidement - l'Inde et le Brésil, par exemple - leur consommation (en moyenne actuellement 1 tonne d'équivalent-charbon par tête contre 10 tonnes aux Etats-Unis), l'ouvrage met en garde le tiers-monde contre une utilisation comparable à celle des Etats riches jusqu'au premier choc pétrolier, c'est-à-dire en ne se

préoccupant pas des gaspillages. Aussi préconise-t-il pour les pays - ou du moins pour ceux qui ont déjà la capacité de les maîtriser - de faire appel aux nouvelles technologies pour la production, notamment, de biomasse et d'énergie photovoltaïque.

Leur crainte est que les producteurs d'énergie de l'hémisphère nord se tournent vers les marchés du Sud afin de compenser la baisse de la consommation dans les pays riches. Ces derniers ont réduit de 20 % leur demande entre 1973 et 1983, et il est prévu une diminution équivalente d'ici à 1995. Outre les deux crises pétrolières, cette tendance tient à l'évolution des sociétés industrialisées : perte de vitesse des productions grandes consommatrices d'énergie (acier, aluminium, chimie, etc.) et percée de l'électronique et de la biotechnologie dont les besoins sont plus faibles pour une rentabilité plus grande.

Considérant que l'endettement des pays en voie de développe-

ment ne leur permet pas d'imiter les pays développés par la construction de barrages hydro-électriques ou de centrales nucléaires, les experts estiment que le tiers-monde peut satisfaire sa demande par des moyens simples : emploi de lampes incandescentes, utilisation de réfrigérateurs (déjà construits par les Japonais) et de voitures (à l'étude chez Volvo, Toyota et Volkswagen) consommant beaucoup moins que les modèles classiques, etc.

Le livre évalue à 1 million de dollars le coût moyen de la construction d'une centrale hydro-électrique alors que l'investissement, par exemple, est dix fois inférieur pour la réalisation d'une unité de production de lampes incandescentes qui économisent 50 % d'électricité par rapport à un éclairage traditionnel.

MARCEL SCOTTO

(1) Energy for sustainable World. Ed. Wiley Eastern Ltd (Inde).

L'Affaire des 400 Volvo

Pour ceux qui sont amateurs de « coups » en matière d'automobile, pour ceux qui sont à l'affût de l'affaire rare, voici une information précieuse. Volvo lâche sur le marché, dans toute la France, quelque 400 voitures (principalement

des « 340 », mais aussi des « 360 ») et ceci dans des conditions assez exceptionnelles. Jugez-en plutôt : ce sont des véhicules récents, utilisés précédemment à la location - des modèles 87 pour la plupart - vérifiés avec soin et qui bénéficient

d'une garantie d'un an « Occasion Sécurité... » qui sont vendus à un prix parfois inférieur à leur valeur d'achat.

Quand on sait qu'une Volvo de moins d'un an est une denrée plutôt rare (étant donné la solidité et la

longévité de ces voitures, leurs propriétaires en changeant moins souvent que la moyenne), on peut être tenté d'en savoir plus sur cette opération... Il suffit pour cela de prendre son téléphone et d'appeler le 45.33.80.80.

(*) Maître de conférences à Paris-Dauphine.

CIRCUIT ARG...
Pour découvrir en...
réserves de la Tunisie
5.4

TUNISIE
COURS - WEEK-END
4
TUNISIE
CONTACT

NOUVEAU CYCLE
GESTION
PERSONNEL

Pour bien
en affaire

LES ELECTIONS
LEMAN ET LOCALS

ECONOMIE

L'ÉTAT DE LA FRANCE

Une grande bifurcation

(Suite de la page 37.)

Le handicap est évident par rapport à l'Allemagne, ou au Japon, ou même à l'Italie, qui, de longue date, ont fondé leurs stratégies sur la qualité et une adaptation fine aux besoins des utilisateurs.

Deux sentiers contrastés

Faut-il en conclure que la France est entrée dans un irrémédiable déclin ? Ce serait céder à un fatalisme qu'aucun déterminisme ne justifie. En effet, les périodes de crise n'expriment pas seulement les contraintes d'un mode de régulation dépassé, elles sont aussi une ouverture sur de nouvelles formes d'organisation de l'économie et de la société. S'amorce l'équivalent d'une « grande bifurcation » entre deux sentiers fort contrastés.

Que se prolonge une politique, « au fil de l'eau », d'adaptation toujours retardée à des contraintes et à des chocs véhiculés par le système international, et la France pourrait alors connaître les affres d'un déclin à l'anglaise. O ironie ! Ce péril se manifeste au moment même où la

thérapeutique de M^{re} Thatcher semble l'interrompre.

Désindustrialisation, maigre progression du niveau de vie, divorce progressif entre un capital financier qui s'internationalise et une base industrielle qui se délite, conflits larvés ou ouverts dans les relations de travail, interdiraient que la société française adhère aux potentialités des nouvelles formes d'organisation et techniques sont portées.

Or notre pays n'a ni pétrole ni la City de Londres, et c'est peut-être une chance ! En effet, depuis 1945 ses élites ont considéré que le dynamisme industriel était une condition de l'autonomie nationale et de la progression du niveau de vie, alors que, au-delà des affrontements, le mouvement syndical a su négocier la modernisation productive. Autant d'atouts qui rendent possible un autre sentier beaucoup plus prometteur, et qui pourrait s'inscrire dans ce que sont les forces et faiblesses du capitalisme français : « La modernisation n'apparaît jamais assurée ou garantie. Ni non plus impossible » (1).

Face à des défis majeurs, la société n'est jamais restée longtemps bloquée. Qui, par exemple, aurait pu imaginer dans les

années 30 le miracle des années 60 ? Encore faut-il que la prise de conscience du caractère pernicieux des évolutions en cours débouche sur un sursaut, qui devrait plus emprunter au langage churchillien qu'aux discours rassurants dont le monde politique est coutumier.

La claire perception par l'opinion publique de la gravité de la situation, en particulier de l'ampleur et de la durée du chômage, tout à la fois cancer et bombe à retardement, autoriserait plus d'innovations et d'ambitions dans l'exploration de nouveaux modes d'organisation. Mais il faudrait qu'enfin s'ouvre un débat autour d'un scénario misant sur les vertus d'une coopération à tous les niveaux, de l'entreprise, de la nation, comme à l'échelle internationale.

La dynamique réamorcée

En premier lieu, si la persévérance dans les politiques de rigueur ne conduit pas au redressement attendu, il importe de réfléchir sur une nouvelle combinaison entre politique du change, partage des revenus et dépenses publiques. Une opération de grande ampleur, dans le style — mais non le contenu — de celle menée en 1958, pourrait réamorcer une dynamique vertueuse entre croissance et modernisation, que n'aurait pu obtenir une politique gradualiste.

En second lieu, le dialogue social est aujourd'hui dans une impasse, car seule la nature des concessions fait l'objet des négociations patronat-syndicats. Or les sacrifices éventuels seraient d'autant mieux acceptés que les acteurs débattraient puis adhèreraient à des règles du jeu à trou-

ver, qui, demain, permettront de partager les fruits d'une modernisation enfin enclenchée.

Un jour ou l'autre, la société française se devra d'aborder de front cet impératif de démocratie salariale. Condition de l'acceptation sociale de la modernisation, sa généralisation permettrait de lever les incertitudes radicales qui pèsent encore sur les contours du mode de développement à venir, tout en mobilisant les ressources humaines trop souvent laissées en jachère.

Enfin, plutôt que d'opposer en une vaine scolastique la merveilleuse flexibilité du marché à l'inefficacité congénitale de l'Etat — ou vice versa — il conviendrait de réfléchir sur des formes intermédiaires originales qui, combinant intimement l'un et l'autre de ces principes de régulation, favoriseraient prévisibilité, efficacité et compatibilité des stratégies innovatrices des firmes. C'est, semble-t-il, l'une des clés du succès de pays aussi différents que la Suède et le Japon. Pour quoi la France ne trouverait-elle pas une voie propre, loin de l'importation inefficace, voire impossible, de modèles venus d'ailleurs ?

Halte donc au fatalisme ! Mais attention à l'horloge de la crise, il est déjà bien tard pour la France. Le sursaut n'en devrait être que plus vigoureux. La tyrannie qu'exercent les contraintes de court terme sur la politique économique pourrât-elle être enfin surmontée ? Tel est peut-être l'un des enjeux, majeur bien que caché, de l'après-élection présidentielle.

ROBERT DOYER.

(1) Le Capitalisme français : biographies et dynamiques d'une croissance, sous la direction de Patrick Fridenson et Antoine Straus. Fayard, 1987.

CIRCUIT ARCHEOLOGIQUE
Pour découvrir en 10 jours les merveilleux vestiges de la Tunisie Punique et Romaine

5.400 F
Paris/Paris tout compris

TUNISIE CONTACT
SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

TUNISIE CONTACT
75001 PARIS

SALAIRES BAC + 2

ÉCOLE D'INGÉNIEURS ORGANISÉE

STAGE 800 HEURES EN ALTERNANCE
AUTOMATISATION INDUSTRIELLE
ET ROBOTIQUE

OBJECTIF : conduite de projet, bureau d'études en automatisation des processus industriels
MAI 1988 - SEPTEMBRE 1989

ENSEA

Allée des Chênes-Pourpres, 95000 CERGY-PONTOISE
30-38-48-00



INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DEUXIÈME CYCLE DE GESTION DU PERSONNEL

12 mois de formation haut niveau.
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de Prépa.

CONCOURS : 1^{re} session 25 avril 1988
Inscriptions immédiates.
Tél. : 47 66 84 22.

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel.
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

informations canadiennes

Revue bimestrielle de la Chambre de Commerce France - Canada
Abonnement 120 F
Renseignements
9/11 av. Franklin Roosevelt
75008 Paris
Tél. 43.59.32.38

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

M.S. HEC

MASTÈRES SPÉCIALISÉS

UNE FORMATION D'EXCELLENCE A L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

M.S. HEC COMMUNICATION : LA COMMUNICATION GLOBALE

Au service des Entreprises et Organismes : Publicité, Promotion, Relations Publiques, Sponsoring, etc.

M.S. HEC ENTREPRENEURS : LES LEADERS EN ACTION

Former sur le plan humain et scientifique les managers de demain.

M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE : LES NOUVEAUX MÉTIERS DE LA FINANCE

Maîtriser les nouveaux instruments financiers et gérer les risques internationaux.

M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING : LE MARKETING SCIENTIFIQUE

Mettre le Marketing au service de la décision stratégique.

Clôture des inscriptions :

15 mai 1988.

Réunion d'Information : M.S. Finance Internationale et Intelligence Marketing : le 12 avril 1988 à 18h.
Hôtel Royal Monceau - 37, avenue Hoche - 75008 PARIS

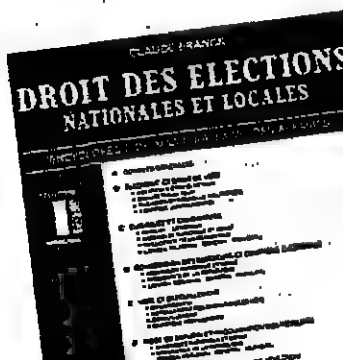
Renseignements et Inscriptions :
Monique SASSIER - HEC - 78350 Jouy-en-Josas



HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

pour bien décider en affaires...



100 TITRES

8 SÉRIES :

DROIT PRIVÉ

DROIT PUBLIC

INFORMATIQUE

DROIT DU TRAVAIL

FINANCES-GESTION

DROIT DES AFFAIRES

DROIT DE L'IMMOBILIER

DROIT DES SOCIÉTÉS

CHEZ VOTRE LIBRAIRE



هنا من الامم

La chronique de Paul Fabra

DE la dernière encyclique de Jean-Paul II, la question sociale (soit dit en passant, un passage a été cité souvent pour en faire grief au Saint-Père, d'autres fois pour marquer une sorte d'étonnement plus ou moins indigné. C'est celui où Jean-Paul II, après avoir expliqué que « la tension entre l'Orient et l'Occident [...] vient d'une opposition [...] entre deux conceptions du développement même des hommes et des peuples, tous deux imparfaits et ayant besoin d'être radicalement corrigés », ajoute que « c'est là une des raisons pour lesquelles la doctrine sociale de l'Eglise adopte une attitude critique vis-à-vis du capitalisme libéral aussi bien que du collectivisme marxiste ».

Comment, ont écrit de nombreux commentateurs, peut-on aujourd'hui encore renvoyer dos à dos le capitalisme libéral, quels que soient ses défauts, et le collectivisme marxiste ? Le premier, comme l'écrivait Joseph Schumpeter (pendant la dernière guerre), n'a-t-il pas été à l'origine d'un prodigieux développement économique dont la classe ouvrière a certainement été le principal bénéficiaire ? Cependant, la critique de l'Eglise est-elle tout à fait justifiée ?

Dans la même encyclique, il est écrit que « dans le monde d'aujourd'hui, parmi d'autres droits, le droit à l'initiative économique (1) est souvent dénié », et le pape d'ajouter : « il s'agit pourtant d'un droit important, non seulement pour les individus mais aussi pour le bien commun. L'expérience nous montre que la négation de ce droit ou sa limitation au nom d'une prétendue « égalité » de tous dans la société réduit, quand elle ne le détruit pas en fait, l'esprit d'initiative, c'est-à-dire la personnalité créative du citoyen (1). »

Le Saint-Père va encore plus loin puisque, à l'initiative « créatrice », il oppose « la passivité, la dépendance et la soumission à l'appareil bureaucratique » et, pour que nul n'en ignore, il précise que l'appareil bureaucratique atteint son maximum de nocivité quand celui-ci est non seulement l'unique organe d'organisation et de décision, mais aussi quand il possède

La main invisible ou la Providence ?

la totalité des biens et des moyens de production.

Conformément à la doctrine de l'Eglise, Jean-Paul II répète encore que « le droit à la propriété privée est valable et nécessaire ». Cependant, le pape, pour qui, selon une formule assez énigmatique, « les biens de ce monde sont à l'origine destinés à tous », n'aime guère la conception héritée du droit romain qui confère au propriétaire le droit d'user ou d'abuser de son bien. Cependant, il n'existe pas de vie économique sans contrats respectés, et l'on peut se demander si la définition extrême du droit de propriété n'a pas été le socle sur lequel s'est édifié le développement capitaliste, sinon le développement tout court de l'Occident depuis deux siècles.

CE n'est sans doute pas par hasard non plus que le pape, parmi les citations des Ecritures, a rappelé la célèbre parabole des talents où le Christ s'exprime avec un réalisme particulièrement saisissant. Au mauvais serviteur qui, au lieu de faire fructifier l'unique talent qu'on lui avait confié, l'avait enfoui dans la terre, le maître dit : « Mauvais serviteur paresseux, tu savais que je moissonne où je n'ai pas semé et que je ramasse où je n'ai rien répandu. Il te fallait donc placer mon argent chez les banquiers. A mon retour, j'aurais recouvré mon bien avec un intérêt (2). Retiens-le donc ton talent et donne-le à celui qui a les dix talents ». Le maître avait donné à deux autres serviteurs respectivement cinq et deux talents. Chacun d'eux lui rendit le double des sommes confiées.

Qu'est-ce que le capitalisme libéral pour le Saint-Père ? Sans doute ne lui préfère-t-il pas le capitalisme d'Etat (on a vu ce qu'il a dit de la possession par l'Etat de l'ensemble des biens de production) ? Lui préférerait-il un capitalisme plus ou moins protectionniste ? Certainement

pas, le pape, dans l'encyclique, condamne avec courage et le protectionnisme et le « libéralisme grandissant » qui gagne les pays à économie de marché. Les pays socialistes organisent, pour leur part, tout le commerce sur la base d'échanges équilibrés à deux.

Capitalisme libéral et collectivisme marxiste ne sont pas des concepts symétriques. S'il est bien vrai que le premier ne peut se développer qu'à la condition qu'il existe un Etat capable de faire respecter les contrats individuels (le droit n'est pas la justice mais il n'y a pas de justice sans droit), il convient de reconnaître que le capitalisme n'a pas besoin d'être institué pour exister. Comme Léonine l'avait fort bien vu, il existe en germe à partir du moment où fonctionne un marché où s'échangent les produits. Or la relation d'échange est une relation d'égalité. Au contraire, le socialisme collectiviste ne peut exister qu'à condition qu'un Etat le décrète, en interdisant en particulier la plupart des actes d'échange.

Il reste qu'un système, fût-il « naturel », peut être gravement détourné de ses fins. C'est ici que le message du pape prend toute sa dimension et sa grandeur, même si dans cet effort de dépassement il peut paraître insuffisant ou trop vague.

On comprend qu'il condamne, avec la « soif du pouvoir » et le « désir du profit exclusif ». Mais les bonnes intentions ont rarement conduit au paradis, fût-il terrestre. Faut-il voir, comme le Saint-Père, le rôle du développement dans « une attitude diamétralement opposée » à celle qui prévaut aujourd'hui et qui consisterait à « se dépenser pour le bien du prochain » en étant prêt, au sens évangélique du terme à « se perdre » pour l'autre plutôt que de l'exploiter, et à « le servir » plutôt que de l'opprimer à son propre profit ?

A ces paroles édifiantes on serait tenté de préférer la sobre jugement exprimé par Adam Smith dans l'un des deux ou trois plus beaux textes d'économie politique, jamais écrits (un autre texte étant la Loi des débouchés expliquée par Jean-

Baptiste Say pour démontrer que toute offre crée sa propre demande).

Que dit Adam Smith, dans ce texte inoubliable et honni par tous les dirigistes, sur la « main invisible » ? Que l'entrepreneur « en dirigeant son affaire de telle manière que sa production atteigne la plus grande valeur cherche seulement son propre gain et qu'il est en cela comme dans beaucoup d'autres occasions, conduit par une main invisible pour promouvoir une fin qu'il n'était pas dans son intention de réaliser... En poursuivant son propre intérêt, il réalise fréquemment celui de la société tout entière de façon plus effective que lorsqu'il cherche directement à réaliser le bien commun. Je n'ai pas vu beaucoup de bien produit par ceux qui affectent de conduire leurs affaires pour le bien commun ». Et, à la fin, il conclut : « La Providence agit par la main invisible ».

Où que dit Jean-Paul II dans son encyclique ? Que la « doctrine sociale de l'Eglise n'est pas une troisième voie entre le capitalisme libéral et le collectivisme marxiste ». Elle constitue ce qu'il appelle « une catégorie en soi ». Son rôle est de guider « la conduite de la personne ». Or ne serait-ce pas centrer la position d'Adam Smith que de prétendre que celui-ci donnait le conseil aux entrepreneurs et autres marchands de se montrer le plus égoïste possible pour produire le plus grand bien social possible ?

On pourrait trouver dans l'encyclique un début de réconciliation entre la Providence et la main invisible : « Le développement des peuples commence et trouve sa mise en œuvre la plus appropriée dans l'effort de chaque peuple pour son propre développement en collaboration avec les autres. » Il n'empêche que la contradic-

tion est loin d'être surmontée. Parmi les désordres du système commercial international, le Saint-Père dénonce « une sorte de division internationale du travail selon laquelle les produits à faible prix de revient de certains pays dénués de législations du travail efficaces ou trop faibles pour les appliquer sont vendus en d'autres parties du monde avec des bénéfices considérables pour les entreprises spécialisées dans ce type de production qui ne connaît pas de frontières ». Si les pays pauvres ne pouvaient pas vendre dans de pareilles conditions leur production, y aurait-il la moindre chance que ces pays reçoivent le capital dont il manque cruellement pour se développer ? Mais ce n'est pas une raison pour ne pas encourager par tous les moyens l'amélioration du sort des travailleurs coréens, chinois, brésiliens...

DE loin la partie la plus forte de l'encyclique est celle où Jean-Paul II évoque le rôle du mal dans la conduite des affaires humaines. Une analyse objective de l'histoire économique, financière, monétaire des vingt-cinq dernières années ferait apparaître une série impressionnante d'erreurs de politique, un refus délibéré d'examiner toute solution qui ne sert pas la perpétuation du système tel qu'il existe, un aveuglement qu'il est difficile de ne pas qualifier de coupable pour cette raison. Parmi les « mécanismes pervers » que dénonce le chef de l'Eglise figure en bonne place le système monétaire et financier mondial « qui se caractérise par la fluctuation excessive des méthodes de change et des taux d'intérêt au détriment de la balance et de la situation d'endettement des pays pauvres ».

Faut-il considérer que, dans ce décor d'erreurs croissantes, les hommes ne sont pas responsables d'une façon ou d'une autre ? Jean-Paul II dénonce pour sa part les « structures du péché ». La persévérance dans l'erreur n'est-elle pas, à juste titre, qualifiée de « diabolique ».

(1) Souligné dans le texte.

(2) Cette phrase : « Il te fallait donc placer mon argent chez les banquiers... avec intérêt » n'est pas citée dans l'encyclique.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

L'air des cimes

« DU moins puis-je porter un témoignage : le savoir économique progressivement organisé, contrôlé, épuré par les sciences, l'économie d'intention scientifique, mérite, par l'importance de son enjeu et par ses premières conquêtes, que l'on y consacre l'énergie d'une vie entière. » Ainsi parle François Perroux en conclusion d'une présentation autobiographique que publia en 1980 *Moneta e credito*, revue de la Banca nazionale del lavoro, et que reprend, en ouverture, le dernier numéro d'*Economie appliquée* (1).

Professeur au Collège de France, après avoir été directeur de la direction de la prévision, puis directeur général de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), Edmond Malinvaud ne désavouerait certainement pas cette phrase, même s'il la formulait différemment : en témoignage de la présentation autobiographique qu'il vient à son tour de publier dans la revue de la Banca nazionale del lavoro (2).

Perroux par Perroux, Malinvaud par Malinvaud. Invitations à prendre de la hauteur. Les années de jeunesse sont décisives dans la formation d'une pensée. Boursier Rockefeller, François Perroux va à Vienne en 1934 ; il suit le séminaire de Ludwig von Mises, où il rencontre Richard von Strigl et, du côté des dissidents, Oscar Morgenstern « déjà passionné par la mathématique supérieure » et Hugh Gaitskell que von Mises excusait avec une feinte indulgence : « Que voulez-vous, il se destine à une carrière socialiste... » Puis c'est Rome, où Perroux suit des enseignements de Luigi Amoroso et se lie « avec cet extraordinaire mathématicien, statisticien, sociologue, économiste qu'était Corrado Gini ».

La guerre l'empêche de partir aux Etats-Unis. Ayant fondé l'ISEA (Institut de sciences économiques appliquées), c'est, à la libération, pour l'Angleterre qu'il s'embarque, afin d'y étudier la comptabilité nationale : Oxford, Cambridge, Londres — Thomas Balogh, Paul Streeten, Joan Robinson, Sir John Hicks, Richard Stone, puis Sir Roy Harrod et Friedrich von Hayek, alors

professeurs à la London School. La pensée de Perroux s'enracine dans les cultures d'Europe. Et c'est à l'amitié de Joseph Schumpeter qu'il reconnaît devoir son invitation à Harvard en 1947.

Trois ans plus tard, arrive à l'université de Chicago, avec le soutien de la Fondation Rockefeller, un jeune économiste mathématicien, Edmond Malinvaud, sur la base de sa formation française — Polytechnique, l'ENSAE (Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique), les enseignements de Maurice Allais — il se forme aux mathématiques — alors — modernes. Invité de la Cowles Commission for Research in Economics, il travaille avec Jacob Marschak, Tjalling Koopmans, Gérard Debreu et rencontre Kenneth Arrow, Leonid Hurwicz, Leonard Savage et, de temps à autre, Milton Friedman. S'il publie des articles sur les indices de prix et les élasticités-prix des importations et des exportations, c'est, à ses yeux, son travail sur les questions théoriques de la microéconomie qui consacre son entrée dans le cercle des chercheurs académiques en sciences économiques — cercle dominé par la pensée d'outre-Atlantique.

En 1980, avec un demi-siècle de travail et de publications der-

rière lui, Perroux s'exaspère : « Je ne puis accepter sans appel les verdicts qui réduisent mon apport à une pure critique, ou qui me félicitent de vues pénétrantes sans vue d'ensemble, ou qui polémi- quement décrètent que ma position n'est pas opérationnelle ; ce qui n'est pas opérationnel — mais vraiment pas du tout — c'est l'équilibre standard répété sans la finesse et les scrupules des fondateurs, parce qu'il détruit la réalité de l'agent et de son activité sous couleur de la simplifier [...] ».

Perroux plaide : derrière toutes ses recherches spéciales, derrière tous les concepts qu'il a produits et « éprouvés assidûment au contact d'observations nombreuses », admettra-t-on enfin qu'il y a une « intuition critique et fondamentale », une même hypothèse, « une recherche méthodique de l'asymétrie sous des formes et dans des conditions particulières (1) ».

Autre est la démarche d'Edmond Malinvaud : pour lui, les fondements de la science économique sont posés ; la démarche est en cours ; à chacun, selon ses capacités, revient d'apporter sa contribution. Dès le début des années 50, il relève une confusion dans un des articles de Ludwig Metzler sur la théorie du capital et donne à Paul Samuelson la clé

d'un problème concernant l'axiomatique de l'hypothèse de Neumann-Morgenstern ; il contribue à l'unification des deux approches, longtemps opposées, de la théorie du capital.

Correspondant de 1954 à 1964 de la publication d'*Economica*, praticien (avec notamment sa contribution à l'élaboration des méthodes du plan), théoricien (théorie du déséquilibre, théorie du chômage...), conseiller pour l'élaboration de la politique économique (direction de la prévision, direction de l'INSEE), enseignant (longtemps à l'ENSAE, et maintenant au Collège de France), ses apports sont impressionnants. Ce qui ne l'empêche pas de souligner que ce qui peut être affirmé objectivement en économie reste limité (2).

Mais y a-t-il un corpus central de la science économique, définitivement établi et qu'il ne resterait qu'à étoffer, renforcer, enrichir ? La réponse d'Edmond Malinvaud est certainement affirmative : celle de François Perroux était plus complexe : dans son texte de 1980, il rappelle, à propos de l'équilibre général, « deux affirmations trop peu souvent méditées » : l'une de Vilfredo Pareto : « Je voyais le concret et ne pouvais l'atteindre » ; l'autre d'Oscar Morgenstern : « Il n'y a pas de route qui conduise de Léon Walras à la réalité ».

Sociologie et économie

Réalité. Connaissance de la réalité. Connaissance scientifique. Scientifiquement de l'économie... Questions essentielles sur lesquelles deux livraisons récentes nous invitent à revenir, l'une en confrontant économie et sociologie (3), l'autre à partir d'un réexamen des positions de Karl Popper (4).

Et d'abord comment spécifier l'économie ? Par son objet ? Ou son approche ? Ou sa méthode ? La confrontation avec la sociologie n'apporte pas de réponse : l'une et l'autre disciplines peuvent être appliquées aux mêmes champs : sur le même champ, il arrive, constatent Christian Baudet et Jacques Mairesse, que les textes de l'économiste et du

sociologue ne se rencontrent pas, ou presque : chacun sent bien qu'il n'appartient pas à la famille de l'autre, sans qu'il soit aisé, pour autant, d'expliquer ce qui constitue la différence.

Les sociologues Christian Baudet et Roger Establié se disent, pour leur part, « toujours impressionnés par le déploiement de modèles déductifs et très fortement mathématisés des économistes : non sans le secret espoir que ces constructions ingénieuses aboutissent à des résultats ingénus de nature ou de trivialité » ; mais c'est pour reconnaître aussitôt après « la valeur heuristique des modèles déductifs » et l'usage fructueux qui en a été fait dans plusieurs domaines en sociologie.

Profil

Chaque mot pesé ; de la mesure en tout ; silences, sourires ou regards. Est-ce là l'expression de la rigueur scientifique ? Ou son effet ? Sa froideur même semble retenue, mais sans doute protège-t-elle une profonde délicatesse.

Une compétence appréciée à la fois par les plus éminents de la communauté scientifique, par les plus hautes autorités politiques, par ses collaborateurs et par ses étudiants. Une réputation multiple et prestigieuse. Et, bien sûr, un rare achèvement à travailler.

Maîtrise des langages de la science économique — les mathématiques et l'anglais ; souci de faire progresser la connaissance scientifique ; dialogue permanent avec la recherche anglo-saxonne : c'est en anglais qu'Edmond Malinvaud est de plus en plus amené à publier ses travaux, et tous, tant s'en faut, ne sont pas disponibles en français.

Or voici que cet homme réservé nous offre un récit de sa vie dans le numéro de septembre 1987 de la *Quarterly Review* de la Banca Nazionale del Lavoro : itinéraire intellectuel, parcours personnel, carrière professionnelle, œuvre scientifique...

Un seul handicap, la nationalité : française. Pour le reste, un parfait curriculum pour le prix Nobel.

Point de vue convergent de Jacques Mairesse, de l'ENSAE, qui constate que, si l'on peut opposer « économiste modélisateur » et « sociologue descriptif », les autres espèces, celles du « sociologue modélisateur » et de l'« économiste descriptif » existent aussi (3). Le clivage n'est donc pas là.

Serait-il dans une plus grande scientificité de l'économie, comme le suggèrent certains textes de Karl Popper ? Le monde des économistes serait-il plus rationnel ? On sait en effet que l'hypothèse de rationalité des comportements constitue, pour K. Popper, un postulat méthodologique sans lequel il ne peut y avoir de sciences sociales. Mais, comme le rappelle Hubert Brochier, professeur à l'université de Paris-I, s'il a fréquemment exprimé sa considération pour le noyau dur de la théorie néo-classique, appelée par lui « logique de situation », K. Popper le considérait valable pour toutes les sciences sociales (4). Donc, pas de clivage net là non plus.

Pour éviter de conclure, empruntons à J. Mairesse cette citation de Ludwig Wittgenstein : « L'atmosphère qui entoure ce problème est effroyable. D'épais nuages de langage pèsent sur ce point crucial. Il est presque impossible à atteindre ».

(1) « François Perroux (1903-1987) », numéro spécial d'*Economie appliquée*, 1987 n° 2 (Librairie Droz, 11, rue Massot, 1211 Genève 12, Suisse). Ce numéro sous offre des articles ou contributions publiés par F. Perroux entre 1926 et 1977 sur quelques thèmes clés de son itinéraire intellectuel ainsi qu'une bibliographie ; indispensable pour tous ceux qui portent intérêt à sa pensée et à son œuvre.

(2) Edmond Malinvaud, « The Challenge of Macroeconomic Understanding », *Quarterly Review*, September 1987 (Rivista trimestriale della Banca nazionale del lavoro, Via V. Veneto 119, 00187 Roma).

(3) « Economie, sociologie », numéro spécial consacré à la confrontation, pour quelques domaines, des démarches de deux disciplines, *Revue économique*, janvier 1988 (FNFSP, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07).

(4) La pensée de Karl Popper et la science économique : un ensemble de contributions sur les problèmes méthodologiques et épistémologiques, *Economia e Società*, octobre 1987 (PUG, BP 47 X, 38040 Grenoble Cedex).

Kaléidoscope

« Europe 1992 », dans la perspective du grand marché intérieur, dossier d'*Economie prospective internationale*, revue du CEPII, 1^{er} trimestre 1988.

« A l'Est, le réveil de Shanghai », le *Courrier des pays de l'Est*, janvier 1988 ; la gestion des investissements et l'entreprise en Pologne, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1987, n° 4 ; la croissance économique soviétique de 1928 à 1985, *Journal of Economic Literature*, décembre 1987 ; et la valeur des estimations de la CIA sur l'économie soviétique, *Journal of Comparative Economics*, décembre 1987.

« De New-Delhi, Alger et Dar-es-Salam, trois regards sur « culture et développement », *Razvoj Development*, Zagreb, 1987, n° 2. Et du centre Croissance des jeunes nations de Lyon, un dossier sur « habitat et développement », *Informations*

et commentaires, oct.-déc. 1987.

« Dans « La France en politique », des contributions aux débats sur libéralisme/société, sur le déclin et sur le tracé, *Esprit*, mars-avril 1988 ; et, toujours pour la France, les industries de haute technologie, la croissance et la contrainte pétrolière, *Economie et statistique*, février 1988.

« L'appareil productif industriel : durée de vie des équipements, productivité et rentabilité », un fort numéro des *Cahiers économiques et monétaires - Entreprises*, de la Banque de France, n° 28, 1988.

« Sur la gestion du travail, la division des tâches, la flexibilité, la participation, *Sociologie du travail*, 1988, n° 1 ; et pour « une automatisation raisonnable de l'industrie », *Annales des mines*, janvier 1988.

de 1

La proche
telle européenne
mettra d'atténuer
spectateurs.ASTRA con
de haute quali
général pour
poise, anglaise
matiques doub
téléspectateur
ASTRA, le cho
française et ou

ASTRA, L

européenne des So

Astra offre un bouquet de 16 chaînes de Télévision à l'Europe.



La prochaine mise sur orbite d'ASTRA, le satellite européen de télévision à 16 chaînes, permettra d'atteindre près de 350 millions de téléspectateurs.

ASTRA compte offrir 16 chaînes européennes de haute qualité : 2 à 3 chaînes de divertissement général pour chacun des pays de langue française, anglaise et allemande, et 5 à 6 chaînes thématiques doublées en plusieurs langues. Ainsi, un téléspectateur français aura, grâce au satellite ASTRA, le choix entre 7 ou 8 chaînes en langue française et autant en langues étrangères.

Grâce à une zone de réception couvrant les régions d'Europe à fort pouvoir d'achat, ASTRA ouvrira aux chaînes européennes l'accès à un marché qui englobera, outre les 9 % de foyers déjà reliés aux systèmes câblés, l'ensemble de ceux qui disposeront d'antennes collectives ou individuelles.

Ainsi, la plupart des foyers de langue allemande, anglaise et française seront en mesure de capter les signaux du satellite avec une antenne parabolique de 60 centimètres.



ASTRA, LE SATELLITE COMMERCIAL DE TÉLÉVISION EUROPÉEN

Société Européenne des Satellites, 63, avenue de la Liberté, L - 1931 Luxembourg. Tél. : 19 (352) 49 94 711. Tlx : 60 229 SESAT LU. FAX : 19 (352) 49 94 71 219

InterQ / CND Consultants

هتدأ من الاميل

Economie

Le congrès de la CISL à Melbourne

L'ombre des pays de l'Est a pesé sur les débats des syndicats libres

SOMMAIRE

■ Au congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui s'est achevé le 18 mars à Melbourne, FO s'est opposée à toute complaisance envers les pays de l'Est (lire ci-contre).

■ Le groupe des sept grands pays industrialisés s'appuie à demander aux NPI (nouveaux pays industrialisés) un effort pour équilibrer leurs échanges commerciaux (lire page 45).

■ Le conflit qui oppose les Etats-Unis aux pays latino-américains paralyse les travaux de la Banque interaméricaine de développement (lire page 45).

■ Des centaines de camions restaient bloqués, à Calais et à Douvres, le 21 mars, en raison de la grève des marins britanniques (lire page 48).

Le XIV^e congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) s'est achevé le vendredi 18 mars à Melbourne par la réélection de M. John Vanderveken (Belgique), cinquante-huit ans, au secrétariat général et de M. Marayana (Malaisie), soixante-cinq ans, à la présidence. Les 320 congressistes se sont bornés, pour l'essentiel, à approuver des textes regroupés en quatre rapports distincts. Mais les échanges en commission ont parfois été vifs.

MELBOURNE
De notre envoyé spécial

Alors que parmi les pays directement concernés seuls Israël et le Liban étaient formellement représentés, un texte très prudent a été adopté sur le Proche-Orient. Evoquant les violences en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, il affirme la préoccupation de la CISL face aux « attitudes intolérantes » et aux « actions proscriues » d'un certain nombre de parties impliquées, et réclame l'ouverture d'une conférence internationale qui se prononcerait pour « une paix globale assurant la sécurité dans tous les Etats de la région et les droits légitimes du peuple palestinien ».

La résolution sur la paix, la sécurité et le désarmement n'aurait pas dû provoquer plus de difficultés, surtout le récent accord soviéto-américain sur l'élimination des missiles intermédiaires. Elle demande notamment « de nouvelles mesures immédiates pour une réduction réelle et contrôlée des armements » et de nouvelles dispositions susceptibles de « créer la confiance entre Etats et peuples, et ainsi d'œuvrer pour la détente ».

Mais un seul paragraphe de cette résolution a suffi, juste avant la clôture du congrès, à mettre le feu aux poudres. Ce paragraphe soulignait que la détente « exige une augmentation de la coopération et des contacts politiques, économiques et culturels entre l'Est et l'Ouest » ; de tels contacts qui,

au niveau syndical, sont établis ou susceptibles de l'être.

Ces quelques lignes ont provoqué un certain flottement dans la délégation américaine de l'AFL-CIO, mais surtout une vive opposition de FO. Prenant la parole, M. Bernard Mourges, secrétaire confédéral, qui conduisait la délégation du syndicat français, a affirmé que ce texte lui paraissait « constituer une inflexion de la politique de la CISL à l'égard des pays de l'Est ». « Il ne peut pas rencontrer notre adhésion », a-t-il conclu. D'ailleurs, interpellé, M. Vanderveken assura qu'il n'y avait « ni inflexion, ni changement fondamental » de la CISL, mais qu'il s'agissait simplement de préciser l'état d'esprit qui doit présider à d'éventuels contacts.

FO a toutefois décidé de s'abstenir sur le rapport incluant la résolution sur le désarmement. La centrale de M. André Bergeron a ainsi voulu adresser une mise en garde face à une évolution de la CISL qu'elle juge préoccupante. Alors que la confédération internationale a réaffirmé son soutien à Solidarité (Solidarnosc) en exprimant son refus de tout contact avec le syndicat officiel polonais OPZZ, FO s'inquiète de voir plusieurs syndicats européens — dont le DGB allemand et les Scandinaves — noter des relations avec les syndicats d'URSS et de l'ensemble des pays de l'Est. Par la bande, FO vise aussi la CFDT, représentée à Melbourne avec rang d'observateur par M. Albert Mercier, secrétaire national, dont l'affiliation à la CISL devrait être décidée fin 1988, et qui a rencontré récemment le syndicat hongrois.

Pour autant, FO se retrouve en harmonie avec la quasi-totalité des propositions de la CISL défendues à Melbourne. Dans son intervention devant le congrès, M. Mourges avait dénoncé les politiques qui consistent à « saigner à blanc des pays en pleine mutation économique, contraints de s'endetter plus lourdement pour rembourser les emprunts en regard de leur capacité réelle ». Il avait lancé un appel « aux gouvernements des pays industrialisés du monde libre », afin qu'ils prennent

conscience de l'urgence « de développer un vaste programme de coopération économique ». L'idée de FO, qui est de promouvoir une sorte de « plan Marshall » à l'échelle planétaire permettant de « contribuer au décollage économique » des pays en voie de développement, se retrouve en partie dans l'appel de la CISL pour une meilleure coopération internationale (le Monde du 18 mars).

Adaptation constante

Même s'il donne lieu à des interprétations différentes, le consensus était pratiquement total sur le thème dominant du congrès : « Rélever le défi du changement » (le Monde du 18 mars). La résolution, adoptée à l'unanimité, insiste sur « la nécessité d'adapter constamment les stratégies, structures et activités des syndicats libres afin de satisfaire les besoins changeants des travailleurs en général et de répondre aux conditions particulières des femmes, des jeunes travailleurs, des minorités ethniques et des travailleurs migrants ».

M. Vanderveken, qui juge que ce n'est pas à une confédération internationale d'inventer un modèle syndical, va multiplier les réunions entre syndicats afin de les faire progresser dans l'harmonisation de leurs programmes et de leurs politiques revendicatives.

Les débats du congrès de Melbourne ont montré, en effet, la grande diversité des pratiques syndicales. Un délégué indien de l'Inde Mazdoor et Sabha (HMS) (deux millions deux cent sept mille adhérents), M. Antony Pillai, a invité les syndicats à faire leur autocritique en prenant plusieurs exemples : « Lorsque nous luttons contre les privatisations, n'oublions pas que certains d'entre nous ont contribué à une situation qui a amené l'opinion publique à accueillir ces privatisations ». Comme l'avait fait le premier ministre australien, M. Bobby Hawke, lors de la cérémonie d'ouverture, M. Pillai a jugé positif le soutien apporté par le syndicat australien ACTU au gouvernement travailliste.

A l'opposé de ses voisins australiens, M. Burgess, président du syndicat néo-zélandais NZFC, a vivement critiqué le gouvernement travailliste de son pays. M. Burgess a la particularité, au sein d'une confédération internationale fondée en 1949 sur un rejet du communisme, d'être communiste.

Les atteintes aux libertés syndicales ont été vivement dénoncées par les congressistes, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud, de la Pologne, du Chili ou du Paraguay. Un syndicaliste chilien, M. Bustos, est venu à Melbourne en sachant qu'il risquait de se retrouver en prison à son retour. M. David, le secrétaire général du syndicat malaisien auquel appartient le président de la CISL, est en prison, accusé « d'incitation à la violence raciale ».

Mais la CISL a aussi exprimé « sa grave préoccupation » face au fait que,

même dans des pays ayant de longues traditions démocratiques, le mouvement syndical fasse de plus en plus l'objet de violations de ses droits. Un délégué néerlandais l'a invité à être plus attentif à la situation syndicale en Asie et à faire le ménage en son sein avec des syndicats se compromettant avec des régimes peu démocratiques.

Avec les 87 millions d'adhérents de 141 centrales de 97 pays qu'elle revendique, la CISL entend renforcer son influence auprès des organisations internationales. La présence à Melbourne de M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail (BIT), en était le signe. La collaboration entre la CISL et l'Organisation internationale du travail devrait devenir plus étroite et peut-être plus efficace.

MICHEL NOBLECOURT.

Grâce au satellite Télémob 1 C

Les Antilles, « vitrine » de la technologie française dans les Caraïbes

POINTE-À-PITRE
de notre correspondant

Le prochain séminaire international des télécommunications numériques par satellite (Intelsat ICD-SC-8) aura lieu en avril 1989 à la Guadeloupe, a annoncé, vendredi 18 mars, M. Pierre Mané, directeur régional de France-Télécom pour la Guadeloupe. M. Mané, qui précisait que, dans trois mois, le réseau local serait numérisé à 100 % (il l'est actuellement à 92 %), a également annoncé l'installation « dans le courant de l'année 1988 » d'un faisceau hertzien (LHF) de 140 mégabits-seconde (relayé par le satellite Télémob 1 C récemment lancé par Ariane), permettant à moyen terme de transformer l'archipel guadeloupéen « en une plate-forme de transit dans les Caraïbes », ainsi que la création prochaine, en liaison avec le port autonome de la Guadeloupe et la Chambre de commerce et

d'industrie de Pointe-à-Pitre, d'un réseau direct de fibres optiques dans le futur centre de commerce international (zone franche) de la Guadeloupe.

De son côté, M. Eric Veaux, directeur régional du commerce extérieur pour les Antilles et la Guyane, a formulé le souhait que la Guadeloupe devienne « une vitrine » en matière de formation, conception, installation, livraison et maintenance de réseaux sur l'ensemble de la zone Caraïbes. Amérique centrale, Amérique latine nord.

A l'initiative de l'Agence pour la coopération technique industrielle et économique (ACTIM) se tient, jusqu'au 23 mars, en banlieue de Pointe-à-Pitre, une session sur « la numérisation et la planification des réseaux » à laquelle assistent les représentants d'une quinzaine de pays étrangers ainsi que ceux d'une vingtaine de firmes françaises.

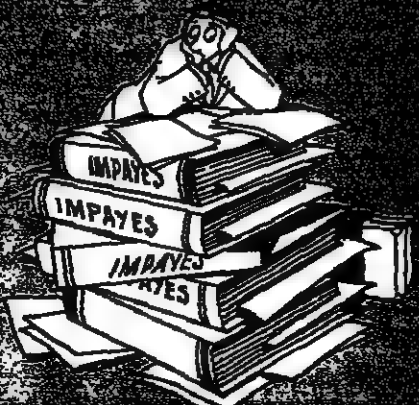
ANDRÉ LÉGER.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

QUI PAIE VOS IMPAYÉS?



SFAC VOTRE PARTENAIRE ASSURANCE CREDIT.

VOS CRÉANCES CLIENTS PEUVENT REPRÉSENTER JUSQU'À 40% DE VOTRE ACTIF.

NE PAS LES ASSURER, C'EST LAISSER VOTRE ENTREPRISE À LA MÉRCI DE CLIENTS DÉFAILLANTS. CE RISQUE EST MALHEUREUSEMENT BIEN RÉEL.

EN 10 ANS, LE NOMBRE DE DÉPÔTS DE BILAN EST PASSÉ DE 12.395 À 30.798.

POUR PRÉVENIR CETTE ÉVENTUALITÉ, POUR LIBÉRER VOTRE ENTREPRISE DE TOUT CE QUI POURRAIT COMPROMETTRE SON DÉVELOPPEMENT, LA SFAC VOUS PROPOSE BIEN PLUS QU'UNE ASSURANCE : L'APPUI D'UN VÉRITABLE PARTENAIRE.

UN NOUVEAU CLIENT ?

NOS ANALYSTES ÉTUDIENT EN PERMANENCE LA SITUATION FINANCIÈRE DE 75.000 ENTREPRISES.

UN PROBLÈME DE RECOURS ?

LA SFAC SE CHARGE DE GÉRER VOTRE CONTENTIEUX.

UNE CRÉANCE IRRÉCUPÉRABLE ?

LA SFAC VOUS INDEMNISE.

CONTRACTER UNE ASSURANCE-CRÉDIT À LA SFAC, C'EST LIBÉRER DE L'ÉNERGIE, C'EST

DONNER À VOTRE ENTREPRISE LES MOYENS D'ALLER DE L'AVANT.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, PRENEZ CONTACT AVEC NOUS.

SFAC

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT
1, RUE EUCLÈRE - 75008 PARIS. TÉL. (1) 40.70.80.80.

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE

Économie

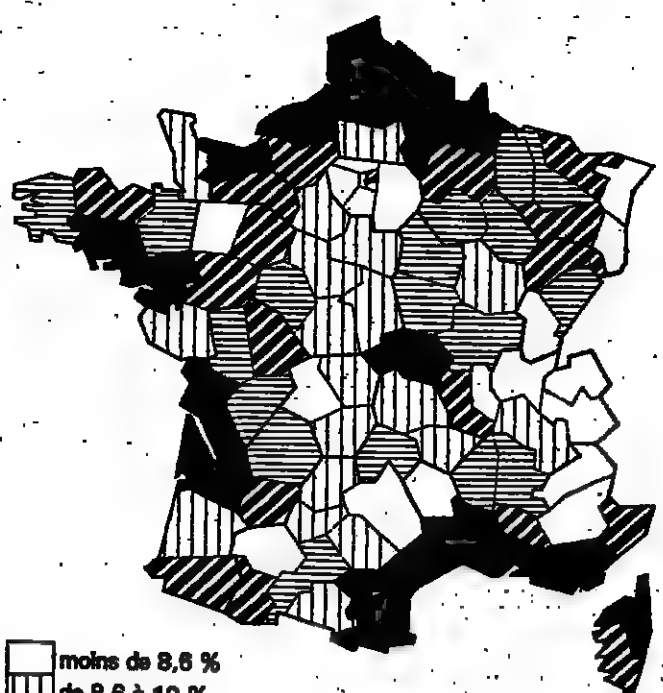
SOCIAL

La France du chômage

La France du chômage évolue peu. Les régions qui avaient à supporter un fort taux de demandeurs d'emploi ont vu leur position se dégrader en 1987. C'est le cas pour le Nord-Pas-de-Calais, toujours en tête avec 14 %, et pour le Languedoc-Roussillon. A l'inverse, celles qui étaient parmi les mieux placées ont encore amélioré leur position.

Les Hauts-Alpes jouissent, apparemment, d'une meilleure santé...

Les départements frontaliers avec l'Allemagne ou la Suisse évoluent favorablement comme ceux de Midi-Pyrénées et, bien sûr, ceux de la région parisienne, particulièrement l'Essonne et les Yvelines. Les départements



moins de 8,6 %
de 8,6 à 10 %
de 10,1 à 10,8 %
de 10,9 à 12 %
plus de 12 %

Source : INSEE

Ainsi Midi-Pyrénées, Alsace et Rhône-Alpes.

Les disparités régionales se sont donc accentuées. La Haute-Normandie connaît un taux de 13 % et la Franche-Comté, après les licenciements dans l'automobile en particulier, fait partie des régions qui ont le plus souffert au cours de la dernière année. En revanche, et contrairement à une idée reçue, la Bretagne a vu son niveau de chômage baisser entre 1986 et 1987, selon l'INSEE, qui publie toutes ces données.

D'un département à l'autre, les mêmes écarts se retrouvent avec un avantage certain pour les zones rurales, moins affectées par les pertes d'emplois salariés. Puisse les taux de chômage être calculés par rapport à la population active, la Lozère ou

située sur le littoral de la Manche, de l'Atlantique ou de la Méditerranée, sont de plus en plus touchées. La Somme, la Seine-Maritime, la Charente-Maritime, le Var, la Loire-Atlantique ou les Bouches-du-Rhône en fournissent l'illustration la plus évidente.

Les inversions de tendance sont rares, soit dans le sens de la dégradation (Maine-et-Loire, Allier, Vaucluse, Vosges), soit dans celui de l'amélioration (Ariège, Alpes-Maritimes).

Au total, vingt départements se retrouvent avec plus de 12 % de chômeurs, alors que la moyenne nationale est de 10,6 % pour l'ensemble des douze mois de 1987. Treize, seulement, ont moins de 8 % de demandeurs d'emploi.

Retraite complémentaire des cadres supérieurs

La Fédération des compagnies d'assurances menace de quitter le CNPF

De discrète, aux origines, l'opposition des assureurs au projet d'extension des régimes de retraite des cadres supérieurs et à leur intégration dans l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) est devenue menaçante.

La semaine dernière, il n'était question que de remous au sein du CNPF (le Monde affaires du 19 mars), les représentants des

PME et des compagnies d'assurances étant très mécontents. La signature de l'accord, initialement prévue pour le 17 mars, était d'ailleurs reportée, in extremis, au 24 mars (le Monde du 19 mars).

Depuis, le climat s'est encore dégradé. La Fédération française des sociétés d'assurances laisse entendre qu'elle pourrait quitter le CNPF. Son président, M. Jacques Lallement, vice-président du CNPF et président de sa commission économique, qui pourrait abandonner ses mandats pour des motifs professionnels, se fait insistant. Dans une déclaration à la Tribune de l'Expansion, le 21 mars, il répète son opposition sur le dossier et annonce que cela se fera « sans [sa] complicité ».

Délicat pour le patronat et pour M. Pierre Guillemin, président de la commission sociale du CNPF, cette affaire met en évidence les limites de la politique contractuelle quand les intérêts d'une profession sont en cause. Les cadres supérieurs font partie du public visé par les compagnies d'assurances, pour les retraites complémentaires par capitalisation par exemple.

Au-delà se profilent également des difficultés à propos du régime ARRCO (Association des régimes de retraite complémentaire) des non-cadres. Les syndicats et une partie du patronat voudraient que ce régime puisse accepter des cotisations facultatives pour des retraites supplémentaires, empiétant là encore sur le marché potentiel des assureurs. Ceux-ci, bien sûr, s'opposent à une telle éventualité. Les responsables de l'ARRCO rétorquent, eux, qu'ils pourraient, en cas d'échec, retirer aux compagnies d'assurances la gestion des 70 milliards de réserves qui leur ont été confiés.

Les assises du patronat chrétien à Lyon

« Entreprise, qui sers-tu ? »

LYON

de notre bureau régional

A l'occasion de ses assises nationales, réunies du 18 au 20 mars à Lyon, M. Paul de Buyer, soixante-deux ans, président-directeur général de la filiale française de l'entreprise à capitaux canadiens Northern Telecom et vice-président de la commission de la protection sociale du Conseil national du patronat français (CNPF), a été porté à la présidence du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (CFPC). Il succède à M. André Courtaigne.

Les 17^{es} assises du mouvement ont rassemblé près de sept cents personnes sur le thème « Entreprise, qui sers-tu ? ».

Le CFPC se présente comme un mouvement d'Eglise désireux d'apporter des idées sur le fonctionnement de l'économie, en particulier à l'intention de la conférence épiscopale de France. Il revendique dans le pays près de deux mille adhérents et cinq mille sympathisants.

Dès la première table ronde, M. Régis Pelen, président de la représentation lyonnaise du CNPF, avait lancé : « Je peux parfaitement aimer le salarié que

je licencie ou le concurrent que je suis en train de tuer... »

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, cita abondamment la dernière encyclique du pape Jean-Paul II intitulée *Sollicitudo rei socialis* (le Monde du 20 février). Pour tenter de lever certaines contradictions entre les principes de la vie des affaires et la morale chrétienne, Mgr Decourtray souligna que, selon des textes de la Genèse, les chefs d'entreprise sont « créateurs par délégation ». « Soyez efficaces, faites réussir, mais pour le bien réel des hommes. »

Il a mis en garde les chefs d'entreprise contre toutes les formes d'idolâtrie, y compris celle de l'argent, mais a reconnu que « la parole de Dieu n'est jamais évidente », en appelant à la conscience de chacun. Ce thème fut repris dans son homélie prononcée dimanche 20 mars.

Le pasteur protestant Jean-Marie Dupoux, d'Oullins (Rhône), avait été appelé à évoquer le jugement des salariés sur les structures actuelles des entreprises : « Les tentatives pour réintégrer l'humain sont jugées frileuses alors que le personnel est plus qualifié, plus cultivé et plus disponible au dialogue. »

GÉRARD BUÉLAS.

REPÈRES

Production industrielle

+ 6 % en un an pour la France

L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 s'est inscrit — après correction des variations saisonnières et hors bâtiment et travaux publics — à 106 en janvier, soit une progression par rapport à janvier 1987. En décembre, l'indice avait atteint 106 après rectification par l'INSEE (au lieu de 105, en première estimation).

Avec le bâtiment et les travaux publics, l'indice a atteint 105, contre 103 en décembre (+ 1,9 %) et 94 en janvier 1987 (+ 11,7 % en un an). Ce résultat s'explique évidemment par la douceur exceptionnelle de l'hiver, qui a permis au bâtiment de travailler normalement.

Taux d'intérêt

Il existe une marge de baisse, estime M. Balladur

Il existe « une marge de baisse des taux d'intérêt » en France, estime M. Balladur dans un entretien publié, samedi 19 mars, par le quotidien le Figaro. « Les marchés n'ont pas encore pris conscience que le temps de l'inflation est révolu pour notre pays », estime M. Balladur pour expliquer que les taux d'intérêt réels (inflation déduite) restent égaux ou supérieurs en France à ce qu'ils sont à l'étranger, exception faite pour

l'Italie. En revanche, les taux d'intérêt nominaux ont un niveau « inférieur à ceux observés au Royaume-Uni, en Italie et au Canada, voisins des taux américains et supérieur aux taux allemands ou japonais ».

« Il est paradoxal que les taux d'intérêt soient supérieurs en France aux taux américains alors que notre inflation est nettement inférieure », note le ministre d'Etat. Selon M. Balladur, cela s'explique par le fait que « la désinflation a été exceptionnellement rapide ».

Prix

Légère accélération en janvier dans le monde

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en moyenne en janvier dans les pays de l'OCDE, et de 3,5 % en un an (janvier 1988 comparé à janvier 1987).

La légère accélération en janvier, après des hausses de 0,1 % en novembre et en décembre 1987, s'explique notamment par une hausse de 0,7 % des prix alimentaires en raison de l'hiver. Les prix de détail de l'énergie avaient pourtant chuté de 0,7 % en moyenne, les Etats-Unis, le Japon, la RFA et la France enregistrant des baisses particulièrement fortes, précise l'OCDE.

Dans les sept grands pays industrialisés, les prix à la consommation ont augmenté de 3 % en moyenne sur un an, avec des hausses allant de 0,7 % au Japon et en RFA à 4 % aux Etats-Unis et 5 % en Italie, la France se trouvant dans une situation moyenne (2,4 %).

Quelle Est La Compagnie Qui Va Partout Aux Etats-Unis?

Delta Bien Sûr.

Avec plus de 3.700 vols quotidiens vers plus de 240 villes, Delta et son réseau Delta Connection* desservent toute l'Amérique. Vous pouvez enfin aller où vous voulez, quand vous voulez.

Pas De Doute, De Plus En Plus De Voyageurs D'Affaires Choisissent Delta.

Interrogés par le journal USA TODAY, ils viennent de désigner Delta meilleure compagnie aérienne.

Mais Delta, c'est aussi l'Europe.



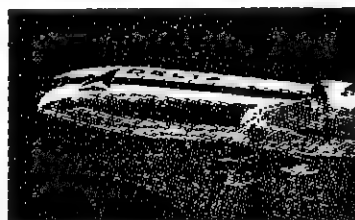
Depuis 1985, Delta assure un vol sans escale Paris-Atlanta ou le modernisme et la rapidité des formalités de douane et d'immigration sont sans égal.

Au départ d'Atlanta, et du matin au soir, Delta vous offre un service continu vers les Etats-Unis.

Nos tarifs préférentiels sauront vous séduire (Pass aériens "Discover America", stand-by, etc.).

La Meilleure Compagnie Aérienne Des Etats-Unis, C'est Toujours Delta.

La qualité de nos services nous a valu les meilleurs indices de satisfaction passagers de toutes les grandes compagnies aériennes américaines. Pour la 5^e année consécutive, les lecteurs du magazine TRAVEL-HOLIDAY ont désigné Delta meilleure compagnie aérienne des Etats-Unis.



Découvrez à Votre Tour Les Raisons De Ce Succès.

Avec Delta vous vous sentirez chez vous dans le monde entier. Nous sommes américains et nous souhaiterions vous faire partager notre hospitalité. Pour tous renseignements, appelez Delta au 43 35 4080. Bureau de vente : Delta Air Lines : 24 bd des Capucines, 75009 Paris.

DELTA
We Love To Fly And It Shows



© 1988 Delta Air Lines, Inc.

CLF 8800

هنا من اصل

مقتدا من الاميل

CETTE SEMAINE, 01 INFORMATIQUE FÊTE SON N° 1000

01 HEBDO N° 1000 L'informatique du 3^e millénaire

A l'occasion de la sortie de son numéro 1000, 01 INFORMATIQUE consacre son dossier central au nouveau millénaire : un voyage exploratoire dans la technologie de demain.

LE NOUVEAU MILLÉNAIRE VU PAR ISAAC ASIMOV

LA TECHNIQUE INFORMATIQUE DE DEMAIN

Quand les ordinateurs pourront lire et parler.
Les supercalculateurs du XXI^e siècle au Japon.
La généralisation du parallélisme.
L'avenir des microprocesseurs.
Le mariage de l'intelligence et du génie.
Le connexionisme ou l'ordinateur neuronal.
L'ordinateur biologique.

LES APPLICATIONS INFORMATIQUES DE DEMAIN

L'informatique se personnalise et se latéralise.
L'informatique intégrée dans l'entreprise.
Quand les machines en fabriqueront d'autres...
La folle histoire de la "space station".
Les systèmes de Défense intelligents.
L'ordinateur, observateur et simulateur de l'univers.

L'INFORMATIQUE ET LA SOCIÉTÉ DE L'AN 2000

L'assistant intelligent.
L'informatique ou la communication à l'école.
L'ordinateur, fée du logis.
L'ordinateur au volant.

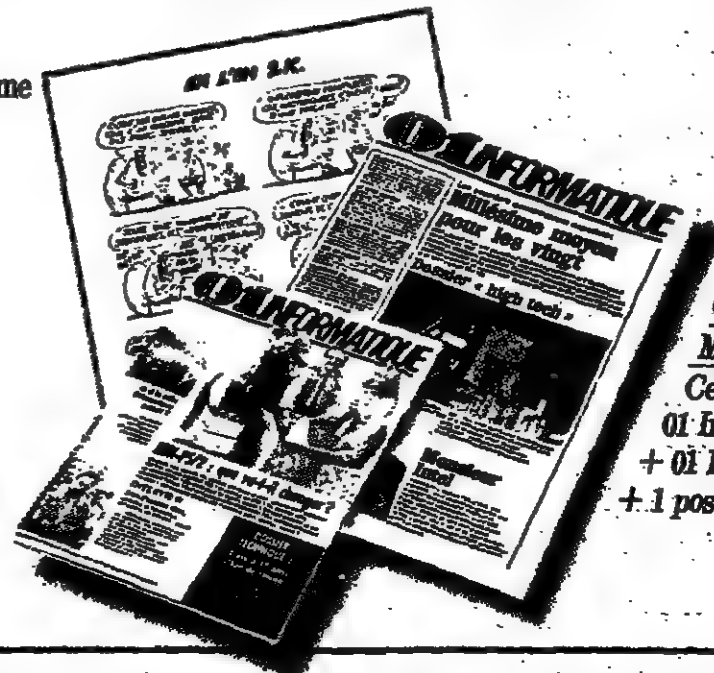
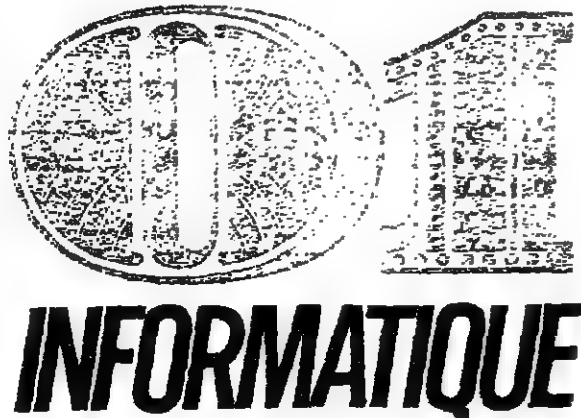
IL ÉTAIT UNE FOIS L'INFORMATIQUE...

01 MAGAZINE N° 1000 Toutes les gammes d'ordinateurs

Par constructeur, le panorama complet des différentes gammes - grands ordinateurs et superminis - et pour cette année, les événements marquants, les nouveautés, les tendances techniques, les grands accords industriels.

IBM : l'année des extrêmes
Digital Equipment : extension de la famille Microvax
Bull : accent sur la série GCOS7 et ouverture sur Unix
Unisys : sur tous les fronts
NCR : renouvellement des petits et moyens systèmes
ICL : l'année Unix
Control Data : informatique départementale et supercalculateurs
Amdahl : la série E
NAS : accent sur le marché scientifique
Compaq : renforcement du milieu de gamme
Hewlett-Packard : la disponibilité du Risc
Data General : l'accalmie
Prime : le redéploiement
Wang : extension de la gamme VS

Nixdorf : à l'assaut des nouveaux marchés
Concurrent Computer : à l'assaut de la gestion
Matra Datasystème : le XM 7000 en vedette
Texas Instruments : cap sur Unix et sur l'IA
Gould s'ouvre au monde des "minisupercalculateurs"
TRT-TI : l'ouverture sur Unix
IN2 entre dans le monde de la micro
Goupil : la montée en puissance avec l'informatique de Sfena
MAI : une approche sectorielle
Olivetti-Logabax : Linéa 2 et tolérance de pannes
Télécommunications : l'année des alliances
Les grands accords industriels de l'année 1987.



CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
Cette semaine
01 Informatique Hebdo
+ 01 Informatique Magazine
+ 1 poster du dessinateur Zevar

PREMIER JOURNAL FRANÇAIS D'INFORMATIQUE

ÉTRANGER

Après une forte contraction
de son activité en 1987La Banque interaméricaine de développement
toujours paralysée par le désaccord
entre les États-Unis et l'Amérique latine

A l'occasion de la vingt-neuvième assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui a débuté lundi 21 mars à Caracas, M. Enrique Iglesias, le nouveau président uruguayen de la banque, devrait faire connaître ses vues sur l'avenir d'un organisme de financement multilatéral bloqué l'an dernier par un désaccord entre les États-Unis et les pays latino-américains.

En 1987, la Banque interaméricaine de développement n'a accordé aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes que 2,36 milliards de dollars de prêts, contre 3,04 milliards en 1986 et 3,57 milliards l'année précédente. Indique le rapport annuel de la BID, rendu public lundi 21 mars à Caracas. D'après ce document, les sommes mises à la disposition de ces pays se sont élevées, en valeur nette, à 1,92 milliard de dollars. Cela signifie que les transferts nets entre la banque et les pays débiteurs ont été négatifs l'an dernier. La BID n'a consenti que quarante-trois prêts pour le financement de trente-deux projets, contre soixante-trois prêts destinés à cinquante-six projets en 1986.

Cette forte contraction de l'activité de la BID en 1987 est, en fait, la conséquence d'un contentieux qui oppose depuis deux ans les principaux actionnaires de l'organisme financier international, les États-Unis d'un côté, les pays latino-américains de l'autre. Ces derniers disposent de 54 % des droits de vote au sein de l'assemblée générale de la banque. Ils souhaitent un accord sur des moyens d'action de la BID, avec, en particulier, une augmenta-

tion du capital, qui devrait, selon eux, être portée de 25 à 25 milliards de dollars.

Mécontents du mode de fonctionnement de cette banque multilatérale, les États-Unis, qui possèdent 34,5 % des droits de vote, souhaitent pouvoir exercer un quasi-droit de veto sur les prêts accordés par la banque. Les Américains refusent toute augmentation de capital tant que leur proposition n'aura pas été prise en compte.

Dès leur arrivée à Caracas, au cours du week-end, les principaux participants à l'assemblée générale ont réitéré avec force leur position sur cette question. Les dix-sept pays « extra-régionaux » (le Japon, Israël et quinze nations européennes), possédant 7,2 % des droits de vote, ont à nouveau pris le parti des pays latino-américains. L'Allemand Guido Osterhaus, l'un des directeurs exécutifs de la BID, a insisté pour que soit décidée « la plus rapide augmentation possible » une augmentation de capital de la banque. Il a également confirmé que les pays extra-régionaux « n'accepteront jamais » d'accorder un droit de veto aux États-Unis.

Les Américains, pour leur part, ne comptent pas céder. Dès son arrivée, dimanche 20 mars, à Caracas, le représentant des États-Unis, W. Allen Wallis, sous-secrétaire aux affaires économiques, a clairement fait comprendre que l'administration Reagan restait opposée à toute augmentation de capital tant qu'aucun changement ne serait intervenu dans les procédures de prêts. « Nous ne changerons notre position sur cette question, ni l'an prochain, ni l'année d'après », a déclaré M. Wallis.

La réunion des ministres
du commerce à ConstanceLe rôle du GATT
doit être renforcé

Les ministres du commerce de vingt-six pays industriels ou en développement, membres du GATT (1), ont exprimé de profondes divergences dimanche 20 mars à Constance (sud de la RFA) sur la réalisation du commerce mondial de produits agricoles. « Il n'y a eu aucun mouvement sur l'agriculture, chacun s'est contenté de répéter ses positions », a déclaré le commissaire de la communauté européenne chargé des relations extérieures, M. Willy De Clercq, à l'issue de la réunion informelle commencée vendredi soir 18.

Les ministres ont tous souligné la nécessité de la réussite des négociations « Uruguay round » lancées en septembre 1986 à Punta del Este (Uruguay) pour libéraliser le commerce mondial. Ces négociations doivent au total durer quatre ans, et les quatre-vingt-seize membres du GATT se retrouveront à partir du 5 décembre à Montréal (Canada) pour une « revue à mi-parcours des progrès effectués ».

Les ministres ont souhaité, samedi 19, s'engager plus à fond pour accélérer dans les négociations du GATT pour ne pas les laisser aux seuls experts. (AFP.)

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Les grands pays occidentaux
s'apprêtent à demander
des concessions
aux nouveaux pays
industrialisés d'Asie

Le groupe des sept grands pays industrialisés, dit G-7, devrait se réunir le 13 avril à Washington pour demander aux pays nouvellement industrialisés (PNI) de jouer un plus grand rôle dans la stabilisation de l'économie mondiale, affirme le journal japonais *Asahi Shimbun* du 20 mars, citant des sources gouvernementales.

« Selon nos sources, le G-7 devrait demander à la Corée du Sud, à Hongkong, à Singapour et à Taïwan de faire un effort pour équilibrer leur commerce avec les pays industrialisés, ces derniers étant largement déficitaires ».

Les membres du groupe des sept sont le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et la RFA. Ils estiment que le déséquilibre des relations commerciales avec les quatre pays asiatiques nouvellement industrialisés, qui représentent actuellement 25 % du déficit commercial des États-Unis, risque de déstabiliser le marché des changes.

Les États-Unis et la RFA ont déjà demandé que ce problème soit discuté aussi bien dans le cadre du G-7 que lors de la réunion informelle du Fonds monétaire international (FMI) à Washington le 14 avril, ajoute l'*Asahi Shimbun*.

M. D.

AFFAIRES

1 721 suppressions d'emplois

Alsthom restructure
ses secteurs ferroviaire et électriqueCHAMBERY
de notre correspondant

Le comité central d'entreprise de la société Alsthom devrait être informé, le jeudi 24 mars, d'un plan de 1 721 suppressions d'emplois dans ses divisions appareillage électrique et matériel ferroviaire. Dans ce dernier secteur, la décision la plus importante concerne la fermeture, le 1^{er} février 1989, de l'usine de Raismes, dans le Nord (1 100 salariés).

Pour l'activité électrique, les réductions d'effectifs affectent divers sites : Le Havre (200 suppressions), Aix-les-Bains (160), Chalons-sur-Saône (75), les ACF de Saint-Nazaire (135) et un atelier à Villeurbanne (51).

En mars 1987, la direction générale d'Alsthom avait déjà mis en œuvre un programme de réduction

d'effectifs dans la région électrique, notamment à Villeurbanne et à Aix-les-Bains où, ces dernières années, un investissement de 200 millions de francs avait été réalisé dans la fabrication de portes blindées haute tension et de réducteurs de mesure. La chute des commandes et la volonté de regrouper certaines productions avaient alors été invoquées pour justifier ces compressions, incluant également la fermeture de l'atelier de Frontenex (Savoie). Elles n'ont pas été jugées suffisantes.

Le syndicat CFDT de l'unité d'Aix-les-Bains craint, pour sa part, que le plan présenté maintenant ne soit le prétexte à un recentrage d'activités dans la perspective d'un accord possible avec un partenaire européen pour 1992.

M. D.

Alsthom et Merlin-Gérin
sanctionnées pour entente

Le conseil de la concurrence a infligé des amendes d'un million de francs à Alsthom (groupe CGE) et à Merlin-Gérin (groupe Schneider), auxquelles il reproche d'avoir eu des pratiques anticoncurrentielles sur le marché de l'appareillage électrique moyenne tension. Selon le conseil, ces entreprises se sont concertées sur les prix, lors de consultations d'EDF en 1982-1983. Il estime en outre qu'Alsthom, Merlin-Gérin, Distrelec (contrôlée depuis 1981 par Merlin-Gérin) et CEM (absorbée en 1983 par Alsthom) se sont concertées à partir de 1983 en matière de prix sur le marché privé des appareillages basse tension. Enfin, il souligne que « ces quatre entreprises se sont concertées pour aboutir à une répartition de l'ensemble du marché à 50/50 entre, d'une part, les sociétés Alsthom et CEM et, d'autre part, les sociétés Merlin-Gérin et Distrelec ».

● PÊCHE : les discussions franco-canadiennes progressent. — Des discussions franco-canadiennes pour tenter de régler le contentieux entre les deux pays sur les quotas de pêche du large de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui avaient eu lieu la semaine passée à Londres, devaient se poursuivre les 24 et 25 mars à New-York. « Il ne s'agit pas de négociations sur le fond, mais nous avons progressé sur la forme, et les discussions de Londres se sont déroulées dans une bonne ambiance », a-t-on précisé du côté français.

EN BREF

● La Corée du Sud pourrait participer au programme Airbus. — Après les Néerlandais et les Canadiens, c'est au tour des Coréens du Sud de se voir proposer une participation au développement et à la construction des Airbus A-330 et A-340. M. Jacques Pénier, directeur d'Aérospatiale Avions, a confirmé, le 19 mars, l'ouverture de négociations avec ce pays, excellent client d'Airbus. Face à l'expansion de la demande de transport aérien, la stratégie de l'Aérospatiale se doit d'être ouverte sur le monde par une coopération généralisée. a déclaré M. Pénier.

● L'espagnol Telefonos rénovait le téléphone argentin. — La firme téléphonique espagnole Telefonos va participer prochainement à la gestion du réseau argentin, selon des modalités qui restent encore à préciser. L'actuelle compagnie argentine des télécommunications, Entel, va céder ses actifs à une nouvelle société à créer dans laquelle Telefonos et des partenaires prendront une participation de quelque 40 %. Elle investira environ 750 millions de dollars (4,2 milliards de francs) en cinq ans dans la rénovation du réseau téléphonique argentin, qui accuse actuellement un net retard. Cette décision suit de quelques semaines la décision du Chili de confier à l'autrichien Bond Corp. la gestion de ses télécommunications.

● Investissement du Nigeria dans la pétrochimie. — La première phase du projet pétrochimique nigérian, à Ekpan, dans l'Etat du Bendel (sud du pays), pour un coût d'environ 2 milliards de francs français, a été inaugurée, vendredi 18 mars, par le président Ibrahim Babangida.

Première installation de ce type en Afrique subsaharienne, l'usine, dont on parle au Nigeria depuis une dizaine d'années, permettra de produire annuellement 35 000 tonnes de polypropylène et 18 000 tonnes de carbon black.

Une autre installation liée à l'industrie pétrolière devait être inaugurée, lundi 21 mars, à Kaduna (nord du pays) par le président Babangida. Elle servira les industries des détergents, des huiles et des solvants. — (AFP.)

● L'Inde veut concevoir son propre super-ordinateur. — L'Inde envisage de développer son propre super-ordinateur et de créer un centre de technologie informatique avancée, a annoncé, le dimanche 20 mars, le département indien de l'électronique. Elle consacrera 28 millions de dollars (157 millions de francs) à la fabrication de ce super-ordinateur. L'an passé, l'Inde a acheté aux États-Unis deux super-ordinateurs pour ses programmes de surveillance agricole et météorologique. Elle avait précisé que ces machines ne seraient pas utilisées à des fins militaires. — (AFP.)

● Les cheminots d'Austerlitz ont repris le travail. — Aussi brutalement qu'ils avaient lancé, le 18 mars, un mot d'ordre de grève illimitée et sans préavis, les syndicats CGT, CFDT et FOA (conducteurs autonomes) ont donné, le 19 mars, aux agents de conduite de Paris-Austerlitz une consigne de reprise du travail, qui a été suivie d'effet (nos dernières éditions datées 20-21 mars).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALEURS
DE FRANCE

Le 29 février 1988, la valeur liquidative de la SICAF - VALEURS DE FRANCE, Société d'investissement à Capital Financier gérée par le BRED, était de 324,08 F (312,59 F le 15/02/88).

A la même date, l'action de « VALEURS DE FRANCE » cotait 309 F (301 F le 15/02/00).

IMMINDO SA

Le conseil d'administration d'IMMINDO SA, société immobilière d'investissement, s'est réuni le 14 mars 1988 sous la présidence de M. Georges Mazaud afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987. Il a fixé au 22 juin prochain la date de l'Assemblée générale annuelle.

L'année écoulée a été marquée par l'augmentation du capital de la Société, qui a été portée de 135 307 800 F à 162 369 300 F par l'émission de 270 615 actions nouvelles de 100 F nominal.

Compte tenu d'une prime d'émission de 370 F, le montant de la souscription s'est élevé à 127 000 000 F. Ces disponibilités ont permis à la Société d'acquiescer en état de futur acquiescement un immeuble situé rue de Bercy à Paris 12^e, à proximité de la Gare de Lyon et du Palais Omnisports.

Les recettes locatives de l'exercice 1987, après une dotation de 6 803 676,25 F aux comptes d'amortissements et de provisions, un bénéfice de 42 078 390,27 F dont 7 592 926,18 F de plus-values nettes à long terme contre un bénéfice de 32 939 309,67 F pour l'exercice précédent.

Ces résultats permettront au conseil d'administration de proposer aux actionnaires la distribution d'un dividende de 20,50 F par action ancienne (contre 20,75 F pour l'exercice précédent), soit une augmentation de 0,43 %. Le dividende initial sera de 11,25 F pour les actions nouvelles créées le 1^{er} juillet 1987.

Concernant le rapprochement avec SIMCO-UPH, les conseils d'administration des deux sociétés se réuniront dans le courant du mois d'avril prochain pour approuver le traité de fusion qui sera soumis au vote des actionnaires réunis en Assemblée générale extraordinaire, à l'issue des Assemblées générales annuelles des deux sociétés.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRERenseignements :
45-55-91-82, poste 4330

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 9 % - 1988

Les intérêts courus du 7 avril 1987 au 6 avril 1988 seront payables à partir du 7 avril 1988 à raison de 405 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 2) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 45 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 76,47 F, soit un net de 328,53 F.

CNT - Obligations TAM - 1988

Les intérêts courus du 7 avril 1987 au 6 avril 1988 seront payables à partir du 7 avril 1988 à raison de 343,58 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 2) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 38,17 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 64,86 F, soit un net de 278,72 F.

CNT - Obligations TMO - 1988

Les intérêts courus du 7 avril 1987 au 6 avril 1988 seront payables à partir du 7 avril 1988 à raison de 395,76 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 2) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 43,37 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 74,71 F, soit un net de 321,05 F.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 14,60 % - 1980

Les intérêts courus du 1^{er} avril 1987 au 31 mars 1988 seront payables à partir du 1^{er} avril 1988 à raison de 362,80 F par titre de 2 000 F nominal (coupon n° 5) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 29,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 49,62 F, soit un net de 213,18 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 83 101 à 178 033 et 244 472 à 250 098 sortis au tirage au sort du 1^{er} février 1988 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 9 au 1^{er} avril 1989 au plus tard.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 462 985 à 550 484, 649 993 à 693 742, 364 921 à 412 230, 178 034 à 244 471, 983 178 à 1 050 000, 1 à 45 748, 855 590 à 954 745 et 552 351 à 644 906 sont respectivement remboursables depuis le 1^{er} avril 1981, le 1^{er} avril 1982, le 1^{er} avril 1983, le 1^{er} avril 1984, le 1^{er} avril 1985, le 1^{er} avril 1986 et le 1^{er} avril 1987.

BPC

BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT

Le conseil d'administration de la Banque parisienne de crédit, réuni le 15 mars 1988, sous la présidence de M. Guy Chartier, a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Le résultat net de l'exercice, plus-values comprises, s'élève à 68 443 747 F contre 61 407 104 F l'année précédente, soit une progression de 11,50 % ; hors éléments exceptionnels, il ressort à 64 425 590 F soit une progression de 26,34 % sur les résultats de 1986.

Le conseil a enregistré avec satisfaction la progression des résultats.

La crise des marchés financiers de l'automne dernier n'a pas eu de conséquences notables pour la BPC, et sa clientèle en raison de la politique prudente de la Banque.

L'activité a été soutenue en 1987, aussi bien pour les dépôts que pour les prêts, et l'année 1988 se présente favorablement dans ces deux domaines.

Privatisée en novembre 1987, en même temps que sa maison mère la Compagnie financière de Suez, la BPC contrôle intégralement quatre filiales provinciales : la Banque française commerciale ; la Société de banque de l'Orléanais ; la Banque Dupuy, de Paris ; la Banque de l'Aquitaine.

L'activité et les résultats de ces quatre filiales ont également progressé en 1987.

L'ensemble du groupe BPC, qui emploie 2 239 personnes, représente 160 implantations en France pour un total de bilan et hors bilan de 17,80 milliards de francs.

EDF
Electricité
de FranceEMPRUNT
MARS 1988

EMPRUNT A TAUX FIXE - F 1,5 milliard en 3 tranches
taux actuariel 9,40 %
assimilable à l'emprunt de juillet 1987
300 000 obligations de 5 000 F nominal

Durée : 11 ans et 120 jours.

Intérêt nominal : 9,20 %

Prix d'émission : 98,72 %

Cet emprunt peut être remboursé par anticipation les 3 août des années 1994 à 1998 moyennant le paiement d'une prime.

Date de règlement : 5 avril 1988

Remboursement au pair, le 3 août 1998.

EMPRUNT PIBOR 3 MOIS - F 1 milliard
assimilable à l'emprunt de février 1988
50 000 obligations de 20 000 F nominal

Durée : 7 ans et 343 jours.

Intérêt nominal : PIBOR 3 mois + 0,10 %

paiement trimestriel

Prix d'émission : 100 %

Date de règlement : 5 avril 1988

Remboursement au pair, le 14 mars 1996.

EMPRUNT TME - 0,85 % - F 1 milliard

Cet emprunt d'une durée de 12 ans a été intégralement souscrit par la CNCA.

Une fiche d'information (visa COB n° 88-83 du 16 mars 1988) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement.

La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service des titres B.A.L.O. du 21 mars 1988.

Bordereau

مقدار من المال

Marchés financiers

Les autorités américaines à nouveau au secours d'un établissement financier

L'un des organismes de garantie des dépôts bancaires aux États-Unis, le Federal Home Loan Bank Board, a annoncé qu'il donnerait sa garantie à tous les clients et créanciers de l'American Savings and Loan Association, la seconde caisse d'épargne américaine, en difficulté. American Savings, basée en Californie, est une filiale de la Financial Corp. of America, et elle a annoncé à la Security and Exchange Commission, organisme chargé de la surveillance des marchés, que sa situation financière s'était détériorée, passant d'une situation nette positive de 20 millions de dollars à une situation négative de 106 millions de dollars à la fin de 1987. La décision de l'organisme de garantie vise à éviter une panique des épargnants et un retrait massif des fonds qui précipiterait un effondrement.

C'est la seconde fois en quelques jours qu'une agence fédérale intervient pour voler au secours d'un organisme financier. Jeudi 17 mars, c'était la Federal Deposit Insurance Corp., l'autre organisme de garantie pour les banques commerciales, qui avait annoncé un plan de sauvetage de 1 milliard de dollars de la First Republicbank Corp. de Dallas (Texas). L'agence fédérale a assuré qu'elle garantirait tous les dépôts et tous les engagements de la banque et de ses soixante-treize filiales.

Cette intervention des organismes fédéraux semble indiquer qu'une nouvelle doctrine est appliquée par les autorités bancaires depuis la faillite en 1984 de la Continental Illinois Bank and Trust. Jusque-là, en effet, les autorités ne garantissaient pas les dépôts, au-delà de la limite légale de 100 000 dollars.

La Royal Bank of Scotland négocie l'achat de l'américain Citizens Financial

La Royal Bank of Scotland a annoncé qu'elle négocierait l'achat de Citizens Financial Group Inc., un établissement financier américain régional. Cette opération s'inscrit dans le courant actuel d'acquisition de sociétés américaines par des entreprises japonaises et européennes. Ce serait pour la Royal Bank of Scotland, sixième banque anglaise, le premier développement important à l'étranger.

Citizens Financial, qui possède la Citizens Bank à Rhode-Island, a acquis, en 1986, un établissement hypothécaire à Atlanta et a signé, à l'automne dernier, un accord pour acquérir Fairhaven Savings Bank, dans le Massachusetts.

Selon la Royal Bank of Scotland, le revenu net de Citizens Financial en 1986 a été de 22 millions de dollars en 1986 à 26 en 1987, pour des actifs en augmentation de 1,9 à 2,6 milliards de dollars sur la même période. Sa valeur est estimée à environ 370 millions de dollars.

La Royal Bank a affiché un profit avant impôt de 361 millions de dollars en 1987 et a affirmé qu'elle n'aurait pas besoin de procéder à une augmentation de capital pour financer son acquisition américaine.

Le groupe de construction britannique Beazer a amélioré l'offre d'achat qu'il a faite sur la société américaine Koppers. - Il a proposé un prix de 56 dollars par action, soit au total 1,57 milliard de dollars, contre 45 dollars par action (1,33 milliard) au début du mois. Le groupe attaqué, qui a refusé la première OPA, n'a pas encore donné sa réponse sur la seconde proposition.

Une agence du CCF facture les comptes-chèques

Une agence du Crédit commercial de France (CCF) a informé ses clients de son intention de leur faire payer 30 francs hors taxes (35,60 francs TTC) par mois les frais de gestion de compte bancaire à compter du trimestre prochain. Dans la lettre qu'il a adressée à ses clients, le directeur de l'agence CCF du centre commercial Elysees II de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines) explique : « Une double exigence de gestion rationnelle et d'information claire (...) nous conduit à appliquer, dès le trimestre prochain un montant forfaitaire de frais à la gestion courante de votre compte bancaire. » Il précise que « comme toute entreprise privée » (le CCF a été privatisé au printemps dernier), le CCF est « particulièrement attentif à contrôler ses coûts ».

Le responsable de l'agence propose enfin à ses clients une rencontre « afin d'explorer les possibilités de développement (des) relations bancaires et financières de nature à [leur] éviter d'avoir à acquiescer ces frais ».

Au siège de la banque, à Paris, les responsables du CCF indiquent qu'il s'agit d'une initiative ponctuelle liée aux particularités de l'agence de La Celle-Saint-Cloud.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des entrepreneurs, réuni le 16 mars 1988 au siège social de la société sous la présidence de M^{me} Paule Dufour, a examiné les comptes et les résultats de l'exercice 1987.

Le total des prêts nouveaux accordés en 1987 s'établit à 13 261 millions de francs. Les encours gérés, fin 1987, atteignent 89 395 millions de francs, contre 85 084 millions de francs fin 1986, soit une augmentation de 5,1 %.

Le montant des prêts accordés en secteur public s'établit à 7 195 millions de francs, contre 12 157 millions de francs, l'exercice précédent ; cette diminution d'activité découle de l'application du protocole conclu sous l'égide de la direction du Trésor avec le Crédit Foncier de France, qui réserve désormais à celui-ci la totalité de la gestion des PAP diffusi.

Malgré ce phénomène, l'encours moyen du secteur public a progressé de 7,3 % en 1987, grâce au PAP-acquéreur que CDE gère pendant toute leur durée.

La production du secteur concurrentiel, quant à elle, a progressé de 11 % en 1987, atteignant 6 064 millions de francs, contre 5 464 millions de francs en 1986. L'encours moyen du secteur privé a augmenté dans le même temps de 13,1 %.

Cette progression des engagements du secteur privé, alimentée par deux années de forte production, est restée élevée en dépit de 2,7 milliards de remboursements anticipés.

Pour compenser l'impact financier des remboursements anticipés de prêts, auquel s'ajoute l'effet des renégociations de crédits antérieurement consentis, la société a été amenée à restructurer une partie de ses ressources hypothécaires et obligataires, pour un montant de 3,5 milliards.

Le coût de la restructuration du passif, soit 129,6 millions de francs, a été intégralement supporté dans les comptes d'exercice ; il a été partiellement compensé par les 74,2 millions de francs d'indemnités de remboursements anticipés versées par les emprunteurs.

Malgré cette surcharge financière importante, le résultat de gestion de la société, avant pertes et provisions, a progressé de 10,7 % d'un exercice à l'autre : 228,9 millions de francs contre 206,8 millions de francs en 1986.

Ce résultat, en augmentation sensible par rapport à celui enregistré l'exercice précédent, a été facilité par une bonne maîtrise des charges de gestion, qui n'ont augmenté que de 0,4 % en 1987. Parmi ces dernières, les frais de personnel ont diminué de 3,6 % d'un exercice à l'autre ; le plan de redressement mis en œuvre en 1986 a en effet été accompagné par l'évolution de la masse salariale de 1987.

Après imputation des pertes sur créances et des provisions - 139,8 millions de francs contre 168 millions de francs en 1986 - le résultat courant de gestion pour 1987 s'établit à 40,1 millions de francs, contre 38,8 millions de francs en 1986, soit une progression de 3,4 %.

Le bénéfice net de l'exercice calculé après impôt sur les sociétés, provision pour interstices du personnel et résultat exceptionnel, ressort à 32,3 millions de francs, contre 34,1 millions de francs pour 1986.

Ces résultats se trouvent en fait réduits de 55,4 millions par la prise en charge totale sur l'exercice 1987 du coût de la restructuration des ressources. Ils traduisent le bon redressement de l'entreprise.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 26 mai 1988, la distribution d'un dividende net par action de 6 francs, auquel s'ajoutent 3 francs d'impôt déjà payé au Trésor.

La distribution nette globale sera ainsi de 12,2 millions de francs, le solde du bénéfice distribuable étant affecté aux comptes de réserves et au report à nouveau, améliorant d'autant le niveau des fonds propres.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global : base 100 : 31 décembre 1987

11 mars 1988

Indice	11 mars 1988	10 mars 1988	9 mars 1988
Indice global	103,9	104,9	104,9
Indice des valeurs	103,9	104,9	104,9
Indice des actions	103,9	104,9	104,9
Indice des obligations	103,9	104,9	104,9
Indice des valeurs étrangères	103,9	104,9	104,9
Indice des valeurs françaises	103,9	104,9	104,9
Indice des valeurs européennes	103,9	104,9	104,9
Indice des valeurs américaines	103,9	104,9	104,9
Indice des valeurs asiatiques	103,9	104,9	104,9
Indice des valeurs africaines	103,9	104,9	104,9
Indice des valeurs océaniques	103,9	104,9	104,9

Base 100 : 31 décembre 1987

11 mars 1988

Indice global

Indice des valeurs

Indice des actions

Indice des obligations

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs européennes

Indice des valeurs américaines

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

Indice des valeurs océaniques

Indice des valeurs asiatiques

Indice des valeurs africaines

PARIS, 21 mars

L'influence des élections

« Les périodes électorales sont rarement propices aux affaires. » Par cette courte déclaration, un gérant de portefeuille tentait d'expliquer cette baisse sensible qui a ébranlé plus d'un intervenant durant la semaine.

L'indicateur instantané, après avoir reculé de 0,8 % durant les premiers échanges, tombait régulièrement jusqu'à - 2 % durant les transactions officielles avant de rebondir à 1,9 %. A l'origine de ce recul, on ne peut que constater l'absence de spéculations autour de la candidature de M. François Mitterrand à l'Elysée. Ils sont encore quelques-uns à affirmer que le président renoncera à un second mandat... ce qui avait contribué vendredi au mouvement de hausse des cours.

A cet égard, la mauvaise tenue du marché obligataire et du MATIF, en réponse à la baisse appréciable des marchés américains du crédit, Le contrat notional sur juin perdait 1 %. Enfin, l'approche des opérations de liquidation prévues pour mercredi incite à la prudence.

Dans ces conditions, le volume d'affaires traitées demeure peu élevé, expliquant ainsi d'amples variations sur les cours.

A l'exception de certaines valeurs éphémères comme notamment la Compagnie du Midi. Les titres de ce groupe étaient très recherchés sur le marché des options en particulier. La Chambre syndicale des agents de change a déclaré recevable la surcharge de la société Framatome sur la télétransmission aux prix de 400 francs par titre. Elle pouvait également les modifier de l'OPA partielle du Printemps sur la Redoute. En revanche, la Chambre syndicale décidait de suspendre la cotation des titres Buitoni à l'attente de précisions nécessaires sur la tenue des accords intervenus entre le groupe éditant et le groupe concessionnaire.

Rapport que Buitoni devrait vendre la totalité de ses actifs industriels au groupe Nestlé. La société Buitoni deviendrait alors une coquille vide, à la grande surprise des actionnaires minoritaires.

HONGKONG

Débat sur une loi pour les délits d'initiés

Il n'est pas nécessaire de promouvoir une loi contre les délits d'initiés. La Bourse, qui est le lieu de la spéculation, ne peut pas être soumise à des règles qui la rendraient incapable de fonctionner. Les délits d'initiés sont une réalité, mais ils sont aussi une source de profit pour les investisseurs. Il est donc préférable de laisser le marché se réguler lui-même.

Un moyen beaucoup plus simple de lutter contre les délits d'initiés est de renforcer la surveillance des marchés. Les autorités doivent être en mesure de détecter et de punir les infractions. Cela peut être fait en augmentant le nombre d'inspecteurs et en améliorant les méthodes de surveillance.

Les autorités boursières s'efforcent également de faire en sorte que les informations concernant les entreprises soient transparentes et accessibles à tous. Cela permet aux investisseurs de prendre des décisions éclairées.

La publicité autour d'un tel débat est importante. Elle permet de sensibiliser le public aux enjeux de la transparence et de la confiance dans les marchés financiers.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet complexe. Elle doit être conçue de manière à protéger les investisseurs sans entraver le fonctionnement normal du marché.

Il est donc essentiel de continuer à débattre de ce sujet et de trouver des solutions efficaces pour garantir l'intégrité des marchés financiers.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet d'actualité. Elle doit être traitée avec sérieux et transparence.

Il est important de noter que la loi sur les délits d'initiés est un sujet qui concerne tous les investisseurs.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet qui doit être traité avec la plus grande attention.

Il est donc essentiel de continuer à débattre de ce sujet et de trouver des solutions efficaces pour garantir l'intégrité des marchés financiers.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet d'actualité. Elle doit être traitée avec sérieux et transparence.

Il est important de noter que la loi sur les délits d'initiés est un sujet qui concerne tous les investisseurs.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet qui doit être traité avec la plus grande attention.

Il est donc essentiel de continuer à débattre de ce sujet et de trouver des solutions efficaces pour garantir l'intégrité des marchés financiers.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet d'actualité. Elle doit être traitée avec sérieux et transparence.

Il est important de noter que la loi sur les délits d'initiés est un sujet qui concerne tous les investisseurs.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet qui doit être traité avec la plus grande attention.

Il est donc essentiel de continuer à débattre de ce sujet et de trouver des solutions efficaces pour garantir l'intégrité des marchés financiers.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet d'actualité. Elle doit être traitée avec sérieux et transparence.

Il est important de noter que la loi sur les délits d'initiés est un sujet qui concerne tous les investisseurs.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet qui doit être traité avec la plus grande attention.

Il est donc essentiel de continuer à débattre de ce sujet et de trouver des solutions efficaces pour garantir l'intégrité des marchés financiers.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet d'actualité. Elle doit être traitée avec sérieux et transparence.

Il est important de noter que la loi sur les délits d'initiés est un sujet qui concerne tous les investisseurs.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet qui doit être traité avec la plus grande attention.

Il est donc essentiel de continuer à débattre de ce sujet et de trouver des solutions efficaces pour garantir l'intégrité des marchés financiers.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet d'actualité. Elle doit être traitée avec sérieux et transparence.

Il est important de noter que la loi sur les délits d'initiés est un sujet qui concerne tous les investisseurs.

La loi sur les délits d'initiés est un sujet qui doit être traité avec la plus grande attention.

Un Canadien dirigera le marché à terme

Le marché à terme de Hongkong (Hongkong Futures) a annoncé la nomination du Canadien Douglas Ford comme directeur général de cet organisme. M. Ford, quarante-cinq ans, qui préside depuis dix ans la Bourse des marchandises de Winnipeg, prendra ses fonctions le 13 juin. Son mandat sera de deux ans renouvelables.

L'ensemble du conseil d'administration du marché à terme de Hongkong s'est réuni vendredi après l'effondrement boursier d'octobre et après une série de départs de paiement. N'ayant plus de directeur général, cette place était dirigée par le vice-commissionnaire pour les échanges de matières premières, M. Philip Thorpe.

Le marché à terme de Hongkong (Hongkong Futures) a annoncé la nomination du Canadien Douglas Ford comme directeur général de cet organisme. M. Ford, quarante-cinq ans, qui préside depuis dix ans la Bourse des marchandises de Winnipeg, prendra ses fonctions le 13 juin. Son mandat sera de deux ans renouvelables.

L'ensemble du conseil d'administration du marché à terme de Hongkong s'est réuni vendredi après l'effondrement boursier d'octobre et après une série de départs de paiement. N'ayant plus de directeur général, cette place était dirigée par le vice-commissionnaire pour les échanges de matières premières, M. Philip Thorpe.

Le marché à terme de Hongkong (Hongkong Futures) a annoncé la nomination du Canadien Douglas Ford comme directeur général de cet organisme. M. Ford, quarante-cinq ans, qui préside depuis dix ans la Bourse des marchandises de Winnipeg, prendra ses fonctions le 13 juin. Son mandat sera de deux ans renouvelables.

L'ensemble du conseil d'administration du marché à terme de Hongkong s'est réuni vendredi après l'effondrement boursier d'octobre et après une série de départs de paiement. N'ayant plus de directeur général, cette place était dirigée par le vice-commissionnaire pour les échanges de matières premières, M. Philip Thorpe.

Le marché à terme de Hongkong (Hongkong Futures) a annoncé la nomination du Canadien Douglas Ford comme directeur général de cet organisme. M. Ford, quarante-cinq ans, qui préside depuis dix ans la Bourse des marchandises de Winnipeg, prendra ses fonctions le 13 juin. Son mandat sera de deux ans renouvelables.

L'ensemble du conseil d'administration du marché à terme de Hongkong s'est réuni vendredi après l'effondrement boursier d'octobre et après une série de départs de paiement. N'ayant plus de directeur général, cette place était dirigée par le vice-commissionnaire pour les échanges de matières premières, M. Philip Thorpe.

Le marché à terme de Hongkong (Hongkong Futures) a annoncé la nomination du Canadien Douglas Ford comme directeur général de cet organisme. M. Ford, quarante-cinq ans, qui préside depuis dix ans la Bourse des marchandises de Winnipeg, prendra ses fonctions le 13 juin. Son mandat sera de deux ans renouvelables.

L'ensemble du conseil d'administration du marché à terme de Hongkong s'est réuni vendredi après l'effondrement boursier d'octobre et après une série de départs de paiement. N'ayant plus de directeur général, cette place était dirigée par le vice-commissionnaire pour les échanges de matières premières, M. Philip Thorpe.

Le marché à terme de Hongkong (Hongkong Futures) a annoncé la nomination du Canadien Douglas Ford comme directeur général de cet organisme. M. Ford, quarante-cinq ans, qui préside depuis dix ans la Bourse des marchandises de Winnipeg, prendra ses fonctions le 13 juin. Son mandat sera de deux ans renouvelables.

L'ensemble du conseil d'administration du marché à terme de Hongkong s'est réuni vendredi après l'effondrement boursier d'octobre et après une série de départs de paiement. N'ayant plus de directeur général, cette place était dirigée par le vice-commission

Marchés financiers

BOURSE DU 21 MARS

Règlement mensuel																	
Compan- son	VALEURS	Cours pré- céd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- son	VALEURS	Cours pré- céd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- son	VALEURS	Cours pré- céd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2608	AS 5% 1973	3055	3060	3080	+ 0.05	798	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	133	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27
2609	C.R.E. 3%	1067	1061	1041	- 2.44	799	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	134	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2610	B.A.P. T.P.	1052	1050	1050	- 0.38	800	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	135	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2611	C.C.F. T.P.	1052	1050	1050	- 0.38	801	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	136	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2612	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	802	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	137	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2613	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	803	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	138	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2614	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	804	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	139	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2615	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	805	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	140	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2616	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	806	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	141	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2617	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	807	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	142	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2618	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	808	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	143	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2619	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	809	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	144	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2620	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	810	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	145	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2621	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	811	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	146	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2622	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	812	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	147	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2623	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	813	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	148	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2624	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	814	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	149	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2625	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	815	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	150	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2626	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	816	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	151	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2627	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	817	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	152	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2628	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	818	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	153	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2629	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	819	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	154	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2630	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	820	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	155	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2631	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	821	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	156	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2632	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	822	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	157	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2633	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	823	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	158	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2634	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	824	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	159	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2635	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	825	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	160	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2636	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	826	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	161	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2637	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	827	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	162	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2638	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	828	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	163	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2639	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	829	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	164	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2640	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	830	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	165	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2641	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	831	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	166	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2642	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	832	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	167	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2643	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	833	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	168	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2644	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	834	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	169	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2645	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	835	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	170	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2646	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	836	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	171	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2647	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	837	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	172	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2648	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	838	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	173	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2649	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	839	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	174	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2650	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	840	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	175	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2651	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	841	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	176	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2652	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	842	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	177	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2653	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	843	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	178	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2654	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	844	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	179	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2655	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	845	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	180	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2656	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	846	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	181	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2657	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	847	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	182	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2658	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	848	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	183	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2659	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	849	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	184	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2660	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	850	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	185	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2661	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	851	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	186	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2662	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	852	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	187	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2663	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	853	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	188	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2664	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	854	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	189	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2665	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	855	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	190	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2666	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	856	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	191	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2667	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	857	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	192	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2668	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	858	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	193	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2669	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	859	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	194	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2670	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	860	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	195	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2671	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	861	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	196	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2672	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	862	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	197	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2673	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	863	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	198	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2674	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	864	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	199	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2675	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	865	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	200	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2676	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	866	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	201	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2677	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	867	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	202	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2678	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	868	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	203	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2679	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	869	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	204	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2680	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	870	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	205	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2681	Chen Meth.	149 90	148	148	+ 1.27	871	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61	206	Deutsche Bank	148 80	148	148	+ 1.61
2682																	

Comptant (réaction)

SICAV (réaction)

18/3

VALEURS	% da nom.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais Ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais Ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais Ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais Ind.	Rachet net
Obligations																				
Bnp. 5.00 % 77	127 90	7 308	Cheminier (S.A.)	878	578	Loiret (S.A.)	1280	1300	Terrain-Anglais	304	292	A.A.A.	719 55	702 38	Forêt-Associations	1387 95	1387 95	Paribas Revenu	54 88	52 94
10.00 % 79/80	101 70	8 801	Cheminier (S.A.)	180	144	Luxemb.	781	790	Tour Eiffel	340	340	Action	188 55	189 24	Forêt-Associations	26 18	25 52	Paribas Revenu	1084 92	1085 86
13.25 % 80/80	100 40	8 057	C.I.C. Finance	171	106	Marathon Ind.	112 30	100 30	Union S.M.D.	501	531	Action France	400 72	388 25	Forêt-Associations	317 14	312 48	Paribas Revenu	1885 48	1885 23
13.80 % 81/88	103 32	8 235	C.I.C. Machine	723	729	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.00 % 82/88	102 38	8 064	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 83/88	114 18	1 187	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 84/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 85/88	114 18	1 187	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 86/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 87/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 88/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 89/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 90/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 91/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 92/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 93/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 94/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 95/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 96/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 97/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 98/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 99/88	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 00/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 01/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 02/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 03/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 04/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 05/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 06/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 07/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 08/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 09/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 10/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 11/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 12/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 13/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 14/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 15/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 16/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 17/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 18/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 19/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 20/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 21/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 22/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 23/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 24/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 25/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 26/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 27/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 28/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 29/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 30/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations	10618 78	10618 78	Paribas Revenu	542 34	528 64
14.50 % 31/89	118 05	3 388	Cheminier (S.A.)	1024	1024	Magnifique Unipol	133	151	U.A.P.	1000	1000	Action Invest.	342 46	325 52	Forêt-Associations					

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Les autorités soviétiques durcissent leur attitude face aux revendications arméniennes. 3 Panama : le général Noriega cherche à gagner du temps. 4 La réunion de la conférence islamique à Amman. 5 Avant les entretiens américano-soviétiques.	7-8 La campagne pour l'élection présidentielle. 10 Le feuilleton du septennat, par Jean-Yves Lhoteau. — Trois élections cantonales et une élection municipale.	12 Les propositions de Pierre Juquin sur l'éducation. 13 Le syndicat des policiers en civil ouvre un cahier de doléances dans les commissariats. SPORTS 14 Rugby, judo, football.	16 Musiques : Elektra, à Bruxelles. Portrait de Georges Pludermacher. — Cinéma : Running Man, de Paul-Michel Glaser. 17 L'architecture de l'hôpital Robert-Debré à Paris. — Communication : le comportement des téléspectateurs devant la publicité.	42 Le congrès de la Cisl. 43 La France du chômage. — Les assises du patronat chrétien. 45 La BID paralysée par le désaccord entre les États-Unis et l'Amérique latine. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 12. Annonces classées 21 à 36. Campus 20. Carnet 20. Loto 19. Météorologie 19. Mots croisés 19. Radio-télévision 19. Spectacles 18.	● L'Info 24 h/24 h. AFP ● A cinq semaines de l'élection présidentielle. ELEC ● Les derniers sondages. TELO Actualité, International, Sports, Campus, RUM, Télémat. 3615 Tape LEMONDE

Le voyage de M. Barre aux Antilles et en Guyane

Le code de bonne conduite majoritaire ne tient plus qu'à un fil

FORT-DE-FRANCE
de notre envoyé spécial

Après la Guadeloupe et avant la Guyane le lundi 21 mars, M. Raymond Barre a passé un week-end chargé en Martinique : rencontres avec les socio-professionnels, grand-messe à la cathédrale de Fort-de-France, départ d'une course de yoles à Sainte-Luce, discours dimanche soir à l'autre bout de l'île, devant la population de Saint-Pierre.

Un an après sa première visite dans ce département, il aura aussi pu constater que ses amis de l'UDF ne s'étaient point endormis sous les cocotiers, mais qu'au contraire ils avaient réussi la mutation du gauchisme au barrique.

M. Barre a dénoncé « ceux qui font des promesses qu'ils n'ont pas l'intention de tenir » et a souligné qu'à l'élection présidentielle de 1981 les Martiniquais avaient su montrer « qu'ils étaient des gens fides », « qu'ils s'étaient, eux, comportés avec loyauté et avec droiture ». Deux petites pierres lancées dans le jardin de M. Chirac, qui attendent que le déplacement aux Antilles de l'ancien premier ministre n'a sans doute pas contribué à améliorer les relations entre les deux camps. Déjà remués par la débauche de la campagne d'affichage RPR, lancée sur place exactement trois jours avant sa venue, M. Barre a pu constater que les manœuvres de division et d'intoxication s'étaient aussi propagées dans les Caraïbes quinze jours avant le passage de M. Chirac.

« Je sais, a-t-il prévenu à Saint-Pierre, il y a des gens qui viendront vous dire : « Vous avez entendu, ce Barre a raconté qu'il veut larguer les départements d'outre-mer. Vous allez entendre cela dans les jours qui viennent. Alors, je les connais bien ! Je sais bien tout ce qu'ils racontent ! Mais croyez-moi, je ne suis pas de ceux qui veulent établir la rupture entre la métropole et les départements d'outre-mer. C'est le contraire que je veux. Mais je veux aussi vous dire la vérité. Je ne veux pas que l'on traite les relations entre la métropole et les départements d'outre-mer en termes archaïques, inadéquats ou réactionnaires. »

Ces propos situent parfaitement le degré d'exaspération des barriéristes face à la concurrence chiraquienne. Sous la chaleur des tropiques, leur colère froide se contient de plus en plus mal et, même si M. Barre s'attache laborieusement à modérer ses emportements, son entourage se charge de dire clairement ce qu'il doit vraisemblablement penser tout bas.

Ainsi son directeur de cabinet, M. Pierre-André Wiltzer, qui fait partie de ce voyage, nous a confié qu'il son avis « le code de bonne conduite avec le RPR ne tenait plus aujourd'hui qu'à un fil ». M. Barre et M. Chirac étaient convenus de se rencontrer symboliquement une nouvelle fois si tôt l'annonce de la candidature de M. Mitterrand. M. Wiltzer s'interroge désormais sur l'opportunité, voire la portée d'un tel symbole. Expliquant que M. Barre n'a cherché jusqu'à présent à faire entendre sa différence que sur le ter-

rain normal des idées, ce proche lieutenant du député du Rhône dénonce aujourd'hui le « discours hypocrite d'union du RPR ».

Continuant de s'interroger avec perplexité sur le comportement du Parti républicain, les barriéristes constatent que, le jour même où M. Barre devait s'exprimer sur TF1 chez Christine Ockrent, M. Edouard Balladur, dans son article du Monde, a en quelque sorte « mangé le morceau » quant au rapprochement envisagé entre le RPR et le PR. M. Wiltzer y voit une tentative supplémentaire de déstabilisation, qui, prétend-il, devrait bientôt introduire l'idée de la candidature unique de M. Chirac.

Le flic ruiselle

Outre les « sondages fabriqués » et « certains médias sous perfusion RPR », M. Wiltzer, marqué lui aussi par son passage en Guadeloupe, dénonce les campagnes d'affichage du RPR : « La flic chez eux ruiselle de partout, note-t-il, et cela fait éclater de manière spectaculaire

laire l'imposture de la loi de financement des partis politiques que le gouvernement a fait voter précipitamment. Ces affiches sont éditées par le RPR. Elles ne seront pas comptabilisées sur le compte de la campagne du candidat Chirac. Nous assistons à une véritable mascarade ».

M. Wiltzer estime que ces pratiques et ces manœuvres mettent gravement en cause la qualité des reports de voix au second tour. « À moins que M. Chirac ait déjà pris son parti de faire perdre à la majorité les élections présidentielles. Compte tenu de la dégradation du climat au sein de la majorité, les barriéristes comptent à présent les jours qui les rapprochent de la candidature officielle de M. Mitterrand. Ils ont toujours pensé que, dès cet instant, le jeu de leur candidat deviendrait plus facile. Malgré les mauvais sondages, ils continuent de le croire et de rêver encore à un « défilé ».

Cette arrivée de M. Mitterrand sur le terrain devrait, selon eux, avoir deux avantages : moins focal-

ser le débat sur la rivalité entre les deux candidats de la majorité, et ôter à M. Chirac une partie de cette légitimité du pouvoir qu'il était seul à exploiter jusqu'alors. De surcroît, ils estiment que M. Barre sera moins lié que le premier ministre pour contrer sans retenue le chef de l'État et pour s'attacher « à nous un vrai débat » avec lui afin de prendre l'avantage définitif de la crédibilité.

Pour autant ils n'ont guère l'intention d'accélérer le rythme de leur campagne. Simplement, M. Barre se prépare à interpeller M. Mitterrand sur ses trois thèmes : quelle majorité pour son gouvernement ; ses propositions en matière fiscale ; sa politique économique, avec notamment la question des privatisations. Enfin et surtout, l'ancien premier ministre compte s'attacher aussitôt à relever « cette monstruosité » qui « pour la première fois dans le monde » va mettre aux prises pour une élection présidentielle un président de la République et son premier ministre.

DANIEL CARTON.

Un nouveau programme de télévision

Canal France pour l'Afrique

Le premier ministre Jacques Chirac devait annoncer, lundi 21 mars, à l'occasion d'un déjeuner en l'honneur de la francophonie, le lancement, dès le 1^{er} avril prochain, de Canal France, un programme de télévision diffusé par satellite à destination de l'Afrique.

Initié et financé par le ministère de la coopération, ce projet vise à combler l'absence d'images françaises dans les pays d'Afrique francophone et à alimenter les télévisions nationales qui peuvent utiliser à leur guise les émissions proposées dans leur grille de programmes, soit en direct, soit en différé. Un système plus rapide, plus moderne, plus puissant surtout, que l'actuelle distribution par cassette jugée « archaïque » par M. Aurillac, le ministre de la coopération.

Parfaitement généraliste comme le préfigure la bande-annonce diffusée, lundi, devant M. Chirac, Canal France comportera des émissions variées provenant, pour l'essentiel, des chaînes publiques françaises — magazines, films, émissions culturelles — ainsi que des éléments d'informations fournis par l'ATV (l'agence d'images de Radio-France outre-mer) voire des programmes fabriqués par une télévision africaine et susceptibles d'intéresser les autres.

Légère, la structure s'articulera autour de Trans-Télé, filiale de la Sofrad, et apparaissant aujourd'hui comme une coquille vide. Le capital devrait être rapidement partagé à des organismes publics et privés français (Antenne 2, RFO, post-étre TF1 et Canal Plus...) et à des télévisions d'Afrique.

Le conseil d'administration nommerait un président que M. Aurillac décrit comme un diplomate au profil consensuel et parfait connaisseur de l'Afrique, le directeur étant lui un professionnel. Le budget viendrait uniquement du ministère de la coopération, une première somme de 4,5 millions de francs étant prévue pour le lancement.

Réservée dès le mois d'août 1987, la location du dernier canal disponible sur le satellite Intelsat V pourrait cependant être partagée avec Canal Plus, le

chaîne cryptée projetant de diffuser son programme à destination de quelques grandes villes africaines. Par ailleurs, insiste-on au ministère de la coopération, Canal France ayant vocation à élargir rapidement son temps d'antenne (actuellement huit heures prévues) et à devenir peut-être à terme une véritable chaîne.

Aucune rivalité ni concurrence, précise M. Aurillac, avec les autres chaînes francophones (notamment le projet de deuxième chaîne marocaine). « Il s'agit d'un « plus » français qui répond à la fois à une demande pressante de nos partenaires africains et à un besoin ».

ANNICK COJEAN.

Fen vert à la dernière OPA de Framatome sur Télémeccanique

La chambre syndicale des agents de change a donné le lundi 21 mars son feu vert à la dernière surchère de Framatome sur Télémeccanique. Celle-ci porte sur la totalité du capital de l'entreprise à un prix de 4 500 francs par action. La date de clôture de cette OPA est reportée du 28 mars au 5 avril.

Par ailleurs, elle autorise la reprise des cotations de Télémeccanique pour le mercredi 23 mars. Toutefois, afin d'éviter une trop grande variation du titre en Bourse, elle indique qu'elle n'acceptera pas de coter un cours inférieur à 4 500 francs et supérieur à 5 890 francs.

Antoine Gallimard devient PDG des éditions Gallimard

Le conseil d'administration des éditions Gallimard a décidé, vendredi 18 mars, a-t-on appris lundi, de nommer président-directeur général Antoine Gallimard. L'ancien PDG, Claude Gallimard, père d'Antoine et fils de Gaston, fondateur des éditions, devient président.

[Antoine Gallimard est âgé de quarante ans. Après des études de lettres et de droit, il est entré aux éditions en 1972, pour s'occuper des collections de grande diffusion (« Folio », « L'imaginaire »). Il était directeur général depuis 1982.]

● Inculpation de membres présumés de l'ex-FLNC. — Jean-André Orsini et Charles Plet, membres présumés de l'ex-FLNC, ont été inculpés, vendredi 18 mars, par M. Michel Legendre, juge d'instruction à Paris, chargé des dossiers de terrorisme, pour participation au mitrailage d'une gendarmerie, le 11 juin 1987 à Sarrat-Spagnon (Corse-du-Sud).

● Suicide d'un délégué à Fleury-Mérogis. — Marius Ely, un Martiniquais de trente-quatre ans, délégué à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne), s'est pendu dans sa cellule, vendredi 18 mars. Il était inculpé depuis le 16 septembre 1987 pour homicide volontaire.

Sur le vif

SPE

Vous connaissez l'histoire de l'enfant-chien ? Mais si, la presse en a parlé la semaine dernière, un petit gamin de quatre ans abandonné par ses parents — le hoboient Düsseldorf — à la garde d'un berge allemand, une chienne appelée Asta. C'est le seul mot que connaisse le petit, le seul qu'on ait jamais prononcé devant lui. Pour le reste, il aboie, il jappe, il gémit et il bouffe à même le sol carrelé de la cuisine, au milieu des excréments, des débris, des restes de pain rassis, ou de viande crue que se nourrit déchaînée à son intention.

Je lis ça, je saute en l'air et j'y vais de ma cassette stéréo : ouais, c'est quand même insensé, à douze ans du troisième millénaire, en RFA, un pays vauchement prospère, c'est des sauvages, ces gens-là... J'ai encore perdu une belle occasion de me taira. Non, c'est vrai, il a eu une chance dingue, ça même. Mener une vie de chien, c'est pas donné à tout le monde. Il s'en est très bien tiré, comparé à Jessie, dont le petit corps tabassé, brûlé à la bougie et au fer à repasser, violé, membres cassés, écorchés, était représenté

hier soir à la télé par une poupée. Morte, Jessica, assassinée par sa maman et son papa, ici et maintenant, ça se passe à Amiens, c'est pas loin.

Il y en a cinquante mille comme ça, retenez bien ce chiffre-là, cinquante mille des racisés chaque année en France, sans compter tous les enfants battus, séquestrés, torturés, qu'on entend hurler sans intervenir, qu'on laisse crever sous prétexte que chacun est bien libre de faire ce qu'il veut, du moment qu'il n'embête personne.

Un gosse, c'est pas une personne. C'est même pas un animal. Les animaux, il y a des associations pour ça, il y a le SPA. Soyons justes, depuis peu, il y en a une aussi pour les humains, « Enfance et partage ». Moi, j'appellerais ça la SPE, Société protectrice des enfants. Ça dit bien, ça dit mieux ce que ça veut dire. Quitté à faire d'une pierre deux coups et à mettre à la fournaise, dans la cage d'une mère chien, ces petits martyrisés par des hommes loups.

CLAUDE SARRAUTE.

La grève des marins français et britanniques
Des centaines de camions sont bloqués à Calais et à Douvres

La conjonction des grèves des marins français de l'armement naval SNCF (à l'appel de la CGT et de la CFDT) et des marins de l'armement britannique privé P and O connaît, lundi 21 mars, à provoquer des perturbations pour les particuliers et les camionneurs qui voulaient traverser la Manche. Le principal point noir était toujours Calais, premier port du continent pour le trafic de voyageurs (9,15 millions en 1987), où plus de cinq cents poids lourds étaient en attente d'embarquement dimanche soir. Des embouteillages moins graves, étaient signalés à Dieppe, à Dunkerque et, du côté anglais, à Douvres.

Des deux côtés de la Manche, les autorités ont conseillé aux camionneurs de se diriger vers d'autres ports que ceux qui sont engorgés. C'est ainsi que du trafic a été détourné vers Cherbourg, Caen, Le Havre, Boulogne ou les ports belges, d'où opèrent d'autres compagnies.

Les marins britanniques de P and O ont commencé leur mouve-

ment il y a sept semaines, mais leurs collègues français de la société nationale, qui exploite sept ferries, sont en grève depuis le jeudi 17 mars. Leurs revendications sont similaires : lutter contre les décisions de leurs directions de réduire substantiellement les salaires tout en allongeant la durée du travail, afin d'améliorer la productivité des entreprises dans la perspective de l'ouverture du tunnel sous la Manche.

« Il ne s'agit pas d'autre chose que d'une grève défensive, mais nous sommes prêts à négocier à tout moment », nous a déclaré M. François Lagin, secrétaire général des marins CGT.

Les syndicats français protestent aussi contre les conditions de réemploi des marins des deux ferries Saint-Eloi et Saint-Germain, basés à Dunkerque et Calais et qui vont être prochainement retirés du service. Ils craignent enfin, après les élections, une privatisation de l'armement naval de la SNCF.

PCS PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

- Taux confirmé de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission : sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classe "pilote" HEC

(ouverture septembre 1988)

- Pour bacheliers C avec mention et/ou redoublants admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de mars.

PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
tél. (1) 45 66 59 98
établissement d'enseignement supérieur

Le Monde sur minitel

PRÉSIDENTIELLES :

tous les sondages pour comprendre

IPSOS

36.15 TAPEZ LEMONDE

MONTRE-TELEPHONE CASIO

laissez-la faire son Numéro!

Étonnante CASIO - elle garde en mémoire vos 50 numéros de téléphone les plus courants - elle les affiche à la demande - mais surtout, elle les compose pour vous : 699 F

Compatible avec tous les téléphones à fréquence - 23 du pays français.

CASIO LE TEMPS MODERNE